



HAL
open science

Fernand Deligny, un innovateur social aux prises avec les circonstances (1938-fin des années 1950)

Maxime Fichet

► **To cite this version:**

Maxime Fichet. Fernand Deligny, un innovateur social aux prises avec les circonstances (1938-fin des années 1950). Histoire. 2016. dumas-01341598

HAL Id: dumas-01341598

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01341598v1>

Submitted on 4 Jul 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

UFR 09

Master Histoire des Sociétés occidentales contemporaines

Centre d'Histoire sociale du XXe siècle

**Fernand Deligny, un innovateur social aux prises avec les circonstances
(1938 – fin des années 1950)**

Mémoire de Master 2 recherche

Présenté par Maxime Fichet

Sous la direction d'Olivier Wieviorka

2016

Table des matières

Remerciements	iv
Introduction	vi
0.0.1 Une étude ancrée dans la socio-histoire	ix
0.0.2 Une chronologie transversale	xv
0.0.3 Enjeux historiographiques	xix
Présentation des sources	xxvi
0.1 Sources imprimées	xxix
0.1.1 Textes écrits par Fernand Deligny	xxix
0.1.2 Brochures, rapports, notes	xxix
0.1.3 Revues spécialisées	xxx
0.2 Archives	xxxii
0.2.1 Archives publiques	xxxii
0.2.2 Archives privées	xxxiii
0.3 Entretiens – récits de vie	xxxiii
1 Formation et premiers pas comme éducateur	1
1.1 Un révolte contre les espérances familiales	1
1.1.1 Travailler à partir d’une source autobiographique	2
1.1.2 Historiographie du deuil de guerre	6
1.1.3 Un caractère de marais et de guerre	10
1.2 A la découverte du métier d’instituteur	15
1.2.1 L’essor de l’éducation nouvelle	15

1.2.2	Fernand Deligny passeur de la pédagogie nouvelle dans l'éducation spécialisée naissante	25
2	Un témoin des transformations asilaires pendant l'Occupation	29
2.1	Revenir de la drôle de guerre	29
2.1.1	Relire le journal d'un éducateur	29
2.1.2	Vers une anthropologie du temps vécu : un parallèle à tirer avec les avant-gardes artistiques ?	37
2.2	Une chronique de l'asile d'Armentières sous l'Occupation	40
2.3	Enseigner à l'Institut Médico-Pédagogique : participer à la rationalisation du contrôle de l'enfance inadaptée	50
2.3.1	Les prémisses du basculement du champ de la gestion de la déviance juvénile	50
2.3.2	L'alliance de circonstance entre un éducateur et un médecin	54
2.3.3	Une innovation pédagogique relative au cœur de l'occupation	58
2.3.4	Sortir du modèle asilaire : bâtir un village d'enfants	65
3	Un modèle paradoxal de rééducation	71
3.1	Dans les quartiers de taudis	71
3.1.1	Mutations du champ de la gestion de la déviance juvénile	72
3.1.2	Les équipes de prévention de la délinquance juvénile	79
3.2	Au centre d'observation et de triage de la région de Lille	88
3.2.1	Créer de nouveaux dispositifs d'accueil et d'orientation des jeunes délinquants	88
3.2.2	Le C.O.T. de Lille : un modèle ?	91
3.2.3	Observer, tester, analyser : l'importation partielle d'un savoir psychologique	97
3.2.4	La réadaptation sociale par le travail	100
3.3	Dans les journaux	103
3.3.1	Politiser l'enfance maltraitée	103
3.3.2	Dénoncer et proposer	105
3.3.3	Ce que révèle le jugement de l'abbé Stahl	112

4 Un passage déterminant par des mouvements d'éducation populaire	119
4.1 Une brève introduction à l'histoire de l'ajisme	119
4.1.1 L'esprit ajiste	119
4.1.2 L'éducation populaire dans les Auberges	127
4.2 Travail et Culture : un détour par l'éducation populaire	131
4.2.1 La naissance de <i>Travail et Culture</i> : l'aboutissement d'un mouvement culturel	131
4.2.2 Education populaire et démocratisation culturelle	134
5 La Grande Cordée	139
5.1 Les principes d'un organisme original	139
5.1.1 Se faire connaître pour créer un réseau	139
5.1.2 L'élaboration d'une doctrine psychopédagogique	144
5.2 Un premier bilan	147
5.3 Rapports avec les soutiens politiques et sociaux	151
5.3.1 Un Makarenko français?	151
5.3.2 Des rapports tumultueux avec la Sécurité Sociale	155
5.3.3 Un accueil mitigé parmi le réseau ajiste	157
Conclusion	161
Bibliographie	164
.0.4 Appareil théorique	164
.0.5 Généralités	165
.0.6 Délinquance juvénile et éducation spécialisée	166
.0.7 Jeunesse et éducation populaire	168
.0.8 Mouvements pédagogiques et sciences de l'observation	169
Sources inédites	171

Remerciements

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à la rédaction de ce mémoire. Je pense en particulier à Olivier Wiewiorka ; sans son opiniâtreté, mon enquête archivistique n'aurait sans doute pas abouti très loin. La fréquentation du séminaire centré sur les thèmes de la « culture et de l'éducation populaire » de Gérard Noiriel à l'École des hautes études en sciences sociales fut riche en conseils et références précieux pour préciser la structuration du champ de l'éducation populaire. J'ai bénéficié par ailleurs d'un excellent accueil au sein des différents services d'archives publiques consultées, leur aide à la recherche et au repérage à distance de fonds d'archives a grandement facilité l'enquête préalable à la rédaction de ce mémoire.

Naturellement, mes pensées vont à toutes les personnes qui m'ont ouvert leurs portes pour parler du parcours de Fernand Deligny et des traces qu'il a pu laisser à la postérité : que la bienveillance de Sandra Alvarez de Toledo, qui m'a fourni une mine de conseils et de contacts essentiels, soit ici reconnue. Elle m'a permis de consulter une abondante correspondance inédite entre Fernand Deligny et Irène Lézine, qui témoigne des relations entre le Parti Communiste et Fernand Deligny. C'est aussi grâce à elle que j'ai pu entrer en relation avec Michel Chauvière, qui m'a incité à questionner l'itinéraire de Deligny de manière documentée et critique. Il m'a d'ailleurs généreusement confié l'enregistrement de l'entretien qu'il avait mené avec lui dans les années 1970, pour préparer la publication de son ouvrage traquant l'héritage des initiatives prises sous l'Occupation dans le secteur de l'enfance inadaptée¹. C'est par son intermédiaire que j'ai pu rencontrer Daniel Terral, qui détient les archives personnelles d'Huguette Dumoulin. L'une des premières

1. Michel CHAUVIÈRE. *Enfance inadaptée: l'héritage de Vichy*. Éditions ouvrières, 1980. 283 p.

compagnes de Deligny fut la cheville ouvrière de la Grande Cordée, association qui fera l'objet d'une analyse dans le cadre de ce mémoire. Elle a heureusement conservé de nombreux documents en relation avec cette expérience, sans quoi les sources à son égard seraient bien maigres. Je remercie donc grandement Daniel Terral de m'avoir permis d'accéder à ces archives à son domicile, dans une atmosphère conviviale. Je pense également au personnel qui m'a accueilli à l'Insitut Deligny de Lambersart, lointain héritier du Centre d'observation dirigé par Deligny en 1945 : sans l'accueil de sa directrice, Dorothee Dufour, et l'intérêt de sa secrétaire pour garder une mémoire de l'emplacement des archives conservées dans les murs de l'établissement, je n'aurais pas pu explorer les armoires et le grenier du « Château » pour y découvrir des bribes de dossiers d'enfants. Ma reconnaissance s'adresse également au personnel de l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC), qui m'avaient accueilli lors de recherches liminaires au cours de l'année de M1 pour consulter de nombreux manuscrits inédits écrits par Deligny.

Introduction

Qui aujourd'hui connaît Fernand Deligny ? A moins de s'être intéressé de près ou de loin au secteur de l'éducation spécialisée ou aux prises en charge alternatives de l'autisme, il est assez peu courant d'avoir jamais entendu parler de cet homme-là. Pourtant, il est loin d'être un absolu anonyme, et on est loin d'exhumer son existence du silence de l'histoire². Il reçut un écho certain au sein du monde intellectuel dans les années 1970, lorsque Gilles Deleuze et Félix Guattari déclarèrent s'inspirer de son expérimentation des cartes et des lignes d'erre pour forger le concept de rhizome³. Educateur, écrivain, cinéaste expérimental, il est difficile de le ranger dans une quelconque catégorie facilitant son identification pour la postérité. Les grands traits de son parcours politique marquent définitivement une accointance avec les mouvements d'extrême gauche – il fut membre du Parti Communiste pendant plusieurs années – mais ce n'est pas la raison principale pour laquelle un intérêt renouvelé s'est éveillé depuis quelques années autour de sa figure : il existe depuis sa mort en 1996 une multitude d'initiatives visant à perpétuer sa mémoire et à diffuser sa pensée. Partant de la constitution d'une association vouée à perpétuer sa mémoire et à diffuser son œuvre littéraire⁴, ce mouvement ressuscitant en quelque sorte Fernand Deligny s'est concrétisé depuis

2. Alain CORBIN. *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot: sur les traces d'un inconnu, 1798-1876*. Paris, France : Flammarion, 1998. 336 p.

3. Le dispositif des cartes est présenté dans l'ouvrage suivant, il caractérise la recherche de Deligny avec les enfants autistes qu'il a accueilli au sein d'un réseau d'aires de séjour des années 1960 à la fin des années 1980 : *Cartes et lignes d'erre: traces du réseau de Fernand Deligny, 1969-1979*. Réd. par Sandra ÁLVAREZ DE TOLEDO. L'Arachnéen, 2013. 413 p. Deleuze et Guattari font référence à Deligny dans le deuxième volume de *Capitalisme et Schizophrénie* : Gilles DELEUZE et Félix GUATTARI. *Capitalisme et schizophrénie*. Les éditions de Minuit, 1980. 646 p.

4. Née en 1997, un an après la mort de Deligny, l'association « Les vagabonds efficaces », du titre de l'un des ouvrages phares de Deligny « s'est donnée pour but de perpétuer la présence de Fernand Deligny à travers ses œuvres et le témoignage de sa vie. »

maintenant une dizaine d'années par la réédition assortie d'un appareil critique de la plupart de ses textes, certains étant devenus introuvables⁵. C'est d'ailleurs à partir du volume des *Oeuvres* que j'ai moi-même découvert son existence⁶, et par la même occasion décidé de prendre son parcours comme objet d'étude dans le cadre de ce mémoire.

Il ne s'agit pas ici de proposer un essai d'égo-histoire⁷, ni de justifier trop longuement la légitimité du sujet choisi, mais quelques points me semblent essentiels pour bien comprendre d'où je parle, préalable nécessaire à la compréhension de l'itinéraire problématique emprunté par la suite. Tout d'abord, l'intérêt que je porte à Fernand Deligny vient d'une attirance toute personnelle pour ses textes, marqués par un sens aigu de la formule et attisant facilement la curiosité, si ce n'est l'admiration. Cette découverte est venue répondre de manière inattendue à des questionnements personnels à propos de pédagogie, et a alimenté une réflexion déjà engagée à propos d'une action éducative en milieu populaire. Ainsi les développements souvent sarcastiques à l'égard des institutions de son époque trouvent encore aujourd'hui un écho rassurant face aux évolutions les plus contemporaines des institutions éducatives et pénitentiaires⁸. Il est d'autant plus préférable en ce sens d'assumer d'entrée de jeu la séduction qu'entraînent bien souvent les textes de Deligny pour mieux s'en détacher, et tenter de proposer un discours qui ne l'utilise ni comme un allié de circonstance, ni comme une arme au service de la confirmation d'une hypothèse de recherche préalable. Ce travail tente même de prendre le contre pied du récit quasi légendaire apparu à propos du « personnage » Deligny, récit alimenté principalement par une lecture très proche de ses textes,

5. La plupart des textes de Deligny se trouvent dans le volume des *Oeuvres*, mais certains écrits font l'objet de publications à part : Fernand DELIGNY. *Oeuvres*. Sous la dir. de Sandra ÁLVAREZ DE TOLEDO. 1 t. Paris : l'Arachnéen, 2007. 1845 p. ; Fernand DELIGNY. *La Septième face du dé : roman*. Hachette, 1980. 237 p. ; Fernand DELIGNY. *L'Arachnéen et autres textes*. Avec la coll. de Bertrand OGILVIE. Paris, France : l'Arachnéen, 2008. 253 p.

6. Son parcours faisait l'objet d'un article dans le numéro 5 de *Z. Revue d'enquête et de critique sociale*, consacré au Travail social

7. Maurice AGULHON et al. *Essais d'égo-histoire*. Sous la dir. de Pierre NORA. Gallimard, 1987. 375 p.

8. J'interviens depuis quelques années en milieu carcéral auprès de détenus en organisant des ateliers socio-culturels, dans le cadre du Génépi. J'ai été par ailleurs directement en contact avec le milieu de l'éducation populaire comme titulaire du BAFA, Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur

sans essayer d'opérer un détachement critique à son égard⁹. Le caractère imposant de son œuvre littéraire et la tradition d'associer à un nom précis un programme et des idées pédagogiques ont contribué à construire un récit mythique des expériences de Deligny, si bien qu'il est désormais nécessaire de démêler ce qui tient de la légende et ce qui tient de la réalité : il n'a pas toujours été ce « personnage en dissidence totale par rapport aux institutions et par rapport aux autorités » exilé dans un hameau des Cévennes à la fin des années 1960. « Il est quelqu'un de dérangeant, d'insubordonné, non conformiste de mille manières, mais il n'est pas en dissidence¹⁰ ». D'autre part, le fait de ne pas avoir d'intérêt – intellectuel ou social – dans le champ de l'éducation spécialisée ou de la psychiatrie donne une assez grande liberté de problématique, et permet d'ouvrir des perspectives parfois occultées ou ignorées par les personnes qui ont écrit jusqu'à aujourd'hui à propos de Deligny. Cette position d'outsider, et l'enjeu relatif de ce travail invitent ainsi à décroquer une certaine histoire de l'éducation spécialisée et de l'éducation populaire, en renouvelant tant ses questionnements que ses méthodes d'investigation¹¹.

La problématisation que l'on adoptera tout au long de ce travail s'est construite lentement, au rythme de l'aller retour entre les sources et l'historiographie. Elle reflète donc autant les découvertes archivistiques issues de l'enquête réalisée que

9. Cette proposition de sortie d'un travail herméneutique sur Deligny, suit la suggestion que Sandra Alvarez de Toledo m'avait donnée au moment de notre première rencontre le 30 novembre 2013 : « jusqu'à présent, comme on a un peu fait réapparaître Deligny, les gens écrivent dans Deligny. Avant il y a eu beaucoup de textes qui ont été écrits à propos de Deligny, qui nous intéressent nous, en particulier chez Erès, dans le milieu de l'éducation spécialisée. Et très souvent ça produit quelque chose, une sorte de mimétisme, les gens se mettent à écrire comme lui et là on commence vraiment à sortir de là ».

10. Propos de Vincent Peyre tenus au cours d'un colloque sur Deligny, dans Jacques BOURQUIN. *A propos de Deligny : journée d'études du 22 juin 1992, Vaucresson*. Avec la coll. de Maryse VAILLANT et CENTRE NATIONAL DE FORMATION ET D'ÉTUDES DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE. Vaucresson : CNFEPJJ, 1993. 89 p., p.54.

11. Il y aurait sans doute un travail à réaliser analysant l'importation depuis une dizaine d'années de la figure de Deligny dans notre présent, dans des secteurs allant de l'éducation spécialisée naturellement à l'histoire de l'art : les rencontres, conférences et expositions à son sujet sont nombreuses et sont des indicateurs précieux des projections opérées sur la figure de Deligny par les acteurs de monde contemporain. On prendrait exemple sur l'étude menée très récemment sur l'histoire et la mémoire du mouvement situationniste, qui de mouvement confidentiel d'avant-garde, est devenu une référence incontournable parmi des milieux très institutionnels : Anna TRESPEUCH-BERTHELOT. *L'Internationale situationniste: de l'histoire au mythe, 1948-2013*. Presses universitaires de France, 2015. 564 p.

les tendances contemporaines de la recherche historique à propos des thèmes et objets d'études abordés. Si l'itinéraire de Fernand Deligny et ses idées pédagogiques mériteraient à eux seuls un travail de présentation, l'objet de ce présent mémoire est davantage de resituer une trajectoire individuelle au sein du vaste mouvement de structuration du champ de la prise en charge de l'enfance « inadaptée » au milieu du XX^{ème} siècle en France. Le fait est que l'itinéraire de Deligny traverse plusieurs champs d'action liés à l'enfance inadaptée, et qu'il offre la possibilité de mieux décrire les rapports des uns avec les autres, tout en demeurant attentif au contexte historique général qui détermine également les expériences entreprises. Les jeux d'échelle entre le local et l'institutionnel, l'analyse des réseaux de soutiens et/ou d'opposition, mais aussi le lien que l'on tentera de maintenir avec une histoire plus intellectuelle permettront de saisir dans toute leur complexité les conditions de possibilité historique des expérimentations pédagogiques de Fernand Deligny.

0.0.1 Une étude ancrée dans la socio-histoire

La définition même de l'objet de cette étude se bute à un problème historiographique bien connu : en suivant un itinéraire biographique particulier, le risque n'est-il pas de tomber dans le style hagiographique, d'oublier les effets de structure et le rôle du contexte historique déterminant une trajectoire individuelle ? La question sous-jacente est celle des relations entre cet itinéraire et un contexte historique donné, de la grille événementielle la plus large aux circonstances les plus proches. Elle pourrait par exemple être résolue par le recours à la notion d'influences, entendue comme la recherche de situations similaires qui indiqueraient un chemin à suivre, un modèle pour l'action, un socle de valeurs communes. Mais il semble qu'en faisant usage de cette notion, on ne fait que peu expliquer dans le détail les modes d'appropriation, les processus d'importation ou de transfert de pratiques et *in fine* la profondeur historique d'éventuelles innovations pédagogiques. Sans vouloir rentrer dans une discussion épistémologique approfondie, il s'agit ici de resituer les jeux entre individu et milieu, voire entre individu et société. Ce problème a été abordé en son temps par Norbert Elias¹², qui y a apporté

12. Norbert ELIAS. *Qu'est-ce que la sociologie ?* Trad. par Yasmin HOFFMANN. La Tour-d'Aigues : Éd. de l'Aube, 1991. 222 p.

une solution conceptuelle qui forme la toile de fond de ce travail : il a proposé pour sortir de cette aporie sociologique de forger le concept de « configuration », défini à partir de la métaphore des joueurs de cartes. Ces derniers adoptent chacun une certaine stratégie individuelle dans leur jeu, mais tiennent compte à chaque instant de la stratégie des autres, des règles du jeu, du déroulement de la partie. Cet outil conceptuel maniable, consistant en la « figure globale toujours changeante que forment les joueurs »¹³, forme un ensemble de tensions et de relations d'interdépendance entre acteurs qu'il s'agira de scruter dans le cas présent, dans l'idée de proposer une lecture socio-historique de la trajectoire de Fernand Deligny. L'adoption d'une telle perspective permet également de se prémunir de toute reconstruction biographique *a posteriori*, qui chercherait à identifier dans le déroulement d'une vie une forme de continuité et d'identité. Le fait de travailler entre autres à partir d'un volume conséquent rassemblant la plupart des écrits de Deligny¹⁴ est en cela un défi, puisque l'opération éditoriale consistant à rapprocher au sein d'un même volume des textes très divers, écrits à des périodes et dans des contextes extrêmement différents a tendance à faire émerger des points d'intérêt communs et des constantes tout au long de sa vie. Malgré tout, l'attitude de Deligny lui-même au cours des entretiens dont on a gardé trace prend le contre-pied d'une « illusion biographique » maintenue par le postulat du « sens de l'existence racontée »¹⁵, à l'instar de ses réponses aux questions de l'Express méditerranée dans les années 1970 :

L'Express-Méditerranée : Vous vous êtes occupé successivement d'enfants difficiles, de jeunes délinquants, d'arriérés mentaux. Chaque fois, à travers des expériences très neuves et délibérément vécues en marge. Au fond, d'Armentières, dans le Nord, à Monoblet, dans les Cévennes, votre ambition n'a peut-être été que d'apporter, comme vous le dites, « un peu d'eau fraîche au vieux moulin libertaire ».

Dans quel milieu familial a pu germer cette volonté ?

Fernand Deligny : Cette volonté ? Il ne faudrait pas s'y méprendre.

13. Ibid., p.157.

14. DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit.

15. Pierre BOURDIEU. « L'illusion biographique ». In : *Actes de la recherche en sciences sociales* 62.1 (1986), p. 69–72.

C'est maintenant que je parle d'une position "libertaire". Cette volonté dont vous parlez, c'est bien à mon insu qu'elle s'est manifestée et je n'arrête pas de chercher ce que peut bien vouloir dire ce mot-là que j'ai trouvé un jour accolé à mon nom ¹⁶.

Il y a dans cette réponse, sous une autre forme, l'essentiel de la critique opérée par Bourdieu à propos des difficultés de l'enquête biographique : « Essayer de comprendre une vie comme une série unique et à soi suffisante d'événements successifs sans autre lien que l'association à un "sujet" dont la constance n'est sans doute que celle d'un nom propre, est à peu près aussi absurde que d'essayer de rendre raison d'un trajet dans le métro sans prendre en compte la structure du réseau, c'est-à-dire la matrice des relations objectives entre les différentes stations. Les événements biographiques se définissent comme autant de placements et de déplacements dans l'espace social ¹⁷ ». Le sociologue poursuit en militant pour une prise en compte de la dynamique et des multiples dimensions du champ social étudié, préalable nécessaire à l'explication du déplacement, lui aussi multidimensionnel, des individus et de leurs capitaux associés au sein de ce champ. L'historiographie s'intéressant aux mouvements pédagogiques de l'entre-deux-guerres, de l'Occupation et de la Libération est en outre assez maigre, la recherche historique dans ce domaine fait figure de pionnière à bien des égards. Par ailleurs, on retrouve peu de traces dans les sources consultées d'une éventuelle vocation d'éducateur, ou d'un enchaînement purement linéaire des différentes tentatives pédagogiques entreprises : Deligny préfère parler de « ricochet » pour désigner la manière dont les événements de sa vie se sont liés les uns aux autres. Il offre ainsi une échappatoire au discours de vie linéaire traditionnel et incite à analyser toute la densité du tissu social sur lequel les tentatives qu'il a initiées se sont greffées. L'approche ici proposée permet d'objectiver, d'une certaine manière, ce que l'on serait tenté de nommer « l'air du temps » d'une période historique. Cette notion floue est malgré tout assez suggestive, et elle est souvent utilisée faute de mieux pour décrire les conditions de possibilité de formes d'action novatrices. Elle demeure faiblement efficace d'un point de vue épistémologique, tant on peut subsumer tout et son

16. « Fernand Deligny : une vie en marge. Trente ans de dialogue avec des irrécupérables », *L'Express méditerranée*, mars 1972

17. BOURDIEU, « L'illusion biographique », op. cit., p.71.

contraire en l'utilisant. C'est aussi l'un des objectifs de la socio-histoire que de tenter de clarifier l'usage des terminologies scientifiques et d'affronter en connaissance de cause le terrain des imaginaires sociaux et des espérances collectives. Tout l'enjeu de ce mémoire sera de tenter de saisir cet « air du temps » d'une manière différente, en étant attentif au remodelage permanent des configurations sociales, et en recourant notamment au jeu d'échelles afin de mettre en valeur les forces sociales à l'œuvre à chaque niveau d'analyse.

On l'a vu, l'action éducative de Fernand Deligny s'est adressée à des « publics » assez différents les uns des autres ; cela dit, elle a toujours été destinée à l'enfance dans un sens large. Il s'agit là d'un point fixe qui ouvre un vaste panorama sur les institutions qui entrent en jeu dans sa prise en charge : famille, santé, éducation, justice ont chacune une manière d'interpréter le problème de l'enfance et de la jeunesse à partir de préoccupations diverses, changeantes suivant le moment historique. Evidemment, ces institutions sont incarnées par des hommes, et l'on se gardera de faire des développements généralisants à partir des pratiques retenues. On a précisément pris l'option d'analyser dans le détail des pratiques pédagogiques originales pour tenter de fournir non pas seulement une analyse des discours et des représentations liées à l'enfance irrégulière, mais aussi une étude des pratiques de ce secteur d'action sociale. Plutôt qu'une histoire de l'enfance à proprement parler, il s'agira d'écrire une histoire des relations entre les adultes engagés dans le monde de la rééducation et les enfants dont ils sont provisoirement responsables, dans une tradition interactionniste classique.

L'histoire de la jeunesse a connu depuis quelques années un renouvellement conséquent, grâce entre autres aux croisements opérés entre sociologie et histoire. L'une des portes d'entrée de cette histoire est formée par les thèmes de la déviance et de la délinquance juvénile, à propos desquels ont été publiés un certain nombre d'ouvrages fondateurs¹⁸. Ces thèmes s'offrent facilement à une analyse en termes de représentations, en prenant comme sources les nombreux discours dénonçant ou expertisant les phénomènes de délinquance juvénile. On retrouve dans les études de ce type une constante attention à la construction de catégories séparant divers

18. Pour une présentation récente de l'actualité de la recherche en histoire de la jeunesse, voir : Ivan JABLONKA et Ludivine BANTIGNY. *Jeunesse oblige: histoire des jeunes en France XIXe-XXIe siècle*. Presses universitaires de France, 2009, On retrouvera en bibliographie un répertoire plus complet des ouvrages disponibles au sujet de la délinquance juvénile.

groupes de jeunes, à leur éventuelle stigmatisation et aux peurs sociales suscitées par le caractère incontrôlable de certaines manifestations de déviance juvénile : « La crainte de toute transgression, celle des "incroyables" et des "enfants du siècle", celle des "zazous" et des "tricheurs", celle des "blousons noirs" et des "jeunes de banlieues" – mieux vaudrait dire des "quartiers populaires" – témoigne de l'antienne érigeant la jeunesse en menace¹⁹ ». La prise en charge de la jeunesse délinquante fait également l'objet d'études, mais elle se confronte inévitablement à un problème de sources, qui sont la plupart du temps issues de l'institution judiciaire et offrent ainsi un regard biaisé sur les ambitions de répression et de rééducation inhérentes à l'action de la protection des mineurs depuis le milieu du XX^{ème} siècle. On dispose certes de multiples témoignages portant sur les maisons de rééducation, et sur le système de la justice des mineurs mis en lumière de manière éclatante au cours des années 1930 par des campagnes de presse véhémentes²⁰, mais il paraît difficile d'appréhender *de l'intérieur* la prise en charge de l'enfance irrégulière. La parole des enfants eux-mêmes est le plus souvent tronquée, ou déjà interprétée dans les sources dont on dispose. Le vécu quotidien en institution de rééducation ou de placement est ainsi un angle mort de la recherche, alors qu'il est essentiel pour comprendre en finesse l'action éducative et répressive invoquée dans les textes législatifs.

La multitude de termes désignant l'enfance sous main de justice et/ou en placement, si elle dénote un flottement caractéristique des difficultés de catégorisation de phénomènes protéiformes, pose aussi un problème de définition fondamental pour l'écriture de cette histoire : on reprendra ici à notre compte le terme « d'enfance irrégulière » adopté par la revue d'histoire consacrée au sujet²¹. Il permet de qualifier d'une façon relativement neutre la catégorie des enfants ayant eu un rapport avec l'institution judiciaire ou bien psychiatrique à un moment de leur existence : l'origine diverse des placements dans ce dernier cas – par la famille, sur ordre de justice ou par le biais d'organismes sociaux – incite à ne pas restreindre

19. Ibid., p.14.

20. Alexis Danan avec ses *Cahiers de l'enfance* fut l'une des figures majeures de la dénonciation des bagnes d'enfants dans les années 1930. Son parcours a été étudié récemment : Pascale QUINCY-LEFEBVRE. *Combats pour l'enfance: itinéraire d'un faiseur d'opinion, Alexis Danan, 1890-1979*. Beauchesne, 2014. 351 p.

21. *Revue d'histoire de l'enfance irrégulière*, dont le premier numéro date de 1998 et à laquelle on fera référence à de nombreuses reprises au cours de ce travail

la catégorie aux seuls enfants délinquants au sens propre. Le recours aux termes « d'enfance en danger moral » ou la qualification d'adolescents comme « caractériels », pourra être fait au cours du texte dans un souci de compréhension : on ne reprend pas à notre compte cette opération de catégorisation tout à fait située, mais mieux vaut être conscient d'entrée de jeu de ses implications normatives.

De fait, Fernand Deligny s'est retrouvé confronté à diverses catégories d'enfance irrégulière, et prendre sa biographie comme fil directeur permet de faire s'entrechoquer les pratiques de l'un et l'autre secteur de prise en charge, si tant est que l'on puisse séparer aussi schématiquement enfants délinquants et enfants dits « caractériels ». Les points de vue parfois concurrentiels qui s'opposent à propos de cette jeunesse expliquent d'ailleurs une part non négligeable des paradoxes et des limites de la prise en charge institutionnelle des formes de déviance juvénile. Cela dit, l'idée n'est pas seulement d'écrire une histoire de la jeunesse vue par la lucarne des expériences pédagogiques de Fernand Deligny, avant tout parce que les sources dont on dispose ne permettent pas d'accéder d'une manière très fiable à ce niveau d'analyse. Il s'agit plutôt d'étudier des pratiques pédagogiques en constante évolution, au contact à la fois du monde adulte –institutionnel, associatif, familial, amical, etc... ; et du monde de l'enfance. La singularité de ce projet prévient toute généralisation abusive, l'un des enjeux étant de mettre en évidence davantage comment se forge l'expérience vécue de tout évènement que l'interprétation qui en sera faite *a posteriori*. On rejoint ici pleinement le paradigme énoncé par Pascal Ory proposant de faire de l'histoire non plus une « science du passé mais une anthropologie du temps²² ». L'apport des sciences sociales annexes à l'histoire offre en effet l'occasion de poursuivre en profondeur une étude sensible aux détails, de type quasi-ethnographique. Cet idéal se nourrira entre autres d'une attention aux temporalités marquant les phénomènes étudiés. La période choisie se prête particulièrement bien au bouleversement rapide de l'horizon d'attente, mais aussi du champ d'expériences, pour reprendre des concepts désormais classiques de Koselleck²³. La défaite de 1940 marque ainsi une rupture majeure apportant un lot inouï d'incertitudes quant à l'avenir. On tentera de retrouver grâce à ces outils

22. Pascal ORY. *La belle illusion : culture et politique sous le signe du Front populaire, 1935-1938*. Civilisations et mentalités. couv. ill. 24 cm. Index. Plon, 2016 [1994]. 1033 p.

23. Reinhart KOSELLECK. *Le futur passé: contribution à la sémantique des temps historiques*. Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales, 1990 [1979]. 334 p.

conceptuels toutes les potentialités d'un présent passé aperçues par ses contemporains. Les tentatives pédagogiques de Fernand Deligny, ainsi qu'il se plaisait à les qualifier, sont également autant de séquences adoptant une temporalité propre, même si elles ont toutes un caractère éphémère. Les étudier une à une permet de saisir les spécificités de chacune, tout en repérant d'éventuelles constantes.

0.0.2 Une chronologie transversale

La riche biographie de Fernand Deligny incite à prendre en compte toutes les périodes de son existence afin de bien comprendre les enjeux de ses prises de position. Toutefois, un tel projet, s'il est d'abord démesuré par rapport aux ambitions de ce mémoire, se heurte au problème de la justification des bornes chronologiques choisies : l'une des opérations historiographiques essentielles réside dans le découpage temporel en fonction de critères cohérents, et ce travail n'y échappe naturellement pas. Ainsi, on a choisi de limiter l'essentiel du propos à la période qui s'étend entre 1938 et la fin des années 1950, pour un certain nombre de raisons. En ce qui concerne la borne inférieure, 1938, elle correspond au premier poste d'instituteur dans une classe spécialisée obtenu par Fernand Deligny, au retour de son service militaire. Il s'agit de sa première expérience professionnelle avérée au contact d'enfants « difficiles », au sein d'une école du 12^e arrondissement de Paris puis de Nogent sur Marne. Si l'on met de côté sa mobilisation au cours de la guerre de 1939-1940, il n'aura de cesse par la suite de travailler comme éducateur dans des institutions variées, pour finalement proposer une tentative pédagogique aspirant à davantage d'autonomie : de l'hôpital psychiatrique d'Armentières dans le Nord à la Grande Cordée, en passant par le Centre d'Observation et de Triage de la région de Lille, son itinéraire accompagne la genèse des champs de l'éducation spécialisée et de la prise en charge de l'enfance délinquante. Si la césure initiale est aisée à définir, la question pour la fin de la période d'étude est plus épineuse : elle s'oppose à la difficile définition de la fin de la Grande Cordée, qui comme organisme agréé par la sécurité sociale finit d'exister en 1954, mais qui comme réseau d'accueil d'enfants s'arrête réellement de fonctionner au début des années 1960, avec le déménagement du groupe autour de Deligny à la clinique de la Borde, après un moment de précarité extrême vécu dans le Bourbonnais. Ce que l'on peut

sans trop de problèmes qualifier de dérive après la Grande Cordée mène ensuite Deligny vers une recherche au plus proche d'enfants autistes, accueillis au sein d'un réseau de points de séjour autour d'un village des Cévennes²⁴. Cette nouvelle tentative pose le cadre d'une production littéraire accrue. C'est d'ailleurs à partir de ces années que seront publiés un certain nombre d'ouvrages et d'entretiens en partie autobiographiques qui constituent une source essentielle. Il s'agira de les manipuler avec prudence cependant : le temps de l'écriture étant éloigné du temps de l'expérience vécue, et les préoccupations de Deligny ayant évolué, sa manière de raconter, les oublis incontournables et plus ou moins volontaires, mais aussi les lignes de continuité élaborées *a posteriori* forment la trame de souvenirs rapportés après coup qu'il faudra analyser avec un point de vue critique.

Les césures chronologiques opérées dans le domaine de l'histoire des idées établissent depuis un certain temps une continuité entre l'immédiat avant guerre et la période de la Libération en France : il s'agit d'un moment pendant lequel se manifestent sous des formes variées une « crise française des Lumières²⁵ », en germe à la fin des années 1930 et éclatant en plein jour au terme du choc de la défaite de 1940. Dans son ouvrage restituant le paysage intellectuel français entre 1937 et 1947, Daniel Lindenberg écarte la chronologie politique et militaire pour mettre en évidence des constantes sur un temps plus long, qui tirent leurs origines d'une histoire qui ne se limite pas à la période 1939–1945. On sait à quel point l'histoire des « années noires » s'est écrite en surmontant progressivement non-dits et récits légendaires²⁶ : l'apaisement régnant aujourd'hui permet de mieux appréhender un moment singulier de l'histoire de France, sans jugement de valeur ni raccourci mémoriel fâcheux. Ainsi de la défaite de 1940, analysée à chaud en son temps par Marc Bloch²⁷, et qui constitue une césure fondamentale pour qui a vécu la mobilisation, à l'instar de Fernand Deligny²⁸. Cet évènement majeur a été vécu comme

24. Il s'agit de Graniers, sur la commune de Monoblet, non loin de St Hyppolite du Fort. C'est d'ailleurs là que Deligny passera le reste de sa vie, jusqu'à son décès en 1996.

25. Daniel LINDENBERG. *Les années souterraines: (1937-1947)*. Avec la coll. de Véronique JULIA. La Découverte, 1990.

26. Henry ROUSSO. *Le syndrome de Vichy: 1944-198-*. Seuil, 1987.

27. Marc BLOCH. *L'Etrange défaite, Témoignage écrit en 1940*. Société des éd. Franc-tireur, 1946. 196 p.

28. Mobilisé le 27 août 1939, il officie comme agent de liaison au sein du 43e régiment d'infanterie à Lille. Après avoir été envoyé aux Pays-Bas, il est démobilisé alors qu'il se trouve dans la région toulousaine le 25 juillet. DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit., p.1822

une surprise par beaucoup, si ce n'est comme un choc psychologique. Le manque de préparation et l'accélération des mouvements pendant la campagne militaire ont été avant tout des énigmes pour les hommes mobilisés, proprement abassourdis par cette « drôle de guerre ». « Ce que chacun perçoit comme un cataclysme sans retour n'est pas seulement la "fin d'un monde" annoncée depuis des lustres par les grands "apocalyptiques", de Drumont et Bloy à Bernanos et Blanchot : c'est aussi l'an 01 de tous les rationalismes utopiques²⁹ ». La survenue de cet événement a pu susciter *a posteriori* une foule d'explications, de généalogies et d'interprétations. La recherche de relations causales dans le passé est certes l'une des tâches primordiales de l'historien, mais l'analyse de la manière de vivre les événements par les hommes en est une autre. Elle est alimentée par l'apport de sciences sociales annexes, comme la sociologie ou l'anthropologie, afin de saisir toute la complexité de l'expérience vécue, dont les sources gardent trace. Une telle approche permet également de rapprocher du discours des témoins les grandes ruptures temporelles, si tant est qu'elles se justifient par ailleurs. L'élargissement de la période d'étude autour de 1939-1945 incite donc à rebattre les cartes d'une histoire politique traditionnelle pour affirmer une chronologie proprement sociale et culturelle, avec en toile de fond l'histoire des idées et des mentalités. Toutefois, la perspective d'histoire des idées, si elle est essentielle à la compréhension en profondeur de la période, demeure très abstraite et sa démonstration ne s'intéresse que peu aux phénomènes de réception et aux pratiques sociales émergeant du paysage mental dominant.

Tout un pan de l'historiographie consacrée aux politiques culturelles et aux mouvements de jeunesse a depuis quelques années tendance à confirmer l'extension proposée de la chronologie traditionnelle, et fixe les ruptures en adéquation avec les changements de régime politique et l'évolution des équilibres géopolitiques au niveau international. Elle s'attache à retrouver une temporalité propre aux événements marquant les secteurs des mouvements de jeunesse, qui adviennent parfois en parallèle d'événements majeurs – la défaite de 1940 en est un exemple – mais qui comportent à d'autres moments des continuités qui ne sont pas nécessairement évidentes si l'on suit le déroulé purement politique des événements. C'est ainsi que l'on reprendra à notre compte les grandes lignes des derniers acquis de l'historiographie de l'éducation populaire, résumées en conclusion d'une journée

29. LINDENBERG, *Les années souterraines*, op. cit., p.165.

d'études récente à propos des cadres de jeunesse et d'éducation populaire³⁰ : selon ses auteurs, l'entre-deux guerres est un moment d'inventivité pédagogique intense, faisant la part belle à l'importation de méthodes d'éducation dite nouvelle, issues du scoutisme et d'autres mouvements pédagogiques. La guerre est marquée par le rôle du régime de Vichy dans le soutien à certaines organisations de jeunesse à vocation éducatrice, tout en faisant apparaître la force des réseaux animants ces organisations, subsistant bien souvent au delà de la Libération. Le début des années 1950 voit en revanche apparaître les prémises de la professionnalisation du secteur, aboutissant aux créations institutionnelles des années 1960 qui sont bien documentées : Maisons de la Jeunesse et de la Culture³¹, stages de formation des Céméa³², etc.

Tout au long de cette histoire se nouent des rapports nouveaux entre l'Etat et les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, rapports analogues à ceux qui peuvent être retracés dans le domaine de la politique familiale ou du rôle joué par l'Etat dans l'économie. Ces continuités bien établies dans des secteurs parallèles à ceux qui nous intéressent plus particulièrement sont des indicateurs d'un renouveau historiographique plus large s'attachant à analyser la construction de la version française de l'Etat-providence³³. L'Etat cherche en effet en finançant certains mouvements issus du secteur associatif à mieux les contrôler et à unifier des initiatives disparates, tout en orientant une politique de jeunesse censée répondre aux problèmes posés par l'appréhension de l'avenir : ainsi des jeunes sous le régime de Vichy qu'il s'agit de moraliser pour effacer les prétendus errements de l'instruction laïque de la IIIème République et « redresser la nation », ou des efforts de « réadaptation sociale » engagés en direction d'une jeunesse « victime » des atroci-

30. PAJEP, éd. *Cadres de jeunesse et d'éducation populaire 1918-1971. Actes du colloque*. la Documentation française, 2010.

31. Laurent BESSE. *Les MJC, 1959-1981: de l'été des blousons noirs à l'été des Minuettes*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2008. 391 p.

32. Les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active existent certes depuis 1937, mais ils prennent véritablement leur essor après la fin de la seconde guerre mondiale avec une vague de stages de formations et des activités plus intenses. Denis BORDAT, éd. *Les CEMEA, qu'est-ce que c'est ?* F. Maspero, 1976. 410 p.

33. L'historiographie anglo-saxonne est à cet égard en avance sur la recherche française : Philip G NORD. *France's New Deal from the thirties to the postwar era*. Princeton : Princeton University Press, 2010 ; Richard Ivan JOBS. *Riding the new wave: youth and the rejuvenation of France after the Second World War*. Stanford : Stanford University Press, 2007.

tés de la guerre à partir de 1945. De manière générale, « s'est construite entre 1936 et 1947, en passant par 1940 et 1944, la version jeunesse et éducation populaire de l'Etat-providence³⁴ ». On pourrait compléter cette hypothèse par l'ajout d'une version éducation spécialisée et prise en charge de l'enfance délinquante, qui sont des thèmes centraux de cette étude. En ce qui concerne l'éducation spécialisée, des travaux désormais anciens montrent en quoi le secteur puise un certain nombre de ses racines sous le régime de Vichy, malgré l'histoire légendaire contée par ses acteurs³⁵. A l'échelle de Fernand Deligny, on tentera ainsi de montrer les relations qui existent entre ces mutations structurelles et son parcours individuel singulier. Son activité comme éducateur au sein d'institutions accueillant des enfants dits caractériels, débiles profonds ou encore délinquants permet de mettre en relief les évolutions des champs de l'action sociale, et éclaire les éventuelles interpénétrations de pratiques et de références à travers ces secteurs souvent étudiés de manière unilatérale.

0.0.3 Enjeux historiographiques

L'un des principaux enjeux de cette étude tient au type de sources mobilisées pour écrire l'histoire d'un itinéraire individuel. Le répertoire de sources imprimées est en effet constitué de textes adoptant des formes narratives originales : romans, chroniques romancées, recueil d'aphorismes, etc. Ces textes écrits par Deligny ou en collaboration avec d'autres personnes offrent une vision originale de ses expérimentations pédagogiques, et sont complétés par un corpus de revues spécialisées en pédagogie et affrontant les problèmes de l'enfance irrégulière. Les contributions de Deligny et d'acteurs intervenant directement dans ce champ sont de précieux indicateurs des questions du moment, de la manière de les poser et de possibles débats en suivant les prises de position des uns et des autres. Une enquête complémentaire a été lancée afin de compléter ces sources, et de vérifier les assises institutionnelles des initiatives pédagogiques de Deligny. Elle a débouché sur l'exploration de fonds d'archives publiques, en particulier parmi les fonds de la préfecture du Nord, mais

34. PAJEP, *Cadres de jeunesse et d'éducation populaire 1918-1971. Actes du colloque*, op. cit.

35. C'est la thèse de Michel Chauvière qui, si elle a soulevé une polémique en son temps, demeure juste et tout à fait documentée. On consultera à profit son ouvrage pour mieux appréhender la question : CHAUVIÈRE, *Enfance inadaptée*, op. cit.

surtout sur la découverte de fonds privés inédits, qui n'ont fait l'objet d'aucune exploitation historique jusqu'à aujourd'hui. Il s'agit certes d'une constante dans le secteur associatif, ses archives étant souvent éparpillées entre les militants l'ayant animé, à l'instar du mouvement des Auberges de Jeunesse³⁶. La consultation de ces archives permet néanmoins de solidifier la démonstration, en adoptant une posture critique vis-à-vis des textes écrits par Deligny lui-même à propos de ses tentatives pédagogiques. Elle offre la possibilité de proposer une histoire *par en bas* du secteur associatif actif dans la prise en charge de l'enfance inadaptée, souvent invisibilisé par des effets de sources.

L'historiographie est par ailleurs dominée d'un côté par une attention au scoutisme et aux mouvements confessionnels pendant le XX^{ème} siècle³⁷ : cette étude contribue donc à son échelle à rééquilibrer cet état de fait en insistant sur un exemple pleinement inscrit dans les mouvements laïcs d'éducation populaire et de jeunesse. D'un autre côté, nombreuses sont les études s'intéressant aux questions institutionnelles liées à la prise en charge de l'enfance inadaptée : le rôle du régime de Vichy, la législation ou encore la problématique des cadres de jeunesse sont des thèmes récurrents des recherches menées jusqu'à aujourd'hui, et laissent peu de place à des initiatives entreprises à une échelle plus réduite. Les sources institutionnelles impliquent comme on l'a vu un plus grand intérêt pour les discours et les représentations, évacuant la question de la réception et des pratiques pédagogiques concrètes mises en œuvre. Le travail d'écriture de Deligny peut en ce sens révéler une dimension trop souvent marginalisée, qui est celle du point de vue des principales « cibles » du travail de rééducation. On peut considérer en effet ses textes non pas comme « un témoignage sur l'enfance inadaptée, un récit d'expérience, etc. Il suffit [...] de se demander quel est leur type d'efficacité sur le lecteur pour voir qu'on fait ainsi fausse route : ils ne se bornent sûrement pas

36. Dans ce cas précis, le seul travail qui leur est intégralement consacré est fondé sur une campagne conséquente de recueil de témoignages oraux effectuée dans les années 1980 auprès de militants ajistes encore en vie. Les documents complémentaires dont on dispose sont tous issus de fonds privés déposés par la suite dans le cadre du PAJEP (Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire). Lucette HELLER-GOLDENBERG. « Histoire des auberges de jeunesse en France des origines à la Libération: 1929-1945 ». Nice : Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine, 1985.

37. COLL. *Le scoutisme et la rééducation dans l'immédiat après-guerre, lune de miel sans lendemain?: actes du colloque de Vaucresson 17-18 mars 1994*. Sous la dir. de Mathias GARDET et Françoise TÉTARD. Marly-le-Roi, France : INJEP, 1995. 209 p.

à transmettre une vérité acquise ailleurs, à livrer, toute brute, la chair fraîche ou horrible du réel. Il y a dans chacun d'eux, à commencer par les romans, une reprise du donné, une élaboration qui en mine les évidences : un travail qui doit être pris en considération pour lui-même³⁸ ». Ce travail éloignant les textes de Deligny de la description pure et simple du réel met en scène régulièrement des personnages du champ de la rééducation, au premier rang desquels figurent les enfants pris en charge. Quelques bribes de conversations avec ces derniers émaillent ainsi ses textes, et *Adrien Lomme*, son unique roman publié chez Gallimard en 1958, s'appuie sur son expérience du travail d'éducateur, et de ses relations avec les autres professionnels du secteur. Les quelques documents que l'on a pu retrouver au hasard des archives, et écrits cette fois directement de la main des enfants pris en charge permettent aussi de saisir un aperçu de leur expérience et de leur manière de vivre leur passage en institution de rééducation. L'apport de sources inédites est donc l'un des enjeux de ce mémoire.

Alors que la plupart des ouvrages consacrés à Fernand Deligny présentent ses idées pédagogiques à partir de ses propres textes, l'idée défendue ici consiste à aller chercher plus loin qu'une simple histoire des idées, en tentant d'analyser des pratiques éducatives, et la série de configurations mouvantes imposant à ces pratiques un espace de possibilités. La personnalité de Fernand Deligny, assez virulente face à toute forme d'idéalisme, que ce soit en pédagogie ou d'un point de vue politique, éclaire à sa manière les impensés d'un certain nombre d'institutions, et opère un premier moment de déconstruction par rapport à la norme. Sa position relative de franc-tireur, y compris au sein du Parti Communiste, est ainsi un assez bon révélateur des conflits et des contradictions inhérentes aux champs auxquels il a pris part. La question du soutien institutionnel de ses expérimentations pédagogiques, qui, rappelons-le, demeuraient en marge, fait partie de ce questionnement attaché à évaluer à quel point Deligny a construit ses tentatives au sein même de l'institution, en opposition avec d'autres pratiques contemporaines, ou encore en dissidence par rapport à ce que le Parti, la Sécurité Sociale ou toute forme d'institution réclamant un contrôle attendaient de lui. Les circonstances singulières qui courent en arrière-plan de son cheminement sont aussi des éléments incitant à renouveler

38. Pierre-François MOREAU. *Fernand Deligny et les idéologies de l'enfance*. Divergences. Retz, 1978. 207 p., p.178.

l'analyse de la vie sociale pendant la période étudiée : l'horizon d'attente incertain et changeant pendant l'Occupation, la précarité et les espérances collectives de l'après-guerre doivent être rappelées pour mieux comprendre les conditions de possibilité déterminant la création de méthodes d'éducation nouvelles.

L'une des hypothèses de ce travail tient aux formes nouvelles d'organisation du temps libre ayant pris leur essor à partir du Front populaire : à partir de ce moment fondateur se développent des activités de loisirs et de plein air au point que l'un de ses militants parlera par la suite de « civilisation des loisirs »³⁹, tandis que des initiatives d'éducation populaire fleurissent sous des formes variées. Les formes de sociabilité de la jeunesse s'en trouvent ainsi modifiées, en passant en particulier par un rapport renouvelé au groupe et au collectif. Ainsi se constituent, en particulier à partir de la Libération, des groupes réduits d'individus se réunissant autour de valeurs et d'intérêts communs, partageant un univers de références et d'attitudes relativement unifié et donnant vie à des dispositifs d'action novateurs. Ces groupes forment des types de cellules sortant du cadre familial de par leur existence et leur exigence d'émancipation d'un cadre jugé excessivement traditionnel. Ils accueillent naturellement des orphelins, et tout individu en « perte de repères » peut y trouver un milieu bienveillant à un moment de grande déstabilisation politique et sociale. Ce n'est donc pas un hasard si la Grande Cordée de Fernand Deligny se greffe à cette réalité pour y associer de jeunes gens en rupture de ban, leur donnant l'occasion de s'intégrer au « courant de la vie réelle et complexe, riche en sympathie humaine et en occasions d'"être" qu'il s'agit d'offrir [à ces] exclus provisoires⁴⁰ ». Il s'agit donc de contribuer à écrire une page de l'histoire des mouvements de jeunesse français, en forgeant un lien entre les modifications structurelles des modes de vie et un nouveau rapport à l'enfance.

Les champs historiographiques couverts par cette étude sont marqués par une assez grande spécialisation : on retrouvera en bibliographie l'éclatement des études consacrées pour les unes à l'histoire de l'éducation populaire, pour les autres à l'histoire de la psychiatrie, etc. Par ailleurs, chacun de ces domaines d'étude semble dominé par un discours interne au champ : les psychiatres écrivent l'histoire de la psychiatrie, tandis que les militants d'éducation populaire écrivent l'histoire de

39. Joffre DUMAZEDIER. *Vers une civilisation du loisir ?* Ed. du Seuil, 1962. 264 p.

40. Fernand DELIGNY. « La grande cordée ». In : *Enfance* 2.1 (1949), p. 72-76.

leur mouvement de leur côté. Le cloisonnement qui en découle est accompagné d'une moindre ouverture aux croisements et à l'étude des relations entre ces différents champs. D'autre part, ces avis confortent parfois une lecture légendaire de l'histoire, ignorant certaines généalogies et imposant des chronologies peu critiques. La période de l'Occupation est ainsi souvent présentée comme une simple parenthèse dans l'histoire de l'éducation spécialisée et de l'éducation populaire. Si Michel Chauvière a pu déconstruire le discours traditionnel qui était enseigné dans le domaine de l'éducation spécialisée⁴¹, les ouvrages à propos d'éducation populaire font encore pour la plupart l'impasse sur les ambiguïtés des initiatives prises sous le régime de Vichy : Bénigno Cacérès, l'un des militants les plus actifs à la Libération au sein de mouvements d'éducation populaire, opère ainsi une distinction rapide entre mouvements officiels et mouvements issus de la Résistance dans son *Histoire de l'éducation populaire*⁴². Des études plus récentes montrent les nombreux paradoxes de mouvements soutenus dans un premier temps par le gouvernement de Vichy, mais qui voient se développer en leur sein des idéologies parfois en pleine adéquation avec des idéaux défendus pendant le Front populaire ou à la Libération⁴³.

Celle-ci est ainsi souvent présentée comme un moment de renouveau fondateur, offrant un cadre privilégié pour mettre en œuvre le programme élaboré au sein du conseil national de la Résistance. Dans le domaine de l'enfance délinquante par exemple, l'ordonnance du 2 février 1945 mettant la priorité de l'éducatif sur le répressif dans la prise en charge de l'enfance sous main de justice est toujours citée comme un point de départ législatif incontournable, alors même qu'elle s'inscrit dans un vaste mouvement de réforme de l'appareil judiciaire destiné aux mineurs initié dès la fin des années 1930, et continué par le régime de Vichy⁴⁴. Evidem-

41. CHAUVIÈRE, *Enfance inadaptée*, op. cit.

42. Bénigno CACÉRÈS. *Histoire de l'éducation populaire*. Éditions du Seuil, 1964.

43. C'est le cas de l'école de cadres d'Uriage, qui a fait l'objet de monographies approfondies : Bernard COMTE. *Une utopie combattante: l'École des cadres d'Uriage, 1940-1942*. Fayard, 1991. 639 p. ; John HELLMAN. *The knight-monks of Vichy France: Uriage, 1940-1945*. Montreal (Québec), Canada, 1993. 326 p. ou encore de *Jeune France* : Véronique CHABROL. « Jeune France, un "maillon manquant" pour l'histoire de la décentralisation théâtrale ». In : *Cahiers de l'animation* 53 (déc. 1985). Sous la dir. d'INSTITUT NATIONAL D'ÉDUCATION POPULAIRE, p. 88

44. La loi du 27 juillet 1942 promulguée par le gouvernement de Vichy est en effet reprise dans ses grandes lignes dans l'ordonnance de 1945, et elle inaugure le passage du répressif exclusif à une exigence de rééducation dans la justice des mineurs : « abandonnant résolument la conception

ment, le retour à la solution pénitentiaire est encore prévu dans la loi du 27 juillet 1942, mais elle signale une volonté politique de réforme antérieure à la période de la Libération⁴⁵. D'ailleurs, les réformateurs et experts ayant présidé à la mise en œuvre de ces prescriptions occupent de manière continue des postes importants tout au long de la période, à l'instar du juge Jean Chazal que l'on croitera à de nombreuses reprises au cours de cette étude⁴⁶. C'est cette continuité des réseaux professionnels que l'on essaiera de retracer, indiquant à quel point Deligny faisait partie de ce monde d'interconnaissance somme toute relativement réduit. En recourant aux travaux d'Howard Becker en sociologie à propos des « entrepreneurs de morale⁴⁷ », on tentera d'identifier la conception de l'enfance défendue par un Fernand Deligny aux prises avec son temps : certaines de ses prises de position ne sont pas si lointaines du programme d'hygiène sociale et morale des élites à l'égard des classes populaires urbaines, et son rapport à la psychologie est un indicateur de la diffusion croissante au cours du XX^{ème} siècle de savoirs psycho-pédagogiques dans le domaine de la prise en charge de l'enfance irrégulière. On pourrait le considérer en ce sens comme l'un des passeurs des débats en psychologie de l'enfant au cœur du monde pédagogique.

Le programme énoncé *supra* incite à isoler des périodes correspondant à des expérimentations pédagogiques singulières. Après avoir brièvement rappelé les origines familiales de Fernand Deligny, et analysé dans quelle mesure ses premières expériences comme éducateur font partie d'un mouvement de fond rénovant les

corrective du code pénal, [le projet de loi] déclare que les mineurs de dix-huit ans ne sont, en principe, l'objet que d'une mesure de protection et de redressement », *Rapport présentant la Loi numéro 683 relative à l'enfance délinquante*, dite loi du 27 juillet 1942.

45. Christian SANCHEZ. « Les centres d'accueil et de triage de l'Éducation surveillée : 1941-1950 ». In : *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*. *Le Temps de l'histoire* (Numéro 1 15 nov. 1998), p. 120-134.

46. « Après avoir exercé depuis 1931 les fonctions de juge, de substitut puis de procureur dans différents tribunaux auvergnats puis à Nevers, Jean Chazal se trouve en 1943 détaché par le ministère de la Justice auprès du Dr Grasset, secrétaire d'État à la Santé et à la Famille, pour diriger la coordination des administrations concourant à la "sauvegarde" de l'enfance déficiente et en danger moral[...] Délégué au Tribunal de la Seine en 1944, il devient en 1945 l'un des tout premiers juges des enfants. Loin de se cantonner à ces fonctions, Jean Chazal s'investit au contraire dans des associations spécialisées, dans l'enseignement et dans l'écriture d'ouvrages de vulgarisation », biographie présentée sur le portail *Enfants en justice* (<http://enfantsenjustice.fr/spip.php?article198>, consulté le 10 mai 2016).

47. Howard Saul BECKER. *Outsiders: études de sociologie de la déviance*. Trad. par Jean-Michel Traduction CHAPOULIE. Éditions Métailié, 1985 [1963]. 247 p.

méthodes d'enseignement, on s'attachera à détailler toutes les spécificités de son travail au sein de l'hôpital psychiatrique d'Armentières pendant l'Occupation. La découverte du milieu asilaire, de l'enfermement des mineurs et les circonstances parfois surprenantes remettant en question des pratiques pourtant bien installées parmi les psychiatres et le personnel hospitalier, sont les prémisses d'un bouleversement majeur de la psychiatrie après guerre. Le départ de Deligny de l'hôpital d'Armentières l'amène à entreprendre dans des conditions précaires des initiatives novatrices en direction de l'enfance délinquante : soutenu par les institutions de l'époque, son action entre dans le cadre d'un basculement du champ de la gestion de la déviance juvénile qu'il s'agira de décrypter précisément. Toutefois, son originalité aura raison de son investissement dans le milieu institutionnel de la rééducation : à partir de 1946, et de son éviction du centre d'observation et de triage de Lille, il se tourne vers des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire florissant parmi les ruines de la guerre. La découverte des associations culturelles et de loisirs gravitant autour des auberges de la jeunesse est un moment déterminant pour faire germer l'idée d'un nouveau dispositif de prise en charge de l'enfance irrégulière, la *Grande Cordée*, qui fera l'objet d'une étude à part. Cet dernier chapitre du mémoire, plus expérimental, ouvre la perspective d'un prolongement du travail en direction de la dernière tentative pédagogique menée par Deligny, délaissant définitivement tout cadre institutionnel traditionnel pour s'éloigner vers une posture radicale.

Présentation des sources

Ce travail s'appuie sur une multitude de sources d'origines diverses. Partant de la découverte de Fernand Deligny écrivain, il passe naturellement par ses écrits réédités comme on l'a vu il y a quelques années⁴⁸. Ces sources imprimées sont complétées par d'autres ouvrages d'époque apportant un éclairage ou un témoignage sur les institutions de prise en charge de l'enfance délinquante. Les archives privées de Fernand Deligny ont été déposées par ses légataires à l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC, à Caen), et sont principalement constituées de manuscrits : les brouillons d'ouvrages édités, mais aussi quelques inédits, en particulier la retranscription d'entretiens menés dans les années 1970 par Emile Copfermann, militant anarchiste des auberges de jeunesse, et Isaac Joseph, qui a tiré de ses entretiens un ouvrage biographique⁴⁹. C'est également à l'IMEC que sont conservées les pages de la monumentale autobiographie que Deligny a amorcée à la fin de sa vie, *L'enfant de citadelle*. La plupart des extraits du témoignage de Deligny lui-même à propos des tentatives pédagogiques qui nous intéressent date des années 1960 et 1970, et sont donc largement postérieurs aux événements. La reconstruction mémorielle alliée à une attention flottante à l'exactitude des dates et du récit en rendent l'utilisation compliquée ; les références à ces sources se feront donc dans la plus grande prudence, dans l'idéal elles seront croisées par d'autres documents davantage fiables. Michel Chauvière avait dans le cadre de son travail de recherche sur l'héritage du régime de Vichy en termes de prise en charge de l'enfance mené un entretien avec Deligny, dont il a bien voulu me transmettre l'enregistrement audio. Il apporte en particulier des éclairages sur la période de l'Oc-

48. DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit.

49. Fernand DELIGNY et Isaac JOSEPH. *Le croire et le craindre*. Paris, France : Stock, impr. 1978, 1978. 265 p. ISBN : 978-2-234-00856-4.

cupation et l'immédiat après-guerre, et les montages administratifs de l'époque. J'ai retrouvé également l'enregistrement de l'entretien de Jacques Chancelle avec Fernand Deligny pour *Radioscopies*, mené à Graniers dans les Cévennes, l'une des bases du réseau d'accueil d'enfants autistes créé à la fin des années 1960.

Tous ces documents fournissent un témoignage individuel extrêmement riche, et sont complétés par une enquête archivistique qui fut dépendante des conditions de conservation des documents et de leur accessibilité. On dispose ainsi de rapports annuels et pluriannuels décrivant la situation de l'hôpital psychiatrique d'Armentières entre 1938 et 1945, déposés dans les fonds de la préfecture du Nord. Ils sont complétés par des documents divers présentant la situation régionale en ce qui concerne la prise en charge de l'enfance dite « en danger moral », toujours dans les fonds de la préfecture. J'ai pu me rendre au sein de l'institution qui hébergeait en 1945-1946 le Centre d'observation et de triage de la région de Lille (aujourd'hui Institut Deligny, à Lambersart dans la banlieue lilloise), dont Deligny fut le premier directeur pédagogique. Malheureusement, je n'aurai retrouvé de la période recherchée que de maigres traces : quelques dossiers individuels étaient encore présents dans des armoires du grenier, mais la plupart ont été supprimés ou ont subi des dommages irréversibles⁵⁰. En revanche, le fonds de la préfecture a conservé des documents en relation avec cette expérience, et permet de retracer plus en détail les rapports entre les différents relais institutionnels de l'époque et l'expérience pédagogique menée au centre d'observation. Il existe en particulier des traces des équipes de prévention de la délinquance juvénile mises en place dans les quartiers populaires de Lille à partir de juin 1944, et qui passent pour être la première initiative de ce genre en France⁵¹. On a pu documenter la campagne de presse contre un patronage pour enfants menée par Deligny en collaboration avec André Simœns, rédacteur en chef du quotidien régional de la section du Nord du Parti communiste français à partir des articles du quotidien, et des dossiers d'enquête de police diligentée au moment de l'affaire. Ces derniers contiennent

50. D'après l'un des anciens directeurs de l'actuel centre, l'un des directeurs officiant dans les années 1960 a supprimé de nombreux documents à cause de son dégoût des sympathies communistes de Deligny. Un récent dégât des eaux aura eu raison des éventuels documents rescapés de ces méthodes d'archivage quelque peu brutales.

51. Voir l'article de Matthias Gardet à ce propos, en ligne sur le portail *Enfants en justice* : <http://enfantsenjustice.fr/spip.php?article45> (consulté le 26 avril 2016)

le rendu du jugement, qui témoigne des relations qu'entretient la justice avec le secteur de l'enfance inadaptée une fois prise en charge dans des institutions du secteur privé⁵².

L'une des découvertes archivistiques de ce travail est en revanche constituée par le fonds qu'Huguette Dumoulin a confié à Daniel Terral au moment d'un déménagement, peu d'années avant sa mort⁵³. Huguette Dumoulin, l'une des compagnes de Fernand Deligny, fut selon ses dires l'une des « chevilles ouvrières » de la Grande Cordée, c'est pourquoi elle a pu conserver les documents qui relatent la vie quotidienne de l'association, triés et classés selon ses propres critères d'appréciation. Figurent également au sein du carton que Daniel Terral m'a aimablement proposé de consulter deux versions d'un long témoignage documenté d'Huguette Dumoulin retraçant ses rencontres avec Deligny et l'existence de la Grande Cordée. Il s'agit d'un témoignage essentiel pour acquérir une distance critique vis-à-vis d'une tentative jusqu'alors connue quasiment seulement grâce aux textes de Deligny lui-même.

Par ailleurs, dans le souci de comprendre la réception de cette dernière tentative pédagogique au sein du réseau des auberges de jeunesse, sur lequel elle se greffe, j'ai consulté un certain nombre de fonds privés de militants ajistes (de AJ, auberge de jeunesse), déposés dans le cadre du PAJEP⁵⁴. Il s'agit des seules archives permettant de saisir la réalité du mouvement ajiste après guerre, les associations gérantes n'ayant pas déposé de fonds, et la seule thèse à leur sujet se limitant à la période 1929-1945⁵⁵. Certains bulletins régionaux d'information relatent explicitement les initiatives de la Grande Cordée, et apportent des éléments nouveaux pour comprendre comment s'est opéré concrètement l'envoi de jeunes de la Grande

52. Les archives du greffe correctionnel, si elles existent bien sous les cotes 1083 W 181 à 184, n'ont pas pu m'être communiquées à cause d'un rayonnage cassé

53. Huguette Dumoulin est décédée en 2013. Daniel Terral a rencontré Fernand Deligny dans les années 1980, lorsqu'il était en formation d'éducateur spécialisé dans le Midi. La correspondance qu'il a entretenue par la suite avec lui a consolidé la confiance qui existait entre les deux hommes.

54. « Le Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (PAJEP) a pour mission de sauvegarder, classer et valoriser les archives privées du secteur de la jeunesse et de l'éducation populaire, qu'elles proviennent d'associations ou de personnalités ayant joué un rôle dans ce domaine. » (Site internet du PAJEP, <http://archives.valdemarne.fr/content/le-partenariat>, page consultée le 26 avril 2016)

55. HELLER-GOLDENBERG, « Histoire des auberges de jeunesse en France des origines à la Libération », op. cit.

Cordée sur le réseau des auberges. Les publications périodiques indiquent quant à elles l'imaginaire associé au milieu des auberges dans l'après-guerre, et offrent une source de premier choix pour proposer une histoire des mentalités et des représentations de ce mouvement de jeunesse original.

0.1 Sources imprimées

0.1.1 Textes écrits par Fernand Deligny

Cartes et lignes d'erre: traces du réseau de Fernand Deligny, 1969-1979. Réd. par Sandra ÁLVAREZ DE TOLEDO. L'Arachnéen, 2013. 413 p.

DELIGNY, Fernand. « La grande cordée ». In : *Enfance* 2.1 (1949), p. 72–76.

— *La Septième face du dé : roman*. Hachette, 1980. 237 p.

— *L'Arachnéen et autres textes*. Avec la coll. de Bertrand OGILVIE. Paris, France : l'Arachnéen, 2008. 253 p.

— *Oeuvres*. Sous la dir. de Sandra ÁLVAREZ DE TOLEDO. 1 t. Paris : l'Arachnéen, 2007. 1845 p.

DELIGNY, Fernand et Guilbert , DR. « Apprentissage de la morale ». In : *Pour l'enfance coupable* 53 (mars-avril 1944).

Pour une bibliographie complète, on se reportera au volume des *Oeuvres* : Fernand DELIGNY. *Oeuvres*. Sous la dir. de Sandra ÁLVAREZ DE TOLEDO. 1 t. Paris : l'Arachnéen, 2007. 1845 p., pp.1835-1841

0.1.2 Brochures, rapports, notes

BINET, Alfred. *Les idées modernes sur les enfants*. Flammarion, 1913. 346 p.

BINET, Alfred et Théodore SIMON. *Les enfants anormaux: guide pour l'admission des enfants anormaux dans les classes de perfectionnement*. A. Colin, 1907. 211 p.

Coordination des services de l'enfance déficiente ou en danger moral , but, activités, réalisations. Avec la coll. de Robert PRÉAUT, Georges HEUYER et Dr PRÉAUT. Réd. par Jean CHAZAL. Ch. A. Bédu, 1944.

- DUFRASNE, Claude. *Une page oubliée de l'histoire de l'éducation: le Mouvement Ajiste*. Nanterre : Académie européenne du livre, 1993.
- HÉBERT, Georges. *Le sport contre l'éducation physique*. Vuibert, 1925. 135 p.
- JOUBREL, Henri. *Ker-Goat: le salut des enfants perdus*. Éditions familiales de France, 1945. 166 p.
- OPHS DE LA SEINE. *Statistiques d'activité. 1945-1954*. Préfecture de la Seine, Direction des affaires sociales, Office public d'hygiène sociale, 1956.
- WALLON, Henri. *L'enfant turbulent: étude sur les retards et les anomalies du développement moteur et mental*. Libr. Félix Alcan, 1925. 653 p.
- ZAY, Jean. *Souvenirs et solitude*. Julliard, 1946. 489 p.

0.1.3 Revues spécialisées

- *Pour l'enfance coupable*, bulletin d'information de la Ligue d'étude et de réforme du statut de l'enfance délinquante. Edité par la Ligue d'étude et de réforme du statut de l'enfance délinquante (1935-1942) puis par le Comité d'étude et d'action pour la diminution du crime (1945-1946). Remplacé de novembre/décembre 1942 à mai/juin 1945 par le « Comité d'étude et d'action pour la diminution du crime » qui poursuit sa numérotation (numéros 45-59)
- *Sauvegarde de l'Enfance*, Revue des Associations régionales pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (ARSEA), créée en mai 1946 par Louis Le Guillant : suit la présentation de sa ligne directrice dans le premier numéro de mai 1946. « Sauvegarde sera l'instrument d'informations et d'échanges [des associations régionales de sauvegarde de l'enfance]. Elle veut être aussi la tribune libre et amicale réclamée par tous ceux qui travaillent dans un domaine où il reste beaucoup à découvrir et à entreprendre, où l'erreur, l'échec et le découragement se rencontrent à chaque pas. C'est dire qu'elle fera appel à des collaborateurs appartenant aux disciplines et aux milieux les plus différents [...]. Leur confrontation permet seule, en effet, d'opérer cette synthèse permanente qu'exigent la connaissance et l'action en matière de protection de l'enfance ».
- *Rééducation*, Revue française de l'enfance délinquante, déficiente et en dan-

ger moral. Editée par le Ministère de la Justice à partir de 1947, ses objectifs énoncés dès le premier numéro sont de « former le lien entre le magistrat et ceux qui exécutent son jugement, être le lien entre tous les techniciens qui se penchent sur l'enfance : magistrats, éducateurs, médecins, psychiatres. . . » — *Enfance*, Psychologie, pédagogie, neuro-psychiatrie, sociologie. Revue éditée à partir de 1948 par le Laboratoire de psycho-biologie de l'enfant dirigé par Henri Wallon, et qui vise à « rassembler dans un même recueil ce qui touche essentiellement à la psychologie de l'enfant, en particulier ses applications, au premier rang desquelles est l'éducation » (préface du premier numéro, année 1948).

0.2 Archives

0.2.1 Archives publiques

Archives départementales du Nord, Lille

- 27 W 38363 et 42 W 39.341** Affaire Stahl. Enquête de police, rendu du jugement, rapport des renseignements généraux.
- 27 W 38374** Equipes de prévention de la délinquance juvénile et Centre d'Observation et de Triage de la région de Lille.
- 138 W63343** Enfance délinquante et en danger moral. Compte rendu de la réunion du conseil d'administration de l'ARSEA du Nord mettant fin aux fonctions de Fernand Deligny comme directeur du C.O.T.
- X supplément 210-77353** Rapports annuels sur le fonctionnement de l'hôpital psychiatrique d'Armentières. Rapport relié sur la période 1938-1945.
- X supplément 210-77354** Plan régional d'équipement en faveur de l'enfance inadaptée, par l'ARSEA du Nord (22 juillet 1948)

0.2.2 Archives privées

Archives nationales – site de Pierrefitte sur Seine

Fonds Assathiany - AS208(IX) 4 Documents dactylographiés à propos des équipes de prévention de la délinquance juvénile. Historique de l'équipement de la région du Nord pour l'enfance inadaptée et en danger moral

Fonds Tadier 20140183 16 Périodiques *Routes, Conquêtes*

20140183 25 CGT Syndicat des techniciens et militants de la culture populaire, section des parents aubergistes

20140183 30 Bulletins d'information de l'Union Française des Auberges de la Jeunesse

20140183 34 Bulletins régionaux de la Fédération Française des Auberges de la Jeunesse - Île de France

20140183 35 *Le Cri d'Île de France*, publication du réseau francilien des auberges de jeunesse

Centre d'Etudes et de Recherches sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux (CERMTRI), Paris

Fonds Jean Ribes : Publications diverses

Archives départementales du Val de Marne, Créteil

Fonds Robert Aimé, militant de Travail et Culture : 511J 1 à 32

Comptes rendu du comité directeur de Travail et Culture. *TEC, éléments historiques période 1944-1949*. Périodique *DOC* 1 à 10

Archives de la Grande Cordée

56

— Conseil d'enfants pour éviter la maison d'éducation surveillée

56. Ces archives sont constituées de seize chemises de taille variable et de deux cahiers, le tout contenu dans un sac. Elles se trouvent au domicile de Daniel Terral, près de Troyes. Je propose ici ce classement personnel, réalisé essentiellement dans un but pratique.

- Critique du docteur Le Guillant qui demande un rapport destiné au PCF
- Exemples de séjours d’essai
- Cahier des inscriptions— 14 octobre 1948–28 janvier 1958
- Petites chroniques
- Lettre à Henri Wallon sur les tests psychologiques
- lettre de soutien signée par Henri Wallon et Louis Le Guillant
- Lettre collective
- Notes préparatoires dactylographiées par Deligny
- Rapport 1949, avec lieux d’accueil et cas individuels
- Rapports 1950, 1952, 1953 et 1954
- Fiches individuelles pour l’année 1954
- Témoignage d’Huguette Dumoulin

0.3 Entretiens – récits de vie

UNE VIE EN MARGE : 30 ans de dialogue avec des irrécupérables Entretien paru dans l’Express méditerranée en mars 1972, pp. 60-80.

Radioscopie – Fernand Deligny Entretien avec Jacques Chancel le 17 décembre 1980, INA (<http://www.ina.fr/audio/PHD99234478>, téléchargé le 22 février 2016)

Entretien avec Michel Chauvière Casette audio, fin des années 1970.

Chapitre 1

Formation et premiers pas comme éducateur

1.1 Un révolte contre les espérances familiales

Même si le cœur de la période qui nous intéresse se situe à partir de la fin des années 1930, il semble indispensable de présenter dans un premier temps le contexte dans lequel le jeune Fernand Deligny a évolué, comment sa situation familiale a influencé ses choix ultérieurs, et dans quelle mesure l'hypothèse d'une société de l'entre-deux guerres endeuillée par le premier conflit mondial peut être confirmée à une échelle individuelle. Ces éléments de contextualisation sont nécessaires pour comprendre la trajectoire prise par la suite par Fernand Deligny, ses prises de position politiques mais aussi ses références comme éducateur. Cependant, il existe très peu de traces écrites relatant ses premières années, à part un dossier scolaire de pupille de la Nation et des éléments épars couvrant son cursus dans l'enseignement supérieur. On se fondera donc avec précaution sur une source autobiographique inédite, et sur les détails apportés par la chronologie détaillée établie par Sandra Alvarez de Toledo¹. Ce détour par la biographie individuelle de Fernand Deligny permet d'avoir une idée relativement nette d'expériences de jeunesse marquant fortement un habitus incorporé déterminant par la suite en partie ses prises de

1. Cette chronologie se trouve à la fin des *Oeuvres*, et a été construite entre autres à partir du témoignage d'Huguette Dumoulin, l'une des compagnes de Deligny DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit., pp.1821-1835.

position dans le domaine de l'enfance irrégulière².

1.1.1 Travailler à partir d'une source autobiographique

A l'échelle de sa vie, la production littéraire de Fernand Deligny – entendue au sens large : il ne s'agit pas seulement de romans, nouvelles ou pièces de théâtre mais aussi de textes aux formats et nature divers – suit un rythme syncopé : le texte le plus ancien qu'il ait publié date de 1944, il s'agit de sa chronique de la vie quotidienne dans l'asile d'Armentières près de Lille pendant la guerre, intitulée *Pavillon 3*. Ce texte ne fait néanmoins pas suite à une absence complète d'écriture – en témoignent les différents articles qu'il a écrits dans des revues étudiantes de l'université de Lille par exemple ; mais la forme du récit autobiographique est nouvelle. Cette remarque pour montrer dans quelle mesure il faut prêter attention à la nature et au contexte de production des sources concernant la première partie de la vie de Fernand Deligny : *Le Croire et le Craindre* est par exemple une autobiographie mise en page par Isaac Joseph dans les années 1970 à partir d'entretiens et d'une correspondance suivie. Elle fournit un premier regard sur des événements ayant marqué l'enfance puis le devenir adulte de Fernand Deligny, mais l'attention sera ici en particulier portée sur une tentative autobiographique tardive et inédite, portant le titre de *L'enfant de citadelle*.

Alors qu'il habite depuis le début des années 1970 dans un village des Cévennes parmi un réseau d'enfants autistes et de « présences proches », comme il se plaît à appeler les autres adultes permanents, Fernand Deligny s'attelle en 1988, alors qu'il a plus de 70 ans, à un projet démesuré faisant suite à son retrait hors du langage de plus en plus manifeste depuis le début des années 1980³. Comme dans toute autobiographie écrite à la fin de l'existence de son sujet principal, la dimension narrative occupe une place prépondérante, autant que l'adresse au lecteur qui fait

2. On emprunte cette notion classique à Pierre Bourdieu. Cf. Pierre BOURDIEU. *Questions de sociologie*. Ed. de Minuit, 1984. 277 p.

3. Le manuscrit constitué de plus de 2000 pages en 26 versions revêt une forme originale : c'est un assemblage de feuilles de format A3 comportant assez peu de trace de correction ou de relecture – de rares ratures sur les quelques 400 pages consultées – et regroupées en une multitude de versions différentes, toujours recommencées. La première phrase est bien souvent la même : « Le 7 novembre de cette année-là, le soleil ne s'est pas levé sur les Flandres... » Le fil du récit prend par la suite des directions singulières à chaque version.

office de fil rouge dans l'écriture : qui-me-lit, Allez savoir sont des apostrophes plusieurs fois rencontrées à la lecture qui illustrent une volonté d'être lu, et infirme l'hypothèse d'une pratique solitaire d'écriture offrant le plaisir de la remémoration : « né en 1913, je me ravigote quelque peu lorsque les événements qui me reviennent m'entraînent à les revivre⁴ ». L'intention poursuivie par Deligny au cours de ce projet tentaculaire affleure au hasard du récit sous la forme de fragments, à l'instar de l'extrait suivant :

Tel serait le récit des cinq premières années de mon existence si j'écrivais un récit alors qu'il n'en est rien. J'écris un manuscrit, et c'est ma main qui me guide ; ma main et non pas ce qu'on appelle la mémoire sans trop savoir de quoi on parle. De mémoire, je n'en ai pas. Par contre, j'imagine des moments passés, et c'est comme si j'y étais. Ainsi se forment des bribes, dont le dictionnaire – étymologique – nous dit qu'il s'agirait d'objets insignifiants. Tels sont les bribes, absolument insignifiantes, et lourdes d'une gravité qui surprend.

Le fait est – j'y reviens et y reviendrai sans doute en ricochet afin que se précise le ton de ce manuscrit – qu'il m'est impossible de discriminer ce qui a eu lieu en son temps et ce que j'imagine dans le moment où j'écris. C'est l'imaginé qui est le matériau de ce manuscrit⁵.

C'est sous le signe de l'éloignement de soi d'avec soi-même qu'est écrite cette autobiographie, censée raconter l'existence d'un « gamin né en 1913 et qui serait moi-même, enfant de citadelle, car de mon temps, il y avait des citadelles et des hommes qui vivaient de cette vie de citadelle, à jamais disparue⁶ ». Le projet autobiographique de Deligny est alimenté par une lecture suivie d'écrits anthropologiques, et par une interprétation du courant structuraliste porté par Claude Lévi-Strauss. Deligny retient de ces études une ethnologie qui recueille les mythes et étudie les coutumes d'ethnies non touchées par le processus de modernisation impulsé par le monde occidental et qui revêt une mission de conservation alertant sur les excès d'une humanité « imbue d'elle-même » et détruisant volontiers ce qu'elle rejette dans la catégorie de l'Autre. Dans l'œuvre de Lévi-Strauss, l'eth-

4. Deligny Fernand, *L'enfant de citadelle*, version 3, manuscrit, DGN 12, IMEC, Caen.

5. Deligny Fernand, *L'enfant de citadelle*, version 3, manuscrit, DGN 12, IMEC, Caen.

6. Deligny Fernand, *L'enfant de citadelle*, version 3, manuscrit, DGN 12, IMEC, Caen.

nologie prend pour objet des sociétés exotiques et lointaines ; la lecture qu'en fait Deligny la transfère à l'intérieur des sociétés occidentales pour y enquêter sur les formes d'exclusion et de disparition de manières d'être, de sentir et de penser déterminées par des conditions historiques données et définitivement balayées par le souffle du progrès. L'écriture quasi-anthropologique de Deligny revêt en ce sens une mission de conservation afin de transmettre à autrui le récit d'une existence sociale et culturelle radicalement autre et définitivement disparue sous la poussière du passé. C'est en effet avant tout la conscience d'être d'un autre monde qui domine sa motivation pour se mettre à l'ouvrage, tentant de ne rien perdre d'une existence selon lui « à jamais disparue ». *L'enfant de citadelle dont l'homme d'âge se souvient* fait ainsi figure d'auto-ethno-biographie dont les prémisses sont à rechercher dans une perception singulière du temps historique et de l'identité personnelle.

A cet égard, la notion d'identité narrative forgée par Paul Ricœur est particulièrement éclairante⁷ : résultant de la quête d'une « structure d'expérience permettant d'intégrer récit historique et récit de fiction⁸ », elle offre la possibilité pour la présente étude d'étoffer l'analyse méthodique de notre source principale grâce à la théorie narrative. Les résultats auxquels est arrivé Ricœur peuvent être résumés en une suite d'assertions : « la compréhension de soi est une interprétation, l'interprétation de soi, à son tour, trouve dans le récit, parmi d'autres signes et symboles, une médiation privilégiée ; cette dernière emprunte à l'histoire autant qu'à la fiction, faisant de l'histoire d'une vie une histoire fictive, ou, si l'on préfère, une fiction historique, entrecroisant le style historiographique des biographies au style romanesque des autobiographies imaginaires⁹ ». Ce que Deligny déclare lucidement en affirmant que « l'imaginé est le matériau de ce manuscrit », se retrouve dans l'analyse de Ricœur, d'autant plus lorsqu'il fait contribuer la notion d'identité narrative à la problématique de la constitution du soi. « En maints récits, c'est à l'échelle d'une vie que le soi cherche son identité, [et ce par la] quête

7. Initialement introduite dans Paul RICŒUR. *Temps et récit*. Éd. du Seuil, 1985. 426 p., la notion d'identité narrative est retravaillée par Paul Ricœur dans ses rapports avec l'identité personnelle dans une des études qui forment le corps de Paul RICŒUR. *Soi-même comme un autre*. Éd. du Seuil, 1990. 424 p.

8. Ibid., p.138.

9. Ibid., p.138.

d'un invariant relationnel, lui donnant la signification forte de permanence dans le temps¹⁰ ». Cet invariant, Deligny pense l'avoir trouvé dans ce lieu imaginaire qui peuple son enfance, citadelle davantage fantasmée que réelle, image réconfortante caressée par un orphelin recherchant ses origines au delà des attentes fixées par ses proches parents, comme on le verra par la suite. L'un des deux modèles de résolution du dilemme de l'écartèlement de l'identité dans le temps – au cours duquel se fait jour le paradoxe de l'identité comme ipséité (c'est-à-dire *Selbstheit* en allemand, ou *selfness* en anglais) et comme mêmeté (c'est-à-dire *Gleichheit*, ou *sameness*), paradoxe tissant le fil rouge de l'ouvrage de Ricœur – se réalise dans la notion de caractère, dont l'histoire est suivie de près par l'acquisition et l'adoption d'habitudes dont la succession est difficile à reconstruire a posteriori : « c'est une histoire dans laquelle la sédimentation tend à recouvrir, et, à la limite, à abolir l'innovation qui l'a précédée¹¹ ». Selon Ricœur, le caractère se définit par une série « d'identifications-à, le se-reconnaître-dans contribuant au se-reconnaître-à », exactement comme l'identification de l'enfant Deligny à la citadelle par l'adulte qu'il est devenu conduit à définir un caractère de « guerre et de marais » :

J'ai en tête – ou allez savoir où – que la citadelle était de guerre et de marais ; ces deux mots n'en faisaient qu'un, et ce mot là, je le chercherais en vain : il n'existe pas ; non pas que cette citadelle qui était de guerre et de marais n'aie pas existé ; je finirais par croire moi-même que je suis de guerre et de marais ; voilà d'où je viens¹².

La quête des origines, si elle ne prend pas la forme d'une recherche du père comme chez Albert Camus¹³, se heurte ici inévitablement à un paradoxe : alors que ce caractère de guerre et de marais est censé assurer une forme de permanence dans le temps de l'identité personnelle de Fernand Deligny, il demeure attaché à une période définie de sa vie, à savoir de sa naissance à l'irruption de la seconde guerre mondiale : comme il le déclare lui-même, « je peux prévoir dès maintenant, et sans crainte de me tromper, que je mènerai qui me lit jusqu'en 1943, et

10. Ibid., p.143.

11. Ibid., p.146.

12. Deligny Fernand, *L'enfant de citadelle*, version 15, manuscrit, DGN 12, IMEC, Caen.

13. Dans son dernier roman inachevé, *Le premier homme*, Albert Camus raconte l'histoire d'un garçon orphelin de guerre qui vit son enfance dans l'absence du père et cherche des pistes d'identification chez d'autres adultes.

pas plus loin car après Stalingrad, c'est un autre monde auquel je n'ai rien compris¹⁴ ». Ainsi la mise en intrigue qui oscille entre « une exigence de concordance et l'admission de discordances qui jusqu'à la fin du récit mettent en péril l'identité [narrative]¹⁵ » est-elle bornée dans le temps, instaurant un gouffre entre mêmeté et ipséité conduisant à l'impossibilité de la clôture du récit, tout comme dans de nombreuses œuvres littéraires marquantes du XX^{ème} siècle. Le récit ne peut qu'être un éternel recommencement de *variations imaginatives* dans le sens que leur donne Ricœur : « la fonction médiatrice que l'identité narrative du personnage exerce entre les pôles de la mêmeté et de l'ipséité est essentiellement attestée par les variations imaginatives auxquelles le récit soumet cette identité. A vrai dire, ces variations, le récit ne fait pas que les tolérer, il les engendre, il les recherche. En ce sens, la littérature s'avère consister en un vaste laboratoire de pensée où sont mises à l'épreuve du récit les ressources de variation de l'identité narrative¹⁶ ». Les différentes versions de l'enfant de citadelle peuvent être considérées à ce titre comme des variations sur un thème commun, celui de la recherche de l'identité personnelle de Fernand Deligny.

Tandis que Ricœur trouve dans le théâtre et le roman contemporain des cas illustrant des fictions de la perte d'identité, correspondant à « la perte de configuration du récit et en particulier à une crise de la clôture du récit », l'autobiographie de Fernand Deligny, dont l'inachèvement est l'une des caractéristiques majeures, questionne radicalement la possibilité d'atteindre la certitude d'une identité stable et définie pour un individu ayant grandi dans l'absence de son père et sous le poids de la perpétuation de sa mémoire. C'est pourquoi on tentera désormais de lire *l'enfant de citadelle* sous le regard du renouvellement historiographique récent militant en faveur de l'établissement du deuil de guerre comme objet d'étude à part entière.

1.1.2 Historiographie du deuil de guerre

Depuis maintenant une dizaine d'années, l'historiographie consacrée à la première guerre mondiale et à ses conséquences sur les sociétés européennes a été

14. Deligny Fernand, *L'enfant de citadelle*, version 15, manuscrit, DGN 12, IMEC, Caen.

15. RICŒUR, *Soi-même comme un autre*, op. cit., p.168.

16. Ibid., p.176.

renouvelée à partir de travaux optant pour une *anthropologie historique du phénomène guerrier*, autour notamment de Stéphane Audoin-Rouzeau et d'Annette Becker. Ces derniers présentent dans un ouvrage au contenu programmatique une forme de défense et illustration des nouveaux thèmes de recherche privilégiés afin de « retrouver la guerre¹⁷ ». Au delà de l'histoire-mémoire et de la quantification froide et décontextualisée, ils militent en faveur d'une histoire culturelle et sociale compréhensive, en mobilisant des sources jusqu'alors ignorées ou laissées de côté à l'instar des lettres de soldats, ou des textes retraçant les discours tenus tant sur le front qu'à l'arrière. Des trois thèmes qui forment le cœur de l'ouvrage – la violence, la croisade, le deuil – on se focalisera ici sur le troisième, dont les implications pour la présente étude sont fondamentales. En effet, retrouver la guerre de 14-18 implique de retrouver les traces durables qu'elle a laissées sur la société d'après guerre, qui est avant tout une société endeuillée selon les auteurs : « la Grande Guerre, en effet, a paradoxalement été longtemps un lieu d'oubli de l'essentiel du temps de guerre : ce poids de la mort sur les vivants, déjà évoqué. [...] Mais la commémoration de la guerre n'a-t-elle pas d'abord eu pour but d'exorciser la mort, afin d'aider les survivants à surmonter la douleur de la disparition ? En ce sens, la commémoration, tout en mettant en avant la mort au combat, en a partiellement refoulé une de ses conséquences essentielles : la douleur de la perte¹⁸ ». Tenter de saisir la douleur des familles endeuillées, en l'intégrant à une histoire des relations des Occidentaux à la guerre, et à la mort en général, constitue l'essentiel du projet historiographique de ces représentants de l'historial de Péronne. Même si les thèmes du deuil et du traumatisme ont longtemps été des domaines réservés à la psychologie ou à la psychiatrie dans une perspective thérapeutique, ils ont tout intérêt à être retravaillés sous un angle d'approche historique afin de saisir l'expérience vécue des hommes et des femmes des sociétés de l'entre-deux-guerres.

Pour ce faire, Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker proposent de travailler à partir de sources originales bien que difficiles à (re)constituer : les « récits de deuil » ont vocation à reconstituer des vies endeuillées, à tisser les fils souvent rompus d'une expérience douloureuse. « La tâche n'est pas aisée, certes, car bien

17. Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Annette BECKER. *14-18, retrouver la guerre*. Gallimard, 2000. 272 p.

18. Ibid., p.16.

des pistes tournent court, s'interrompent, se perdent ou s'effilochent en maigres et décourageants pointillés. Rares sont celles que l'on peut suivre à peu près jusqu'au bout – c'est-à-dire jusqu'au bout du travail de deuil, qui si souvent s'est confondu avec la fin de vie des endeuillées eux-mêmes. Trop souvent on doit se contenter de fragments, reconstituer les pièces manquantes, accepter de perdre la trace, se résigner enfin à n'acquérir aucune certitude, jamais¹⁹ ». Ces récits de deuil peuvent prendre la forme d'autobiographies, ils sont néanmoins rarement destinés de manière intentionnelle à livrer une description de l'expérience du deuil. Les sources indirectes qui permettent de s'approcher de la douleur de la perte et du poids des morts sur les vivants doivent donc être décortiquées patiemment afin de livrer de précieuses indications quant à l'ampleur du phénomène, et à son rôle dans le déroulement d'une trajectoire sociale. La notion de cercle de deuil que développent les auteurs a pour objectif de comprendre quelles interactions jouent un rôle prépondérant dans l'entretien de la mémoire du défunt : le fait pour un orphelin de grandir parmi tel ou tel membre de sa famille est déterminant tant pour les attentes auxquelles on le soumet qu'à l'environnement éducatif dans lequel il devient peu à peu adulte. Les enseignements de la psychiatrie contemporaine fournissent alors des éléments centraux de compréhension de la souffrance psychique vécue par les proches des soldats tombés au front, en particulier lorsque ces derniers sont morts jeunes : « si la mort d'un enfant apparaît, quel que soit l'âge de ce dernier, comme un "deuil pour toujours", la douleur de la perte est encore accrue lorsqu'il s'agit d'un enfant ayant atteint l'âge d'homme : "les parents âgés ayant perdu un enfant adulte [...] sont beaucoup plus traumatisés et présentent un deuil chronique avec perturbations psychiques, somatiques, etc. La mort de cet enfant devient le thème essentiel de leurs pensées et de leurs propos, pour le restant de leur vie"²⁰ ». Le cas des morts disparus au combat est d'autant plus difficile à supporter, en ce qu'il complique un deuil se fondant la plupart du temps sur une forme de symbolisation du mort : « la métonymie, c'est-à-dire le déplacement du sens du contenu au contenant (du cadavre au tombeau) est indispensable pour le deuil : elle permet aux vivants de fixer leur chagrin sur un support se substituant progressivement au

19. Ibid., p.204.

20. Ibid.

corps du disparu²¹ ». Freud a quant à lui bien noté l'importance de la fonction du deuil pour la vie future de ses descendants et proches du mort : dans *Totem et Tabou*, il écrit que le deuil « doit remplir une mission psychique définie, qui consiste à établir une séparation entre les morts, d'un côté, les souvenirs et les espérances des survivants, de l'autre²² ». Cependant, comme le font remarquer nos historiens, « la résolution du deuil n'exige-t-elle pas une absence d'idéalisation du disparu ? Parce qu'ils étaient morts à la guerre, et dans une guerre surinvestie d'une signification très haute, le culte des disparus a rendu sans doute bien plus difficile qu'en temps de paix le nécessaire détachement des survivants à l'égard de ceux qu'ils avaient aimés et perdus²³ ». L'adoption par la Nation à partir de 1917 des enfants des pères morts à la guerre joue un rôle d'autant plus important pour le devenir adulte d'une génération entière d'enfants orphelins. C'est d'ailleurs précisément l'objet de la thèse d'Olivier Faron²⁴, dirigée par Stéphane Audoin-Rouzeau et publiée dans la foulée de *Retrouver la guerre*.

Olivier Faron s'intéresse en suivant le renouvellement historiographique ici évoqué à la constitution d'une génération d'enfants grandissant dans l'absence du père, objets d'une politique publique novatrice – leur adoption par l'Etat et leur prise en charge par l'intermédiaire des Offices national et départementaux des anciens combattants. Son travail allie reconstitution quantitative des mesures politiques prises et analyse d'enfances endeuillées individuelles : en ce qui concerne ce dernier point, il recourt à des textes exprimant les souvenirs de quelques personnalités célèbres ayant appartenu à cette génération endeuillée – Paul Ricœur, Albert Camus, Françoise Dolto entre autres – tout comme à des méthodes d'enquête orale, malgré les difficultés qu'elles impliquent. En effet, des souvenirs recueillis à la fin de la vie des orphelins de guerre sont bien souvent colorés de nuances particulières qui n'appartiennent pas directement au contexte affectif et psychologique des années de l'immédiat après-guerre. En outre, l'enfance fait partie de ces périodes de la vie qui sont davantage objets que sujets des discours dont les sources nous

21. Marie-Frédérique BACQUÉ. *Le deuil à vivre*. Editions Odile Jacob, 1992. 281 p., cité par AUDOIN-ROUZEAU et BECKER, 14-18, *retrouver la guerre*, op. cit., p.248

22. Sigmund FREUD. *Totem et tabou*. Flammarion, 2015 [1913]. 278 p.

23. AUDOIN-ROUZEAU et BECKER, 14-18, *retrouver la guerre*, op. cit., p.256.

24. Olivier FARON. *Les enfants du deuil: orphelins et pupilles de la nation de la première guerre mondiale (1914-1941)*. Ed. La Découverte, 2001. 335 p.

transmettent des traces. Cela dit, Olivier Faron parvient à identifier trois grands temps pour les conséquences de la disparition des pères des orphelins de la première guerre mondiale : le traumatisme initial est suivi par une adolescence vécue sous le signe du devoir de mémoire et de réparation avant de laisser place au passage à l'âge adulte dans le « contexte difficile des années trente²⁵ ». On s'inspirera donc en particulier des résultats auxquels il est parvenu en étudiant les souvenirs individuels de pupilles de la nation afin de replacer l'enfance de Fernand Deligny dans ce contexte. Dans une perspective comparative, il s'agira d'éclairer une partie de sa vie jusqu'alors assez peu prise en compte par les quelques études avant tout consacrées à un Deligny éducateur.

1.1.3 Un caractère de marais et de guerre

« Nous étions au sortir de la guerre, si tant est que, de la guerre, on n'en soit jamais sorti²⁶ »

Recherche du père

Fernand Deligny est né le huit novembre 1913, et devient orphelin à l'âge de quatre ans en 1917, lorsque son père est porté disparu dans les environs de St Quentin dans l'Aisne²⁷. Déplacé dans la région de Bergerac pendant la période de guerre avec sa mère et son demi-frère, dont il ne fait d'ailleurs nulle part mention, il regagne après la fin de la guerre son département natal du Nord. Il habite Lille puis Lambersart avec sa mère, Louise Deligny née Laqueux, et son grand père maternel qui fait office à bien des égards de père de substitution : c'est lui qui incite le jeune Fernand à réussir à l'école, et qui peuple ses souvenirs de récits de guerre racontés pendant son enfance. Dans son autobiographie, il apparaît sous les traits du personnage du sergent, homme affable toujours enclin à raconter sa vie, et sa guerre dont il serait déserteur avec d'autres « acolytes ». La quête des origines que poursuit Deligny fait écho à une caractérisation de ses ancêtres à l'image d'hommes forgés par la traversée de la guerre :

25. Ibid., p.19.

26. Fernand Deligny, *L'enfant de citadelle*, version 13, manuscrit, DGN 12, IMEC, Caen.

27. L'avis de disparition indique la date du 13 avril 1917, à « la Biette devant St Quentin » ; in *Dossier de pupille de la Nation de Fernand Deligny*, Archives départementales du Nord, Lille.

Peut être faudrait il écrire qu'ils en étaient venus [de la guerre]. Avant d'y aller, ils étaient, si j'avais bien entendu, les uns, les autres, chacun sa vie, et mon père aussi qui conduisait un petit train à voie étroite aux usines d'Isbergues, et puis la guerre : c'est de là qu'ils venaient, de la guerre²⁸.

Au lieu d'essayer d'appuyer son origine sur une quelconque ascendance sociale, s'élabore ici un système de correspondances entre les êtres et les lieux, qui parcourt l'ensemble de l'œuvre de Deligny par ailleurs. Être de citadelle, être de guerre, être hors le langage, autant d'identifications menant à l'établissement de caractères et accrochant les hommes à un environnement matériel singulier : à l'encontre d'un espace géométrique neutre, une géographie de lieux habités se dessine. Habités par des hommes certes, mais aussi et surtout par une atmosphère plus ou moins riche en potentialités, au gré des circonstances. Si l'éducateur Deligny se définit plus tard comme « créateur de circonstances²⁹ », dans le but d'offrir aux jeunes dont il a la charge la plus grande variété de chemins possibles dans la vie, il semble paradoxal de vouloir extirper de sa propre personne ces circonstances initiales. Le créateur de circonstances autoproclamé est lui-même malgré lui le produit de circonstances, dont l'absence de père pendant l'enfance n'est pas l'une des moindres. En suivant Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker et Olivier Faron, cette situation d'orphelin de guerre est même déterminante pour comprendre un travail de deuil souvent refoulé, du moins tu pendant l'entre-deux-guerres dans la plupart des familles ayant perdu un parent proche. *L'enfant de citadelle* étant écrit près de soixante-dix ans après le début des années 1920, il convient de s'interroger sur l'origine des souvenirs qui remontent à la surface pour former la matière du récit.

Si l'on en croit Deligny, le domicile familial fut empli dès les commencements d'un soliloque ininterrompu de sa mère, tout au long duquel souvenirs lointains et événements du jour s'entrechoquent sans toutefois s'adresser à un quelconque destinataire. C'est par cet intermédiaire que l'enfant Deligny reconstitue les fils de l'histoire familiale, tout en ajoutant des éléments romanesques à la narration près de soixante-dix ans après les faits :

Né à Bergues, rue des Remparts, mon père étant en garnison à Dun-

28. Deligny Fernand, *L'enfant de citadelle*, version 1, manuscrit, DGN 12, IMEC, Caen.

29. En particulier dans *Les vagabonds efficaces*, DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit., p.212

kerque, sergent dans l'infanterie qui allait se faire massacrer pendant tout le temps que devait durer cette guerre, et non pas par quelque élan patriotique qui l'aurait animé, mais parce que Louise – ma mère – était si belle qu'il l'aurait bien voulu pour épouse ; mais que dire au capitaine – le beau père – qui vous demande ce que vous faites ? Allez vous répondre : - je conduis le petit train des Aciéries d'Isbergues ? Les Aciéries d'Isbergues tombent bien : mais c'est le petit train qui tombe vraiment mal ; et pourtant Louise était éprise du petit train comme du reste ; il s'agissait de mariage et les négociations avec le capitaine des douanes ont abouti à l'évidence que la seule solution était que le futur mari en reprenne pour dix ans.

Rengagé, Camille est arrivé jusqu'en 1917, à travers tous les fronts que son régiment devait tenir, enterré plus qu'à moitié ; il serait devenu capitaine s'il n'avait pas été porté disparu dans l'Aisne³⁰.

Au delà du pacifisme affirmé dans ce extrait, qui est loin d'être propre au pupille Deligny³¹, c'est à une interprétation du sacrifice du père que se livre ici l'adulte Deligny. Un père sacrifié pour satisfaire aux conventions sociales imposées par des négociations familiales autour du mariage de Camille Deligny avec Louise Laqueux. Ces conventions, souvent décrites sous la forme d'un ON impersonnel et anonyme par Deligny, dominent les souvenirs d'une existence dont le chemin est par avance tout tracé par des adultes peu préoccupés par la réalisation des éventuels désirs du jeune Fernand : suivre les traces du père en devenant officier en passant par l'école militaire de St Cyr compense ainsi la perte et l'absence pour la famille proche.

J'étais pupille de la Nation et mes oncles et parrain avaient décidé que je serais officier, puisque mon père l'était, qu'il s'était fait tuer. J'étais le héros virtuel, d'emblée, d'office. On ne m'avait pas demandé mon avis. Comme on ne me l'avait pas demandé, je ne le donnais pas ; d'ailleurs j'en avais pas, d'avis³².

30. Deligny Fernand, *L'enfant de citadelle*, version 3, manuscrit, DGN 12, IMEC, Caen.

31. C'est même un caractère commun à la plupart des pupilles de la nation de la première guerre mondiale d'après Olivier Faron : tous les témoignages vont dans le sens d'un refus de la guerre de manière générale et de ses horreurs. FARON, *Les enfants du deuil*, op. cit., p.299

32. Deligny Fernand, *Le Croire et le Craindre. Autobiographie*, in DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit.,

Un tel processus de transfert du mort sur son descendant masculin direct n'est pas un cas isolé, il fait partie de l'ensemble des échappatoires auxquelles les familles de disparus ont eu recours après la fin de la première guerre mondiale afin de régler le difficile travail de deuil, d'autant plus que le corps du mort est déclaré disparu. Cependant, le chemin tout tracé par la famille du jeune Fernand pour son avenir ne tarde pas à être évité, inaugurant une série d'esquives valorisées par l'homme d'âge qui s'en souvient :

A un homme, on lui fait faire la guerre, on lui en fait faire des trucs, en lui expliquant que c'est obligatoire. J'ai failli être officier parce que mon père était mort à la guerre de 14. Tous les pères, tous les frères de mon père, qui s'étaient saoulés la panse en vendant des lacets ou je ne sais pas quoi, la seule manière d'avoir la conscience tranquille c'était que je sois officier : et puis voilà. Toutes ces manipulations, je les ai évitées, mais toujours de la même manière. Je devais aller à St Cyr. J'étais pré-pensé, j'étais pré-parlé saint-cyrien, c'était unanime. [...] Jusqu'alors j'y allais franco. Quand j'ai vu la gueule des gars qui étaient là, la gueule des dix ou vingt gars là. Tous les quinze que je pouvais pas voir dans tout le lycée, ils étaient là. J'ai foutu le camp. Je suis parti. A l'autre bout. C'était la classe de philo. J'ai passé mon bac de philo. Après quoi faire ? Fallait que j'écrive ma bourse. J'étais pupille de la Nation. Je me suis retrouvé en hypokhâgne, décidé que je préparerais une agrégation de philo. Ça a duré quelques mois, jusqu'à Pâques. Je descendais depuis douze ans du tramway, je débarquais là, j'allais dans le petit bistrot, je buvais un café au lait, je rentrais au lycée. Un jour ça s'est foutu en Y et je suis resté là, au petit bistrot. Je ne pouvais plus rentrer. J'ai pris les aiguillages comme ça, à chaque fois³³.

Le refus de considérer l'attitude d'esquive comme un choix pétri d'intentions va à l'encontre d'une illusion biographique dont on a déjà évoqué les principaux traits : « produire une histoire de vie, traiter la vie comme une histoire, c'est-à-

p.1092

33. *L'autre côté de la parole. Propos de Fernand Deligny recueillis par Emile Copfermann*, 1972, DGN 5, p.92-93, IMEC, Caen.

dire comme le récit cohérent d'une séquence signifiante et orientée d'événements, c'est peut-être sacrifier à une illusion rhétorique, à une représentation commune de l'existence, que toute une tradition littéraire n'a cessé et ne cesse de renforcer³⁴ ». Malgré tout, il illustre, avec la distance imposée par les années, une attitude de révolte qui prend pleinement place dans le contexte de la société française de l'entre-deux-guerres. Cette dernière est marquée par une structuration de la jeunesse selon son origine sociale : selon Antoine Prost, jeunesse populaire et jeunesse bourgeoise ne connaissent pas les mêmes modes de socialisation, ni la même manière d'appréhender le passage à l'âge adulte. La jeunesse de Deligny s'apparente davantage à une jeunesse bourgeoise, marquée par les études longues et la contestation de l'ordre représenté par les générations précédentes. « A la différence de la jeunesse populaire, la jeunesse bourgeoise peut s'inscrire en rupture avec les coutumes ou les opinions des générations qui précèdent. La condition d'étudiant le permet ; mieux, elle y incite³⁵ ». L'indépendance financière de Deligny, permise par sa bourse de pupille de la Nation, alimente une gêne déjà ressentie vis-à-vis des attentes de sa famille. Antoine Prost montre en quoi l'originalité des mouvements de jeunesse de l'entre-deux-guerres encadre ces velléités contestataires, à l'échelle de la jeunesse dans son ensemble. Ils se caractérisent, et c'est leur nouveauté, par l'encadrement de jeunes par d'autres jeunes, comme dans les mouvements scouts, les Jeunesses catholiques (ouvrière, agricole et étudiante), ou encore dans les auberges de jeunesse. En outre, ils offrent un cadre pour marquer son originalité, sa différence. « Les goûts encouragés par les mouvements, les valeurs cultivées tranchent sur celles de la société adulte : la découverte de la nature, la pratique volontaire d'une vie un peu rude, celle des camps de vacances qui se multiplient alors, l'effort physique, le refus du confort, autant de nouveautés qui surprennent³⁶ ». Deligny trouve à la fois dans le mouvement des Eclaireurs de France (mouvement scout laïc) et dans son engagement au sein des Jeunesse Communistes de l'université de Lille des cadres de sociabilité marquant inévitablement ses prises de position futures. On peut sans hésiter situer une première césure dans sa vie à la fin de son service militaire, effectué entre 1935 et 1936, symbolisant la sortie de la jeunesse

34. BOURDIEU, « L'illusion biographique », op. cit.

35. Antoine PROST. « Jeunesse et société dans la France de l'entre-deux-guerres ». In : *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 13.1 (1987), p. 35-44.

36. Ibid.

et l'entrée dans la vie adulte.

1.2 A la découverte du métier d'instituteur

1.2.1 L'essor de l'éducation nouvelle

Une vague réformatrice enthousiaste

Lorsque Fernand Deligny commence sa carrière d'éducateur, il n'a pas encore de diplôme lui permettant d'enseigner dans des classes de l'enseignement primaire ou secondaire. Il a en effet abandonné ses études de psychologie à l'université de Lille en cours de route, tout comme son hypokhâgne en section philosophie au lycée Faidherbe auparavant. Malgré cette absence de diplôme pouvant lui ouvrir les portes de l'enseignement au sein de l'éducation nationale, il bénéficie de l'aide du père d'un de ses amis d'enfance, François Châtelet, qu'il a justement connu au lycée Faidherbe de Lille. Il faisait partie avec ce dernier d'une troupe d'éclaireurs de France, version laïque du scoutisme apparu en France depuis la fin de la première guerre mondiale³⁷. Le père de François Châtelet, Albert Châtelet, est l'un des relais des méthodes de pédagogie nouvelle au sein des institutions ministérielles : peu connu, et oublié au profit d'un Jean Zay pendant le Front populaire par exemple ou d'un Jean Guéhenno au sortir de la seconde guerre mondiale dans le secteur de l'éducation populaire, il est pourtant une figure essentielle de la configuration singulière qui domine le secteur de l'éducation à la fin des années 1930³⁸. Homme du Nord fermement attaché à une conception républicaine et laïque de l'enseignement, il est à partir de 1924 recteur de l'académie de Lille après avoir enseigné les mathématiques dans diverses classes. En janvier 1937, il est nommé directeur de l'enseignement secondaire par le ministère de Jean Zay, alors en pleine réflexion pour engager une réforme en profondeur de l'enseignement. Il le restera jusqu'en octobre 1940, date à laquelle il sera écarté par le gouvernement de Vichy en raison de son appartenance au gouvernement du Front populaire, désigné

37. Pierre KERGOMARD et Pierre FRANÇOIS. *Histoire des Éclaireurs de France de 1911 à 1951*. Sous la dir. d'ECLAIREUSES ET ÉCLAIREURS DE FRANCE. Paris, France : Éclaireuses et éclaireurs de France, 1983. 379 p.

38. Jean-François CONDETTE. *Albert Châtelet: la République par l'école, 1883-1960*. Arras : Artois presse université, 2009. 602 p.

comme l'un des responsables de la défaite de la France. Il vaut la peine de rappeler ce contexte intense de réformes à la fin des années 1930 pour mieux comprendre dans quel cadre s'insèrent les premières années comme pédagogue de Fernand Deligny. Même s'il sera nommé enseignant dans des classes spéciales, qui n'ont pas encore leurs enseignants formés *ad hoc* à cette époque, le mouvement d'ensemble dans le reste du domaine éducatif est loin d'être anodin pour saisir les enjeux de ce début de carrière.

Les initiatives que défendent Jean Zay et Albert Châtelet sont dirigées par un objectif commun : faire de l'enseignement public un moyen de former des êtres complets et autonomes. Pour ce faire, leur idéal réformateur passe par diverses initiatives concrètes : le cadre traditionnel du cours magistral doit être délaissé au profit d'un rapport davantage individuel entre le maître et l'élève, l'éducation physique doit devenir un moyen pour trouver un équilibre entre le corps et l'esprit, mais aussi comme « moyen pédagogique capable de briser les longues séquences d'activités sédentaires d'apprentissage³⁹ ». Le cadre scolaire de la classe doit être dépassé pour offrir aux élèves de nouvelles opportunités d'apprentissage, également en rapport avec le milieu social et géographique dans lequel se trouve l'école. Cette volonté d'ouvrir l'école sur l'extérieur ne se fait toutefois pas sans s'inspirer de méthodes particulières développées par ailleurs au sein de certains mouvements de jeunesse et d'éducation, retenus à la postérité sous le nom *d'éducation nouvelle*. Non limités aux apports de l'école d'un Célestin Freinet et de sa pédagogie populaire novatrice⁴⁰, ces méthodes s'appuient également sur les pratiques et les activités pratiquées dans le scoutisme. C'est d'ailleurs en particulier sur ce secteur que se fonde Jean Zay pour développer l'idée des loisirs ou des activités dirigées : s'il reçoit solennellement en Sorbonne le fondateur anglais du scoutisme, Robert Baden-Powell, en décembre 1936 pour la célébration du vingt-cinquième anniversaire des éclaireurs de France, c'est aussi pour diffuser en France des activités qui sont du reste en plein essor. Dans le cadre scolaire des activités dirigées, les instituteurs et professeurs ont la possibilité d'organiser des sorties hors de l'école ou du lycée pendant une après midi par semaine par exemple⁴¹.

39. Ibid., p.290.

40. Victor ACKER. *Célestin Freinet, 1896-1966: l'histoire d'un jeune intellectuel*. Paris, France, 2006. 226 p.

41. C'est le cas dans les écoles primaires, d'après l'arrêté du 23 mars 1938. CONDETTE, *Albert*

« Dans les villes, il peut s'agir de visites d'usines, de musées, de jardins, de monuments. Dans les campagnes, les visites d'exploitation agricoles, de lieux historiques, l'étude des curiosités naturelles, les travaux d'herborisation peuvent offrir des ressources multiples⁴² ». Ainsi, l'enseignement doit devenir une porte d'entrée vers le monde extérieur, et renoncer au cloisonnement de la salle de classe marquée par la frontalité et la hiérarchie des savoirs.

Le témoignage de Jean Zay lui-même peut être invoqué ici pour saisir les objectifs principaux de cette politique scolaire nouvelle :

Nous comprenons, sous le terme d'activités dirigées, une méthode d'éducation fondée sur les progrès de la psychologie de l'enfant. Elle respecte et utilise, en la guidant, la spontanéité dans le cadre du milieu social constitué par l'école : liberté de l'enfant, coopération dans le travail d'équipe représentent les deux termes inséparables. [...] Les exercices de plein air, en particulier la classe promenade, y ont une place marquée. Mais beaucoup d'exercices essentiels se déroulent à l'intérieur de la classe. En outre, il ne saurait s'élever de cloison étanche entre ces pratiques pédagogiques et la classe normale. Les matériaux amassés par l'enfant durant ces trois heures d'activités dirigées doivent être utilisés dans les autres exercices scolaires⁴³.

L'imagination des maîtres, jointe à celle des élèves, aboutit, dans une atmosphère joyeuse et souvent enthousiaste, à des résultats étonnants.[...] Menus travaux manuels, herbiers, journaux de classe, dessin et chant choral, représentations de pièce classiques, couture, collections historiques et minéralogiques, mille satisfactions ingénieuses montrèrent quels enrichissements scolaires pouvaient être attendus de ces méthodes hardies. Ce fut dans nos établissements une fenêtre largement ouverte, un appel d'air⁴⁴.

L'attrait de la nouveauté n'est pas le seul intérêt de ces nouvelles méthodes

Châtelet, op. cit., p.293

42. *Ibid.*, p.293.

43. *Circulaire aux recteurs du 26 avril 1939 sur l'enseignement primaire*, dans laquelle Jean Zay fait le point après deux années d'expérience, citée par *ibid.*, p.293

44. Jean ZAY. *Souvenirs et solitude*. Julliard, 1946. 489 p., p.243, cité par CONDETTE, *Albert Châtelet*, op. cit., p.293

pédagogiques valorisées par le gouvernement du Front populaire : elles s'appuient sur un socle de savoirs nouveaux et en plein essor tout au long du XX^{ème} siècle, à savoir la psychologie de l'enfant. Ce domaine d'études est alors peu reconnu, et il faut attendre la fin de la seconde guerre mondiale pour que la psychologie comme discipline universitaire ait ses chaires et ses enseignants à part entière. Partant d'un double intérêt pour la médecine et la philosophie⁴⁵, la psychologie de l'enfant naissante est dominée en France par « l'école du "milieu social" ⁴⁶ », qui associe le développement cognitif de l'enfant aux conditions sociales dans lesquelles il évolue. Elle s'intéresse avant tout aux manifestations d'écart à la norme pouvant conduire à l'adoption de comportements déviants voire délinquants, et rénove ainsi les préoccupations des élites universitaires à propos de l'enfance, en particulier dans les milieux populaires. Héritier des réflexions de l'hygiène sociale et de la criminologie du XIX^{ème} siècle et du début du XX^{ème} siècle, ce courant se distingue par une réponse nouvelle au vieux débat sur la « place de l'inné et de l'acquis, de l'hérédité et de l'environnement dans le comportement criminel : le caractère, la personnalité et le comportement étaient-ils déterminés biologiquement à la naissance et dépendaient-ils de l'état physique de l'individu, ou bien les hommes n'étaient-ils que des pages blanches à leur naissance, totalement influençables et influencés par l'environnement dans lequel ils grandissaient ? ⁴⁷ » Le déclin progressif des théories de la dégénérescence biologique défendues par un Lombroso en Italie laisse place à un débat sur l'influence respective de l'hérédité et de l'environnement sur la formation des caractères. Ainsi Henri Wallon répond-il au problème : « il admit que "l'enfant portait en lui des virtualités dangereuses", mais il soutenait également que la biologie seule n'avait pas le pouvoir de déterminer l'avenir d'un enfant. Il faisait remarquer, en premier lieu, que tous ceux qui ont un défaut affirmé ne deviennent pas des criminels pour autant ; en second lieu, toujours selon lui, chaque individu avait des bons et des mauvais penchants. Wallon affirmait, par conséquent, que l'environnement dans lequel nous vivons, détermine chez nous

45. C'est par exemple le parcours d'Henri Wallon, qui a rédigé sa thèse sur l'enfant turbulent au sein d'une faculté de lettres tout en y apportant des notions de médecine : HENRI WALLON. *L'enfant turbulent: étude sur les retards et les anomalies du développement moteur et mental*. Libr. Félix Alcan, 1925. 653 p.

46. Sarah FISHMAN. *La bataille de l'enfance: délinquance juvénile et justice des mineurs en France au XXe siècle*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2008 [2002], p.165.

47. Ibid., p.165.

quel penchant prédominera⁴⁸ ».

Cet ensemble de controverses et de débats animant le milieu des experts de l'enfance irrégulière de l'entre-deux-guerres constitue le cadre dans lequel se dessine la genèse progressive de l'éducation spécialisée en France : aujourd'hui secteur à part entière et reconnu de l'action sociale, elle s'est peu à peu autonomisée par rapport aux institutions qui se partageaient jusqu'alors l'action (ré)éducative envers les jeunes « inadaptés socialement ». Pascal Ory note dans sa thèse l'existence d'une politique de médiation à destination du secteur de l'enfance inadaptée : le premier acte de ce lent processus de construction peut être identifié au moment du Front populaire, à travers la création d'un CAP à l'enseignement des enfants « arriérés » et de l'école correspondante à Asnières, inaugurée dès le 18 janvier 1937, et ce sous l'égide de Cécile Brunshwicg. Les 500 candidatures pour 60 places indiquent un intérêt non négligeable d'un certain nombre de personnes pour ce type d'enseignement, qui inaugure en France la professionnalisation de l'éducation spécialisée. L'enseignement de haut niveau délivré au sein de l'école d'Asnières se fonde en particulier sur la collaboration active du laboratoire de psycho-biologie de l'enfant dirigé par Henri Wallon, très attaché à l'étude du milieu social. Toujours selon Pascal Ory, les responsables ministériels du gouvernement du Front populaire – Jean Zay et Cécile Brunshwicg pour les niveaux scolaires, Suzanne Lacore pour la partie médico-sociale et les asiles ; voulaient « poser les bases d'un véritable "système d'enseignement spécialisé". [...] Chargé d'abord de dépister les déficients dès le plus jeune âge, grâce à un dense réseau de commissions médico-éducatives, celui-ci gèrerait tout un réseau d'établissements, comprenant des classes de perfectionnement et des instituts de rééducation⁴⁹ ».

L'ouverture de l'école sur le monde extérieur est donc justifiée par un rôle éducatif nouveau confié à la multiplication des mises en situation, censée apporter aux élèves de plus nombreuses occasions de développer leurs talents et leur autonomie. Toujours dans ce but, l'apport du mouvement scout peut ainsi être un excellent appui pour renouveler non seulement des méthodes, mais aussi les cadres éducatifs animant le monde de l'éducation publique. C'est justement l'un des objectifs d'Albert Châtelet, qui fait office en ce sens de passeur du scoutisme au sein de l'ins-

48. Ibid., p.168.

49. ORY, *La belle illusion*, op. cit., p.674.

titution scolaire. Il n'est bien entendu pas le seul à faire partie de ce mouvement de diffusion du scoutisme : « à partir des années 1920, le mouvement des éclaireurs de France part à la conquête de l'enseignement et il est évident que les soutiens trouvés au sein des cadres de l'instruction publique jouent ici à plein ⁵⁰ ». Cela dit, Albert Châtelet est un fin connaisseur des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, grâce entre autres à l'engagement associatif de ses propres enfants : ils sont plusieurs à animer des troupes d'éclaireurs lors de leurs années de lycée, filles comme garçons ⁵¹. Il est même choisi en mars 1937 comme président du mouvement des éclaireurs de France, et le demeurera jusqu'en 1945. Dès sa nomination comme directeur de l'enseignement du second degré, sa double appartenance lui confère une position inédite, « siégeant au sommet de l'institution scolaire et en même temps à celui d'une organisation gravitant à sa périphérie. Les conditions sont réunies pour nourrir le premier des innovations du second ⁵² ». La réflexion du mouvement des éclaireurs au sujet de la question éducative aboutit au printemps 1936 au congrès du Havre, réunissant près de 300 acteurs de l'éducation, et destiné à étudier les questions relatives à l'organisation de l'enseignement. L'un des enjeux de ce congrès réside dans la rénovation des rapports maîtres élèves, excessivement disciplinaire selon les congressistes : ces derniers « souhaitent un enseignement de la morale reposant sur "l'atmosphère de confiance compréhensive" afin d'intérioriser la discipline.[... Par ailleurs,] à leurs yeux, l'argent valait moins que la liberté de mener des expériences pédagogiques ⁵³ ». Ce sont ces objectifs que reprendra Albert Châtelet pour les diffuser dans la pratique des maîtres et des professeurs du second degré, grâce à l'atmosphère favorable consécutive à la victoire du Front populaire. Les méthodes et suggestions en matière de pédagogie émanant du mouvement scout laïque se trouvent dans des numéros spéciaux du journal des éclaireurs de France, promouvant une éducation globale et de nouvelles activités éducatives : « *Le chef* propose alors une multitude d'activités capables d'œuvrer à l'éducation sensorielle et intellectuelle puis à l'éducation pratique et

50. CONDETTE, *Albert Châtelet*, op. cit., p.297.

51. Suzanne Châtelet est responsable d'un groupe d'éclaireuses au lycée Fénelon, et les huit autres enfants d'Albert Châtelet font tous partie d'une troupe d'éclaireurs. Nicolas PALLUAU. *La fabrique des pédagogues: encadrer les colonies de vacances 1919-1939*. Rennes, France : Presses universitaires de Rennes, 2013. 301 p., p. 197

52. Ibid., p.199.

53. Ibid., p.195.

scientifique. Les jeux, la construction de jouets en marrons et en allumettes, la connaissance des oiseaux, des arbres, les exercices pratiques d'orientation et de lecture d'une carte, sont autant de moyens ludiques d'enrichir l'univers intellectuel et moral de l'enfant ⁵⁴ ».

Le Scoutisme d'extension face à l'enseignement spécialisé

L'importation de méthodes scoutées dans l'enseignement primaire et secondaire est donc bien connu. En ce qui concerne l'enseignement spécialisé, les études manquent cruellement, du fait principalement d'une absence de sources : le secteur est encore dominé par l'improvisation, et n'occasionne pas la production de rapports détaillés rendant compte des méthodes des enseignants. En revanche, le mouvement scout réfléchit de plus en plus à élargir la base de son recrutement, pour ne plus s'adresser qu'aux jeunes gens en bonne santé : dans un numéro spécial du *Chef* de 1937 sont exposés les grands principes d'un « scoutisme d'extension », adressé aux infirmes et malades principalement :

C'est le scoutisme adapté à ceux qui ne peuvent, pour des raisons physiques, intellectuelles ou morales, pratiquer le scoutisme normal ; plutôt que de priver tous ces enfants des bienfaits qu'apporte le Scoutisme aux normaux, il s'est créé une méthode à base intégralement scoutée, en rapport avec leur état.

[...] C'est là l'essentiel, normaliser l'enfant malade ou infirme, et voilà l'effet merveilleux de la Promesse et de la Loi ; elles ignorent la maladie et lient les gosses de l'Extension comme les trois millions de ses frères bien portants. L'allongé, le sourd-muet, l'aveugle se sent membre de la grande fraternité, sera un "chic type", fera sa B.A., obéira à la Loi, mettra son point d'honneur à bien faire... "COMME LES AUTRES" ⁵⁵.

Présentant tous les aspects de la bonne action charitable, cette nouvelle forme de scoutisme adopte également des objectifs normalisateurs sous couvert de fraternité. Bien que peu considérée par Deligny, elle mérite d'être rappelée pour bien

54. Ibid., p.304.

55. « Le scoutisme d'extension. Scoutisme pour Infirmes et Malades », numéro spécial 177 du *Chef*, édité par les Eclaireurs de France, juillet 1937, p.5-7

comprendre dans quelle configuration sociale Fernand Deligny fait ses premières armes comme éducateur. Le secteur de l'éducation spécialisée n'est pas encore qualifié ainsi, et peine à faire l'objet d'une professionnalisation, malgré la création depuis le début du siècle de classes dédiées spécifiquement aux enfants déficients : fruit d'un intérêt nouveau pour l'enfance anormale croissant depuis la fin du XIX^{ème} siècle⁵⁶, la création des classes de perfectionnement par la loi du 15 avril 1909 est la première étape d'un mouvement d'ensemble qui court tout au long du XX^{ème} siècle pour aboutir à une institutionnalisation et une professionnalisation accrues de l'enseignement spécial. Inspirées par les recherches de Binet et Simon sur les « enfants anormaux⁵⁷ », ces classes accueillant les enfants présentant des troubles du comportement ou suivant difficilement l'enseignement normal appellent un nouveau corps enseignant, et donc l'invention d'un nouveau dispositif de formation. Même si cet objectif est déjà inscrit dans la loi de 1909, il mettra du temps à être accompli, puisque le premier stage de formation d'Etat sera organisé en 1937 et que le premier centre permanent de formation (il s'agit du Centre national de pédagogie spécialisée de Beaumont-sur-Oise) ouvrira ses portes seulement en 1947. Les diplômes qui déterminent le recrutement des maîtres des classes de perfectionnement sont peu nombreux : la possession du Certificat d'aptitude à l'enseignement des arriérés créé par la loi de 1909 n'est par exemple pas une condition nécessaire pour obtenir un poste, rendant ainsi le recrutement des maîtres assez improvisé. Fernand Deligny obtiendra ce diplôme en mars 1942, alors qu'il a déjà occupé des postes comme instituteur dans les classes de perfectionnement dans le 12^e arrondissement de Paris et à Nogent-sur-Marne en 1938-1939. Il convient néanmoins de savoir quel esprit domine les épreuves de ce certificat pour mieux saisir les modalités de recrutement des maîtres dans l'enseignement spécialisé naissant.

Constitué d'un versant pratique et d'un versant théorique, le certificat d'aptitude à l'enseignement des arriérés se distingue des diplômes ouvrant la voie à l'enseignement normal : « la partie pratique consiste en une leçon modèle devant un jury, composé de façon significative d'administrateurs, de psychiatres, d'ins-

56. Francine MUEL-DREYFUS. « L'école obligatoire et l'invention de l'enfance anormale ». In : *Actes de la recherche en sciences sociales* 1.1 (1975), p. 60-74.

57. Alfred BINET et Théodore SIMON. *Les enfants anormaux: guide pour l'admission des enfants anormaux dans les classes de perfectionnement*. A. Colin, 1907. 211 p.

pecteurs et d'enseignants. La partie théorique (dissertation générale suivie d'une question d'oral) porte sur des questions de programme exposées dans le décret du 14 août 1909. Quatre domaines d'étude sont définis : la psychologie, la physiologie, l'hygiène scolaire et la pédagogie. Ces quatre domaines sont d'importance inégale : les principales questions portent sur le dépistage, l'observation et la classification selon les techniques psychométriques. (...) Néanmoins, ce programme témoigne de la volonté de confier les classes de perfectionnement à des maîtres qualifiés et capables de substituer à une pédagogie traditionnelle, composée de recettes hasardeuses et incontrôlables, une pédagogie nouvelle, méthodique et attentive aux besoins des enfants⁵⁸ ». De manière plus générale, les instructions pédagogiques contenues dans le projet initial valorisent une forme d'enseignement originale, maintenant le programme de l'école primaire, mais incitant à renouveler les méthodes pédagogiques afin d'inculquer ces programmes. On serait tenté de considérer ces classes de perfectionnement comme un laboratoire pédagogique intégré à l'institution scolaire, tant elles paraissent offrir aux pédagogues un terrain de choix pour développer une action éducative expérimentale. « La principale nouveauté des [instructions pédagogiques] réside dans la nouvelle définition de la relation entre l'enfant et la connaissance qu'elles suggèrent. Sont proscrits le formalisme, l'usage abusif du recours à l'apprentissage de mémoire et l'excès de verbalisme. "Les maîtres éviteront les définitions, les règles, les formules... L'enseignement sera donné par la vue directe des objets, et des êtres, par des images, par des causeries familières dirigeant l'attention de l'enfant vers l'observation de l'action et de la vie... Ils s'attacheront à provoquer l'attention par l'attrait de ce qu'ils montrent et disent, par la variété et l'imprévu des exercices" (Alfred BINET. *Les idées modernes sur les enfants*. Flammarion, 1913. 346 p.). C'est une pédagogie active, s'appuyant sur l'intérêt et la participation active de l'enfant⁵⁹ ». Ainsi, l'enseignant en classe de perfectionnement doit-il être ouvert aux méthodes pédagogiques actives, en plein essor dans l'entre-deux-guerres, autour notamment de quelques figures qui sont restées à la postérité, à l'instar de Célestin Freinet. Tandis que les instructions officielles « soulignent l'importance d'une culture technique et

58. Marie-Anne HUGON. « Situation et fonction des classes de perfectionnement dans l'enseignement français ». In : *Revue française de pédagogie* 66.1 (1984), p. 55-67.

59. Ibid., p.58.

théorique et encouragent les recherches pédagogiques⁶⁰ », le recrutement s'ouvre ainsi à des profils nouveaux, marqués par un attrait pour l'éducation nouvelle et l'enseignement des enfants arriérés. Si l'on devait définir les mouvements qualifiés d'*éducation nouvelle*, on reprendrait volontiers les critères retenus par Béatrice Haenggeli-Jenni : il s'agit de mouvements se définissant eux-mêmes contre ce qui est institué, et ce à divers niveaux : le maître doit accepter de laisser venir la relation de l'enfant à lui, les programmes officiels, assimilés à un dogme rigide, doivent être remplacés par des programmes dynamiques, adaptés à leur temps, tandis que la logique hiérarchique doit être oubliée au profit d'une discipline cogérée, et intériorisée par le groupe des élèves. Les méthodes d'enseignement abandonnent le format du cours magistral pour s'organiser en ateliers, en groupes permettant une plus grande mobilité des élèves, et forgeant des incitations à la coopération⁶¹.

Ces préceptes sont aussi ceux d'un Célestin Freinet, figure incontournable du mouvement de rénovation des méthodes pédagogiques dans l'entre-deux-guerres⁶². Il critique violemment les conceptions scolaires classiques pour s'appuyer sur « la pratique vivante de l'instituteur, et non sur une psychologie élaborée en dehors de la classe, et qui est, par ce fait même, toujours inapplicable⁶³ ». Par ailleurs, il bouleverse le cadre scolaire qui dans « sa matérialité même (estrade, horaire découpant le réel par disciplines, autorité incontestée du maître), semble conçu pour étouffer l'initiative de l'enfant ou le réduire à l'écoute passive⁶⁴ ». Il engage donc les instituteurs à sortir de la classe pour faire des leçons de choses en plein air, et introduit l'usage du texte libre et de l'imprimerie en classe. Ces deux dernières techniques sont essentielles pour faire de sa pédagogie un acte tourné vers l'écoute de l'enfant, de ses évolutions et de ses désirs. Les premières expériences de Deligny s'inscrivent également dans cette lignée d'une éducation populaire abandonnant le cours magistral pour une pédagogie nouvelle, non sans emprunter quelques idées

60. Ibid., p.63.

61. Béatrice HAENGGELI-JENNI, « L'Éducation nouvelle : débats autour de définitions conceptuelles et identitaires (1922-1940) », in Laurent GUTIERREZ, Laurent BESSE et Antoine PROST, eds. *Réformer l'école: l'apport de l'Éducation nouvelle (1930-1970)*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 2012. 447 p.

62. Élise FREINET. *Naissance d'une pédagogie populaire*. Cannes : Bibliothèque de l'École moderne, 1963. 258 p.

63. MOREAU, *Fernand Deligny et les idéologies de l'enfance*, op. cit., p.24.

64. Ibid., p.25.

au répertoire des pratiques scoutes.

1.2.2 Fernand Deligny passeur de la pédagogie nouvelle dans l'éducation spécialisée naissante

Actif dans une troupe d'éclaireurs avec son camarade de classe François Châtelet, Fernand Deligny nourrit également une fascination pour l'asile et l'anormalité, comme en témoignent ses visites répétées à l'asile d'Armentières. Tout au long de son cursus de psychologie et de philosophie à l'université de Lille entre 1931 et 1934, il s'y rend en compagnie d'un ami interne, y trouvant un terrain de jeux et de découvertes insoupçonnable. Il existe peu de documents relatant ces sorties, elles indiquent toutefois une attirance pour les lieux et les hommes en marge qui se développera par la suite tout au long de la carrière de Deligny. Cette carrière débute d'ailleurs par une expérience de suppléance dans des classes de perfectionnement situées à la périphérie de Paris :

L'Express-Méditerranée : – Et vous avez été instituteur ?

F. Deligny : – Oui. Instituteur suppléant dans une classe de perfectionnement à Paris, près du lac Daumesnil. J'avais demandé un village de montagne. Quinze gosses difficiles qui, chaque année, attendaient le suppléant de service. Je crois qu'en quelques jours, j'ai épuisé la gamme des erreurs pédagogiques, de la séduction aux hurlements. Et puis, j'ai eu comme une lueur : le Bois de Vincennes n'était pas loin. J'ai attendu que les autres classes soient rentrées et j'ai redescendu l'escalier avec ma quinzaine d'anormaux sélectionnés derrière. Pas une marche ne craquait. Dans la rue, je marchais devant. Je n'osais pas me retourner. J'entendais que ça chuchotait. D'un coup d'œil, je les ai vus, en rang par deux. Ils se donnaient la main, grands et petits, comme des mouffets de la maternelle. A l'école, dans la cour, deux ou trois d'entre eux étaient les caïds. Il y a des images comme ça que je garde.

L'Express-Méd. : – Dans quel état d'esprit abordiez-vous l'enseignement ?

F. Deligny : – Gagner ma vie... Et pourtant, cet argent que je recevais tous les mois, ça m'a étonné pendant longtemps. Mais je n'avais pas

d'intention pédagogique. C'est de me trouver là, dans cette école, avec cette petite bande de gamins rétifs à ce que je devais leur apprendre, eux là et moi le maître. Le maître de quoi ? Il y avait quelque chose d'insupportable dans cette double contrainte. Eux et moi, nous étions astreints à nous trouver là, face à face. Le long du trajet et dans les allées du Bois de Vincennes, alors, là, je ne me souviens pas du tout de ce qui pouvait avoir lieu ou ce qui a pu être dit. En tout cas, il n'était pas plus question pour moi que pour eux de réformer l'École. Il me semblait et il me semble encore que ça valait mieux que des heures dans les lieux prévus pour.

Malgré les lacunes archivistiques caractérisant cette première période de la carrière de Deligny, force est de constater un certain conformisme de sa part. Se retrouvant sans formation face à une classe de jeunes « inadaptés », il essaie de leur appliquer les méthodes d'enseignement qu'il a lui-même suivies lors de sa scolarité exemplaire. La « lueur » qui l'incite à emmener les enfants au bois semble par contre s'inscrire au sein du mouvement d'encouragement des « classes promenades », engagé dès les années 1920⁶⁵. C'est là qu'intervient l'expérience du scoutisme de Fernand Deligny, lors de laquelle il a probablement intégré un certain nombre de préceptes et d'exigences propres à ce mouvement de jeunesse : il a fait partie d'une équipe d'Eclaireurs de France, mouvement laïc qui s'est aussi intéressé à la pédagogie. Les Eclaireurs revendiquent ainsi une pédagogie de plein air favorisant à la fois l'épanouissement corporel et l'intériorisation de la discipline : cet idéal est décrit par le rédacteur du bulletin d'information destiné aux éclaireurs en octobre 1933⁶⁶. « L'éducation des sens par la faune et la flore entraîne de façon inédite les garçons à suivre les exigences du maître, l'acquisition d'une vue "plus perçante", d'un odorat "plus fin", et d'une ouïe "plus sensible" grâce au "contact du peuple des bois". [...] Elle permet d'apprendre à devenir des "hommes, maîtres de ses nerfs et de ses sens" ». Silence et patience sont des attitudes attendues et valorisées par cette pédagogie scout. Elle s'appuie sur l'expérience de la nature pour

65. « En 1923, les "classes promenades" figurent en bonne place dans les Instructions officielles d'éducation physique primaire. Elles accordent textuellement une place à l'éducation des sens sous l'influence du scoutisme ». PALLUAU, *La fabrique des pédagogues*, op. cit., p.95

66. « L'école sans murs ! », *L'éclaireur de France*, numéro 18, 20 octobre 1933, cité par ibid., p.151

contester la modernité urbaine, et pour introduire des situations d'enseignement propres à développer des aptitudes délaissées par l'enseignement traditionnel : observation de son environnement, attention à la faune et à la flore, sens du contrôle de soi. Sans pouvoir attester définitivement de ce fil d'inspiration pour Deligny, force est de constater les similitudes entre les deux approches.

L'une des autres sources relatives à cet épisode présente une autre dimension de la pédagogie expérimentée par Deligny dans ces classes :

Je racontais mes histoires, je ne faisais que ça, des histoires qui tenaient compte du lieu. Par exemple dans cette classe, il y avait de grands rideaux blancs pour protéger du soleil, de grandes fenêtres. Les rideaux c'étaient des voiles et on était dans un paquebot, en galère, on navigait, il y avait un gosse qui était chargé de raconter les vigies, il devait rapporter aux autres ce qu'il voyait. Par la fenêtre, c'étaient les côtes, l'Afrique, des pays extraordinaires. Ils avaient la possibilité de préparer leur récit dans des bouquins que je leur donnais. Ceux qui savaient lire lisaient là dedans, sinon je les préparais le soir après l'école, pour le récit du lendemain. Ça tenait des heures, notre navigation⁶⁷.

Cette fois, les préceptes d'un Freinet semblent davantage être en mesure d'expliquer les inspirations de Deligny : prenant acte des limites du cadre scolaire, il en fait une force pour captiver l'attention des élèves et proposer une activité qui, malgré ses aspects ludiques, est un prétexte pour inciter à ouvrir des livres, à les lire, et à les utiliser pour construire des récits imaginaires. Il reprendra l'idée de ces histoires donnant vie à des objets du quotidien dans l'un de ses ouvrages, intitulé *Les enfants ont des oreilles*. Ce recueil de contes se présente comme une collection d'historiettes animant des objets inertes. Il part d'un constat simple : « L'envie d'histoires est la première manifestation de l'esprit d'aventure et d'enquêtes⁶⁸ ». Écrit à la destination d'éducateurs, il incite à raconter des histoires imaginées avec les enfants, pour créer un « ciment vivant [et] un état latent de collaboration affective » susceptibles d'avoir une efficacité bien plus grande que des

67. Fernand Deligny, « L'autre côté de la parole », Entretien avec Emile Copfermann, p.84, DGN 5, IMEC, Caen.

68. DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit., p.242.

« exposés trop directs sur l'amitié et la camaraderie⁶⁹ ». Même s'il est publié en 1949, c'est-à-dire plus de 10 ans après l'expérience des classes de perfectionnement, il s'en inspire directement, et milite pour l'adoption des méthodes de pédagogie nouvelle dans l'enseignement primaire. A ce titre, Deligny est un passeur actif de ces méthodes dans l'éducation spécialisée. Son champ d'expériences pédagogiques s'en trouve alimenté, et influence de manière décisive les réflexes qu'il aura lors de ses prochaines activités, après une mobilisation intervenant comme une coupure nette entre toutes ses tentatives pédagogiques.

69. Ibid., p.246.

Chapitre 2

Un témoin des transformations asilaires pendant l’Occupation

2.1 Revenir de la drôle de guerre

2.1.1 Relire le journal d’un éducateur

Récit historique et récit de fiction

La diversité des sources disponibles pour retracer l’itinéraire de Fernand Deligny pose une question à la forme d’écriture de l’histoire qui s’appuie sur leur lecture : plutôt que de choisir une unique voie d’accès au réel, on propose ici d’offrir un aperçu de l’interprétation possible d’un texte écrit *a posteriori* par Fernand Deligny à partir du souvenir de son expérience de la guerre. Écrit en 1966, le *Journal d’un éducateur* paraît dans le premier numéro de la revue *Recherches* de janvier 1966, créée par un groupe d’intellectuels gravitant autour de Félix Guattari. Ces derniers sont notamment actifs au sein de la clinique de la Borde, refuge provisoire de Deligny après une période d’isolement et de précarité importantes¹.

1. La revue est présentée ainsi : « Regroupé autour du philosophe et psychanalyste Félix Guattari, un courant intellectuel et politique minoritaire, transversal aux courants communiste, anarchiste, socialiste, affirme poursuivre dans le quotidien l’engagement pris dans les luttes d’indépendance nationale. Il s’agit de construire une alternative multiple à l’enfermement de la folie par les institutions psychiatrique, scolaire, policière, judiciaire... Ce réseau militant cherche à élargir la brèche ouverte par la psychothérapie institutionnelle aux lendemains de la seconde guerre mondiale [...] La revue *Recherches* est l’organe de la Fédération des groupes d’études

Le texte est structuré par un aller-retour permanent entre le présent de l'écriture et le temps du souvenir (en particulier pour la période de l'Occupation), qui s'il met en doute l'authenticité du récit, isole néanmoins une strate interprétative qui ne se trouve pas dans les sources traditionnelles : c'est l'une des spécificités du témoignage narratif que de brouiller les frontières entre récit de fiction et récit historique, incitant à s'interroger sur la part du vrai, du faux et de l'authentique dans l'écriture. Cette thématique est développée à partir d'exemples personnels par Carlo Ginzburg dans l'un de ses ouvrages, et l'on suivra le fil de son questionnement pour appréhender l'analyse d'une source délicate à utiliser : selon lui, « la fiction nourrie d'histoire devient matière à réflexion historique, ou matière à fiction, et ainsi de suite. [...] Lire les témoignages historiques à rebrousse-poil, selon la suggestion de Walter Benjamin – contre les intentions de ceux qui les ont produits, même s'il faut tenir compte de ces intentions – revient à supposer que chaque texte renferme des éléments qui échappent au contrôle de son auteur² ». Ces éléments, une fois isolés, seront le point de départ de l'ébauche d'une histoire des idées convoquant une conceptualisation renouvelée de la notion d'évènement, et du rapport entre une biographie individuelle et l'histoire.

Renaissance de l'évènement

Il existe aujourd'hui un mouvement historiographique visant à renouveler la conceptualisation de la notion d'évènement et son usage en histoire. Il résulte d'une généalogie complexe, tirant ses racines au sein d'une philosophie de l'histoire revendiquant une rupture avec les standards d'écriture et de travail associés jusqu'à aujourd'hui au métier d'historien. S'inspirant du geste critique de Nietzsche et passant par les développements apportés par Michel Foucault dans les années 1970, ce courant demeure toutefois largement programmatique, et peine à produire autre chose que des critiques et des préceptes. Il apparaît néanmoins intéressant de le présenter dans ses grandes lignes pour mieux comprendre l'interprétation que Fernand Deligny fournira *a posteriori* de son expérience de la guerre et de l'occupation. Il

et de recherches institutionnelles (FGERI). », <http://www.editions-recherches.com/revue-historique.php>, consulté le 25 mai 2016.

2. Carlo GINZBURG. *Le fil et les traces: vrai faux fictif*. Trad. par Martin RUEFF. Lagrasse, France : Verdier, 2010. 537 p., p.13.

fréquente en effet dans les années 1960 et 1970 d'assez près les cercles intellectuels qui promeuvent cette nouvelle approche, et partage même avec certains penseurs un champ d'expériences similaire. Ce courant s'inspire d'une perspective iconoclaste, dont les traits ont été définis par Nietzsche dans sa *Seconde considération intempestive*, publiée en 1874, et dont l'un des buts est de saisir ce que son auteur appelle « l'histoire effective » (« wirkliche Historie ») : « le monde de l'histoire effective ne connaît qu'un royaume, où il n'y a ni providence ni cause finale, mais seulement "la main de fer qui secoue le cornet du hasard" ³ ». Michel Foucault commente ainsi cet objectif, en soulignant les vertus critiques : « tout ce à quoi on s'adosse pour se retourner vers l'histoire et la saisir dans sa totalité, tout ce qui permet de la retracer comme un patient mouvement continu, tout cela il s'agit systématiquement de le briser. Il faut mettre en morceaux ce qui permettait le jeu consolant des reconnaissances. Savoir, même dans l'ordre historique, ne signifie pas "retrouver", et surtout pas "nous retrouver". L'histoire sera "effective" dans la mesure où elle introduira le discontinu dans notre être même ⁴ ». La reconstruction a posteriori d'unités de sens à partir de ce qui diffère constitue la matière de l'histoire que l'on écrit traditionnellement. Cependant, une telle conception passe à côté d'une dimension fondamentale de l'expérience historique, en particulier à l'époque contemporaine : le surgissement du nouveau, de l'inattendu, de l'imprévu. Si l'ambition nietzschéenne de rejoindre le monde de l'histoire effective s'opposait à l'atmosphère historiciste de son temps ⁵, l'idée que l'on défend ici part d'une tentative de se détacher des catégories de pensée, et des schémas d'une histoire à la recherche de continuités ou du moins de causalités supra individuelles qui détermineraient le cours de l'histoire. Le recours à la notion de hasard et le rôle joué par la contingence dans la narration seront des éléments de cet essai pour saisir *effectivement* l'expérience d'un Fernand Deligny écrivain-témoin du milieu du XX^{ème} siècle en France. Comme le remarque l'historien allemand Reinhard Koselleck, « le hasard est capable de décrire ce qui laisse stupéfait, le neuf, l'imprévu... dans l'histoire. (...) Là où l'on a recours historiographiquement au hasard,

3. « Nietzsche, la généalogie, l'histoire », in Michel FOUCAULT. *Dits et écrits, 1954-1988*. Sous la dir. de Daniel DEFERT et François EWALD. Gallimard, 2001. 1735 p.

4. Ibid., p.160.

5. Ernst SCHULIN. « Zeitgemäße Historie um 1870. Zu Nietzsche, Burckhardt und zum "Historismus" ». In : *Historische Zeitschrift* 281.1 (2005), p. 33-58.

c'est qu'il y a manque de consistance des phénomènes et incommensurabilité de leurs conséquences [eine mangelhafte Konsistenz der Vorgegebenheiten und eine Inkommensurabilität ihrer Folgen]. Et c'est là précisément que peut se trouver ce qui est spécifiquement historique⁶ ». Alors que le hasard paraît être une catégorie ennemie de l'analyse historique, puisqu'il ne permet ni de reconstituer des chaînes causales ni de proposer de nouvelles hypothèses explicatives, il semble intervenir précisément à des moments pendant lesquels s'inventent de nouvelles formes d'action et de pensée. Il est en ce sens un indice de processus d'innovation sociale, faisant se mouvoir les frontières entre horizon d'attente et champ d'expériences, en empruntant toujours des notions développées par Koselleck. Ce dernier considère d'ailleurs le hasard comme une « pure catégorie du présent », que l'on ne peut « ni déduire de l'horizon d'attente du futur, si ce n'est comme la brusque émergence de celui-ci, ni percevoir comme le résultat de causes passées⁷ ». Dans le domaine pédagogique, Deligny valorise même le hasard comme porte d'entrée vers des circonstances nouvelles, transférant dans le domaine de l'enfance et de l'éducation un principe qu'il place lui-même au cœur de son histoire individuelle.

De nouvelles formes d'appréhension de l'expérience historique ont été exprimées par de nombreux penseurs après la guerre, en particulier autour des concepts d'évènement et de changement, qui sont pour Foucault les deux notions fondamentales de l'histoire que l'on écrit aujourd'hui, au détriment du passé et du temps⁸. Les écrits de Fernand Deligny permettent de situer sa biographie individuelle en parallèle avec l'outillage conceptuel de son temps, dans l'idée de faire coïncider les formes de conscience historique des acteurs avec l'expérience du présent passé. Comme l'indique François Dosse, la traversée du « tragique XX^{ème} siècle » a modifié en profondeur les cadres de perception et d'interprétation de nombreux intellectuels, conduisant à une forme de « redécouverte de l'évènement⁹ » qui est aujourd'hui de plus en plus reprise par les chercheurs de sciences sociales s'intéressant à ces thèmes.

6. KOSELLECK, *Le futur passé*, op. cit., p.146.

7. Ibid., p.145.

8. Michel FOUCAULT. « Revenir à l'histoire ». In : *Dits et écrits II, 1954-1988*. Gallimard, 2001, p. 1735, p.277.

9. L'un des chapitres de cet ouvrage d'épistémologie historique s'intitule précisément "le tragique XX^{ème} siècle et la redécouverte de l'évènement" François DOSSE. *Renaissance de l'évènement: un défi pour l'historien*. Presses universitaires de France, 2010. 348 p.

Retour réflexif sur les années de guerre

Même si l'œuvre de Fernand Deligny ne prétend à aucune systématisme, et esquive toute conceptualisation, elle est riche d'enseignements quant à ce changement radical de conception de l'évènement et du sens que peut prendre la participation à un événement qui dépasse l'entendement de ceux qui y sont pris. Bien loin d'être le pur produit d'actions individuelles engagées dans des schémas intentionnels, un événement dépasse l'entendement individuel, il érige des conditions nouvelles pour l'action. Ce qui apparaît dans certaines circonstances, et qui peine à être formulé clairement constitue en ce sens le fondement du changement historique. Toute la difficulté de l'écriture de l'histoire comme du témoignage historique réside dans le choix des mots justes et à même de traduire les impressions, les doutes et les sensations qui tissent la trame du réel. Certains courants des sciences sociales contemporaines ont tenté précisément de faire apparaître une analogie plus ou moins stricte entre les structures du langage et les structures du réel, allant parfois jusqu'à confondre les deux en se perdant dans des jeux purement linguistiques. La conscience que l'on a des limites du langage et de l'écriture ouvrent la voie à une appréhension du changement historique alimentée par des formes de médiation différentes d'un mémoire d'histoire par exemple. En outre, « tout évènement comporte aussi de nombreux éléments qui n'ont rien à voir avec le langage, et il est des couches d'expériences qui se dérobent à toute attestation par le langage. Certes, pour être efficaces, la plupart des éléments constitutifs des évènements qui échappent au langage, les choses naturelles et matérielles, les institutions et les comportements, n'échappent pas au recours à l'intermédiaire du langage. Mais ils ne s'y confondent pas entièrement. La structure de l'action antérieure au langage et la communication par le langage grâce à laquelle les évènements existent, sont imbriquées l'une dans l'autre, sans jamais se recouvrir totalement¹⁰ ».

En 1966 donc, Deligny écrit à la clinique de la Borde le *Journal d'un éducateur*.

10. « In jedes Ereignis gehen zahlreiche aussersprachliche Faktoren ein, und es gibt Erfahrungsschichten, die sich der sprachlichen Vergewisserung entziehen. Freilich bleiben die meisten aussersprachliche Bedingungen aller Geschehnisse, die natürlichen und materiellen Gegebenheiten, Institutionen und Verhaltensweisen, um wirksam zu werden, auf sprachliche Vermittlung angewiesen. Nur gehen sie nicht darin auf. Das vorsprachliche Handlungsgefüge und die sprachliche Kommunikation, kraft derer sich Ereignis einstellen, sind ineinander verschränkt, ohne je zur Deckung zu kommen », KOSELLECK, *Le futur passé*, op. cit.

La narration est éclatée entre des épisodes tirés des années 1960 et des souvenirs des années de guerre, procédant par allers-retours incessants. C'est peut-être dans ce texte que Deligny exprime le plus de souvenirs quant à son expérience des années de guerre, refaisant surface après près de trente ans de vie aux côtés d'enfants délinquants ou caractériels. A l'attrait pour des « idiots » dont on déconsidère l'existence répond un sentiment d'étrangeté naissant dans les circonstances particulières de la guerre : la méditation à froid conduit même à abolir la péjoration du terme d'idiot qui recouvre dès lors son sens originel. Une anecdote peut être ici donnée à la lecture pour illustrer ce point :

Je n'ai ni religion, ni croyance, ni raison personnelle d'être là, au bord de la Loire, sous ces avions qui vont lâcher des bombes. Il en sera de ma mort comme de ma naissance, absolument involontaire. J'appuie mon menton sur la toile douce du sac éclaté, chair de farine, robuste et fraîche au plus profond. Six petits corps gris [de souris]. Leur cœur bat et moi, plus proches d'eux que de mon capitaine qui a fait Verdun, l'autre guerre, et fait encore celle-ci, de carrière, plus proche d'eux que de mon père qui a été tué en 1917, à la ferme de la Biette, plus proche de ces six souris que de n'importe qui, parce qu'elles vivent, si étrangères à l'évènement qu'elles ne peuvent pas être touchées. Alors que moi, dans le fin fond de moi-même, je suis tout aussi innocent, tout aussi étranger, aussi peu homme que possible, ma vie est la vie même de ces six petites bêtes mais j'ai un uniforme, mais je suis là au bord de ce fleuve dont je me fous autant que du reste. Tout à fait aussi indifférent à la géographie qu'à l'histoire. Hors du temps et de l'espace. Idiot.

[...] Les guerres de maintenant ne respectent pas les idiots. Elles ne les respectent d'aucune manière. Elles ne respectent rien, ni les idiots, ni les fous¹¹.

S'exprime dans cet extrait non seulement un pacifisme affirmé mais aussi le sentiment d'innocence le plus flagrant alors que le port d'un uniforme devrait suffire à attribuer une fonction déterminée, sous les ordres d'un supérieur. Un regard ahuri sur un tel phénomène contribue à développer un sens acéré du jugement vis-

11. *Journal d'un éducateur*, in DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit., p.12.

à-vis des possibilités offertes à l'action humaine en temps de guerre. Réhabiliter l'idiotie comme voie d'accès légitime au réel fait partie de la geste critique de Deligny, dialoguant étonnamment avec l'œuvre philosophique de Clément Rosset : ce dernier milite en effet pour la reconnaissance du caractère idiot de toute chose au monde, sans laquelle subsiste un grand risque de fourvoiement dans les impasses de la « folie du sens ». En revenant au sens originel du terme, on s'aperçoit que la dévalorisation de l'idiotie indique l'adoption d'une perspective arbitraire et lourde de conséquences : « Idiotês, idiot, signifie simple, particulier, unique ; puis, par une extension sémantique dont la signification philosophique est de grande portée, personne dénuée d'intelligence, être dépourvu de raison. Toute chose, toute personne sont ainsi idiots dès lors qu'elles n'existent qu'en elles-mêmes, c'est à dire sont incapables d'apparaître autrement que là où elles sont et telles qu'elles sont ¹² ». Reléguer cette caractéristique du réel pour lui imprimer une signification qu'il n'a pas de manière intrinsèque peut conduire potentiellement à de nombreuses incidences morales, politiques et religieuses. La véritable folie est alors la folie du sens et non celle de la déraison : « la prise au sérieux de ce qui est justement non sérieux (l'anodin devient l'essentiel, la lecture du journal devient "la prière du matin"), la perception complaisante d'une importance là où il n'est rien qui importe, l'esprit religieux et docile, prêt à reconnaître en toute personne parlant haut et fort un messenger de l'Histoire, sinon un messenger de Dieu, l'idée d'un bien et d'un mal (selon qu'on favorise l'avènement du sens ou qu'on y résiste), le souci de contribuer à la réalisation du sens, avec les dangers qui s'ensuivent et qu'on connaît, la fatalité des intolérances et des persécutions – telles sont quelques unes, parmi d'autres, de ces plus fâcheuses incidences ¹³ ».

Malheureusement, Clément Rosset ne développe pas outre mesure un éventuel aspect historique de sa pensée. On peut néanmoins formuler l'hypothèse que l'expérience des années d'Occupation faite par Deligny lui a fait prendre conscience de cette folie du sens, l'incitant à plus ou moins long terme à se tourner vers des individus rejetés par les institutions d'une société fondée sur la rationalité. C'est à l'aune du présent de l'écriture du *Journal d'un éducateur* qu'il s'agit de prendre en compte cette hypothèse, lorsque Deligny se retrouve accueilli au

12. Clément ROSSET. *Le réel: traité de l'idiotie*. Éd. de minuit, 2004. 155 p., p.50.

13. Ibid., p.44.

cœur d'une des initiatives de psychothérapie institutionnelle les plus célèbres, la clinique de la Borde à Cour-Cheverny. Dirigée par Félix Guattari et Jean Oury, cette clinique hors du commun tente de proposer une prise en charge de la folie différente de celle qui est de mise à l'hôpital psychiatrique, en suivant les expériences fondatrices d'un François Tosquelles à l'asile de St Alban pendant la guerre¹⁴. Interpréter sous cette perspective le moment historique du milieu du XX^{ème} siècle conduirait à le considérer comme une forme d'aboutissement de la folie du sens initiée par les idéaux des Lumières poursuivis par les sociétés occidentales depuis la fin du XVIII^{ème} siècle – le fameux processus de rationalisation dont les traits ont été décrits par Max Weber¹⁵. Ce dernier peut être d'ailleurs être considéré comme l'un des apôtres du culte du sens, inséparable de sa philosophie de l'action imprégnée de schémas kantien. Qu'il s'agisse là d'une des leçons fondamentales à tirer de cet événement majeur de l'histoire qu'est la seconde guerre mondiale ne semble pas être une évidence partagée par une société contemporaine toujours et encore dominée par la dynamique de la modernité. L'évolution de la pensée de Fernand Deligny reprend cette critique de la modernité en partant de la remise en cause de « l'usage invétéré de la parole », pour appeler à trouver un mode d'être assumant la contingence du langage dans le quotidien, qu'il tentera lui-même d'atteindre au contact d'enfants mutiques dans les Cévennes. Les conclusions théoriques de cette position s'illustrent d'un côté par son écriture valorisant le dérisoire et le burlesque, de l'autre par l'importance qu'il accorde à l'avènement du n'importe quoi dans toute pédagogie. Cela dit, ces éléments sont davantage le signe d'un retour réflexif de Deligny sur son propre passé que d'un témoignage à proprement parler : comme traces d'un travail d'écriture à partir d'une expérience historique singulière, ils méritent toutefois également d'être analysés, livrant un point de vue complémentaire de la forme traditionnelle de l'histoire comme chronique.

14. On peut avoir une perspective sur l'histoire de la psychothérapie institutionnelle grâce au numéro suivant de la revue *Recherches : Histoires de La Borde: l'organisation du travail à la clinique de Cour-Cheverny (1953-1963)*. Fontenay-sous-Bois : Revue du Cerfi, 1976. 389 p.

15. Max WEBER. *Économie et société*. Trad. par Julien FREUND et Pierre KAMNITZER. 2 t. Pocket, 1995 [1921]. 410+424.

2.1.2 Vers une anthropologie du temps vécu : un parallèle à tirer avec les avant-gardes artistiques ?

L'une des interrogations qui court tout au long de ce travail a trait aux raisons qui peuvent pousser un groupe de personnes à modifier soudainement leurs méthodes de travail, bouleversant les conceptions acceptées jusqu'alors et forgeant des formes sociales nouvelles. L'accélération paradoxale du temps que décrit Marc Bloch pour la période de la guerre de 1939-1940¹⁶ indique un bouleversement sans précédent des catégories de perception, qui mérite d'être approfondi. Si toutes les périodes de guerre ont été des moments de mutation intenses, c'est aussi par la rupture radicale qu'elles opèrent jusque dans le déroulement de la vie quotidienne par rapport au temps de paix. On s'est jusqu'à aujourd'hui peu intéressé à cette dimension de l'expérience quotidienne, préférant s'attacher à décrire les conditions matérielles de subsistance, la diffusion plus ou moins rapide de l'information dans un contexte de conflit armé, ou encore le rapport à la mort et au deuil qui marquent en profondeur les esprits des contemporains. Pourtant, il y aurait selon nous un programme d'étude relativement fécond à développer au sujet de la perception de l'écoulement du temps, et ce pas seulement pour la période qui nous intéresse immédiatement. Conçue comme branche d'une histoire des sensibilités à l'époque contemporaine, elle pourrait s'alimenter des travaux fondateurs de Koselleck quant aux formes vécues de l'expérience historique, réinterrogeant les notions de prévisibilité de l'avenir et d'intensité du présent, trop souvent réservées à des développements abstraits en histoire des idées ou en philosophie de l'histoire. Ces éléments sont pourtant essentiels pour comprendre les conditions de possibilité historique de l'innovation, comprise comme l'invention de formes sociales nouvelles à partir d'un socle donné de circonstances. Ils incitent pour l'exemple qui nous intéresse immédiatement à tracer un parallèle entre l'appréhension du temps de certaines avant-gardes artistiques et le champ d'expérience des pionniers de la pédagogie nouvelle.

Dans une atmosphère collective aiguë rien n'est impossible à l'homme ;
il ne perçoit plus les barrières sociales et matérielles, celles-ci disparaissent effectivement, la puissance humaine est alors réellement dé-

16. BLOCH, *L'Étrange défaite*, *Témoignage écrit en 1940*, op. cit.

cuplée. [...] Une protection surnaturelle paraît acquise à ceux qui ont franchi la frontière de leur ordinaire timidité. A la réflexion, ce qui est surnaturel, c'est que des millions d'êtres acceptent de vivre en dessous de leurs possibilités dans l'ignorance de la puissance qu'ils renferment ¹⁷.

Sans y faire référence explicitement, Pierre Mabille exprime ici l'idée d'une époque dans laquelle les hommes ont le sentiment que quelque chose d'aigu est en train de se passer : la fin des années 1930 en Europe. Publié en 1940 et réédité par André Breton en 1962 aux éditions de Minuit, son *Miroir du Merveilleux* est considéré par beaucoup comme un bréviaire de l'esprit surréaliste, à commencer par André Breton lui-même. La collecte de récits illustrant et constituant le merveilleux selon Pierre Mabille répond à la quête mystique d'un au-delà du sentiment religieux, commun à toutes les cultures et dont les expressions variées fournissent une forme de preuve d'existence d'un fonds immémorial et commun à toute l'humanité. Pourquoi citer une telle œuvre ici, pourrait-on à raison se demander ? Tout d'abord, le passage cité correspond assez bien à l'hypothèse qui constitue le fil rouge de cette partie : la période de 1940 à 1944 a été pour Fernand Deligny comme pour d'autres un moment vécu dans une atmosphère collective aiguë sans l'aide de laquelle la volonté en puissance de chambouler les règles établies, somme toute commune pour une génération de militants politiques de sensibilité communiste, n'aurait pu être transposée en actes. Ce qui semble assez banal et qui est sous-entendu lorsque l'on dit qu'après tout, "c'était la guerre", doit être requestionné et retravaillé, afin de préciser quelles sont les conditions historiques qui ont conduit à une prise de conscience et à une perception nouvelles qui selon nous fondent les actions entreprises dans la période d'après guerre. Si la période de l'entre-deux-guerres gagne à être éclairée à la lumière du deuil des morts de la première guerre mondiale et par la perpétuation d'une culture de guerre ¹⁸, l'hypothèse que l'on avance ici insiste sur des expériences singulières vécues entre 1940 et 1944, préluant à la mise en pratique d'idéaux forgés par l'expérience de la guerre

17. Pierre MABILLE. *Le miroir du merveilleux*. Les Éditions de Minuit, 1962 [1940]. 327 p., p.64.

18. On reconnaît ici les thèses des historiens de l'histoire de Péronne présentés dans le premier chapitre.

et de l'Occupation. Le choc qui a conduit Marc Bloch à écrire à chaud *L'étrange défaite*, et qui a frappé la plupart de ses contemporains en 1940, correspond bien à une rupture fondamentale des catégories de compréhension et de perception montrant à quel point l'évènement est avant tout « ce que je ne comprends pas. Mieux, l'évènement c'est d'abord *que* je ne comprends pas¹⁹ ». L'instauration soudaine d'un temps incertain, dans lequel la survie quotidienne empêche de penser le futur dans une perspective de longue durée, impose un recentrement sur le présent et ses nécessités. Chaque jour est vécu dans une plus grande intensité, et l'imprévisibilité de l'avenir sont les marques d'une « atmosphère collective aiguë » propice à fragiliser les traditions tout en incitant à l'innovation. Roland Assathiany, qui fut un médiateur essentiel des expérimentations pédagogiques de Fernand Deligny dans le Nord, se rappelle ainsi essentiellement de la période de l'Occupation en ces termes :

Ce qui m'a frappé pendant la guerre, en tout cas quand je suis rentré en France, c'est une sorte de solidarité (...) Cela dit, on n'a jamais tant voyagé. Toute la population voyageait, chaque fois qu'elle pouvait, parce qu'il fallait chercher du ravitaillement. (...) Et il y avait une vitalité, parce qu'on vivait pour quelque chose.

[...] Et puis, on vivait également pour quelque chose qui était, tout de même, la Libération. En dehors des gens qui étaient dans le marché noir, il y avait une raison d'être qui animait les gens : on ne s'ennuyait pas. On n'avait pas le temps de s'ennuyer. On n'avait pas le temps de discuter sur des choses qui n'étaient pas importantes. On était mobilisés par deux choses : d'une part, pouvoir manger, survivre et d'autre part, la fin de la guerre, c'est-à-dire le retour à la liberté²⁰.

C'est une impression similaire qui domine l'expérience de la génération formée pendant les années d'Occupation de moniteurs-éducateurs de l'Éducation surveillée étudiés par Jacques Bourquin : selon lui, « on est dans le provisoire, on vit le temps

19. Jacques DERRIDA et Jürgen HABERMAS. *Le "concept" du 11 septembre: dialogues à New York (octobre-décembre 2001) avec Giovanna Borradori*. Galilée, 2004. 243 p., p.139 ; cité dans DOSSE, *Renaissance de l'évènement*, op. cit., p.247

20. Martine RUCHAT et Alain VILBROD. *Roland Assathiany: un fonctionnaire militant au service de l'éducation spécialisée*. l'Harmattan, 2011. 222 p., p.89.

présent le mieux possible avec les pupilles "qu'on apprend à connaître". [...] Cet épisode intense avec les jeunes, beaucoup le vivent pleinement, d'autant plus qu'il faut tout découvrir avec eux : une première veillée, une nuit sous la tente, une chorale²¹ ». La dimension socialisatrice des circonstances de guerre est essentielle sur ce point, d'autant plus qu'elle met en présence des générations proches par l'âge, et par les préoccupations quotidiennes de survie. La précarité des tentatives pédagogiques que Fernand Deligny entreprend pendant cette période est inséparable de ce contexte général, et fait partie des caractéristiques imposées par un horizon d'attente incertain. A une échelle temporelle plus petite, les initiatives prises par Deligny prennent toutefois place dans un champ de mesures en direction de l'enfance déviante que l'on ne saurait occulter au profit d'une histoire exclusivement consacrée au mouvement des idées et des mentalités : l'un et l'autre point de vue se complètent davantage qu'ils n'entrent en conflit, espérons que le pari de les faire coexister ne suscitera pas trop de réserves malgré son caractère imparfait.

2.2 Une chronique de l'asile d'Armentières sous l'Occupation

Au retour de sa mobilisation, Fernand Deligny regagne son poste d'instituteur au sein de l'Institut médico-pédagogique d'Armentières qu'il avait quitté le 27 août 1939. Alors que le régime de Vichy vitupère contre les instituteurs, en première ligne dans la dénonciation de l'« esprit de jouissance » et du déclin moral supposé du pays²², reprendre le flambeau de l'enseignement par la pédagogie nouvelle semble être une gageure. En effet, la branche laïque du corps enseignant, représentée au niveau associatif par la Ligue de l'enseignement, est attaquée vivement par les thuriféraires du nouveau régime, qui souhaitent substituer à ses méthodes un retour à l'ordre moral traditionnel. Malgré ce contexte général *a priori* peu propice aux innovations pédagogiques, l'isolement relatif et l'autonomie de l'Institut médico-pédagogique d'Armentières au sein du paysage éducatif français conduisent à en faire un lieu d'expérimentations inédites. Il est installé

21. Jacques BOURQUIN. « Sur la trace des premiers éducateurs de l'Éducation surveillée, 1936-1947 ». In : *Cahiers du CRIV* 2 (oct. 1986), p. 94, p.39.

22. Wilfred D HALLS. *Les jeunes et la politique de Vichy*. Syros / Alternatives, 1988.

au cœur de l'hôpital psychiatrique autonome d'Armentières, l'un des plus grands établissements de santé mentale en France à l'époque²³ : l'effectif total (Institut médico-pédagogique compris) atteint près de 2500 patients en 1939²⁴. Construit à la fin du XIX^{ème} siècle, l'asile est situé à la périphérie de la petite ville d'Armentières, à la frontière franco-belge. Disposant de 60 hectares de terrain destinés à faire fonctionner une ferme, il est constitué de quatorze pavillons complètement reconstruits après la destruction totale subie pendant la première guerre mondiale. L'organisation interne des bâtiments « fut inspirée des conceptions de cette époque : hygiène, aération, facilités d'entretien, sécurité pour le malade sont alors les principaux buts recherchés²⁵ ».

L'institut médico-pédagogique est fondé en 1935, sur la base de conceptions novatrices concernant la rééducation des mineurs qui pouvaient y être admis. Un pavillon pour « enfants idiots et épileptiques des deux sexes » avait déjà été ouvert en 1899, sur la proposition du docteur Dron, alors conseiller général et maire de Tourcoing, mais sa destruction pendant la guerre de 1914-1918 a empêché d'avoir une continuité de l'accueil de mineurs à l'hôpital psychiatrique d'Armentières. Cette rupture imposée par les conditions matérielles a permis cependant de faire du nouvel Institut médico-pédagogique (IMP) un modèle au sein du « nouvel appareillage institutionnel adéquat à la définition d'enfant "inadapté" et à l'objectif de réadaptation²⁶ ». A côté de l'établissement d'Oberlin (créé en 1930), l'IMP d'Armentières fait en effet figure de tête de proue d'un vaste mouvement de basculement du champ de la prise en charge de l'enfance déviante que l'on aura l'occasion de détailler par la suite : le docteur Dublineau dirige l'Institut dès sa fondation, et fait partie de ces psychiatres qui militent en faveur d'un encadrement renouvelé des mineurs accueillis en institution médico-pédagogique : il « plaide ainsi pour la formation d'un "éducateur d'internat spécial" [dans un article du numéro 29

23. Le changement de dénomination d'asile en hôpital psychiatrique est récent (décret de 1937), les deux termes seront utilisés par la suite de ce fait.

24. A titre de comparaison, « les hôpitaux psychiatriques de Clermont-de-l'Oise et du Vinatier sont les deux plus grands établissements de France : au premier janvier 1940, le premier héberge 4484 malades et le second 2895 ». Isabelle von BUELTZINGSLOEWEN. *L'hécatombe des fous: la famine dans les hôpitaux psychiatriques français sous l'Occupation*. Aubier, 2007. 512 p., p.46

25. *Rapport 1938-1945*, Hôpital psychiatrique public autonome et Institut médico-pédagogique d'Armentières, 1945, X supplément 210-77353, Archives départementales du Nord, Lille.

26. Jean-Marie RENOUARD. *De l'enfant coupable à l'enfant inadapté: le traitement social de la déviance juvénile*. Centurion, 1990. 199 p., p.120.

de la revue *Pour l'enfance coupable*, paru en mai-juin 1939]. Confiée auparavant au gardien ou au surveillant, au mieux au "maître d'internat", sa tâche est désormais polyvalente et il intervient sur le plan psychologique (il doit faire passer les tests), médical (pesée, surveillance psychiatrique), pédagogique (collaboration avec le maître, surveillance des études, des moments de lecture, animation d'activités telles que le chant ou la gymnastique, organisation des loisirs, ...) et aussi moral, autour des deux pôles que sont les sanctions et les récompenses²⁷ ». Cette fonction d'éducateur principal que pourra avoir Fernand Deligny pendant les trois années de son travail à Armentières est inséparable du nouvel objectif que les médecins-chefs veulent donner à l'institut : il « n'accueillait à l'origine que des anormaux inéducables. Il se donne aujourd'hui pour but la réadaptation d'enfants présentant des anomalies mentales compatibles avec la vie normale²⁸ ».

Il faut savoir que les enfants placés à l'IMP obéissent à deux régimes d'admission distincts : suivant la loi de 1909 sur les internats de perfectionnement, ils peuvent faire l'objet d'un placement volontaire, mais ils peuvent aussi être envoyés par les organismes du ministère de la Justice selon les modalités prévues par la loi de 1912 sur la délinquance juvénile. Une fois admis, « tout enfant est soumis à une visite médicale complète qui permet de déterminer son état physique et son état mental²⁹ ». La vie quotidienne est rythmée par l'enseignement et par des activités diverses : sports, jeux en plein air, « représentations cinématographiques ou spectacles appropriés ». Les ateliers qui peuvent être organisés si les matières premières ne manquent pas sont un préalable à une orientation professionnelle qui doit préparer une éventuelle sortie des mineurs. Le point de vue rétrospectif du rédacteur du rapport 1938-1945 valorise d'ailleurs particulièrement cet aspect : « il est permis de dire que nos pupilles – à défaut de la connaissance complète d'un métier, – prennent l'habitude sinon le goût du travail, condition essentielle d'une réadaptation sociale ». Cette dernière est une marque de l'évolution des institutions chargées d'accueillir des enfants de justice, qui ne doivent plus se contenter de

27. Samuel BOUSSION. *Les éducateurs spécialisés, naissance d'une profession: le rôle de l'Association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés, 1947-1959*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2013. 337 p., p.31.

28. *Rapport 1938-1945*, Hôpital psychiatrique public autonome et Institut médico-pédagogique d'Armentières, 1945, X supplément 210-77353, Archives départementales du Nord, Lille.

29. *Rapport 1938-1945*, ibid.

faire du gardiennage de mineurs et de la répression, reproduisant ainsi les conditions carcérales dénoncées dans les bagnes d'enfants gérés par l'Administration pénitentiaire tout au long des années 1930³⁰ : elles doivent désormais s'ouvrir à l'extérieur, et devenir le cadre d'une action éducative efficace. C'est d'ailleurs dans cet esprit que le médecin-chef préconise une transformation d'ensemble de l'hôpital psychiatrique d'Armentières après la guerre, dans la conclusion de son rapport au ministre de la Santé et de la Population : « l'Etablissement Psychiatrique ne doit plus être un asile mais une maison de cure et un centre de réadaptation. L'hôpital d'Armentières offre, croyons-nous, la possibilité des transformations souhaitées, [et les] moyens d'une thérapeutique par le travail ». Ces velléités de réforme, si elles sont l'aboutissement de longues années de gestation dans le champ du savoir psychiatrique et de la gestion de la déviance, sont à expliquer également au regard des circonstances exceptionnelles qui ont mis les médecins et leurs personnels face à des situations inédites entre 1940 et 1945 : « les années d'occupation sont également un moment de remise en question et d'expérimentation dont le souvenir, sans doute mythifié, restera durablement inscrit dans la mémoire des acteurs de la "révolution psychiatrique". Car, si la famine révèle l'ampleur de la crise qui affecte alors le système asilaire, elle entraîne aussi, chez quelques aliénistes, une prise de conscience radicale : celle de l'urgence d'une réforme en profondeur d'une institution dont la faillite ne fait plus aucun doute³¹ ». Il faut donc insister sur ce caractère exceptionnel pour mieux comprendre la forme des modifications engagées dès la période de l'Occupation pour réformer le système asilaire.

L'hôpital psychiatrique d'Armentières est la cible dans les derniers jours de mai 1940 de bombardements conséquents qui atteignent la plupart des bâtiments. Trois pavillons et l'aile droite de l'Institut médico-pédagogique sont complètement détruits, et le bilan des victimes s'élève à 38 décès (5 agents et 33 pensionnaires) et plus de 150 blessés. La vie quotidienne en est profondément bouleversée, notamment par l'interruption du courant électrique et de l'arrivée d'eau pendant quelques jours. C'est également le point de départ d'un épisode de surmortalité considérable qui durera pendant toute la période de l'Occupation, du fait des restrictions alimentaires malgré l'appoint offert par les denrées issues de la ferme. Le

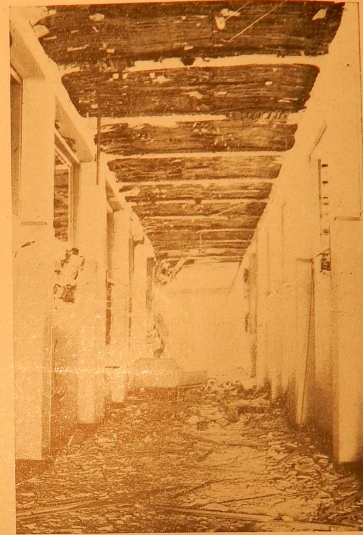
30. On aura l'occasion de revenir plus longuement sur cet aspect au cours du chapitre 3.

31. BUELTZINGSLOEWEN, *L'hécatombe des fous*, op. cit., p.342.

Quelques aspects intérieurs du
Pavillon Principal de l'I. M. P.
après les bombardements



Une aile du Pavillon Central



Le Couloir central (2^me étage)

Un Dortoir



FIGURE 2.1 – Un aperçu des destructions à l'Institut Médico-pédagogique

rapport administratif déjà cité laisse transparaître par de frappants euphémismes la réalité quotidienne de ce moment catastrophique : « La mortalité fut particulièrement grande au cours de ces événements et de la période qui suivit. Il est de toute évidence que les chocs émotifs violents que subirent nos pensionnaires ainsi que leur séjour prolongé dans les caves eurent une influence fâcheuse. [...] Très rapidement, cependant, cette situation s'améliora. Grâce à nos importantes exploitations agricoles et maraîchères, le ravitaillement put être assuré dans des conditions assez satisfaisantes ». Ce document, qui constitue l'une de nos uniques sources au sujet de l'asile d'Armentières, a été commandé par le ministre de la Santé, Robert Prigent, le 27 mars 1946 demandant aux directeurs et médecins-directeurs de tous les hôpitaux psychiatriques de France d'établir un rapport détaillé des événements survenus dans leur établissement entre le 1er janvier 1938 et le 31 janvier 1945. « Même s'ils sont le fruit d'une reconstitution postérieure aux événements qui oblige à les utiliser avec d'innombrables précautions, ces rapports 1938-1945 constituent une source précieuse. Croisée avec d'autres, en particulier avec les rapports annuels au préfet établis au moment des faits, elle fournit une multitude de données (quantitatives et qualitatives) sur le fonctionnement et les dysfonctionnements des hôpitaux psychiatriques dans une période où nourrir et chauffer les malades est devenu un véritable casse-tête³² ». Le rapport concernant l'hôpital psychiatrique d'Armentières reprend quasiment mot pour mot les rapports annuels envoyés au préfet que l'on a pu consulter par ailleurs³³ ; ces derniers apportent quelques détails supplémentaires, mais leur ton ne contraste pas fondamentalement avec celui du rapport pluriannuel. Ces sources permettent d'appréhender l'événement majeur qui a touché l'ensemble des établissements d'assistance psychiatrique pendant la seconde guerre mondiale, à savoir la famine qui « en l'espace de cinq ans, a causé la mort de 45 000 aliénés internés³⁴ » en France.

Les données concernant la mortalité des pensionnaires de l'hôpital psychiatrique d'Armentières montrent un net fléchissement entre 1940, 1941 et 1942 : aux victimes des bombardements s'ajoutent les évasions, mais aussi les « décès par carence alimentaire ». Entre 1939 et 1945, la population de l'hôpital psychiatrique

32. Ibid., p.26.

33. X supplément 210-77354, Archives départementales du Nord, Lille.

34. BUELTZINGSLOEWEN, *L'hécatombe des fous*, op. cit., p.342.

(les effectifs de l'IMP ne sont pas compris), a été plus que divisée par deux, passant d'un peu plus de 2200 patients à moins de 1000³⁵. Cette surmortalité extraordinaire crée un climat particulièrement morbide au sein d'une institution qui ressemble de plus en plus à un mouvoir, sans compter les épidémies qui déciment la population de patients, comme celle de typhoïde pendant l'année 1940 qui contribue à élever la mortalité à plus de 60 décès par mois entre août et novembre. Au contraire, la situation de l'IMP apparaît paradoxale : « la mortalité, fait assez paradoxal, a baissé sensiblement au cours des années de guerre. Alors que pour des chiffres de population de 400 et 347 enfants en 1938 et 1939 on comptait 15 et 13 décès, la mortalité est tombée à 9, 11 et 7 cas au cours des années 1942, 1943, 1944, alors que les effectifs étaient passés à 596, 645 et 531 ». L'augmentation sensible des effectifs de l'IMP est due à l'admission de mineurs envoyés par les services du ministère de la Justice dépendant du département du Nord (221), mais aussi provenant du département de la Seine (68) et d'autres départements (163). Armentières pouvait accueillir ainsi les mineurs qui ne trouvaient plus de place dans les institutions de l'Administration pénitentiaire surpeuplées à ce moment, comme la maison d'arrêt de Loos près de Lille.

Cette croissance indique également un mouvement plus général d'augmentation des faits de délinquance juvénile pendant les années de guerre, étudiés en détail par Sarah Fishman³⁶. Elle a montré en quoi les causes de cette croissance sont à trouver dans une imbrication complexe de conditions caractérisant la période de l'Occupation, et non seulement dans l'absence de pères prisonniers de guerre. Cet aspect n'est certes pas central dans notre analyse, mais il convient de rappeler que certains mineurs envoyés à Armentières dès 1940 provenaient des bagnes d'enfants à l'atmosphère électrique dès la fin des années 1930 : Deligny se rappelle de ces « anciens d'Aniane, de Belle-Ile qui s'étaient révoltés contre les bagnes d'enfants » lorsqu'il revient sur cet épisode dans son entretien avec Michel Chauvière³⁷. Leur

35. On pourra consulter les graphiques de population fournis par l'administration hospitalière en annexe.

36. FISHMAN, *La bataille de l'enfance*, op. cit.

37. *Entretien de Fernand Deligny avec Michel Chauvière*, cassette audio, confiée à l'auteur par Michel Chauvière. On en retrouve également trace dans un article évoquant les origines de la Grande Cordée : « Parmi des pavillons, le 3, je crois, qui était celui des adolescents, une vraie racaille expertisée pervers pour certains après séjour en bague d'enfants », « Le groupe et la demande », *Partisans*, numéro 39, oct-déc 1967, in DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit., p.419

connaissance de l'univers carcéral, des méthodes de l'Administration pénitentiaire, et des germes de révolte qui ont secoué les institutions par lesquelles ils sont passés créent aussi un climat favorable à modifier en profondeur leurs conditions d'accueil et de traitement par les éducateurs et les gardiens, devenant des alliés de circonstance. La séparation de l'IMP avec le reste des bâtiments de l'asile contribue à rendre la prise en charge des mineurs singulière, où la famine ne sévit pas autant que dans d'autres services :

Il apparaît que, grâce à l'établissement d'une cuisine spéciale, grâce aussi au supplément de ravitaillement délivré aux enfants, les facteurs de débilitation n'ont pas joué comme dans les autres secteurs de l'hôpital psychiatrique. La tuberculose n'a jamais fait de progrès sensibles. La majorité des enfants décédés étaient des arriérés profonds, souvent des idiots confinés au lit, voués à une mort précoce par marasme nerveux, infection ou phénomènes méningés du fait de leur potentiel vital constitutionnellement précaire.

La condamnation définitive des enfants décédés laisse apercevoir la relation des médecins avec l'ensemble des malades de l'hôpital, qui pour beaucoup correspondaient à un diagnostic d'« arriération profonde », souvent considérés comme « irrécupérables » par les psychiatres. L'important est de se rappeler que les conditions extrêmes dont patît l'asile d'Armentières pendant l'Occupation sont loin d'être uniformes, et il convient donc de considérer l'IMP comme un organisme à part à l'intérieur même de l'hôpital psychiatrique. Cela dit, les personnels, dont font partie Fernand Deligny et les gardiens qui se feront ses alliés, sont touchés au quotidien par la situation d'ensemble de l'asile, comme on va le voir désormais.

Suite aux bombardements de la fin du mois de mai 1940, un certain nombre de malades internés à Armentières s'évadent et ne sont pas retrouvés par la gendarmerie prévenue par l'administration de l'hôpital³⁸. Avec la famine, il s'agit de l'un des événements qui ont marqué la conscience des médecins-chefs : « dans un contexte dominé par la sous-alimentation, le maintien à l'asile équivaut souvent à une condamnation à mort³⁹ ». La même situation, davantage documentée, s'est

38. « 139 malades, évadés en Mai 1940, ont été complètement perdus de vue ; 141 autres ont vu leur sortie régularisée » (*Rapport 1938-1945*, *ibid.*).

39. BUELTZINGSLOEWEN, *L'hécatombe des fous*, op. cit., p.375.

produite à l'hôpital psychiatrique de la Charité-sur-Loire, dirigé en 1941 par le Dr Le Guillant, que l'on retrouvera par la suite. Alors que la sortie de 103 malades est préparée par le personnel de l'hôpital, la désorganisation induite par l'arrivée des Allemands en juin 1940 permet à une cinquantaine de patients non inscrits sur la liste des libérés de s'évader. Le constat du Docteur à son retour de mobilisation est sans appel : « 33 malades, parmi lesquels 22 étaient internés depuis plus d'une année et dont la sortie n'était pas envisagée, "se sont, contrairement à l'avis du médecin qui les maintenait, montrés aptes à vivre en liberté. L'internement de ces malades n'était plus indispensable, ni du point de vue de leur assistance ni du point de vue de la préservation sociale" ⁴⁰ ». Un constat similaire a dû être dressé par les médecins-chefs de l'hôpital d'Armentières, alors qu'ils cherchaient à savoir ce qu'étaient devenus leurs malades « perdus de vue » : Fernand Deligny se rappelle d'ailleurs cet épisode dans son *Journal d'un éducateur* que l'on a déjà présenté, et se plaît à rappeler à qui lui demande ce qu'il sait de psychiatrie qu'il a tout appris à ce moment de questionnement intense du modèle asilaire :

Il y a ceux qui sont rentrés, les semaines suivantes, ceux qu'on a ramenés et il y a ceux qui sont restés dehors et parmi ceux qui sont restés dehors des dizaines qui jamais, au grand jamais, ne seraient sortis de l'asile de leur vivant. Dangereux. Abrutis. Fous perdus.

Et puis, un mois après l'autre, on a su. Ils travaillaient ici ou là, comme tout un chacun, personne n'avait rien à dire à leur sujet, que du bien. Et parmi eux, les pires, les pervers. La guerre ne respecte rien. Ceux qui sont rentrés à l'asile, ils sont morts de faim, un sur deux. J'ai vécu très quotidiennement ce long évènement de 1940 à 1943, la mort lente des fous à l'hôpital psychiatrique autonome d'Armentières, leur mort lente à un sur deux, et la reprise des habitudes asilaires, sans variante qu'un immense point d'interrogation dans la tête des médecins-chefs. Ces fous invétérés qui, d'un coup, ne l'étaient plus... ⁴¹

Emile Copfermann : – C'est une histoire que tu racontais toujours, que les murs de je ne sais quel asile avaient été abbatu par un bombardement en 1940, les fous étaient partis, on ne les avait pas retrouvés.

40. Ibid., p.383.

41. DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit., p.14.

F.D. : – C'est comme ça que j'ai appris la psychiatrie. L'évacuation de malades chroniques, internés depuis vingt ans, surveillés comme du lait sur le feu, trois ans après on recevait des lettres...

E.C. : – Ils étaient capitaines ?

F.D. : – Non boulangers, et les voisins faisaient des pétitions parce que quand même les services sociaux, lançant des avis de recherche, prétendaient les ramener à l'hôpital psychiatrique. Les voisins faisaient des pétitions, parce que le pain était bon, il fallait qu'ils restent là. Les gens tenaient à eux. Quand on voyait les dossiers, c'était quelque chose d'extravagant. Je me rappelle que le médecin chef m'avait appelé, m'avait dit "voilà, c'est bien le même, c'est bien celui-là ?" Surveillé depuis vingt ans !⁴²

Ces circonstances exceptionnelles, si elles sont au cœur de la genèse du vaste mouvement de réforme du système asilaire après-guerre, sont aussi essentielles pour ouvrir la voie à des expérimentations originales pendant l'Occupation, permises par des psychiatres ouverts à de nouvelles méthodes et à une nouvelle conception de la maladie mentale. « Sans sombrer dans le psychologisme, on peut comprendre [cette détermination] comme une tentative désespérée de se projeter dans le futur pour conjurer un présent dramatique, de surmonter un sentiment d'impuissance qui risque à tout moment de se muer en paralysie. Dans cette perspective, la capacité d'initiative et l'engagement idéologique des uns et des autres jouent un rôle déterminant sachant que, parce qu'elles laissent aux (médecins-)directeurs une latitude qu'ils n'avaient pas avant la guerre, les conditions de désorganisation créées par l'Occupation ne sont pas défavorables à l'innovation⁴³ ».

42. *L'autre côté de la parole*, Propos de Fernand Deligny recueillis par Emile Copfermann en 1972, DGN 5, IMEC, Caen.

43. BUELTZINGSLOEWEN, *L'hécatombe des fous*, op. cit., p.344.

2.3 Enseigner à l'Institut Médico-Pédagogique : participer à la rationalisation du contrôle de l'enfance inadaptée

2.3.1 Les prémisses du basculement du champ de la gestion de la déviance juvénile

A son retour de mobilisation donc, Fernand Deligny regagne l'Institut médico-pédagogique de l'asile d'Armentières. Peu après son installation, il est envoyé au pavillon 3 en 1941, chargé des enfants « arriérés profonds inéducables ». Nommé éducateur principal de ce pavillon, il exerce les fonctions polyvalentes proches de celles d'éducateur d'internat spécial que l'on a pu décrire *supra*. C'est également la période pendant laquelle il acquiert des diplômes qui confirment ses compétences comme éducateur : il obtient un Certificat d'aptitude pédagogique en avril 1941, et passe le Certificat d'aptitude à l'enseignement des enfants arriérés en mars 1942. Pendant ces deux à trois années, il engage en accord avec le Docteur Guilbert, médecin-chef de l'hôpital psychiatrique d'Armentières, une série d'expérimentations visant à modifier le quotidien des enfants internés au sein du pavillon dont il a la charge. Faisant pleinement partie du mouvement propice aux innovations que l'on a déjà présenté, ces initiatives donnent lieu à l'écriture de cinq articles dans une revue spécialisée du comité d'études et d'action pour la diminution du crime, *Pour l'enfance coupable*. Pour la plupart coécrits par Fernand Deligny et le Docteur Guilbert, ces articles dénotent non seulement le lien entre les deux hommes⁴⁴, mais aussi leur engagement dans la transformation du champ de la gestion de la déviance juvénile. On emprunte cette problématique aux travaux de sociologie de Jean-Marie Renouard, étudiant les transformations de la prise en charge de l'enfance déviante grâce à la théorie des champs développée par Pierre Bourdieu⁴⁵ et à l'analyse interactionniste issue de la sociologie américaine, autour d'Howard

44. Cette amitié est également attestée par la dédicace de *Graine de crapule*, le recueil d'aphorismes paru en 1945 destiné aux éducateurs d'enfants difficiles.

45. Il définit les champs comme des « espaces structurés de positions dont les propriétés dépendent de leur position dans ces espaces et qui peuvent être analysées indépendamment des caractéristiques de leurs occupants ». « Quelques propriétés des champs », in BOURDIEU, *Questions de sociologie*, op. cit.

Becker entre autres⁴⁶. Il isole ainsi trois grandes périodes dans la mutation de ce champ, « structuré par trois propriétés essentielles : une définition générale de la déviance, un appareil chargé d'en organiser la gestion, et une finalité ». Il s'agit malgré tout d'un « modèle formel », et l'enchaînement des périodes s'effectue davantage sous la forme d'un « basculement progressif⁴⁷ » dans la réalité. Reprenant le vocabulaire forgé par Pierre Bourdieu, toute stratégie de prise de position dans le champ est ainsi liée à des conflits pour un enjeu identique : la prise de direction de ce champ. En particulier, les conflits liés à l'hétéronomie du champ sont l'occasion de révéler des prises de position révélant en creux les objectifs d'une gestion renouvelée de la déviance juvénile : contrairement aux conflits internes et liés à l'autonomie du champ, le « partage prosaïque du marché n'est plus l'enjeu mais la recomposition générale du champ autour d'une nouvelle définition de la déviance, d'un nouvel appareil de gestion et d'une autre finalité⁴⁸ ».

On ne prétend pas reprendre dans son intégralité le raisonnement tenu par Jean-Marie Renouard, il s'agit simplement de décrire dans les grandes lignes les propriétés qui caractérisent un champ de la gestion de la déviance juvénile investi dès le début de sa carrière par Fernand Deligny. Ses prises de position peuvent bénéficier d'un éclairage nouveau en ayant en tête les modifications qui travaillent au même moment l'ensemble du champ. On ne recherchera donc pas tant à isoler un réseau d'influences ou de modèles, mais à saisir comment les pratiques pédagogiques novatrices de Deligny s'intègrent au basculement général du champ par un effet de structure. D'un système dominé entre 1830 et 1880 par l'enfant *coupable*, on passe donc à la conception de l'enfant *victime* jusque dans les années 1920, pour aboutir au paradigme de l'enfant *inadapté* entre 1920 et 1970. Alors que l'administration pénitentiaire est le principal appareil de gestion pour la première période, dans une finalité de neutralisation et de correction de la déviance juvénile, le « mouvement post-philanthropique » puis la psychiatrie et la justice pour enfants travaillent dans chacune des deux périodes suivantes, le premier à moraliser, et les secondes à réadapter, dans une perspective d'intégration socio-professionnelle.

On insistera sur les périodes qui nous intéressent directement, à savoir celle

46. BECKER, *Outsiders*, op. cit.

47. RENOARD, *De l'enfant coupable à l'enfant inadapté*, op. cit., p.15.

48. Ibid., p.17.

de l'enfant *victime* et celle de l'enfant *inadapté*. La première est dominée par les institutions charitables et les sociétés de patronage, en plein essor depuis la fin du XIX^{ème} siècle, tandis que la seconde s'appuie davantage sur la psychiatrie infantile, qui « pilotera la recomposition du champ⁴⁹ ». Les sociétés de patronage qui sont le cœur du « mouvement post-philanthropique » renouent avec le paternalisme, et utilisent intensément le placement en milieu rural auprès de cultivateurs comme moyen éducatif, la famille d'accueil étant censée servir de « référent moral » à l'enfant difficile. Ces institutions empreintes de christianisme plus ou moins social sont contestées à partir des années 1920 au nom d'une exigence de rationalisation des méthodes, et ce dans le cadre d'une intervention croissante de l'Etat dans l'économie et la gestion de la question sociale⁵⁰ : les idées d'organisation et de rationalisation deviennent de plus en plus un leitmotiv pour construire et réformer les dispositifs institutionnels, y compris en ce qui concerne la gestion de la déviance juvénile. C'est ainsi que l'inspection générale des services administratifs de l'Etat constate dans un rapport que « l'application de la loi de 1912 avait favorisé la prospérité des œuvres privées et dénonça derrière l'enseigne de la charité de confortables opérations financières⁵¹ ». C'est toutefois à la marge des institutions étatiques que se développent les dispositifs concrets qui militent en faveur d'une prise en charge renouvelée de la déviance juvénile : la consultation de neuro-psychiatrie infantile créée en 1925 par le père français de cette discipline, le Docteur Heuyer, fait figure de pionnier à cet égard. Alors que le corps des magistrats est encore attaché à envoyer les enfants délinquants dans les patronages et autres institutions charitables, les psychiatres entament un travail de sélection et de rationalisation de la déviance qui aboutira à l'élaboration de nosographies et de systèmes de classement opératoires, dans le but de les appliquer à une psychiatrie clinique. De plus, « alors que les philanthropes parlent de moraliser les enfants des classes pauvres, pour les psychiatres la moralisation est contingente, mais ce qui compte c'est l'adaptation par l'apprentissage scolaire, par l'inscription familiale, par l'insertion professionnelle⁵² ». Il y a dans ce conflit naissant également un conflit de pouvoir qui court tout au long de l'histoire des relations entre le

49. Ibid., p.107.

50. NORD, *France's New Deal from the thirties to the postwar era*, op. cit.

51. RENOARD, *De l'enfant coupable à l'enfant inadapté*, op. cit., p.95.

52. Ibid., p.117.

groupe social des psychiatres et celui des magistrats : les débats éternels autour de la question de la responsabilité pénale des malades mentaux font jouer ces antagonismes de manière éclatante. Culminant dans l'après guerre, les revendications des psychiatres visant à imposer la réadaptation sociale comme but ultime de la prise en charge de la déviance sont également à rapprocher de l'extension du salariat comme forme dominante de travail, en particulier au sein de la classe ouvrière : « la réussite de l'adaptation et de la rééducation sera de plus en plus souvent évaluée à l'aune de la participation productive des déviants. Le travail devenant le principal instrument de régulation et de contrôle social⁵³ ». Cette attention au travail implique également l'éveil d'une sensibilité aux causes sociales de la délinquance juvénile, qui de mal moral devient conséquence d'un milieu d'existence malsain. Ces préoccupations, si elles s'inspirent d'un hygiénisme déjà bien présent dans le cadre des mesures de lutte contre la tuberculose en milieu urbain⁵⁴, sont les prémisses des premières mesures de prévention de la délinquance, qui sont devenues aujourd'hui un secteur à part entière du travail social. L'idée est d'« intervenir pour réguler en amont l'inscription éducative, familiale et sociale qui, dérégulée, favoriserait en aval l'inadaptation⁵⁵ ».

Le schéma d'analyse esquissé précédemment donne un cadre global d'interprétation des prises de position pédagogiques de Fernand Deligny au sein du champ de la gestion de la déviance juvénile. Il appelle une étude davantage attentive aux acteurs qui ont modifié de l'intérieur la structure du champ, dimension qui manque quelque peu à l'analyse de Jean-Marie Renouard. A l'échelle de Fernand Deligny et des institutions qu'il a cotoyées, on peut évoquer l'importance des réseaux de connaissance et l'orientation prise par ses initiatives pédagogiques, sans pour autant l'associer définitivement à une position claire d'*entrepreneur de morale*⁵⁶ à part entière : même s'il a participé à la mutation du champ de gestion de la déviance juvénile à son échelle, il demeure un expérimentateur, et ses tentatives en avance sur leur temps ont toujours échoué à plus ou moins longue échéance face

53. Ibid., p.107.

54. En témoignent les divers services de prophylaxie au sein des offices publics d'hygiène sociale, créés entre la fin du XIX^{ème} siècle et le début du XX^{ème} : Henri SELLIER. *L'office public d'hygiène sociale du Département de la Seine: l'action prophylactique et sociale contre le fléau tuberculeux dans la région parisienne ...* éd. de l'O.P.H.S., 1922. 203 p.

55. RENOARD, *De l'enfant coupable à l'enfant inadapté*, op. cit., p.157.

56. On reprend cette notion à Howard Becker : BECKER, *Outsiders*, op. cit.

aux résistances trop grandes opposées par les forces institutionnelles. Son manque de goût pour la gestion administrative et ses engagements politiques parfois en butte avec ceux des membres des conseils d'administration auront achevé de vouer ses tentatives pédagogiques à une existence éphémère, échappant par la même occasion à l'institutionnalisation.

2.3.2 L'alliance de circonstance entre un éducateur et un médecin

La revue *Pour l'enfance coupable*, dans laquelle Deligny coécrit 5 articles avec le médecin-chef de l'hôpital psychiatrique d'Armentières tout au long de l'année 1944, fait figure de planète autour de laquelle gravite toute une constellation d'acteurs militant pour une prise en charge renouvelée de l'enfance irrégulière, à partir d'une lecture des théories psychiatriques et psychologiques en plein essor depuis les années 1920. Elle pourrait faire l'objet d'un travail approfondi visant à identifier en détails les prises de position des différents auteurs qui l'animent, les références qu'elle invoque et les propositions qu'elle énonce. A ce titre, on pourrait la considérer comme un outil essentiel au service de l'action d'"entrepreneurs de morale", élaborant en son sein une doctrine nouvelle, construisant un socle de savoirs nouveaux. On rappellera simplement la composition du comité de rédaction pour situer la revue dans son contexte : présidé par Henri Donnedieu de Vabre, éminent professeur de droit criminel à la Faculté de Paris, et géré par Henry van Etten, le comité de rédaction se compose également de M. Guillemin, d'Henri Joubrel, que l'on connaît pour son engagement en faveur de l'enfance difficile, et de Roland Assathiany, alors adjoint au Dr Le Guillant, chef de la coordination des services de l'Enfance déficiente ou en danger moral au Ministère de la Justice. Cette dominante juridique n'empêche pas la publication d'articles écrits par des spécialistes d'autres domaines, qui entretiennent également des relations avec le secteur de l'enfance dite « coupable », à l'instar du couple formé par Deligny et Guilbert⁵⁷.

L'un des articles qui nous intéresse le plus ici s'intitule *Apprentissage de la*

57. Par ailleurs, à partir de mars-avril 1946, le recueil d'aphorismes écrit par Deligny intitulé *Graine de crapule* figurera à la liste des ouvrages disponibles à la librairie du comité d'études et d'action pour la diminution du crime, qui publie *Pour l'enfance coupable*, indice de la proximité de Deligny avec l'équipe qui dirige ce comité.

*morale*⁵⁸, et expose les conceptions d'éducateur de Deligny forgées suite à son expérience au sein de l'Institut médico-pédagogique d'Armentières, tout en dénonçant les limites des méthodes moralisatrices qui caractérisent comme on l'a vu la conception de l'enfant « victime ». Il y aurait selon lui un danger à considérer la morale comme matière d'enseignement à part entière, que ce soit en la présentant dans le cadre d'un discours, ou bien en recourant à l'affectivité des enfants. Dans tous les cas, la mise en collectivité artificielle qui demeure la règle dans la prise en charge de l'enfance difficile s'expose à de trop nombreuses difficultés, car en soustrayant les enfants de « l'influence nocive de leurs milieux », et en faisant semblant de les occuper à autre chose, leur retour à l'extérieur ne risque que de favoriser la récurrence :

Si, sortant de ces établissements, "ils" récidivent, c'est que vraiment "ils ont ça dans le sang".

Eh bien non ! Sortant de ces maisons, ils récidiveront, tous ou presque tous, et ça ne sera pas de leur faute, mais de la vôtre, magistrats, médecins, éducateurs, adultes qui avez oublié comment vous avez appris l'honnêteté.

[...] La pratique de l'honnêteté demande un apprentissage⁵⁹.

Suit alors une description d'un parcours de socialisation « normal » qui expose la manière dont un enfant de la petite bourgeoisie apprend par des actes d'éducation de ses parents la valeur d'honnêteté. Ce détour par la psychologie permet d'écartier les conceptions moralisatrices qui font du comportement de l'enfant difficile le résultat d'une perversité malsaine, et déplacent le problème au niveau du complexe ensemble de conditions qui ont conduit à la formation d'un caractère difficile : la solution de l'internat apparaît alors comme bien illusoire afin d'inculquer à des jeunes des normes qui doivent continuer à diriger leurs comportements en sortant. La solution préconisée par Deligny s'attache donc à transformer dès le départ ces conditions sociales, tout en aménageant le contexte de l'internat pour en faire un lieu plus ouvert sur l'extérieur, moins carcéral et œuvrant réellement à un objectif de réadaptation sociale.

58. Fernand DELIGNY et Guilbert , DR. « Apprentissage de la morale ». In : *Pour l'enfance coupable* 53 (mars-avril 1944).

59. Ibid.

Il leur faut un foyer, si le leur est vraiment pourri, le droit et la possibilité de dépenser en plaisirs de leur âge l'argent gagné, les heures du soir et du dimanche où l'on se promène à son gré, la possibilité de faire des petites bêtises sans être ramenés devant l'énorme tribunal, la libre disposition d'un domaine d'enfance, semé de joies, semé de pièges, où ils apprendront à marcher, première condition pour marcher droit un jour⁶⁰.

En creux se dessine non une opération de moralisation, mais bien une volonté de normalisation, qui passe par l'inculcation d'un comportement plus « adapté » à la vie en société, qui doit être intériorisé par les enfants grâce à des méthodes actives : même si les délits commis en temps de guerre apparaissent moins comme le symptôme d'une « inadaptation sociale » que comme une réaction aux difficultés sociales et à la désorganisation du pays, il s'agit dans la perspective du retour à une situation stable de prévoir les dispositifs qui pourront mettre en œuvre cette nouvelle conception de la rééducation, qui s'attache autant à prévenir qu'à guérir, en suivant les enseignements de la psychologie. C'est le projet que défend Deligny dans l'article d'un volume consacré aux *Problèmes de la famille*, publié par la délégation régionale à la famille du Nord exposant toutes les dimensions d'une politique familialiste en accord avec les principes de la Révolution Nationale souhaitée par le régime de Vichy⁶¹. Dans ce court article, il présente les données du « problème des enfants difficiles », et propose une solution qui lui paraît être efficace au regard de son expérience à l'IMP d'Armentières. Le constat de départ s'appuie aussi sur des données statistiques qui signalent une sensibilité au raisonnement probabiliste rompant radicalement avec le discours moralisateur :

Quatre-vingt pour cent des enfants délinquants sont issus de ménages désunis disent les statistiques. Quatre-vingt pour cent des enfants délinquants sont des anormaux disent encore les statistiques. Chiffre dont

60. Ibid.

61. La présentation de l'ouvrage prétend par exemple qu'« à l'issue de cette randonnée à travers les "problèmes de la famille", nous emporterons au plus profond de notre cœur la certitude que la Famille, première communauté naturelle, "cellule sociale", doit devenir une "cellule politique", c'est-à-dire participer à la reconstruction du Pays ». Délégation régionale à la FAMILLE DU NORD. « Présentation ». In : *Problèmes de la famille*. Lille : Délégation régionale à la Famille, 1944, p. 219, p.6

le langage est facile à interpréter : la plupart des enfants délinquants sont constitutionnellement difficiles et n'ont pas reçu, dans leur famille, les soins éducatifs qui leur auraient permis de devenir des adultes suffisants⁶².

Comme on l'a vu, Deligny considère comme illusoire la mesure du placement dans des organismes spécialisés. Il milite donc au contraire pour une extension du secteur de prise en charge de l'enfance délinquante, afin de « transformer cette friche malsaine en domaine d'enfance, à équiper chaque commune et chaque quartier⁶³ ». L'idée des équipes de prévention de la délinquance, qui feront l'objet d'une analyse *infra*, commence ainsi à germer, faisant de l'action éducative jusqu'au cœur des familles une condition d'une politique efficace de « réadaptation des enfants difficiles » : le fait de situer l'une des causes de l'inadaptation sociale dans le milieu familial s'accompagne d'une métaphore médicale qui rejoint étonnamment des préoccupations hygiénistes, appelant pour « soigner l'inadaptation sociale d'un enfant (...) un avis médical, des prescriptions à suivre, un régime, des soins et du bon sens ». Suivent alors des préconisations quant à la mise en place de nouveaux dispositifs institutionnels censés pallier aux errements du passé : Deligny souhaite voir ouvrir dans le Nord un Centre d'accueil et de triage, devant « accueillir, observer les enfants et proposer une solution au problème posé par chaque cas d'inadaptation sociale ». L'éventail de solutions envisagées fait apparaître un projet novateur, dont on aura l'occasion de reparler, sous la forme d'un « centre ouvert d'adaptation sociale », projet auquel Deligny sera sensiblement attaché jusqu'à son départ de la région du Nord en 1946-1947. De manière générale, les prises de position de Deligny dans les quelques textes que l'on vient d'étudier dénotent une proximité avec les idées liées à la conception d'une enfance irrégulière comme enfance *inadaptée*, malgré quelques originalités qui caractérisent néanmoins sa position singulière.

62. Fernand DELIGNY. « Pour poser le problème des enfants difficiles ». In : *Problèmes de la famille*. Délégation régionale à la famille du Nord. Lille, 1944, p. 219, p.106.

63. Ibid., p.107.

2.3.3 Une innovation pédagogique relative au cœur de l'occupation

Les prises de position de Fernand Deligny comme éducateur à l'IMP d'Armentières prennent place dans le champ de la gestion de la déviance juvénile dont on a présenté les mutations structurelles. On aurait toutefois tort de les réduire seulement à une stratégie d'investissement du champ : elles sont aussi le résultat de la convergence de circonstances exceptionnelles qui concourent à faire de la réadaptation sociale des enfants difficiles une activité paradoxale pendant la période de l'Occupation. Alors que de nombreux hommes sont appelés à servir l'Allemagne dans le cadre du Service du Travail Obligatoire à partir de 1942, il existe en effet un certain nombre de postes offrant un abri de choix permettant de contourner cette mesure. Les postes de surveillance au sein de l'Éducation surveillée en font partie, et les difficultés de recrutement modifient en profondeur l'attitude générale des nouveaux moniteurs-éducateurs vis-à-vis des enfants, influant sur l'atmosphère des maisons d'éducation surveillée. On peut établir un parallèle entre la situation de ces établissements et celle de l'IMP d'Armentières, pour montrer à quel point les circonstances de l'Occupation invitent « naturellement » à modifier les conditions de prise en charge de l'enfance difficile : Jacques Bourquin identifie ainsi une génération de moniteurs-éducateurs de l'éducation surveillée formés pendant la guerre, et partageant des caractéristiques similaires. Pour la plupart recrutés au sein de milieux artisans, ouvriers ou de petits commerçants, ils saisissent l'opportunité de postes à l'Éducation surveillée principalement afin d'échapper au STO, mais aussi par attrait pour l'éducation morale de la jeunesse alors encouragée par le régime de Vichy⁶⁴. Les facteurs qui amènent cette génération au cœur des institutions de l'Éducation surveillée contribuent à modifier en profondeur les méthodes et l'attitude des adultes vis-à-vis des enfants, en créant une proximité immédiate entre eux et les "gosses". D'après Jacques Bourquin, cette proximité est fondée sur le flou de la frontière entre les délinquants et ceux qui ne le sont pas, à un moment où la débrouille et les arrangements sont de mise à cause du rationnement. En outre,

64. BOURQUIN, « Sur la trace des premiers éducateurs de l'Éducation surveillée, 1936-1947 », op. cit.

les connivences entre les uns et les autres, dont l'âge n'est pas si éloigné⁶⁵, sont renforcées par le fait que les uns comme les autres vivent « dans l'attente : pour les gosses de la mise en liberté, pour les moniteurs-éducateurs, de la libération du pays⁶⁶ ». Le partage du temps et la mise en place d'activité de loisirs avec les enfants, s'ils s'insèrent dans le mouvement d'importation de méthodes scoutées dans l'éducation spécialisée, contribuent aussi à forger un climat favorable aux innovations et à l'abandon d'une conception uniquement répressive de l'enfermement des mineurs. Bien avant les évolutions législatives entérinées par l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, les pratiques dans les établissements s'ouvrent peu à peu à une dimension éducative permise par une configuration inédite, entre le constat d'échec des méthodes passées et les initiatives portées par un groupe renouvelé de moniteurs-éducateurs. Les principes pédagogiques expérimentés par ces moniteurs peuvent être résumés ainsi, et sont sensiblement proches des conceptions que Deligny défendra dans *Graine de crapule* :

"Vivre avec", voilà le maître-mot que découvrent les moniteurs-éducateurs de la guerre. Derrière leur carapace, leur front buté, leur misère, les jeunes considérés longtemps comme tarés et pervers expriment une réelle sensibilité, un besoin de chaleur, d'échange, de confiance qui ne peuvent être entendus que parce qu'il y a un réel partage avec dans tous les instants du quotidien⁶⁷.

Cette cause commune provisoire est essentielle pour comprendre les innovations pédagogiques que Fernand Deligny introduit au sein de l'IMP d'Armentières : même s'il ne s'agit pas d'une institution de l'Éducation surveillée, certains des pupilles dont il a la responsabilité ont connu cet univers, et l'IMP fait partie du réseau d'établissements d'enfermement accueillant des mineurs, sous la protection et l'encadrement d'un personnel mixte, entre gardiens, éducateurs, enseignants et médecins. Un rapport au préfet pour l'année 1943 présente ainsi ses objectifs officiels :

65. La plupart des cibles du STO sont âgés d'une vingtaine d'années. Raphaël SPINA. « La France et les Français devant le service du travail obligatoire (1942-1945) ». Thèse de doctorat. Cachan, Val-de-Marne, France : École doctorale Sciences pratiques, 2012

66. BOURQUIN, « Sur la trace des premiers éducateurs de l'Éducation surveillée, 1936-1947 », op. cit., p.39.

67. Ibid., p.40.

L'IMP s'est donné pour but d'assurer – autant qu'il est possible – la réadaptation d'enfants présentant des anomalies mentales compatibles avec une vie normale. Ses pensionnaires reçoivent l'enseignement primaire et peuvent, dans la mesure de leurs moyens et de leurs goûts apprendre un métier qui, ultérieurement, leur permettra de subvenir à leurs besoins. L'Établissement a le caractère d'un Internat médical : c'est un médecin qui dirige les pensionnaires, les surveille et juge de la décision qu'il convient de prendre à leur égard⁶⁸.

Alors conçu pour devenir un IMP modèle, à la mesure de celui de Moll en Belgique couramment pris pour exemple⁶⁹, l'établissement accueille des mineurs issus des catégories alors en vigueur dans la neuro-psychiatrie infantile : pervers, inéducables, éducatibles et autres débiles sont répartis selon leurs troubles diagnostiqués par les médecins entre divers pavillons, où leur sont proposés enseignement général, professionnel et diverses activités. Fernand Deligny est nommé éducateur principal du pavillon Rollet accueillant principalement les mineurs délinquants, et y organise en collaboration avec les gardiens une vie collective singulière rompant avec les habitudes asilaires jusqu'alors dominantes :

Fernand Deligny : – C'était l'Occupation et, de l'autre côté de l'allée de ciment, cette petite centaine de gamins enfermés derrière des grilles et, pour la plupart, à vie, et il y avait ces gardiens, chômeurs du textile, artisans sans travail et ça a été la première tentative. [...]

Quelques mois plus tard, ce pavillon, spécifiquement asilaire, était déserté pour un autre où il y avait des fenêtres qui s'ouvraient de l'intérieur. Miracle ! Et les gamins allaient en ville et il y avait comme un petit air d'aisance là-dedans ; des gardiens qui amenaient les apprentis médicologues à la communion de leur fille ; leur femme qui barbotait des écheveaux de fil dans l'usine où elles travaillaient pour que nous puissions faire des tapis dans les ateliers. (...)

L'Express-Méd. : – Il s'agissait d'adolescents délinquants ?

68. *Rapport annuel au préfet sur l'hôpital psychiatrique d'Armentières*, 1943, X supplément 210-77354, AD Nord, Lille.

69. Les réalisations belges sont présentées en parallèle des articles de Deligny et Guilbert dans les numéros de *Pour l'enfance coupable* parus en 1944.

F. Deligny : – Plus que délinquants. Expertisés inéducables, au moins pour un certain nombre, renvoyés des maisons d'éducation surveillée les plus dures et, à l'époque, elles étaient dures. Et, tout autour, il y avait la guerre. Je le répète, parce que je pense que cette circonstance-là a beaucoup d'importance dans ce que je vous raconte. Les gens ne sont plus les mêmes, les événements... Je crois qu'une tentative ne se mène pas deux fois. Tout au moins pas la même. D'où mon refus obstiné de parler de méthodes et même de principe : tout dépend du moment. S'il fallait que j'exprime une doctrine, ça serait ça : admettre le moment⁷⁰.

L'omniprésence de gardiens ouvriers et chômeurs est l'une des spécificités des circonstances locales marquant les expérimentations de Deligny, permettant d'asseoir la formation professionnelle des mineurs sur un corps d'éducateurs-ouvriers maîtres d'un savoir-faire qui est loin d'être enseigné dans les quelques écoles de cadres d'éducation spécialisée alors en gestation. Il existe en effet, toujours pour faire de l'IMP un lieu de réadaptation sociale, au sein de l'établissement une série d'ateliers artisanaux donnant l'occasion aux enfants d'apprendre les ficelles d'un métier dans le but de leur réinsertion professionnelle, même si ce terme est un anachronisme pour l'époque : brasserie, cordonnerie, matelasserie, menuiserie, forge, plomberie, ajustage, confection, horticulture, culture maraîchère, vannerie et reliure forment l'éventail des activités offertes aux mineurs. « L'installation d'un atelier de tissage de la toile a été également envisagée en raison de l'importance de cette industrie dans la région d'Armentières-Lille-Roubaix-Tourcoing et des facilités de placement que nous trouverions pour un certain nombre de nos pensionnaires⁷¹ ». Malgré les difficultés d'approvisionnement qui imposent de fermer certains ateliers faute de matière première, le quotidien de l'IMP est rythmé par l'alternance de cette forme d'enseignement professionnel et de jeux et distractions divers : sports et jeux de plein air, compétitions régulières dans le cadre des championnats scolaires et étudiants, chaque dimanche les pupilles peuvent assister à

70. UNE VIE EN MARGE : *30 ans de dialogue avec des irrécupérables*, Entretien paru dans *l'Express méditerranée* en mars 1972, pp. 60-80

71. *Rapport annuel au préfet sur l'hôpital psychiatrique d'Armentières*, 1943, X supplément 210-77354, AD Nord, Lille.

des représentations de cinéma ou à des « spectacles appropriés ». Une « colonie de vacances de juin à octobre dans les fermes de Frelinghien » est même organisée, instituant définitivement une rupture avec l'enfermement, et inaugurant de nouveaux rapports entre l'intérieur de l'institution et l'extérieur. On retrouvera le même schéma accordant une grande place à l'action éducative à l'extérieur des institutions dans les tentatives ultérieures de Deligny. Initié avec les sorties au bois de Vincennes lorsqu'il était instituteur spécialisé suppléant, ce réflexe sera valorisé *a posteriori* par Deligny comme un signe de son rejet des institutions, de son attrait vers les marges et *in fine* comme une preuve de sa propre inadaptation aux normes de son temps. La perspective finaliste qui domine le style de ces prises de position, tout comme l'élargissement à propos de sa « doctrine » à la fin de la citation précédente, sont des éléments de la construction du mythe autour du personnage Deligny, comme éducateur marginal en dissidence avec son temps. Elle ne soutient pourtant pas la comparaison avec des textes écrits sur le vif, qui signalent un engagement beaucoup plus conformiste, malgré les critiques qu'il peut proférer à l'égard des orientations dominantes prises par le champ de la gestion de la déviance juvénile.

La professionnalisation de Deligny comme éducateur mérite à ce titre un questionnement qui touche à la fois à ses contradictions personnelles et aux conditions de recrutement des gardiens et des moniteurs de l'IMP d'Armentières pendant l'Occupation : ayant abandonné ses études de psychologie et de philosophie à l'université de Lille, il n'obtient qu'en 1941-1942 les diplômes qui font de lui un éducateur, c'est-à-dire à l'âge de 29 ans. Il y a dans ce relatif retard un signe de son regret d'être né petit-bourgeois, qui se manifeste dans certains retours sur ses prises de position des années 1940 : dans une préface inédite à *Graine de crapule* écrite pour un projet de réédition en 1955, il revient sur son regret d'appartenir à la « tribu petite bourgeoise », se considérant comme « orphelin et privilégié ».

Doublement privilégié, triplement privilégié, puisque : mon père était mort à la guerre, mais il était mort officier : petite pension ; il m'avait mis (lui, ou ma mère, ou les deux) dans le tête de quoi passer l'examen des bourses : boursier ; élève au lycée : privilège par rapport aux primaires et aux apprentis.

[...] "Petit-bourgeois", quitte la tribu ! C'est bien ce que j'ai tenté de faire, mais, pensez-vous ! la tribu, on l'a dans la tête : j'ai pourtant été chercher du travail fort loin, non pas vers ces lointains géographiques qui ne m'ont guère tenté qu'en imagination très consciemment gratuite, mais en plein asile d'aliénés ⁷².

Même si ce texte relève du regard rétrospectif et est à ce titre délicat à utiliser, il témoigne d'une sensibilité intéressante se manifestant par une volonté d'échapper au destin social prévu par sa famille. La fascination de Deligny pour la classe ouvrière est transposée dans ses pratiques pédagogiques à l'IMP d'Armentières par la valorisation de la figure de *l'éducateur artisan* : dans l'un des articles qu'il écrit en collaboration avec le Docteur Guilbert, il dénonce la formation d'éducateurs diplômés, qualifiés de « rééducateurs oraux ». La description de ces derniers révèle en creux les angoisses intérieures de Deligny, au sujet des limites de sa formation improvisée et de sa représentation idéalisée des ouvriers. Présentés comme des « jeunes gens de bonne volonté, bien souvent instables eux-mêmes, désinsérés de la vie normale par de longues études, ayant absorbé, par les oreilles, quelques principes et quelques définitions, ayant assisté à quelques séances de travaux manuels, à quelques jeux, à quelques démonstrations d'éducation physique sur plateau », les éducateurs sans métier préalable sont dévalorisés au profit du recrutement de moniteurs « connaissant leur métier », attirant avec une efficacité redoutable l'attention des enfants par l'aura de leur savoir-faire au détriment des savoirs théoriques des éducateurs passés par les écoles de cadres :

Si ces rééducateurs en titre sont des hommes et non des fonctionnaires, ils iront chercher de la terre glaise et, les pieds dans la boue et les manches retroussées, entourés de quelques-uns de leurs élèves que le jeu intéressera, ils apprendront, tous ensemble, le métier de potier, bouches closes et cours oubliés ⁷³.

Cette image idéalisée des gardiens ouvriers est reprise dans l'un des seuls textes qui témoignent du quotidien des expérimentations à l'IMP d'Armentières : encore

72. « Graine de crapule ou le charlatan de bonne volonté. Autocritique d'un éducateur », préface inédite, 1955, in DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit., p.146.

73. Fernand DELIGNY et Guilbert, DR. « L'éducateur artisan ». In : *Pour l'enfance coupable* 52 (janvier-février 1944).

une fois écrit bien après les années 1940, il est à prendre avec précaution pour bien faire la part du souvenir et des interprétations construites après coup :

Les gardiens, service du matin, service de l'après midi, veilleurs de nuit, presque tous chômeurs chroniques du textile, avaient été, dans le temps, gymnastes ou joueurs d'accordéon, marins ou électriciens. (...)

Avec quelques-uns d'entre eux, ce fut la première position prise, d'emblée, personne n'y était pour m'empêcher de la prendre. Nous avons dit, voilà , c'est notre position, pas de sanction. (...)

Cette position, nous l'avons tenue tranquillement : ateliers, sport, sorties en troupeau, en petite bande, à deux ou trois copains, beaucoup de sport. (...) Tout ça, facile, dans l'enthousiasme, le dévouement et le respect du mot d'ordre : pas de sanction. Il faut dire que les cent gars, ils en avaient été abreuvés, abrutis, et de toutes les sortes, avant notre petite révolution. Et la liberté? En quelques mois, cette ample demande qui semblait venir du fin fond de l'espèce était devenue : "si tu fais l'andouille, tu vas te faire virer." Ils se le disaient entre eux. "Tu vas t'y faire jeter, dehors. Tu vas t'y retrouver, dehors." ⁷⁴

Cette prise de position a fait l'objet d'articles rédigés par le Docteur Guilbert à destination du Conseil technique de l'enfance déficiente ou en danger moral, dont il reste malheureusement très peu de traces dans les archives. L'existence de ces articles est suggérée par la liste ajoutée en conclusion d'un ouvrage exposant les activités de ce conseil présidé par le Docteur Heuyer ⁷⁵ : dans la commission Ré-éducation figurent un certain nombre de contributions du Docteur Guilbert, au sujet des sanctions, du Village d'enfants, et à propos de l'éducation physique à Armentières et d'une formation de moniteurs spécialisés dans une école de cadres. Malheureusement, on n'a trouvé aucune trace de ces documents, ce qui impose de clore prématurément ce développement pour éviter le risque de se fonder uni-

74. « Le groupe et la demande : à propos de La Grande Cordée », *Partisans*, numéro 39, octobre-décembre 1967, in DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit., p.419.

75. C'est l'un des rares témoins de l'existence de cet organisme pourtant moteur dans la mise en place de l'orientation nouvelle du champ de gestion de la déviance juvénile autour de la neuropsychiatrie infantile : *Coordination des services de l'enfance déficiente ou en danger moral , but, activités, réalisations*. Avec la coll. de Robert PRÉAUT, Georges HEUYER et Dr PRÉAUT. Réd. par Jean CHAZAL. Ch. A. Bédu, 1944

quement sur des sources trop peu fiables ou parcellaires. En revanche, on dispose d'un corpus relativement riche consacré au projet de village d'enfants préparé par Deligny et le Docteur Guilbert, projet qui sera repris ensuite par Deligny lorsqu'il exercera les fonctions de directeur pédagogique du Centre d'observation et de triage de la région de Lille.

2.3.4 Sortir du modèle asilaire : bâtir un village d'enfants

Les circonstances caractérisant la vie quotidienne à l'asile d'Armentières pendant la période de l'Occupation ont convaincu Fernand Deligny de la nécessité d'expérimenter une tentative pédagogique en dehors des institutions d'enfermement traditionnelles : ces dernières pâtiennent à ses yeux de bien trop de défauts pour aboutir à une formule de rééducation efficace. Il reprend alors à son compte l'objectif de réadaptation sociale, somme toute assez normatif, qui devient peu à peu l'enjeu dominant le champ de la gestion de la déviance juvénile. Cela peut paraître étonnant si l'on connaît les prises de position postérieures de Deligny au sujet des institutions, desquelles il se fera de plus en plus distant tout au long des années. Ses expérimentations radicales au contact d'enfants autistes à partir de la fin des années 1960 abandonnent par exemple toute visée *éducative* pour mener une recherche sur la vie commune entre des enfants mutiques, et une communauté de « présences proches » qui vivent à leur contact immédiat. Le projet de village, centre d'adaptation sociale, semble être en contradiction flagrante avec les tentatives ultérieures de Deligny, contradiction qui signale un moment de rupture entre l'adéquation des positions de Deligny aux normes du cadre institutionnel et son progressif éloignement. Il s'agit ici de comprendre ce projet de village à partir du champ d'expériences et de l'horizon d'attente de l'année 1944, sans vouloir présager de la suite des initiatives prises par Deligny.

La sortie du modèle asilaire dans un but rééducatif se fonde au premier chef sur l'identification de causes sociales expliquant la délinquance juvénile : selon Deligny et Guilbert, « tout délit d'enfant pose un problème dont la donnée est triple : individuelle, familiale, sociale⁷⁶ ». Le complexe formé par ces trois fils ap-

76. Fernand DELIGNY et Guilbert, DR. « Tapisserie de Pénélope ». In : *Pour l'enfance coupable* 54 (mai-juin 1944).

pelle une action éducative qui n'ignore pas leur emmêlement, et tend à les tisser les uns avec les autres. C'est pourquoi l'envoi en internat n'est pas satisfaisant par exemple : il met de côté les facteurs familial et social pour travailler uniquement sur le comportement individuel du jeune délinquant. En revanche, les auteurs revendiquent une meilleure prise en compte de ces facteurs par l'expérience pionnière des équipes de prévention de la délinquance juvénile, créées à partir de 1943 à Lille, et dont on aura l'occasion de reparler plus en détail. Cette tentative n'est cependant qu'une petite partie de la vaste gamme de mesures qu'ils envisagent pour prendre en charge les mineurs délinquants : autour du centre d'observation et de triage, la prévention n'est qu'un passage après la « simple liberté surveillée, avant le "village", centre ouvert d'adaptation sociale, l'institut médico-pédagogique et la maison pour pervers⁷⁷ ». Certes, tous ces dispositifs prennent place dans une histoire locale, dominée par les conflits entre acteurs du champ de gestion de la déviance juvénile.

Le projet de village d'enfants, le seul à ne pas avoir été réalisé par la suite, illustre toutefois au delà de cette petite échelle les évolutions des projets d'écoles de plein air, censées être davantage en mesure d'assurer leurs fonctions éducative et normative. Ces dernières sont dès leur origine liées à la politique de prévention contre la tuberculose qui frappe l'habitat populaire insalubre, proliférant dans les grands centres urbains à partir de la fin du XIX^{ème} siècle. Construites autour d'une double rupture, avec les écoles ordinaires et avec le milieu urbain jugé malsain, elles s'accompagnent à leur naissance d'une dimension morale : « la ville n'est pas seulement nocive par son univers morbide : on l'accuse, en plus, de dépraver les mœurs. Sous l'influence bénéfique de la nature, le villageois mène une existence vertueuse, à l'image du "bon sauvage" dont il est l'héritier. En transplantant des jeunes citadins à la campagne, certains responsables espèrent favoriser leur régénération morale au contact des valeurs paysannes : l'implantation de l'école de plein air est, à elle seule, un acte pédagogique⁷⁸ ». Ces lieux de vie idéaux sont à rapprocher des projets utopistes des réformistes sociaux du XIX^{ème} siècle, associant la perfectibilité de l'homme à l'amélioration de son milieu de vie. Dans leur

77. Ibid.

78. *L'école de plein air: une expérience pédagogique et architecturale dans l'Europe du XXe siècle*. Réd. par Dominique LERCH, Anne-Marie CHÂTELET et Jean-Noël LUC. Éd. Recherches, 2003. 431 p., p.10.

version pédagogique, les utopies de villages d'enfants sont également l'occasion pour le groupe social des médecins d'affirmer ses positions hygiénistes : « les plus militants voient dans la nouvelle institution un maillon essentiel d'une médecine sociale préventive, chargée ici de découvrir l'enfant fragile et d'améliorer sa santé grâce à une bonne hygiène de vie⁷⁹ ». Les médecins entretenant une fibre sociale, à l'instar du Docteur Guilbert⁸⁰, s'intéressent de près à la création des écoles de plein air, y voyant une innovation favorable à l'amélioration des conditions de vie des classes populaires, et à leur intégration dans la société. Règne donc autour de ces projets un objectif plus ou moins avoué d'encadrement social et sanitaire des milieux populaires, prélude à l'instauration d'un modèle disciplinaire fondé sur l'inculcation non pas d'une morale abstraite, mais sur l'incorporation d'habitudes, d'attitudes et de comportements en accord avec la « norme ». Les fonctions sociales de ce modèle ont été dévoilées par les analyses de Michel Foucault dans les années 1970, qui en fait le point de départ d'une critique générale des dispositifs de pouvoir à l'époque moderne, puis contemporaine⁸¹. Le projet de village exposé par Deligny et Guilbert sera analysé à l'aune de ces outils critiques, tout en prenant garde de ne pas identifier les déclarations d'intentions des auteurs à des prises de position définitives : leur texte demeure sur bien des points très programmatique.

Il convient de commencer par commenter le qualificatif choisi par les auteurs pour présenter leur village d'enfants : ils souhaitent en faire un *centre ouvert d'adaptation sociale*⁸², adoptant ainsi clairement la perspective de l'enfance inadaptée isolée par Jean-Marie Renouard :

L'expérience faite à l'Institut médico-pédagogique d'Armentières nous a clairement montré qu'un enfant éduqué en internat, où il a acquis la pratique d'un métier simple, avait encore un pas énorme et dangereux à franchir pour rejoindre la vie normale, faux-pas quelquefois, chute trop souvent. Les causes de cet échec sont évidentes : la vie en internat, si elle est un excellent apprentissage à la vie d'hospice, donne aux enfants des habitudes qui ne préparent en rien les gestes quotidiens de la vie

79. Ibid., p.10.

80. Au détour d'un de ses textes, Deligny le décrit comme « socialiste ».

81. Michel FOUCAULT. *Surveiller et punir: naissance de la prison*. Gallimard, 1975. 318 p.

82. Fernand DELIGNY et Guilbert, DR. « Le Village, centre ouvert d'adaptation sociale ». In : *Pour l'enfance coupable* 55 (juillet-août 1944).

normale.

L'accent est mis ensuite sur l'apprentissage d'un comportement quotidien ouvrier typique, écartant d'emblée toute autre possibilité pour les enfants : « il leur faut faire l'apprentissage de la vie d'ouvrier et n'ont rien à apprendre de précepteurs "bien-disants" dont les mœurs étranges ne présentent aucun intérêt ». Ce type d'affirmation péremptoire indique l'orientation prise par le village, destiné à former intégralement de futurs artisans et ouvriers. Toute autre orientation professionnelle semble écartée d'office, mettant en évidence la valorisation à l'excès de la figure de l'ouvrier, une constante chez Deligny, et son dégoût des professions dites « bourgeoises », au premier rang desquelles se trouvent les professions intellectuelles. Cet anti-intellectualisme n'est pas la seule caractéristique du projet de village : de nombreuses propositions contradictoires émaillent le texte, comme le rapport qu'il propose de créer avec la sanction et la discipline. L'atmosphère générale doit être maintenue autour de la notion de jeu, grâce auquel « tout le village vivra ». Toute forme de punition y sera ignorée, tout comme l'usage de la crainte comme moyen d'éducation. Pourtant, un quartier fermé est censé s'intégrer au projet, afin de grouper « les enfants en période de réaction ; ils iront au stade, quelquefois en promenade, mais toujours en groupe », surveillés par des adultes. La discipline dans le village, exercée par les adultes habitant dans chaque maison et accueillant chacun quatre à cinq jeunes « apprentis », est chapeauté par une « autorité unique, le maître du village », étroitement aidé par l'éducateur principal. Deligny et Guilbert calquent ainsi la structure administrative de l'IMP sur le village, assumant d'emblée sa fonction normative et se préoccupant étonnamment peu de son artificialité, alors qu'elle est au centre de la dénonciation des échecs de l'internat comme dispositif de rééducation.

Le village prendrait la forme d'un « village réel dont les maisons et les fermes sont groupées autour d'un clocher et d'une Mairie (elle sera le bâtiment de l'administration) et dont la vie, vue d'assez haut pour que la forte proportion d'habitants de petite taille ne soit plus sensible, ne différera en rien de la vie d'un village normal ». Il s'agit donc d'une utopie relative, puisqu'elle tend à transposer un modèle idéal de société villageoise en y intégrant la vie d'enfants, qui seraient accueillis au sein de « cellules » réduites d'apprentis, regroupées par maison autour d'un adulte exerçant un métier. La valeur de ces habitants-éducateurs conditionne la réussite

de l'ensemble du projet, comme le rappellent les auteurs :

Le village a simplement besoin d'artisans honnêtes et de familles propres dont les préoccupations morales n'auront pas à s'épanouir en formules de manuel, mais dont les gestes quotidiens feront, aux yeux des enfants qui vivront près d'eux, la preuve que la vie normale honnête et tranquille n'est pas un mythe de tableau noir⁸³.

L'absence de conflit, si caractéristique des utopies, semble être assurée ici par un rythme de vie sain et répondant aux « aspirations naturelles » des enfants : en reprenant le jeu comme moteur des activités des jeunes, le village serait équipé d'un camp semi-permanent dans le bois voisin, où les « enfants seront teintés de scoutisme ». Près du local des scouts doit s'établir un théâtre, dont les grandes possibilités éducatives offrent un attrait efficace pour les mineurs. Le rapport à la rue est également ambigu dans l'imagination des auteurs : tout est fait pour que « le centre d'intérêt soit la place du village ou son stade et non les routes ouvertes. [...] Bibliothèques, salles de jeux, entraînements spéciaux, préparation des spectacles où chanteurs, acteurs et bricoleurs travailleront ensemble, promenades, pêches ou jeux de plein air, auront leur clientèle plus ou moins stable et fidèle, mais jamais désœuvrée, sauf par goût personnel ». Le peu de place laissé à l'ennui et à toute activité dénuée de finalité pratique laisse imaginer un lieu peu vivable, dans lequel le désœuvrement est considéré comme une faute grave, allant à l'encontre d'une thérapeutique *par le travail* somme toute assez conforme aux objectifs de rééducation et de réadaptation sociale les plus institutionnels, si ce n'est dans le cadre d'un redressement idéologique de la jeunesse. Le projet de Deligny et Guilbert pourrait être qualifié à ce titre de *croisade morale* avortée, en reprenant la terminologie utilisée par le sociologue Howard Becker : « de nombreuses croisades morales ont une coloration humanitaire marquée. Celui qui participe à ces croisades n'a pas seulement le souci d'amener les autres à se conduire "bien", selon son appréciation. Il croit qu'il est bon pour eux de "bien" se conduire⁸⁴ ». La croyance en l'efficacité de l'intégration sociale par le travail est ainsi le *leitmotiv* du centre ouvert d'adaptation sociale, promouvant avant l'heure une forme d'injonc-

83. Fernand DELIGNY et Guilbert, DR. « Le village - suite et fin ». In : *Pour l'enfance coupable* 56 (septembre-octobre 1944).

84. BECKER, *Outsiders*, op. cit., p.172.

tion au travail qui résonne étonnamment de nos jours. Cela dit, le projet ne sera jamais réalisé, et Fernand Deligny reviendra rapidement sur ces prises de position, notamment pour échapper aux tentatives d'assimilation de ses expérimentations pédagogiques à l'œuvre entreprise par Makarenko en URSS⁸⁵ : dans l'immédiat après-guerre, certains membres du parti communiste français souhaitent voir en lui un « Makarenko français », forgeant des collectivités pédagogiques au service de la formation d'un homme nouveau. Malgré son engagement politique au PCF, il sera prudent à son égard, en acceptant son soutien mais en limitant son contrôle idéologique. Le projet de village restera inscrit dans l'esprit de Deligny lors des expérimentations ultérieures qui l'amènent à s'occuper d'enfants délinquants : son abandon doit attendre l'élaboration d'une forme de rééducation individualisée, appuyée sur un réseau, et non plus sur une collectivité pédagogique. Ce sera le projet de la *Grande Cordée*, qui succède aux dernières initiatives entreprises par Deligny dans sa région d'origine.

85. Henri Joubrel note cette référence dans son reportage sur le centre de Ker-Goat, considéré comme l'un des précurseurs des mutations dans le champ de la rééducation pendant la seconde guerre mondiale : « j'ai été moi-même à Moscou, et j'ai vu au cours d'une fête sportive, les garçons de Bolchevo défiler au milieu des applaudissements de la foule. Ils tenaient une banderole où s'inscrivaient ces mots : "Merci au camarade Staline, qui nous a rendus à la vie. [...] [Bolchevo] est un véritable village d'enfants, administré par eux-mêmes, où des centaines de petits dévoyés sont rééduqués par le travail ». Henri JOUBREL. *Ker-Goat: le salut des enfants perdus*. Éditions familiales de France, 1945. 166 p., p.116 ; il existe très peu d'études françaises au sujet de la pédagogie d'Anton Makarenko, on se reportera au travail aujourd'hui daté de présentation et de traduction d'Irène Lézine : Anton Semenovitch MAKARENKO. *Le chemin de la vie: épopée pédagogique*. Avec la coll. d'Henri WALLON. Editions du Pavillon, 1950. 226 p. ; Irène LÉZINE. *A.S. Makarenko: pédagogie soviétique (1888-1939)*. Avec la coll. d'Henri WALLON. Presses universitaires de France, 1954. 169 p.

Chapitre 3

Un modèle paradoxal de rééducation

3.1 Dans les quartiers de taudis

Après avoir quitté l'hôpital psychiatrique d'Armentières pour des raisons obscures, Fernand Deligny est appelé par le commissariat régional à la famille à prévoir un plan de prévention de la délinquance juvénile dans la région du Nord. Cette mission nouvelle lui est confiée par Jean Tirloy, vice-président de l'association régionale de Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence du Nord, structure originale créée par le gouvernement de Vichy dans le but d'encadrer la prise en charge de la déviance juvénile. On analysera donc à la fois ce cadre institutionnel et la manière dont Deligny y prend une place singulière, en suivant la perspective d'analyse interactionniste annoncée en introduction : il s'agit d'étudier davantage les dispositifs de prise en charge de l'enfance déviante – ici délinquante – que d'identifier les causes ou les caractéristiques de la population déviante. A l'aide des notions de champ empruntée à Pierre Bourdieu et de configuration, empruntée à Norbert Elias, l'idée de cette partie est d'éviter d'écrire seulement l'histoire d'un Fernand Deligny pionnier de la prévention de la délinquance, mais bien de situer cette initiative dans un champ d'action en pleine genèse.

3.1.1 Mutations du champ de la gestion de la déviance juvénile

Une structuration autour du couple public/privé

La création des Associations régionales de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence (ARSEA) est au cœur de la politique du gouvernement de Vichy visant à organiser et à contrôler la multitude d'organismes habilités à prendre en charge les mineurs sous main de justice. Le secteur jusqu'alors dominé par une logique d'enfermement était partagé *grosso modo* entre les institutions du ministère de la Justice – colonies pénitentiaires, maisons d'éducation surveillée, etc. – et des institutions issues du secteur privé, en particulier les patronages catholiques – à l'image de tous les « Bons Pasteurs » fondés depuis la fin du XIX^{ème} siècle. Le changement progressif de dominance du champ de la gestion de la déviance juvénile dont on a esquissé les contours précédemment se matérialise par la multiplication d'initiatives à mi-chemin entre public et privé, soutenues par la neuro-psychiatrie infantile et important massivement les savoirs produits par une discipline qui prendra de plus en plus de place dans le champ, en l'occurrence la psychologie. Avant de présenter les orientations des équipes de prévention créées sous la houlette de Fernand Deligny, il convient donc de détailler les caractéristiques de ces associations, et surtout leur fonctionnement. Si l'histoire institutionnelle de leur mise en place a déjà été écrite¹, on proposera ici une perspective s'attachant à approcher le fonctionnement des institutions d'Etat *par en bas*, en suivant les préceptes indiqués par la sociologie et l'anthropologie de l'Etat. Ces courants de recherche militent pour abandonner une perspective réifiant la notion d'Etat, comme c'est le cas de beaucoup d'analyses politiques prenant les Etats comme sujets de l'histoire. Au contraire, il s'agit de retrouver les hommes qui exercent le pouvoir, « les chaînes d'interdépendances qui font fonctionner l'appareil d'Etat dans toute sa complexité² », en portant une attention particulière aux individus incarnant les dispositifs³ concrets qui agissent au nom de l'Etat sur les structures de la société. A ce titre, on sera attentif aux

1. CHAUVIÈRE, *Enfance inadaptée*, op. cit.

2. Marc ABÉLÈS. *Anthropologie de l'Etat*. A. Colin, 1990. 183 p., p.79.

3. Giorgio AGAMBEN. *Qu'est-ce qu'un dispositif ?* Trad. par Martin RUEFF. Éd. Payot & Rivages, 2007. 49 p.

contradictions internes à ces dispositifs, dont les ARSEA font partie. Ces dernières sont un des derniers maillons assurant une forme de gestion du social par l'Etat⁴, et sont le lieu de conflits révélant les contradictions internes au champ de gestion de la déviance juvénile, autour des enjeux de définition de la déviance, d'organisation des appareils de la gestion et de la finalité de la prise en charge, si l'on reprend le schéma de Jean-Marie Renouard⁵. Ces conflits ont lieu avec pour toile de fond un processus courant sur le temps long, faisant advenir les classes populaires comme objet d'une action de redressement par les institutions d'Etat : « Max Weber parlait de "domestication des dominés" : une part du travail de l'Etat est orientée vers ces classes dangereuses qu'il faut apprivoiser, qu'il faut faire entrer dans le jeu. En même temps, on peut dire aussi qu'il s'agit d'assister les dominés, de les arracher à l'état insupportable de misère dans lequel ils sont⁶ ». C'est là que réside tout le paradoxe dominant le champ de prise en charge de l'enfance déviante : entre l'inculcation d'une discipline, le « redressement moral » et la bonne volonté d'individus désirant venir en aide à une catégorie de population dont ils considèrent les conditions de vie comme une manifestation d'inégalités sociales criantes, vouées à être réduites. En ce sens, il paraît difficile de faire un procès d'intentions à Fernand Deligny qui se défendait de vouloir imposer une discipline aux enfants dont il avait la responsabilité. En particulier dans les textes qui ont fait sa réputation dans les années 1970, sa critique des institutions de rééducation est telle qu'elle marque une rupture radicale avec ses tentatives pédagogiques des années 1940 : son action (ré)éducative d'alors n'est pas exempte de normativité, et vise à inculquer à sa manière un certain code de conduite déterminé par des présupposés qu'il s'agit de discerner à travers ses pratiques et ses discours. L'approche bourdieusienne de l'Etat, si elle ouvre la voie à une montée en généralité sur le temps long et à une théorisation plus poussée des rapports de l'Etat envers les classes populaires, permet donc également de discerner deux fonctions polarisant l'action sociale, selon une dialectique oscillant entre la discipline et la philanthropie.

4. Samuel BOUSSION et Mathias GARDET, éd. *Les châteaux du social: XIXe-XXe siècle*. Beauchesne, 2010. 362 p. ; Jeannine VERDÈS-LEROUX. *Le travail social*. les Éditions de Minuit, 1978. 273 p.

5. RENOARD, *De l'enfant coupable à l'enfant inadapté*, op. cit.

6. Pierre BOURDIEU. *Sur l'État: cours au Collège de France (1989-1992)*. Seuil, Raisons d'agir, 2012. 656 p., p.566.

La création des ARSEA se situe au sein d'une histoire longue de la prise en charge de l'enfance irrégulière, partagée entre la philanthropie issue du christianisme social, et la genèse lente et progressive de l'Etat social tout au long du XX^{ème} siècle⁷. L'idée d'organisation gagne après la première guerre mondiale de plus en plus de terrain dans l'esprit de réformateurs qui revendiquent une intervention croissante de l'Etat dans la société et dans l'économie pour gagner en efficacité par la rationalisation de pratiques jusqu'alors dominées par l'émiettement des initiatives et la diversité des pratiques. L'une des spécificités du secteur de prise en charge de l'enfance irrégulière réside dans sa dimension associative, défendant des intérêts avec lesquels l'Etat doit compter pour à la fois subventionner ces organismes privés considérés comme utiles au bien public, mais aussi pour maintenir un contrôle sur leur fonctionnement interne. Les ARSEA sont une création juridique hybride à mi-chemin entre public et privé, illustrant de manière éclatante ce dernier point⁸.

Elles sont le fer de lance de la création de nouveaux dispositifs de prise en charge de la jeunesse délinquante au cours des années 1940, dispositifs qui se maintiendront à la Libération, dessinant ainsi une ligne de continuité indéniable entre la politique sociale du régime de Vichy et celle de la rénovation républicaine effectuée à la Libération. Toutefois, cette continuité s'explique également par la préparation dès les années 1930 d'initiatives législatives portant sur la création de dispositifs similaires : en 1938, Louis Rollin, alors ministre des Colonies et président du Centre d'inaptation sociale, propose un projet de réforme prévoyant la création de centres d'observation et de triage dans huit grandes villes françaises à vocation régionale⁹. Là comme dans d'autres secteurs, le régime de Vichy n'a fait que poursuivre les objectifs déjà engagés par les réformateurs sociaux républicains¹⁰ : comme le rappelle Pascal Ory, « dans l'esprit des réformateurs, ce dispositif [la transformation des maisons d'éducation surveillée], central, était à replacer dans un ensemble

7. Alain SUPLOT. *Grandeur et misère de l'État social: leçon inaugurale prononcée en novembre 2012 au Collège de France*. Fayard, 2013. 62 p.

8. CHAUVIÈRE, *Enfance inadaptée*, op. cit.

9. RENOARD, *De l'enfant coupable à l'enfant inadapté*, op. cit., p.121 ; Rollin présente d'ailleurs les objectifs de sa réforme dès mars 1935 dans le premier numéro de la revue *Pour l'enfant coupable*, inaugurant ainsi le rôle de médiateur de cette revue dans la défense d'un nouvel ordre de gestion de la déviance juvénile : Louis ROLLIN. « Enfants délinquants, vers la réforme ». In : *Pour l'enfant coupable* 1 (mar. 1935)

10. Gérard NOIRIEL. *Les origines républicaines de Vichy*. Hachette littérature, 1999. 335 p.

plus vaste, celui d'une "importante mission sociale", qui commençait au tribunal des mineurs, où le juge unique se retrouvait désormais assisté d'un psychiatre et d'un responsable d'œuvre spécialisée, se poursuivait au niveau de la prison préventive, remplacée par un "centre d'accueil" destiné à l'observation psychologique des sujets, le tout devant aboutir à une plus juste et plus rationnelle répartition des enfants entre patronages et maisons, deux institutions profondément rénovées dans leurs moyens matériels (d'apprentissage, surtout) et dans leurs structures¹¹ ». La réalisation à partir de 1942 de ce programme, pâtissant certes des circonstances difficiles de l'occupation rendant compliquée l'organisation d'institutions entièrement nouvelles, se trouve alimentée par les activités du Conseil technique de l'enfance déficiente et en danger moral, créé en 1943 par le Docteur Grasset alors ministre de la santé et de la famille du gouvernement de Vichy. Ce conseil est présidé par le Docteur Heuyer, qui occupe un rôle de premier plan dans la diffusion des théories de neuro-psychiatrie infantile dans le domaine de la rééducation, et est composé d'une grande majorité de médecins. Cette composition sociale explique en partie le contenu des activités du conseil technique, définies comme suit par le Docteur Heuyer :

Lorsque le Conseil technique a été créé, par arrêté du 25 juillet 1943, nous avons pensé qu'il avait pour but d'établir le statut de l'enfance déficiente et en danger moral et de fournir, dans toutes les circonstances où l'enfant a besoin d'être assisté, les techniques et les méthodes qui permettent d'assurer son dépistage, son observation et son reclassement dans la vie sociale¹².

Pour assurer cette mission, le conseil technique divise ses activités en diverses commissions travaillant selon trois axes principaux : « création d'une nomenclature et classification de ceux qui seront désormais appelés des "inadaptés", nomenclature des types d'établissements [et enfin] nomenclature des personnels de la "rééducation" ¹³ ». La doctrine fondant la nouvelle vision de l'enfance *inadaptée*

11. ORY, *La belle illusion*, op. cit., p.676.

12. Georges HEUYER. « Le Conseil technique, son fonctionnement, ses travaux ». In : *La santé de l'homme* 27 (jan. 1945), cité in Christian ROSSIGNOL. « Quelques éléments pour l'histoire du "Conseil technique de l'enfance déficiente et en danger moral" de 1943 ». In : *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*. *Le Temps de l'histoire* (Numéro 1 15 nov. 1998), p. 21-39

13. Ibid.

est ainsi formulée par un corps de spécialistes de psychiatrie élaborant une grille classificatoire détaillée et opérationnelle vouée à être utilisée au sein des nouveaux dispositifs d'accueil et de traitement des enfants délinquants, « en danger moral », « déficients », ou quelle que soit la terminologie utilisée, des enfants présentant des signes de déviance. Le flottement qui caractérise les termes associés aux phénomènes qui nous intéressent indique bien l'indétermination d'un champ subissant encore des transformations internes, au sein duquel la domination des psychiatres n'est pas définitive : même ses organes de diffusion maintiennent l'équivoque entre les dénominations, ce qui complique encore la tâche de clarification dévolue à l'historien. Dans un texte présentant un bilan de l'action du conseil technique de l'enfance déficiente et en danger moral daté de 1944, et du reste très peu exploité jusqu'à aujourd'hui, le Docteur Grasset insiste sur le rôle moteur du Conseil technique dans l'élaboration dans le domaine pratique d'organismes assurant la mise en œuvre de la nouvelle doctrine issue des travaux théoriques et des modifications législatives : il cite parmi ces réalisations les centres d'observation et de triage, les écoles de cadres et des centres de rééducation et d'orientation professionnelle. Les moyens d'action de ces organismes sont fournis par les ARSEA, dont le financement incombe à l'Etat, toujours d'après le Docteur Grasset. Le juge Jean Chazal, détaché en 1943 par le ministère de la Justice auprès du Dr Grasset pour diriger la coordination des administrations concourant à la sauvegarde de l'enfance déficiente et en danger moral, expose par ailleurs la nécessité de considérer la rééducation comme la finalité majeure de toute prise en charge d'un mineur déviant :

Les mineurs inadaptés doivent être rééduqués. Ils doivent ensuite être classés dans la vie du travail ou dans la vie sociale. [...] Rééduquer c'est substituer le droit au travail au droit à l'assistance. Un tel résultat, puissant facteur de paix sociale, donne à l'œuvre éducative sa haute valeur humaine. N'est il pas, en effet, émouvant de penser que des milliers d'adolescents peuvent être sauvés de la prison ou de l'asile et élevés à la condition de travailleurs libres ?¹⁴

La rééducation est posée d'emblée comme un nouvel horizon pour l'action sociale, ouvrant la voie à une collaboration étroite entre médecin, assistante sociale,

14. *Coordination des services de l'enfance déficiente ou en danger moral, but, activités, réalisations.* Op. cit., p.10.

psychologue et éducateur. Se dessine dans ce projet novateur la matrice du mode d'intervention caractérisant encore aujourd'hui le travail social, nœud de rencontre entre de nombreuses spécialités professionnelles. En 1944 toutefois, l'heure est plutôt à l'improvisation et à la récupération de toutes les bonnes volontés susceptibles de pouvoir entrer peu ou prou dans les critères des nouvelles institutions. Les ARSEA deviennent ainsi un lieu de rencontres et de conflits entre diverses conceptions de la prise en charge de la déviance juvénile, dont les enjeux sont bien souvent à retrouver à l'échelle locale.

L'aboutissement d'un mouvement de protection de l'enfance : la création de l'ARSEA du Nord

Créées à partir de statuts-types datés de 1943, les premières ARSEA se distinguent les unes des autres par le contexte régional dans lequel elle prennent place : « celle de Lille est sur le point d'aboutir en décembre 1943, mais les autorités allemandes refusent de la reconnaître¹⁵ ». En effet, le Nord est alors rattaché administrativement au commandement militaire allemand situé à Bruxelles, qui oppose un obstacle à la fondation de l'association. Créée définitivement en 1944, elle repose toutefois sur l'engagement d'un certain groupe d'individus investis depuis la fin des années 1920 dans l'organisation de dispositifs œuvrant à la « protection de l'enfance déficiente dans la région de Lille » : l'un des rapports au préfet exposant la fondation de l'ARSEA du Nord la situe comme l'aboutissement d'un mouvement initié par des personnalités privées, souvent proches du milieu de la justice. Partant de la systématisation d'un examen médico-social des délinquants à la maison d'arrêt de Loos-lès-Lille en 1928, la chronologie indique en 1931 la création d'un « service social près le tribunal de l'arrondissement de Lille » puis la fondation du « comité de protection de l'enfance délinquante et en danger moral », toujours auprès des tribunaux de Lille. L'aboutissement de ces efforts est signalé en 1943 par la « consécration officielle, par Monsieur Chazal procureur de la république, chargé de la coordination des services interministériels, du travail effectué depuis

15. Vincent PEYRE et Françoise TÉTARD. *Des éducateurs dans la rue: histoire de la prévention spécialisée*. la Découverte, 2006. 272 p., p.12.

1928 [et par une] aide financière effective¹⁶ ». L'ARSEA n'est donc pas présentée comme une création *ex nihilo* mais comme une « modification du titre du comité de Protection de l'Enfance délinquante et en danger moral de l'arrondissement de Lille en "association régionale pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, dans la région de Lille" ».

Malgré les lacunes archivistiques concernant cette association¹⁷, on peut en saisir approximativement les contours et expliquer ainsi les tensions qui ont valu à Fernand Deligny un accueil mitigé lors de son action rééducative dans le Nord. Le président de l'association régionale est le doyen de la faculté de médecine de l'université de Lille, le Docteur Leclerc, assisté par Jean Tirloy, alors délégué régional à la famille. Mademoiselle Hancart est active au sein des premières initiatives du comité de protection de l'enfance délinquante et en danger moral. Comme assistante sociale elle représente un groupe professionnel gagnant en pouvoir depuis les années 1920 ; on verra par la suite dans quelle mesure sa culture professionnelle marquée par la philanthropie pourra influencer les rapports entre l'ARSEA dont elle assure le secrétariat et les expérimentations pédagogiques de Deligny. La concurrence entre les différents membres de l'association régionale peut être lue comme un résultat des tensions entre les défenseurs d'une conception moralisatrice de la prise en charge de la délinquance, représentés par le comité de protection de l'enfance délinquante, et proche d'une magistrature conservatrice, et ceux qui militent pour la rééducation par l'adaptation sociale des mineurs, plutôt proches d'un pôle politique progressiste, représenté par le Parti Communiste français à la Libération.

Dans ce cadre général, le principal relais institutionnel de Fernand Deligny se nomme Roland Assathiany, qui fait figure de médiateur entre la tentative des équipes de prévention de la délinquance, et le centre d'observation et de triage dirigés par Deligny et l'association régionale qui les finance et les contrôle. En effet, il fait partie de ces agents de l'Etat, faisant partie du corps des « délégués régionaux » représentants au niveau local de l'administration publique. A ce titre, « l'étude de l'itinéraire professionnel et les façons de faire qui ont été celles de

16. *Historique de la Protection de l'Enfance déficiente dans la région de Lille*, Fonds Assathiany, AS 208 (IX) 4, Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine

17. Nos recherches au sein de la *Sauvegarde du Nord*, ainsi qu'au niveau du Centre Régional d'Etudes, d'Actions et d'Informations en faveur des personnes en situation de vulnérabilité (CREAI du Nord), tous deux héritiers directs de l'ARSEA, n'ont malheureusement pas abouti.

Roland Assathiany au fil de sa carrière de fonctionnaire et de militant associatif a pour vertu en quelque sorte de nous donner l'occasion de renverser le regard, de défaire le mythe d'un Etat en majesté, administré par des ronds-de-cuir sans aucun état d'âme, anonymes et transposables¹⁸ ». Assathiany représente bien à cette période un type de médiateur offrant la possibilité à des initiatives originales d'éclorre grâce à une sympathie affirmée, tout en leur imposant des contrôles garantissant la « bonne » utilisation de l'argent public. Son jeu ambigu contribue à configurer une frontière toujours mouvante du permis et de l'interdit par l'institution, dont le dépassement conduit cependant à l'exclusion rapide d'un joueur excessivement intrépide. Les relations amicales entre Assathiany et Deligny signalent cette dimension du soutien institutionnel bien loin d'être réduit à la correspondance pure et simple entre les demandes de l'administration et l'offre proposée par des représentants du secteur associatif privé : « au delà de l'allocation de ressources financières (subventions, etc.), d'un soutien logistique, d'accréditations sous diverses formes, peuvent se greffer des relations personnelles, sinon même des liens d'amitié susceptibles de se nouer sur la base de "sensibilités communes" ¹⁹ ». Cet aspect de la configuration sociale liée à l'histoire singulière des ARSEA est essentiel pour saisir à la fois les conditions institutionnelles de possibilité des expérimentations pédagogiques de Deligny, leur relative précarité temporelle et *in fine* les conséquences d'une rigidification du contrôle institutionnel sur l'innovation pédagogique.

3.1.2 Les équipes de prévention de la délinquance juvénile

Une initiative pionnière

Alors que l'association régionale de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence de la région du Nord n'est pas encore créée officiellement, Fernand Deligny travaille à la conception d'un plan de prévention de la délinquance juvénile à Lille faisant figure de pionnier parmi les initiatives du genre²⁰. Comme la plupart des autres « tentatives pédagogiques » qu'il a menées, ce plan est construit dans une grande liberté d'action et d'improvisation, liée aux circonstances de la guerre et à

18. RUCHAT et VILBROD, *Roland Assathiany*, op. cit., p.170.

19. Ibid., p.179.

20. PEYRE et TÉTARD, *Des éducateurs dans la rue*, op. cit.

l'indétermination inévitable d'une expérience novatrice : « cette méthode pédagogique, pour toute empirique qu'elle soit, avait besoin de quelques appuis officiels pour exister et se concrétiser. (...) cette activité a bénéficié d'opportunités que nous appellerons "de circonstances" ; elle semble s'être "inventée" dans un creux conjoncturel, se glissant subrepticement dans un interstice institutionnel²¹ ». Son application travaille à recomposer la structure du champ de gestion de la déviance juvénile à un niveau local, même si elle ne durera pas très longtemps – les équipes de prévention à Lille ont existé entre 1942 et 1946 selon les sources. Son financement difficile est sans doute l'une des raisons de l'abandon de ce projet malgré des réussites remarquées. Tout en reprenant un objectif de réadaptation sociale de jeunes gens désorientés, les équipes de prévention doivent leur existence à la corrélation constatée tant par Deligny que par Assathiany entre la délinquance juvénile et le fait d'habiter un « quartier de taudis ». Ce dernier, s'il est considéré depuis longtemps comme un « terreau de la déviance », qu'il s'agit de contrôler pour mieux gérer la question sociale émergeant suite à l'avènement de la société industrielle²², doit désormais faire partie intégrante de l'action sociale : le phénomène de la délinquance juvénile est analysé par Deligny comme le résultat de la confrontation avec un milieu social et urbain malsain, et non plus comme la simple conséquence d'une hérédité familiale ou d'une débilité caractérielle. Résoudre la délinquance juvénile revient donc à opérer à l'intérieur du paysage urbain une transformation profonde des modes de vie et des habitudes sociales des jeunes. Dans une version radicale, cela donne dans l'un des aphorismes à la tonalité caustique de *Graine de crapule* :

Quand tu auras passé trente ans de ta vie à mettre au point de subtiles méthodes psycho-pédiatriques, médico-pédagogiques, psychanalopédotechniques, à la veille de la retraite, tu prendras une bonne charge de dynamite et tu iras discrètement te faire sauter quelques pâtés de maisons dans un quartier de taudis. Et en une seconde, tu auras fait plus de travail qu'en trente ans²³.

21. Ibid.

22. Louis CHEVALIER. *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIXe siècle*. Plon, 1958. 566 p.

23. DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit., p.143.

Concrètement, il s'agit de permettre « l'ouverture, au cœur des quartiers les plus grouillants, d'une maison qui s'efforcera d'être pour les plus pervertis des gosses de ces rues, un petit domaine d'enfance retrouvée²⁴ ». Ce local, café abandonné ou « soupe populaire désaffectée²⁵ », devra être un lieu central de rencontres dans lequel les jeunes du quartier puissent s'adonner à des occupations qu'ils ne trouvent pas dans la rue, autour des suggestions d'un ou d'une permanente entourée d'éducateurs bénévoles issues des mouvements de jeunesse (« jeunes ouvriers, étudiants, scouts »). L'une des hypothèses fondatrices de ces équipes réside dans l'adaptation de l'action des éducateurs à la structure identifiée par Deligny et Assathiany comme le modèle de regroupement de la jeunesse populaire habitant les « quartiers de taudis » : la *bande*.

Tâchons d'utiliser les bandes telles qu'elles se sont constituées, avec leur hiérarchie naturelle et proposons-leur, sans en avoir l'air (tout l'art réside dans l'amorçage!) des activités, par exemple : de la toile de bâche qui a été volée on ne sait où, apprenons-leur à en faire une tente ; avec une boîte de conserve organisons une partie de football²⁶.

Il ne s'agira pas ici de prolonger les études prenant pour objet les représentations souvent négatives associant l'image de la *bande de jeunes* à la délinquance juvénile²⁷, mais plutôt de voir comment ce phénomène est interprété pour en faire le groupement de base des équipes de prévention. D'après Henri Joubrel, un observateur faisant office de commis-voyageur des institutions de l'enfance irrégulière, la tentative des équipes s'attache à respecter un certain nombre de règles essentielles, en particulier deux « vérités fondamentales » :

La première est que la bande entend rester sous l'autorité de son chef habituel : il s'agit donc d'obtenir le concours actif de ce dernier. La

24. *Problèmes de la protection de l'enfance délinquante et en danger moral*, dossier non daté (probablement courant 1945), 27 W 38374, AD du Nord

25. Roland ASSATHIANY. « Équipes de prévention ». In : *Sauvons l'enfance* 64 (mai-juin 1946).

26. Ibid.

27. Outre les travaux pionniers de Michelle Perrot, Michelle PERROT. « Dans le Paris de la Belle Époque, les « Apaches », premières bandes de jeunes ». In : *La lettre de l'enfance et de l'adolescence* I.67 (2007), p. 71–78, on pourra consulter l'ouvrage suivant : Émile COPFERMANN. *La génération des blousons noirs: problèmes de la jeunesse française*. F. Maspero, 1962. 223 p. et pour une analyse socio-historique : Marwan MOHAMMED et Laurent MUCCHIELLI, eds. *Les bandes de jeunes: des "blousons noirs" à nos jours*. La Découverte, 2007. 404 p.

seconde règle à observer est que, sauf de rarissimes exceptions, seuls des adultes ou des jeunes gens sortis du milieu populaire réussiront à se faire admettre dans de pareilles bandes. Là, plus qu'ailleurs, la charité de la "dame d'œuvre", du "monsieur bien", de l'"étudiant distingué" risque d'aboutir à un échec. Il faut connaître l'argot, il faut se sentir à l'aise parmi les loques et dans les taudis, il faut avoir *soi-même* souffert la peine du peuple pour pouvoir "accrocher" avec ces enfants, pour avoir quelques chances de les entraîner vers des voies plus aérées et plus lumineuses. [...] Souhaitons donc qu'à côté des jeunes bourgeois qui, en majorité à l'heure actuelle, ne ménagent pas leurs forces pour sauver ces petits dévoyés, une élite ouvrière grandissante se lève et pénètre intimement la pâte des familles en péril²⁸.

Une fois le premier contact établi, il s'agit de maintenir un lien entre les jeunes et le local, en organisant des activités régulières, répondant à leurs besoins et en les incitant à participer à des mouvements de jeunesse valorisant un code moral différent de celui qui domine leurs activités habituelles. En effet, ces dernières se partagent entre trois pôles : l'école, la famille et la bande, « formant un champ de forces qui oriente les cours des trajectoires biographiques²⁹ ». Au sein de la bande règne la loi du « capital agonistique », fondé sur la force physique. Elle oriente la distribution du prestige, de l'honneur et de la reconnaissance. Les équipes de prévention utilisent les codes sociaux des « bandes » pour en faire l'ingrédient destiné à les éloigner de la rue et de la délinquance. Le travail de l'éducateur ne se limite toutefois pas à la simple organisation d'activités de loisirs dans les quartiers de taudis. Il « se préoccupera des données familiales et sociales du problème posé par chaque cas d'inadaptation sociale³⁰ ». Agissant non seulement sur l'enfant, il doit faire en sorte que les conditions qui peuvent le mener vers la délinquance se transforment. Intégrer les familles des jeunes, préparer une formation professionnelle adéquate font donc aussi partie du travail des équipes de prévention. Concernant la formation professionnelle, le groupe réuni autour de Deligny intègre à son travail

28. Henri JOUBREL et Fernand JOUBREL. *L'enfance dite "coupable"*. Paris : Bloud et Gay, 1946. 238 p., p.45.

29. MOHAMMED et MUCCHIELLI, *Les bandes de jeunes*, op. cit., p.386.

30. DELIGNY et DR, « Tapisserie de Pénélope », op. cit.

des militants syndicaux de la C.G.T. Ces derniers doivent servir de relais entre l'usine et les jeunes, et proposer des formations ouvrières favorisant leur réintégration au sein du processus productif³¹. Comme le note Jean-Marie Renouard, « la réussite de l'adaptation et de la rééducation sera de plus en plus souvent évaluée à l'aune de la participation productive des déviants³² ». Les équipes de prévention n'échappent pas à cette injonction au travail. Mieux, elles se fondent sur l'incitation à un usage du temps délaissant l'oisiveté pour défendre la réadaptation sociale par l'apprentissage d'un métier. La finalité de ce travail de prévention s'apparente donc à la réintégration à la classe ouvrière de jeunes qui s'en éloignaient par leur comportement déviant.

S'appuyer sur le mouvement scout

Toutefois, la nouveauté des équipes de prévention réside ailleurs. Comme la plupart des tentatives pédagogiques initiées par Fernand Deligny, elles s'appuient sur des mouvements de jeunesse pré-existants pour y greffer des jeunes qui en sont a priori exclus. Dans le cas des équipes de prévention, c'est le scoutisme qui sera l'ingrédient principal des méthodes de rééducation proposées aux jeunes, tant sa branche laïque que sa branche catholique. Le scoutisme se fonde d'ailleurs sur des observations analogues aux constats faits à propos des « bandes » d'enfants livrés à eux-mêmes dans les quartiers de taudis : dans un numéro spécial du journal des Eclaireurs de France consacré au plein air, Georges Bertier, prédécesseur d'Albert Châtelet comme président du mouvement, présente ainsi les observations desquelles découlent les bases du mouvement laïc :

1. La vie au grand air, au contact de la nature, plaît aux jeunes : elle affermit les énergies, développe la force du corps, la finesse des sens, l'habileté, la maîtrise de soi ;
2. Les jeunes garçons et les adolescents aspirent aux aventures ; ils sont curieux et romanesques ;

31. Le contact avec la C.G.T. doit remplir trois fonctions : « [assurer] le recrutement des cadres qui feraient un stage au centre d'observation dirigé par M. Deligny ; [aider] à l'Orientation professionnelle et au placement dans les écoles d'apprentissage des "14ans" ; [servir] d'intermédiaire pour le reclassement professionnel des "plus de 14 ans" ». *Document préparatoire*, note dactylographiée, 27 W 38374, AD Nord, Lille.

32. RENOARD, *De l'enfant coupable à l'enfant inadapté*, op. cit., p.107.

3. Ils ont besoin de gaité et d'enthousiasme pour développer tout leur être dans les conditions les plus favorables ;
4. Ils se groupent spontanément en petits clans, en "bandes", sous la direction du plus fort, du plus actif ou du plus habile... pour se livrer à leurs jeux, que ces jeux soient nobles, indifférents ou malsains ;
5. Chacun d'eux vénère en lui-même un héros, qu'il aime à suivre et à imiter ;
6. L'enfant et le jeune homme sont volontiers chevaleresques et enthousiastes ; en cultivant cet esprit chevaleresque de telle sorte qu'il inspire leurs actions, on peut obtenir des progrès moraux et sociaux considérables.

Ainsi, donnons aux jeunes un programme de vie conforme à leurs désirs instinctifs, une organisation en petits clans, sous la conduite de "chefs" et un ensemble d'institutions pimentées d'originalité ; donnons-leur des principes d'action généreuse et ardente, et, après avoir vécu une jeunesse splendide, ils deviendront des "caractères", des hommes hardis, généreux et utiles³³.

Un tel programme n'est pas si éloigné de celui des équipes de prévention, dont le personnel de permanents est constitué de nombreux représentants des associations locales de scoutisme de Lille. Ces derniers ont pu délivrer leur vision de cette expérience dans des bulletins intérieurs d'information, source de premier choix pour analyser la réception dans les milieux scouts d'une initiative dont Deligny est davantage le catalyseur que le principal acteur. Les équipes de prévention respectent un principe de non-mixité dans les locaux d'accueil, qui se retrouve dans l'investissement des groupes scouts. C'est ainsi qu'une équipe de jeunes filles du « Feu de l'Appel », dépendant de la branche catholique du mouvement, s'intéresse à cette démarche pédagogique nouvelle, associée à une forme de « scoutisme d'extension ». Les articles qu'écrivait l'une de ses membres font « entrer dans la démarche pédagogique proposée au groupe, les termes utilisés, leur symbolique, les étapes de progression pour les "Francettes" (6 à 12 ans), les "Filles de France" (12 à 14 ans), leur départ du groupe vers 14 ans pour entrer en usine, la volonté des

33. *Le Chef*, Journal des éclaireurs de France, numéro 194, février 1939.

responsables de les aider à s'insérer dans leur milieu, à respecter les valeurs du monde ouvrier³⁴ ».

Si donc il vous arrive de faire un tour du côté de Wazemmes : rue de Fombelle, un jeudi par exemple, vous verrez, dans un local surnommé "fourneau", un jociste entouré de garçons à l'allure plus ou moins louche et réputés "crapules", fumant, lisant, montant un théâtre de marionnettes, chantant. Plus loin, une Guide Aînée, responsable des filles aux Equipes de Prévention, et plus loin, dans le fond de la rue, un autre local, un groupe d'autres gosses³⁵.

Dans les faits, quatre centres fonctionnent, dans le Vieux-Lille et à Wazemmes, deux quartiers populaires de Lille dans les années 1940. Ils accueillent en tout 85 garçons et 70 filles³⁶, et doivent servir de modèles pour ouvrir de nouveaux locaux dans les autres quartiers ouvriers de Lille : de l'avis de Margot Denecker, cheftaine du Feu de l'Appel rédigeant les articles dans *Feux de France*, « la délinquance a grandement diminué dans le quartier » depuis la fondation des équipes de prévention. Dans un article intitulé *Essai de guidisme en banlieue de grande ville* et publié en mars 1946, elle insiste par ailleurs sur la formation nécessaire à la chef de troupe pour encadrer ces équipes de jeunes filles particulières. Elle doit connaître la classe ouvrière, les causes du prolétariat, la débauche, visiter des centres de jeunesse, des usines, des taudis, etc. Forte de ce savoir, elle incite ensuite les filles à s'intégrer à leur manière au mouvement scout : caractérisant le scoutisme d'extension, l'idée est de suivre les mêmes étapes que celles qu'emprunte un scout « normal ». Il faut ainsi passer par quatre étapes, symbolisant chacune une valeur scout, avant d'effectuer sa promesse, qui marque l'appartenance définitive au scoutisme : remise du foulard (esprit scout), cordelière et sifflet (franchise), cravate (dévouement), croix scoute (pureté). Il s'agit ainsi de ritualiser le passage dans un mouvement de jeunesse intégrateur, censé apporter des valeurs morales et un sens de l'honneur bien différents de ceux qui règnent supposément dans le milieu de la délinquance

34. Marie-Thérèse CHEROUTRE, « Ouvrir les portes : le scoutisme féminin », in COLL., *Le scoutisme et la rééducation dans l'immédiat après-guerre, lune de miel sans lendemain?*, op. cit., p.55.

35. *Feux de France*, juin 1945, p.19

36. Ces chiffres sont issus de documents concernant les équipes de prévention présents dans les dossiers de la préfecture du Nord, 27 W 38374, AD Nord, Lille.

juvénile.

Des difficultés révélant les dissensions au sein de l'ARSEA du Nord

Malgré leur apparent succès initial, les équipes de prévention de la délinquance juvénile se heurtent rapidement à des difficultés administratives qui en ralentissent la diffusion. Le manque de crédits explique pour une grande part l'arrêt précoce de cette expérimentation pionnière, mais découle de lenteurs administratives qui signalent les réticences d'un corps institutionnel n'osant pas soutenir une démarche en avance sur son temps. Le modèle des équipes de prévention sera en effet à partir des années 1950 incontournable pour l'ensemble du domaine de la gestion de la délinquance juvénile en France³⁷. Ces problèmes de subventionnement révèlent un blocage institutionnel empêchant la pérennisation d'une initiative ne rentrant dans aucun critère préétabli, préalable nécessaire pour obtenir le financement d'un appareil de gestion rationalisé. Ils permettent également de voir dans quelle mesure les limites opposées par la bureaucratie administrative peuvent être dépassées temporairement par l'intervention d'échelons supérieurs de la hiérarchie d'Etat.

Les conflits qui mèneront à l'arrêt des équipes de prévention se situent principalement au niveau de l'association régionale de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (ARSEA) du Nord. Cette dernière semble vouloir retarder le soutien financier pourtant assuré par le ministre de la Santé lui-même en mars 1945 : François Billoux est alors ministre de la Santé du gouvernement. Comme membre du parti communiste, il est sensible à « la participation des organisations et milieux ouvriers [qui l'ont] amené à reconsidérer le problème et à envisager une participation à son financement³⁸ ». L'affaire prend inévitablement un sens politique, dans le contexte de la Libération : le renouveau des antagonismes entre les forces politiques confessionnelles et les communistes se ressent à toutes les échelles de l'administration publique au sein de laquelle ils doivent cohabiter. L'assistante sociale responsable des équipes de prévention dénonce ainsi en juin de la même année la lenteur de la réponse de l'ARSEA à la demande de précisions qu'avait adressée François Billoux afin d'assurer leur financement exceptionnel. Elle dénonce une

37. PEYRE et TÉTARD, *Des éducateurs dans la rue*, op. cit.

38. *Lettre du ministre de la Santé publique, François Billoux au Commissaire régional de la république du Nord* datée du 26 mars 1945, 27 W 38374, AD du Nord, Lille.

« inefficacité voulue » de l'association régionale, suggérée par certains reproches de ses membres : si elle assume le manque de sens administratif des responsables du projet, elle refuse en revanche de considérer comme légitimes des éléments à coloration davantage politique – leurs « amitiés communistes » et leur « collaboration avec la C.G.T. ». Sa manière de justifier ces derniers points signale toutes les ambiguïtés d'une démarche qui, au départ, ne prend pas la teinte politique qui mènera *in fine* à l'éviction de Fernand Deligny de l'ARSEA du Nord : « Nous avons aussi bien des amitiés et sympathies dans le milieu Catholique. (...) Les équipes de Prévention ne vivent depuis le 1er décembre 1944 que grâce aux dons de grandes familles catholiques du Nord. [...] Voulant agir sur les milieux ouvriers, vous devez reconnaître qu'ils nous est impossible d'ignorer la C.G.T. En plus de notre sympathie, nous sommes obligés de travailler de plus en plus étroitement avec elle dans l'intérêt même des enfants dont nous sommes responsables³⁹ ». Confirmées par une lettre du commissaire régional à la République du département du Nord⁴⁰, les lenteurs de l'ARSEA sont les prémises d'un conflit qui signale ses réticences vis-à-vis d'une position pédagogique novatrice, revendiquant l'abandon d'un objectif de moralisation jusqu'alors considéré comme horizon indépassable par le Comité de protection de l'enfance délinquante et en danger moral.

Fernand Deligny en appelle même en novembre 1945 à l'arbitrage du ministre de la Santé afin de continuer un travail qui « tend simplement à donner à la classe ouvrière conscience de ses propres maux, pour qu'elle en vienne à bout par elle-même ». Alors qu'on vient de lui proposer d'encadrer un stage pour futurs éducateurs dans l'école nouvellement créée à Montesson⁴¹, il décline l'invitation, craignant de se retrouver écarté de la direction du centre d'observation et de triage de la région de Lille et des foyers de prévention. En effet, il tient « essentiellement à ce que rien ne vienne faire dévier une expérience qui, si elle réussit, viendra prouver que le principe de l'éducateur ouvrier peut permettre d'envisager un équi-

39. Lettre de Paulette Pottière, Assistante sociale des équipes de prévention de la délinquance juvénile de Lille à Jean Tirloy, délégué régional à la famille, 1er juin 1945, 27 W 38374, AD du Nord.

40. Réponse du Commissaire régional de la République à Lille au ministre de la Santé Publique datée du 12 juin 1945, 27 W 38374, AD du Nord, Lille.

41. Héritière de l'école Théophile-Roussel fondée par le département de la Seine en 1895, l'école de Montesson devait assurer la formation de nouveaux éducateurs après la guerre. Cf. <http://enfantsenjustice.fr/spip.php?article361>, consulté le 5 juin 2016

pement régional de rééducation efficace. Or, si l'Association régionale, avertie de [ses] projets par divers rapports, en a accepté les grandes lignes, il s'avère à la pratique que, par l'état d'esprit de ses membres, elle opère un sabotage constant et plus ou moins volontaire de l'œuvre entreprise⁴² ». Billoux envoie un émissaire pour régler le conflit en novembre, qui sera Louis Le Guillant, alors responsable des questions d'enfance délinquante au ministère de la Santé. Dans son rapport, ce dernier souligne le succès des équipes de prévention de la délinquance, et soutient même le projet de créer un « village pour enfants délinquants et pré-délinquants dans lequel ces enfants pourraient apprendre non seulement les métiers agricoles que le domaine comporte mais des métiers d'artisans et peut-être même les débuts d'un apprentissage de tissage⁴³ ». On reconnaît ici l'idée de village déjà à l'esprit de Deligny lorsqu'il travaillait à l'Institut médico-pédagogique d'Armentières. D'après le Docteur Le Guillant, ce projet ne semble pas être « une utopie irréalisable », et pourrait prendre pour modèle les initiatives analogues prises à l'étranger. Il est toutefois voué à demeurer à l'état de projet, tant les dissensions entre Fernand Deligny et l'ARSEA du Nord deviennent inconciliables. Ces dernières, si elles ont pour toile de fond des divergences d'options politiques, se manifestent d'une manière criante au cours de l'affaire du Centre d'observation et de triage de la région de Lille, dirigé par Deligny jusqu'en mai 1946.

3.2 Au centre d'observation et de triage de la région de Lille

3.2.1 Créer de nouveaux dispositifs d'accueil et d'orientation des jeunes délinquants

La loi du 27 juillet 1942 est le premier palier législatif consacrant la priorité de l'éducatif sur le répressif dans la prise en charge des mineurs délinquants. Rédi-

42. *Lettre de Fernand Deligny au Ministre de la Santé publique* datée du 14 novembre 1945, 27 W 38374, AD du Nord, Lille.

43. *Rapport rédigé par Louis Le Guillant*, après une visite des équipes de prévention et du C.O.T. de Lille (probablement du 17 au 20 novembre 1945), 27 W 38374, AD du Nord, Lille.

gée au cœur de l'Occupation, à un moment où la délinquance juvénile explose⁴⁴, elle préfigure sur bien des points l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante. Mieux, elle crée les dispositifs institutionnels qui subsisteront à la Libération pour prendre en charge les mineurs passant devant une juridiction correctionnelle. Le centre d'observation et de triage est le « pivot institutionnel » autour duquel se construit l'infrastructure destinée à instaurer « l'individualisation de l'action éducative, [reposant désormais sur] l'observation du mineur⁴⁵ ». Il est un dispositif essentiel d'un appareil judiciaire visant à rééduquer, et non seulement à infliger une peine d'enfermement, peu propice au « relèvement » des mineurs. Les objectifs poursuivis par les Centres d'observation et de triage sont exposés dans une thèse de droit publiée en 1944⁴⁶, document qui permet d'appréhender dans les détails les sources d'inspiration des réformateurs et leurs objectifs finaux : son auteur, engagée au sein du mouvement scout⁴⁷, adopte le point de vue des réformateurs pour se faire leur défenseur, et fournit ainsi une excellente source pour comprendre l'esprit porté par cette loi. Il conviendra ensuite d'évaluer l'écart entre les réalisations de Deligny au Centre d'observation et de triage de la région de Lille (C.O.T.) et les préconisations du Législateur, afin de prendre la mesure de la congruence entre sa tentative pédagogique et le dispositif institutionnel alors visé.

Les dispositions législatives créant les centres d'observation et de triage prennent place dans un temps long, selon une logique qu'il s'agit de discuter dans une perspective critique. L'œuvre de Michel Foucault semble ici être une référence incontournable, dans la mesure où il a engagé dans les années 1970 une réflexion historico-philosophique autour de la notion d'« illégalisme » et de sa transposition dans un système normé de dispositifs institutionnels caractérisant la société carcérale. Son raisonnement critique offre en outre un cadre d'analyse adéquat afin de mettre à jour les ressorts politiques et sociaux d'un projet disciplinaire nou-

44. FISHMAN, *La bataille de l'enfance*, op. cit.

45. SANCHEZ, « Les centres d'accueil et de triage de l'Éducation surveillée », op. cit.

46. Geneviève MAZO. « Le centre d'observation et la loi du 27 juillet 1942 relative à l'enfance délinquante ». Thèse de doctorat. Université de Paris. Faculté de droit et des sciences économiques, 1944. 215 p.

47. Elle a fait partie des Guides de France. Cf. Marie-Thérèse CHEROUTRE, « Ouvrir les portes : le scoutisme féminin », in COLL., *Le scoutisme et la rééducation dans l'immédiat après-guerre, lune de miel sans lendemain?*, op. cit., p.55.

veau, fondé sur l'examen méticuleux de la personnalité des délinquants. Il se fonde cependant avant tout sur une analyse des discours, et est peu attentif à la réalisation concrète des dispositifs qu'il s'attache à étudier, et à leur incarnation par des hommes en chair et en os. Il semble que l'esprit de la loi du 27 juillet 1942 s'inscrit pleinement dans l'instauration d'une « discipline » au sens de Foucault, prélevant un savoir sur les individus qui devient source de pouvoir au service des institutions coercitives mandatées par l'Etat. D'après lui, « le succès du pouvoir disciplinaire tient sans doute à l'usage d'instruments simples : le regard hiérarchique, la sanction normalisatrice et leur combinaison dans une procédure qui lui est spécifique, l'examen⁴⁸ ». Ces procédures se situent au cœur des objectifs poursuivis par les Centres d'observation, construits autour de l'exigence de connaissance individuelle des mineurs délinquants. Ils opèrent une forme d'examen extrêmement approfondie et individualisante qui doit être le préalable à toute rééducation et *in fine* à toute réadaptation sociale. Il faut pour saisir la réalité de cet *examen* prendre en compte toutes ces *techniques documentaires*, « petites techniques de notation, d'enregistrement, de constitution de dossiers, de mise en colonnes et en tableaux » qui conduisent à « faire de chaque individu un "cas" : un cas qui tout à la fois constitue un objet pour une connaissance et une prise pour un pouvoir⁴⁹ ».

La loi du 27 juillet 1942 part du constat, somme toute assez classique, des limites de la solution pénitentiaire pour « empêcher le retour du délit⁵⁰ », en bref pour prévenir la récidive. Ce problème est intimement lié à la question de la rééducation, qui suppose d'abandonner l'exclusivité du répressif pour introduire dans les institutions du ministère de la Justice une dimension éducative. Seulement, « l'élément premier de toute rééducation est la connaissance approfondie du sujet », qui doit être assurée par le centre d'observation et de triage, « où seront examinés de façon méthodique et approfondie tous les enfants faisant l'objet d'une poursuite en justice⁵¹ ». Cet organisme nouveau ne naît pas dans une improvisation totale : il s'inspire de créations analogues entreprises à l'étranger, en particulier des institutions créées en Belgique et aux Etats-Unis à partir du début

48. FOUCAULT, *Surveiller et punir*, op. cit., p.172.

49. Ibid., p.193.

50. MAZO, « Le centre d'observation et la loi du 27 juillet 1942 relative à l'enfance délinquante », op. cit., p.6.

51. Ibid., p.8.

du XX^{ème} siècle⁵². L'avance de la Belgique dans ce secteur est soulignée, et sera développée en poursuivant l'exposé des méthodes utilisées au centre d'observation de Moll, créé dès l'année 1913 près de la frontière belgo-néerlandaise. En ce sens, le centre d'observation devient « l'institution capitale pour l'enfance coupable », faisant définitivement passer la rééducation de la délinquance juvénile de la théorie à la pratique. Pour ce faire, il met en place un certain nombre de moyens d'observation constituant l'appareil d'un examen, au sens de Foucault : « tests psychotechniques, examen psychiatrique, enquête sociale, mais aussi observation libre » font partie de cet arsenal de techniques d'écriture visant à transposer dans un système de notation rationalisé des comportements, des attitudes, en bref un caractère. L'observation libre, tient dans ce contexte un rôle singulier : « l'observation du comportement habituel de l'enfant, de ses réactions au jeu, au travail, dans un milieu de vie plus normal qu'un laboratoire de psycho-technique est la meilleure garantie de la valeur des tests⁵³ ». Les réalisations de Fernand Deligny à Lille, loin d'être en dissidence avec ces principes, semblent bien s'apparenter à un modèle du genre, malgré quelques originalités qui conduiront à sa fermeture.

3.2.2 Le C.O.T. de Lille : un modèle ?

Pour mesurer l'écart entre l'idéal porté par la thèse de Geneviève Mazo, et la réalité du centre d'observation dirigé par Fernand Deligny à Lille, on peut mettre en parallèle les préconisations de cette première source avec le bilan tiré par Deligny de son expérience dans les *Vagabonds efficaces*⁵⁴. Cet ouvrage présente en détail le

52. Geneviève Mazo fait alors référence à des documents qui pourraient servir de source pour étudier l'importation de ces modèles au cœur des dispositifs français : il s'agit de rapports présentés à la Société des Nations au sujet des « Services auxiliaires des tribunaux pour enfants », Genève, 1943 ; des « Institutions pour enfants dévoyés et délinquants », Genève, 1934 ; et de l'enquête menée par Melle Chaptal sur « l'enfance en danger moral », Genève, 1934

53. MAZO, « Le centre d'observation et la loi du 27 juillet 1942 relative à l'enfance délinquante », op. cit., p.83.

54. Le projet et le style des *Vagabonds efficaces* sont à rapprocher de ceux d'Henri Joubrel, documentant les initiatives mettant en valeur l'importation du scoutisme dans le secteur de la rééducation : à mi-chemin entre reportage et roman, l'ouvrage est parsemé de dialogues avec les mineurs ajoutant à l'effet de réel escompté, et raconte des itinéraires individuels semi-fictifs. JOUBREL, *Ker-Goat*, op. cit. ; Mathias GARDET et Yvonne LE GOÏC, « Les enfants perdus et le scoutisme de Ker-Goat », in COLL., *Le scoutisme et la rééducation dans l'immédiat après-guerre, lune de miel sans lendemain?*, op. cit., pp.165-182

fonctionnement du Centre d'observation de Lille, tout en dénotant les intentions de son auteur quant aux objectifs de réadaptation sociale visés par ce dispositif. Les similitudes entre les deux sont parfois frappantes, seul le style diffère entre les deux documents. Par exemple, lorsqu'il s'agit de défendre l'existence d'un cadre « normal propice » à des observations de qualité, les deux auteurs recourent aux mêmes images, et adoptent la même structure démonstrative :

Si le véritable critère de l'amendabilité du sujet réside dans ses facultés d'adaptation sociale, il n'est pas douteux qu'il faille pour les déceler, le voir vivre dans un cadre aussi proche que possible de la vie normale, et que devra fournir le Centre. Cellules de maison d'arrêt ou salles d'hôpital sont évidemment des lieux bien peu propices pour l'appréciation du comportement habituel de l'enfant. Ce qu'il s'agit de voir, c'est, selon le mot du Docteur Dublineau, "le film-vie projeté sur l'écran", ce sont les réactions de l'enfant au jeu, au travail intellectuel ou manuel, aux différents moments apparemment insignifiants de la vie quotidienne, dans un milieu qu'il modifie et par lequel il est modifié à son tour⁵⁵.

Si le centre d'observation est une caserne, on y verra les possibilités d'adaptation des garçons à la vie de soldat. Si c'est un camp scout, on y verra leurs aptitudes à la lecture des signes de piste, leur réceptivité présente au code de l'honneur, leur goût pour la vie en équipe. Si c'est une prison, on les verra prisonniers. Si c'est un laboratoire, on les verra cobayes. Si c'est quelque chose comme une courée de faubourg, on les verra (les parents étant proches et les retours à la maison aussi fréquents que possible) à peu près tels qu'ils sont à l'habitude. [...] Nous voilà pourvus d'une ample moisson d'"observations" dont aucune, bien sûr, ne comporte de jugement ou d'adjectif qualificatif. Les faits sont notés : circonstance-réaction (forme, violence, durée, etc.). La "paie" nous permet de faire un graphique individuel où s'enregistrent la somme gagnée et le type d'activité où cet argent a été gagné. Les performances, la durée d'accrochage aux activités "gratuites" sont inscrites avec leur

55. MAZO, « Le centre d'observation et la loi du 27 juillet 1942 relative à l'enfance délinquante », op. cit., p.95.

trace quand c'est possible (dessin, par exemple)⁵⁶.

La moisson d'observations objectives dont se prévaut Deligny fait bien partie de ces *techniques documentaires* isolées par Michel Foucault pour indiquer l'émergence d'un pouvoir disciplinaire s'exerçant sur les corps : même s'il milite contre la dimension moralisatrice des institutions contre lesquelles il prend implicitement position, ses pratiques introduisent un nouveau rapport à la gestion de la délinquance juvénile. Individualisée, fondée sur l'analyse d'un corpus riche en observations de tout type, cette connaissance devient la base d'un modèle disciplinaire nouveau : « le médecin spécialiste de neuro-psychiatrie infantile, l'assistante sociale qui s'est informée dans le milieu habituel de l'observé, le premier éducateur du centre régissent ensemble la conclusion d'observations et le pronostic de réadaptation sociale destiné à l'organisme qui est à l'origine de la mise en observation⁵⁷ ». Les recherches d'archives effectuées au sein de l'Institut Deligny, lointain héritier du Centre d'Observation et de triage dirigé par Deligny, ont mené à la découverte de quelques bribes de dossiers d'enfants, qui ne permettent malheureusement pas d'effectuer d'étude approfondie : parcellaires, ils ne constituent pas une source suffisamment fiable afin d'être exploitée. On reproduit néanmoins un exemple d'enquête sociale menée auprès de l'un des mineurs pris en charge par le C.O.T., dont la lecture pourra être complétée par les autres documents reproduits en annexe.

L'un des outils principaux de l'historien réside dans la comparaison : le bilan rédigé par Geneviève Mazo à propos du centre d'observation de Moll, considéré comme un modèle du genre, confronté aux affirmations de Deligny dans les *Vagabonds efficaces* révèle la correspondance entre ces deux institutions, interrogeant sur la dimension exemplaire des expérimentations de Deligny. Les méthodes d'investigation du premier font intervenir une multitude de tests « les plus variés, et les plus nouveaux : tests intellectuels, psychomoteurs, sensoriels, caractériels, etc.⁵⁸ ». L'observation directe y est quant à elle séparée en deux phases : le temps de se remettre de son arrestation, le mineur est d'ores et déjà observé. Pendant cette « période de recueillement, (...) l'enfant [est] absolument libre de faire ce qu'il

56. DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit., p.177.

57. Ibid., p.178.

58. MAZO, « Le centre d'observation et la loi du 27 juillet 1942 relative à l'enfance délinquante », op. cit., p.108.

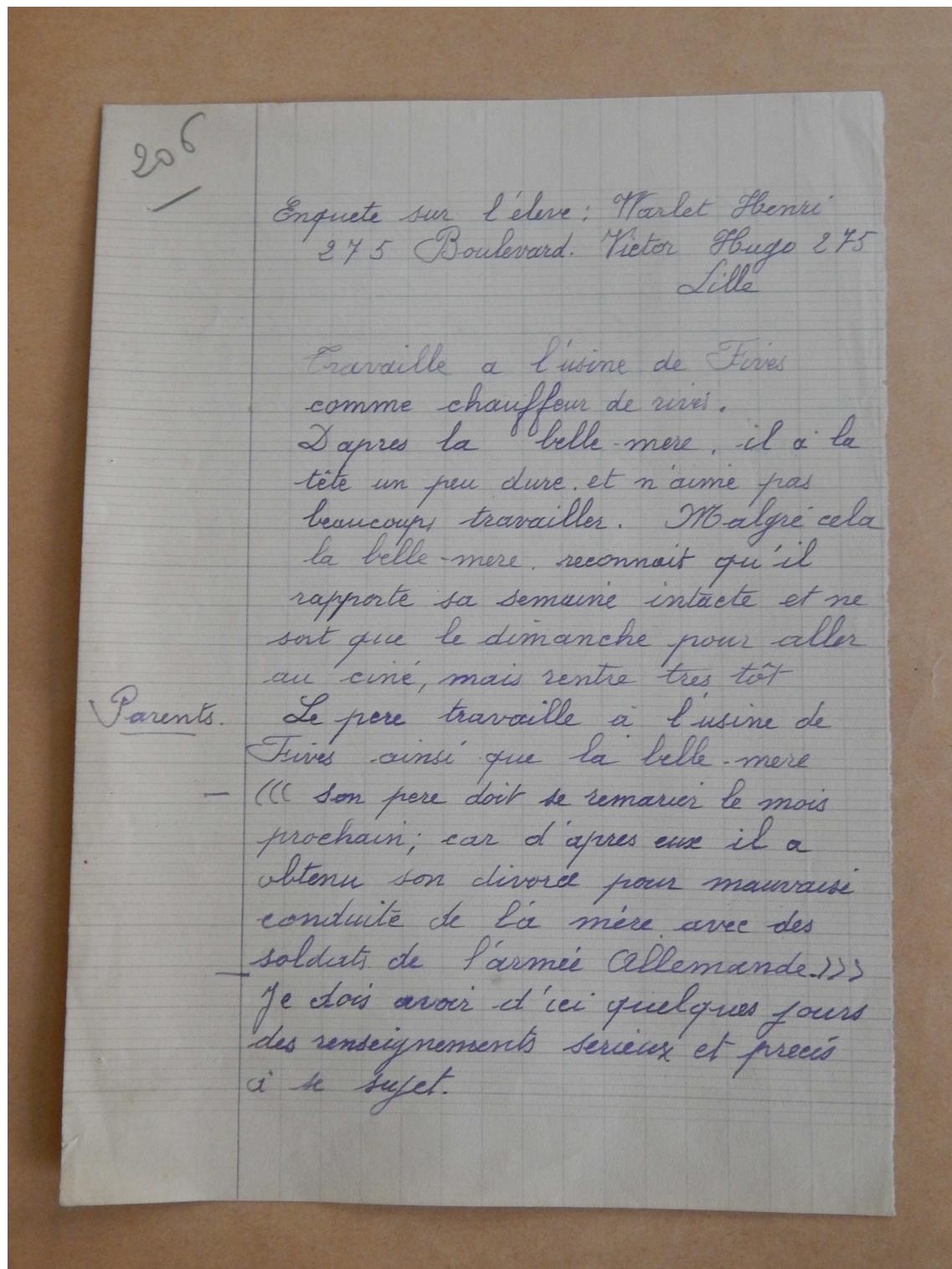


FIGURE 3.1 – Un exemple d'enquête sociale menée au Centre d'Observation et de Triage de la région de Lille.

veut ; du papier, de l'encre, des livres, des crayons de couleur sont mis à sa disposition, et c'est déjà fructueux de juger s'il les utilise, et à quelle fin ». Ensuite, il s'intègre à la vie collective du centre, déterminée par un programme alternant enseignement, travaux manuels, et une gymnastique « conçue non pas comme une méthode d'"éducation physique" mais comme un moyen supplémentaire de connaître l'élève (harmonie des mouvements, rapidité des réflexes, etc.) ». La réussite du centre belge réside d'après Geneviève Mazo dans son cadre attrayant, à l'introduction de « méthodes actives » d'éducation, et par l'incitation à soumettre l'enfant à une discipline librement consentie, contrastant avec des méthodes répressives fondées sur un appareil strict de sanctions. Toutes ces dispositions sont à comparer avec celles mises en place au C.O.T., que l'on peut appréhender grâce à la description que fait Deligny du parcours d'un mineur entrant dans son centre :

L'entrant, une fois délivré des menottes et de sa crainte d'être conduit en prison, après un contact très rapide avec l'éducateur présent au bureau, est conduit dans une chambre d'accueil en passant par la douche et la lingerie. A l'accueil il est reçu par un garçon et par une fille. Le garçon est un "grand" du centre, observé, mais qui doit rester là par manque de support extérieur et prépare, par exemple, un examen quelconque. La fille est une éducatrice jeune, maîtresse d'elle-même et un tantinet psychotechnicienne.

Dans les chambres d'accueil, tout ce qui peut servir à provoquer les premières "traces" attend sur les tables. Papier à lettres, livres, papier à dessin et gouaches, boîtes de modèles réduits à construire, petites monographies de tous les métiers, matériel très varié de bricolage. Aux murs des photographies, souvenirs de toutes les "aventures" (sportives ou autres) vécues par des "passagers" du centre. Dès qu'il en manifeste le désir et s'il n'y a pas, par ailleurs, de trop violentes contre-indications, il prend part à la vie collective.

[...] Dès le matin, une gamme aussi variée que possible d'activités est proposée pendant le petit déjeuner et chacun s'inscrit pour celle qu'il choisit. Jardinage, atelier, entretien, cuisine, sont les grands titres des activités rémunérées, mais rémunérées au rendement, aux pièces, suivant un tarif minutieusement établi et très clair.

Chaque occupation a pour organisateur un éducateur qui cherche à y in-

corporel tout ce qui est susceptible de révéler des troubles (par exemple : la méthode Hébert est compliquée d'équilibres prolongés, de station sur une boule, de sauts étagés, de marche les yeux bandés, etc., les jeux d'intérieur recherchent le sens du rythme, l'adresse des deux mains, etc.).

Les activités "gratuites", sport, étude, jeux, arts décoratifs, dramatiques, journalisme, etc., sont proposées avec les premières. (...) A dix huit heures, le centre "s'ouvre" à tous les amis de l'extérieur. Familles, militants ouvriers, représentants de toutes les religions, ajistes, étudiantes et étudiants, amateurs de pittoresque humain, sont conviés à passer quelques heures avec nos passagers. Jeux, causeries, chants, concerts, jeux dramatiques, travaux, naissent en désordre de ces rencontres. L'heure du coucher est laissée à l'envie de chacun. Les éducateurs présents participent et "enregistrent".

[...] Les garçons sont payés à la fin de la semaine. Ils louent leur chambre, leurs habits de travail, leur repas, mais cette redevance n'est jamais retenue sur leur paie. Ils doivent, à d'autres guichets, acheter des tickets de repas, de chambre, d'habits. Ceux qui ne peuvent pas payer ces tickets touchent des bons d'assistance qui leur donnent droit au même "nécessaire" que les autres. Il s'endettent, voilà tout, et risquent de prolonger leur séjour.

Malgré l'artifice des conditions de vie au centre, il s'agit bien d'un programme de réadaptation sociale présentant tous les aspects d'un projet disciplinaire fondé sur l'intériorisation de normes, et sur la production d'un corpus documentaire détaillant le comportement quotidien des mineurs accueillis. Certains documents retrouvés au hasard des archives du C.O.T. se présentent d'ailleurs sous la forme d'un calendrier, sur lequel étaient notées les évènements de chaque journée pendant une semaine, permettant de retracer l'évolution d'un *cas* dans le temps⁵⁹. Le rapport entretenu par les permanents du centre à la discipline mérite également un commentaire : il s'agit sans doute là d'une des originalités de l'organisation interne au C.O.T., qui contraste avec les autres centres tant français qu'étrangers. Deligny poursuit sa position d'abandon de toute sanction, et de toute récompense, son équivalent positif, position déjà prise à l'Institut médico-pédagogique d'Armentières. Il incite ainsi les enfants à apprendre une « morale "active" et non simplement prè-

59. On reproduit l'un de ces documents en annexe. Il relève toutes les manières de se lever d'un pupille pendant une semaine entière.

chée⁶⁰ », susceptible de continuer à guider leurs actions après leur sortie du centre. Pour cela, il fait notamment appel à un répertoire de techniques scoutes, tout en étant prudent à leur égard : elles ne doivent pas devenir des réflexes automatiques, et conduire à une mystique peu propice à l'efficacité de la tentative de réadaptation sociale.

3.2.3 Observer, tester, analyser : l'importation partielle d'un savoir psychologique

Inévitablement, la création des centres d'observation à partir du milieu des années 1940 crée un appel d'air pour importer des méthodes nouvelles de prélèvement du savoir sur les mineurs délinquants. Ce rôle sera joué par trois disciplines à prétention scientifique connexes, à savoir la psychologie, la psychanalyse et la psychiatrie⁶¹. Ces « sciences du psychisme » se mettent au service d'une intervention sociale d'un nouveau genre, inaugurant une alliance inédite entre savoir et pouvoir. En effet, les *sciences humaines* s'appuient depuis leur avènement sur l'observation des phénomènes sociaux, pour ensuite les classer, les analyser et les théoriser⁶² ; elles prétendent adopter ainsi un point de vue extérieur visant la compréhension et l'explication de leur objet. En revanche, les *sciences sociales* « visent à l'intervention, la régulation, l'efficacité, la prévision, l'"utilité"⁶³ ». Gérard Leclerc reprend ici une distinction éclairante opérée par Claude Lévi-Strauss entre sciences humaines et sciences sociales, qu'il prolonge en qualifiant ce type de sciences sociales de « technologies sociales ». Ces dernières articulent les informations qu'elles prélèvent sur leur objet de recherche à une exigence de gestion et de contrôle social. Elles sont à ce titre des alliés de premier choix dans la mise en place des centres d'observation à partir de 1942, permettant à la fois de rationaliser la gestion de la

60. MAZO, « Le centre d'observation et la loi du 27 juillet 1942 relative à l'enfance délinquante », op. cit., p.153.

61. Ludivine BANTIGNY. « Sciences du psychisme et centres d'observation en France dans les années cinquante ». In : *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*. *Le Temps de l'histoire* (Numéro 6 15 nov. 2004), p. 93–119.

62. Michel FOUCAULT. *Les mots et les choses: une archéologie des sciences humaines*. Gallimard, 1966. 400 p.

63. Gérard LECLERC. *L'observation de l'homme: une histoire des enquêtes sociales*. Éd. du Seuil, 1979. 362 p., p.13.

délinquance juvénile, et de fournir un cadre épistémologique valable à destination de ses acteurs de terrain. Geneviève Mazo ne préconise-t-elle pas dans sa thèse un « pur esprit de recherche, dénué de toute idée répressive ou correctrice » ? Mieux, elle milite pour que les éducateurs et leurs collaborateurs mènent ces recherches « dans l'esprit scientifique du chimiste chargé d'analyser un produit composé⁶⁴ ». La métaphore indique la valorisation à l'extrême du désir de *connaissance objective* qui doit inspirer les observateurs. Fernand Deligny n'échappe pas à cet idéal, pour plusieurs raisons : passionné par la psychologie lors de ses études universitaires, il utilise volontiers les conclusions de cette discipline pour asseoir ses tentatives pédagogiques sur un socle scientifique. Il cite ainsi longuement dans les *Vagabonds efficaces* les développements qu'Henri Wallon consacre à la formation du caractère chez l'enfant⁶⁵. D'autre part, il ne se prive pas des tests de psychologie pour mieux cerner la personnalité des mineurs qui lui sont envoyés⁶⁶, malgré les incertitudes liées à leur interprétation.

Les tests figurent au cœur des méthodes employées par les psychologues afin de classer et de caractériser les individus. Ils illustrent la dimension la plus positiviste de cette discipline, par le parallèle qu'ils instaurent implicitement avec les expériences de laboratoire traditionnelles dans les sciences physiques et naturelles. Leur création est concomitante d'un projet d'utilisation de la psychologie à des fins sociales, en particulier dans le domaine pédagogique. C'est par exemple le cas pour le test dit de *Binet-Simon*, du nom de deux médecins de la fin du XIX^{ème} siècle. Utilisé par Deligny au C.O.T., il est l'un des vecteurs d'une « expansion considérable du recours à la "psychométrie", à la mesure par des tests de tout un ensemble, très varié, d'aptitudes ou de caractéristiques, menant à représenter un individu par un *profil*, différent de celui d'un autre individu, et à l'orienter dans les institutions scolaires ou professionnelles⁶⁷ ». Ces appareils de mesure ont accompagné le développement d'une branche à part entière de la psychologie, se spécialisant dans l'étude de l'enfant. Toutefois, ces outils sophistiqués sont loin

64. MAZO, « Le centre d'observation et la loi du 27 juillet 1942 relative à l'enfance délinquante », op. cit., p.152.

65. DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit., p.175.

66. On a pu retrouver des exemplaires de tests parmi les dossiers d'enfants présents à l'Institut Deligny, à Lambersart.

67. Françoise PAROT et Marc RICHELLE. *Introduction à la psychologie: histoire et méthodes*. Presses universitaires de France, 2013 [1992]. 443 p., p.169.

d'avoir une fiabilité définitive ; les experts de neuro-psychiatrie infantile constatent eux aussi leurs limites, et les difficultés imposées par leur interprétation⁶⁸. Deligny lui aussi entretient un rapport prudent à cette méthode, ou plutôt à l'usage qui peut en être fait par des observateurs peu scrupuleux : Louis Le Guillant expose d'ailleurs sa pensée sur le plan doctrinal en citant la phrase suivante. « Il y a ceux qui disent : montre-moi ton Rorschach, je te dirai qui tu es⁶⁹ ». Les principaux commentateurs de Deligny ont retenu de cette affirmation sarcastique son rejet plus ou moins radical de la psychologie pour privilégier une approche davantage centrée sur l'observation directe. En réalité, son rapport aux tests psychologiques est plus complexe, et se situe par rapport à son histoire personnelle. Une lettre qu'il a envoyée à Henri Wallon, qu'il considérait comme un maître⁷⁰, fournit un éclairage nuancé sur sa position :

Lorsque j'ai ouvert le Centre d'Observation de Lille (1945), j'ai voulu que la plus belle pièce de l'immeuble soit réservée aux tests. Souvent, j'y allais travailler : Binet-Simon, cubes de Kohs, Portéus, etc...etc... . Je ne suis pas arrivé à saisir ce qu'il y avait à "saisir". J'ai fait faire, en argile et en plâtre, un village ou, plutôt, les environs d'une grande ville. Des figurines de plâtre permettaient aux gosses de se situer (usines, rivière, cinéma, jardins, etc...) et de situer "les autres" (copains, famille, etc...etc...). J'ai essayé de mettre au point une courbe de comportement qui, par ses "clochers", devait alerter et renseigner l'éducateur et le médecin comme un graphique de fièvre. Tout ça, bien sûr, était du bricolage relevant plus du concours Lépine que du Laboratoire.

Mon ignorance relève donc de l'oubli volontaire car cet ordre de connaissances et de pratiques m'a fait tourner en rond et chercher des solutions pédagogiques simplistes. Lorsque je m'en prends à la psychologie, je m'en prends à ce par quoi elle ressemble à l'astrologie. C'est envers cette psychologie-là que j'ai un parti-pris d'ignorance⁷¹

68. BANTIGNY, « Sciences du psychisme et centres d'observation en France dans les années cinquante », op. cit.

69. DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit., p.406.

70. *Témoignage d'Huguette Dumoulin*, tapuscrit, dernière version datée du 5 juin 2007, Archives de la Grande Cordée, fonds privé.

71. *Lettre de Deligny à Henri Wallon* datée du 3 avril 1957, Archives de la Grande Cordée,

On est loin de la critique véhémement des tests comme instrument du pouvoir que certains de ses exégètes et Deligny lui-même développeront à partir des années 1970⁷² : ici comme ailleurs, le regard rétrospectif instaure un voile qui empêche de saisir les enjeux d'un présent encore dominé par un relatif conformisme. Toujours est-il que l'observation des mineurs par Deligny et les moniteurs du centre de Lille semble être un modèle du genre : ils ont sans doute rédigé leurs conclusions à propos des enfants en improvisant une bonne partie de leurs méthodes d'observation, et en tirant parti des circonstances. Les talents d'écriture de Deligny se conjuguent avec ses talents d'observateur et de descripteur, à l'instar des grands psychiatres et neurologues du XIX^{ème} siècle, « singulièrement démunis, face à l'objet peut-être le plus déroutant qui se puisse présenter à nos yeux, tant d'outils simplificateurs (...) que de systèmes théoriques dans lesquels on se réfugie aujourd'hui complaisamment⁷³ ». Le programme des journées au centre d'observation de Lille, tel que présenté *supra*, demeure le support d'une activité intense de notation qui doit conduire à élaborer pour chaque enfant un projet de réadaptation sociale individualisé.

3.2.4 La réadaptation sociale par le travail

En réalité, la plus grande originalité de Deligny dans son expérience comme directeur pédagogique du Centre d'Observation et de Triage de la région de Lille réside dans les choix qu'il opère pour recruter le personnel qui l'accompagne. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui lui vaudra en mai 1946 son éviction par l'Association régionale de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, organisme avec lequel il entretient comme on l'a vu des rapports tendus dès le milieu de l'année 1945. Après avoir laissé de côté des moniteurs « sous-produits des modes d'éducation bourgeois⁷⁴ », il fait le pari d'engager des hommes issus du même milieu que les enfants, fils d'ouvriers pour la grande majorité. L'idée, analogue à celle défendue par les équipes de prévention de la délinquance, est à la fois de préparer au plus

fonds privé.

72. On pense en particulier aux travaux menés par les groupes du centre d'études, de recherches et de formation institutionnelles (CERFI), publiés dans la revue *Recherches*. Deligny occupera trois numéros de cette revue avec ses *Cahiers de l'immuable*. DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit.

73. PAROT et RICHELLE, *Introduction à la psychologie*, op. cit., p.239.

74. DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit., p.173.

tôt la future réadaptation sociale des enfants, et d'échapper aux réflexes moralisateurs ou autoritaires d'usage parmi la plupart des éducateurs issus des écoles ou des stages, selon Deligny. C'est ainsi que le moniteur-chef « ancien ouvrier textile et qui a quelques années d'institut médico-pédagogique, de méthode Hébert, de football et de gymnastique derrière lui, tient, seul, la baraque sur les épaules⁷⁵ ». L'introduction de l'éducation physique au cœur du centre indique certes un programme de discipline des corps. La « méthode naturelle » préconisée par Hébert se caractérise toutefois par sa souplesse, et par une conception globale de l'activité physique : elle abandonne les conceptions militaristes imprégnant l'enseignement sportif pour leur substituer des pratiques développant les aptitudes de chacun pour répondre aux sollicitations de son environnement⁷⁶.

Le recrutement d'ouvriers au centre ne manque pas de gêner les responsables administratifs d'un secteur qui commence à se professionnaliser, par l'extension de la formule des stages et par la création d'écoles d'éducateurs : face à l'institutionnalisation de la profession d'éducateur – passant par l'obtention de diplômes, et non plus grâce à une expérience acquise « sur le tas » –, la présence de moniteurs ouvriers au C.O.T. agace les membres du conseil d'administration de l'ARSEA du Nord, qui demandent à Deligny et à son équipe de justifier cette mesure. La réponse vient précisément du moniteur-chef, qui reprend dans ses grandes lignes l'argumentation de Deligny pour défendre l'embauche d'ouvriers au centre d'observation : il constate la médiocrité des « intellectuels » et des « prêtres » comme observateurs, et dénonce leurs conceptions excessivement éloignées des nécessités immédiates du milieu ouvrier.

Ces hommes ont-ils vécu dans des quartiers où les taudis abritent des familles vivant dans une promiscuité abjecte ? Ont-ils, en dehors de l'éthylisme mondain, cotoyé des pères de famille saouls jusqu'au délire et la violence ? Ont-ils mis à nu les intrigues journalières qui se trament à l'usine, au chantier ? Ont-ils pu saisir l'âpreté de cette lutte pour la vie ? Pour cette vie qui hargneusement rejette l'enfant sans lui laisser

75. Ibid., p. 172.

76. Georges HÉBERT. *Le sport contre l'éducation physique*. Vuibert, 1925. 135 p. ; pour une analyse : Jacques DEFRANCE, « La méthode naturelle et l'éducation physique de Georges Hébert », in COLL., *Le scoutisme et la rééducation dans l'immédiat après-guerre, lune de miel sans lendemain?*, op. cit. ; PALLUAU, *La fabrique des pédagogues*, op. cit.

comme aux gosses de la bourgeoisie, une chance de s'encaster dans l'édifice social ? Evidemment non : aussi ont-ils l'habitude de voir l'élève extirpé de son milieu. De là à le considérer comme un cas pathologique il n'y a qu'un pas et ce pas coûte cher s'il mène l'enfant à l'hospice ; de là à entreprendre des cours de morale il n'y a qu'un pas et ces cours ne servent à rien ⁷⁷.

La conclusion logique mène à la solution du recrutement à la sortie de l'usine d'ouvriers intéressés par la rééducation de jeunes délinquants, suivi par un stage de formation d'un mois. L'absence des dossiers individuels relatifs à la période de direction du C.O.T. par Deligny empêche malheureusement d'évaluer dans quelle mesure l'apprentissage de savoir-faire, et la proximité de moniteurs ouvriers a eu une influence sur le futur des jeunes pris en charge. Même si l'on dispose du compte-rendu de la réunion du conseil d'administration qui conduit à éloigner définitivement Fernand Deligny de la direction du C.O.T., peu d'informations fiables sont disponibles pour confirmer les affirmations des parties en présence dans le conflit opposant le conseil d'administration de l'ARSEA du Nord et l'équipe du centre. On ne peut que constater l'existence de mauvaises relations entre le « service pédagogique » et le « service administratif », autour notamment du renvoi d'un membre du personnel sur vote des autres moniteurs. La méthode est critiquée par Jean Tirloy, n'admettant pas que « des décisions soient prises à la place de l'Association Régionale ⁷⁸ ». Les compétences de Deligny en matière d'observation ne sont pourtant « pas mises en doute, mais il faut administrer, il faut donc nommer un Directeur ». C'est donc autour de problèmes administratifs que se termine officiellement la courte existence du centre d'observation et de triage de Lille, sous la direction de Fernand Deligny. Ces tensions révèlent cependant, au delà de leur dimension institutionnelle, l'intensité des luttes internes au champ de gestion de la déviance juvénile, et ce à une échelle régionale. Les enjeux de ces luttes peuvent néanmoins prendre une ampleur supplémentaire, dès lors qu'ils sont portés dans l'espace public. La campagne de presse menée par Deligny peu

77. *Exposé sur le choix et le recrutement des moniteurs du COT de la Région de Lille*, envoyé le 13 août 1945 au commissariat régional de la République par Monsieur Demolin, Moniteur chef au centre d'observation, 27 W 38374, AD du Nord.

78. *Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration*, ARSEA du Nord, 10 avril 1946, 138 W 63343, AD du Nord, Lille.

de temps auparavant illustre précisément ce point.

3.3 Dans les journaux

3.3.1 Politiser l'enfance maltraitée

Lorsque Fernand Deligny lance en accord avec André Simœns, rédacteur en chef de *Liberté*, quotidien régional du Parti communiste du Nord, une campagne de presse intitulée « Avec les gosses, Liberté... », il est encore directeur pédagogique du Centre d'Observation et de Triage de la région de Lille, sous le contrôle de l'association régionale de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence du Nord. Elle se déroule certes pendant une période relativement courte – le premier article date du 18 février 1945, tandis que le dernier paraîtra un mois plus tard ; elle s'inscrit néanmoins pleinement dans l'histoire longue de la médiatisation et de la politisation de l'enfance maltraitée. Cette histoire s'est développée à partir des travaux fondateurs en histoire des mentalités de Philippe Ariès sur l'enfance à l'époque moderne⁷⁹, pour produire par la suite des travaux davantage spécialisés⁸⁰. Mettant l'accent sur les représentations associées à l'enfance, et aux méthodes d'éducation familiale, elle révèle aussi les clivages proprement politiques dénotant les principes fondamentaux défendus par les différentes familles politiques : si aujourd'hui on parle volontiers de « maltraitance » dans un sens très général, la notion d'enfance maltraitée indique quant à elle implicitement un rôle de protection dévolu à la société, et donc à l'Etat⁸¹. Son apparition au sein du débat public est concomitante avec le développement d'une presse d'opinion de masse à la fin du XIX^{ème} siècle, inaugurant la catégorie du fait divers comme produit d'appel journalistique⁸². Les enfants battus, violés, ou subissant toute forme de mauvais traitement, res-

79. Philippe ARIÈS. *L'enfant et la vie familiale sous l'ancien régime*. Plon, 1960. 503 p.

80. Catherine ROLLET et Alain GIRARD. *La politique à l'égard de la petite enfance sous la III^e République*. 2 t. Institut national d'études démographiques : Presses universitaires de France, 1990. 677 p. ; Michel CHAUVIÈRE, Pierre LENOËL et Éric PIERRE, eds. *Protéger l'enfant: raison juridique et pratiques socio-judiciaires XIX^e-XX^e siècles*. Rennes, France : Presses universitaires de Rennes, 1996. 183 p. ISBN : 978-2-86847-183-3

81. Gérard NOIRIEL. « De l'enfance maltraitée à la maltraitance. Un nouvel enjeu pour la recherche historique ». In : *Genèses* 60.3 (2005), p. 154-167.

82. Dans un autre registre, Gérard Noiriel a analysé l'essor de cette « logique du fait divers » : Gérard NOIRIEL. *Le massacre des Italiens: Aigues-Mortes, 17 août 1893*. Fayard, 2010. 294 p.

surgissent régulièrement dans les pages des journaux, et attisent la curiosité, si ce n'est une fascination perverse pour des pratiques marginales. D'une manière plus générale, l'enfance maltraitée figure au cœur des débats animant la III^{ème} République naissante, orientés selon une logique clivante entre conservateurs et républicains toujours d'après Gérard Noiriel. Tandis que les premiers considèrent la famille comme le pilier fondamental de l'ordre social, les seconds font de la remise en cause de la toute puissance du père de famille un combat contre l'ordre ancien. Les solutions défendues par l'un et l'autre camp politique s'en ressentent ainsi fortement : les premiers préconisent une attitude répressive et invitent à créer des dispositifs moralisant les classes populaires – les institutions de redressement de type patronage catholique sont au cœur d'un tel programme –, alors que les seconds militent pour que l'Etat prenne en charge les enfants maltraités et affirme ainsi la primauté des droits de l'individu (c'est-à-dire de l'enfant) sur ceux de la famille. Dans cette perspective toutefois, les mauvais traitements sont infligés par la famille la plupart du temps, et la solution tant conservatrice que républicaine réside dans la prise en charge par une institution de rééducation extérieure de l'enfant. Les mauvais traitements au cœur même de ces institutions sont donc un autre aspect de la question, et la publicité créée dans les années 1930 autour du scandale des « bagnes pour enfants » inaugure la mise en scène médiatique des injustices infligées aux enfants sous main de justice. L'un de ses artisans, Alexis Danan, est entré à la postérité comme un militant infatigable de la cause des enfants maltraités, agissant sur le mode de l'interpellation et sur un registre oscillant entre raison, indignation et émotion⁸³. « Autour de la "cause", à l'appel du journaliste d'une presse populaire, des militants introduisent la souffrance privée de l'enfant dans l'espace public. Ils tiennent un discours redéfinissant les frontières du tolérable et en appellent à l'action politique⁸⁴ ». Deligny reprend à son compte et à une échelle régionale ces moyens d'action pour dénoncer une situation censée être devenue d'autant plus intolérable à la Libération. Les parallèles que l'on pourra établir avec la célèbre campagne menée entre 1934 et 1938 par Alexis Danan principalement dans *Paris-Soir* seront des indices des mutations des formes de politisation du problème de l'enfance difficile au sein du débat public.

83. QUINCY-LEFEBVRE, *Combats pour l'enfance*, op. cit.

84. Ibid., p.9.

L'analyse de la genèse de ces polémiques permet de dresser un panorama relativement clair des positions défendues sur l'échiquier politique à propos de l'enfance maltraitée, schéma qui demeure en grande partie valable pour la période qui nous intéresse. En effet, l'évolution de la législation républicaine tout au long de l'existence de la troisième République, déjà heurtée par le problème des bagnes d'enfants, a été confrontée à la rupture apparente du régime de Vichy, qui a remis la famille au centre des institutions fondamentales garantissant l'ordre moral de la nation. La fin de l'épisode d'exercice du pouvoir par l'Etat français fait rejouer les oppositions courant sur le temps long au sein du débat politique français, et conduit à une nouvelle distribution des pouvoirs. Le soutien du gouvernement de Pétain aux forces cléricales est remis en cause à la Libération au nom précisément de la refondation républicaine, alors que le Parti Communiste acquiert une aura grandissante. Dans ce contexte, les espérances révolutionnaires des militants communistes à la sortie de la guerre les incitent à faire feu de tout bois pour mobiliser l'opinion publique, et discréditer définitivement un système associé aux patronages confessionnels. Le paysage ici brièvement décrit est le cadre dans lequel on peut analyser la campagne de presse lancée par Deligny contre l'abbé Stahl, secrétaire général de la « Société de patronage des enfants moralement abandonnés du Nord ». Il recoupe partiellement les enjeux liés aux luttes internes au champ de la gestion de la déviance juvénile, qui déterminent à une autre échelle tant les prises de position de Deligny que celles de ses adversaires. Le croisement entre ces deux échelles, impliqué par la médiatisation au sein de l'espace public, opère donc une politisation indiscutable de la question de la délinquance juvénile.

3.3.2 Dénoncer et proposer

On doit tout d'abord insister sur le média choisi par Deligny pour mener à bien son œuvre de dénonciation : adhérent du Parti Communiste avant la guerre, il a été militant au sein d'une cellule d'action comme étudiant et bénéficie de sympathies communistes dans la région du Nord. Le quotidien *Liberté* a été créé à partir de *L'enchaîné*, journal de résistance à l'occupant nazi. Son premier exemplaire sort des presses le 5 septembre 1944, sa périodicité devient quotidienne jusqu'à la fin des années 1980. C'est donc au sein d'un organe de presse jeune et militant que

la campagne de presse s'expose. Au départ, il s'agit d'une enquête menée par le rédacteur en chef du quotidien, André Simœns, sur l'enfance délinquante : le titre des articles est d'ailleurs « Avec les gosses... Liberté », et relate l'existence individuelle d'enfants délinquants aux prises avec les institutions de correction. Toute analyse socio-historique porte une attention particulière à la distinction entre les pratiques et les discours sur les pratiques ; ce principe trouve ici une application efficace dans le sens où la campagne de presse est une occasion pour Deligny de défendre en opposition avec l'œuvre de l'abbé Stahl ses propres projets éducatifs, en particulier l'expérience qu'il mène au centre d'observation et de triage de la région de Lille. Il présente ainsi un versant positif sous forme de solution au problème de l'enfance délinquante au lectorat de *Liberté* tout en présentant son projet de village d'enfants conçu comme la conséquence immédiate des limites de son travail au centre d'observation, encore imprégné des conceptions moralisantes de la loi du 27 juillet 1942.

Le déroulement de la campagne de presse obéit à un certain ordre temporel, traduisant une stratégie éditoriale réfléchie : les premiers articles décrivent les conditions matérielles de vie de l'enfance ouvrière à Lille, dans le style de l'enquête sociale. André Simœns présente les effets de la promiscuité, de la surpopulation et de l'insalubrité sur l'enfance, d'une manière qui rappelle les enquêtes menées au XIX^{ème} siècle sur le prolétariat urbain, par ses idéaux hygiénistes et sa critique des taudis : alors que les logements sont bien trop réduits pour leur nombre d'habitants, une école ouverte sur l'extérieur, aérée et lumineuse offre aux enfants un cadre qu'il ne peuvent trouver ailleurs. Sa directrice ne dit-elle pas « qu'il faut que l'enfant trouve ici, la clarté dont il manque ailleurs⁸⁵ ». A l'obscurité des taudis s'oppose la clarté de l'école, présentée comme un havre de paix au milieu d'un quartier sombre et délabré, et donc propice au développement de mauvais comportements. Le cadre général étant posé, les articles suivants présentent le « roman d'un enfant », Eugène Viane, qui a été placé suite à un rapport de police défavorable à l'égard de sa famille au patronage pour enfants moralement abandonnés, dirigé par l'abbé Stahl. Il s'agit d'une institution privée de bienfaisance assez similaire aux *Bons pasteurs*⁸⁶.

85. *Liberté*. *Journal régional du Parti communiste français du Nord*, 18 février 1945, Bibliothèque municipale de Lille.

86. Pour une présentation générale : Gérard CHOLVY, éd. *Mouvements de jeunesse chrétiens et juifs: sociabilité juvénile dans un cadre européen*. Éd. du Cerf, 1985. 432 p.

L'abbé Stahl est quant à lui membre d'une famille de la grande bourgeoisie du Nord, Deligny comparant même les Stahl dans le Nord aux Peugeot à Sochaux⁸⁷. Eugène Viane raconte donc dans ces articles sa vie quotidienne à l'intérieur de l'établissement, renforçant ainsi l'effet de réel escompté par le journal. Il s'agit par ailleurs d'un recours efficace au témoignage comme moyen de faire de l'enfant-victime un sujet, dont les droits bafoués doivent être rétablis par la justice⁸⁸. Eugène laisse la parole à un autre de ses camarades, qui présente dans les détails des faits de maltraitance dont il a été victime :

Eugène Viane n'a qu'une crainte : retourner au bagne de Marcq... Et c'est la même peur que traduisent les paroles de Lucien R., conduit à Loos [là où se trouve la maison d'arrêt de Lille], puis au Buisson, pour avoir pris cinq kilos de bois dans les décombres du Mont-de-Terre. " - Un jour, Monsieur Stahl m'employa à vider la cave, ajoute Lucien. L'humidité et l'eau avaient gâché des boîtes entières de biscuits vitaminés, des sacs de sucre candi, du chocolat. Je mangeais l'un des rares biscuits qui ne fût pas recouvert de moisi quand je fus aperçu par un "inspecteur". Je devais faire huit jours de cellule, mais je me sauvai avant d'être enfermé. Ramené au Buisson, je reçus des gifles et soixante coups de martinet. Et je fis quand même dix jours de cellule. j'ai vu des camarades faire vingt-deux jours de cellule : ils ne tenaient plus sur leurs jambes en sortant ! Certains avaient les menottes lorsqu'ils étaient au secret, et même on les attachait au radiateur⁸⁹.

Comme au début de la révolte dans la maison d'éducation surveillée de Belle-Ile en Mer le 27 août 1934, « il importe que l'incident soit futile pour que la réprimande paraisse injuste⁹⁰ ». Cette anecdote renforce l'image d'une institution

87. Il établit cette analogie lors de l'entretien avec Michel Chauvière que ce dernier nous a confié.

88. C'est un procédé mis en évidence dans l'analyse de la campagne de presse d'Alexis Danan contre les bagnes d'enfants par Pascale Quincy-Lefebvre : QUINCY-LEFEBVRE, *Combats pour l'enfance*, op. cit., p.100

89. *Liberté. Journal régional du Parti communiste français du Nord*, 2 mars 1945, Bibliothèque municipale de Lille.

90. A Belle-Ile, le mécontentement précédant la révolte serait dû à une histoire de ration de tabac moindre, ou à un incident de réfectoire. QUINCY-LEFEBVRE, *Combats pour l'enfance*, op. cit., p.100

répressive et injuste déjà présentée par la description de panneaux fixés aux murs qui annoncent une sanction pour avoir uriné au lit pendant la nuit.

Les effets immédiats de ces premiers articles se situent au cœur même de l'institution visée : licenciement de l'un des employés du patronage responsable de violences, suppression des pancartes annonçant les sanctions, augmentation de la ration de pommes de terre du midi. Mais *Liberté* veut aller plus loin et faire fermer le patronage pour enfants moralement abandonnés de l'abbé Stahl, pour offrir une audience à d'autres méthodes de rééducation, davantage adaptées à l'époque et signant la fin d'institutions définitivement entâchées par les mauvais traitements et leur caractère « affairiste ».

Nous voulons que l'enfant à qui le monde n'a pas ménagé les misères et les embûches ne soit pas châtié, mais observé, soigné, amélioré. Une Société qui jette les gosses dans la misère, qui les loge dans des taudis, qui ne les nourrit pas, qui leur propose journallement dix occasions de fauter, une telle Société n'a pas le droit de sévir. Elle a le devoir de prévenir et, s'il le faut, de guérir.[...]

Nous ne pouvons tolérer plus longtemps qu'un affairiste brutal comme M. Stahl détienne les destinées de l'enfance. Lui amène-t-on des enfants dont les parents ne peuvent s'occuper et qui sont moralement sains, ou d'autres qui ont volé ? Il les traite tous de la même manière : la vie dure, martinet, la cellule, les menottes... Lui amène-t-on des enfants des villes, qui aimeraient un métier artisanal, une profession urbaine ? Il les envoie à la campagne, dans des fermes, où leurs goûts, leurs aspirations, leurs désirs sont refoulés⁹¹.

Se dessine ici la transition vers la deuxième phase de la campagne de presse, désormais prétexte à la défense des méthodes de rééducation que Fernand Deligny expérimente au sein de l'Association Régionale de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence. André Simœns se tourne vers cette dernière, inquiétée de la tournure des événements, pour l'interroger sur les moyens qu'elle met en œuvre pour placer les enfants qui lui sont confiés. C'est ainsi que la délégation régionale à la famille

91. *Liberté. Journal régional du Parti communiste français du Nord*, 5 mars 1945, Bibliothèque municipale de Lille.

lui propose d'aller « voir du côté des Equipes de prévention tout d'abord », que Fernand Deligny a créées peu de temps auparavant. Alors que la visite en leur sein est infructueuse, la rédaction de *Liberté* décide de visiter le Centre d'Observation et de Triage dirigé par Deligny, et s'étonne « de l'atmosphère de liberté et de joie qui y règne. Les portes demeurent grandes ouvertes. Les élèves chantent partout. Où sont les tristes souvenirs de la maison Stahl ? Pas de fenêtres grillagées, de martinet, de faces apeurées. Que nous sommes loin des ordinaires "maisons d'éducation surveillée", des habituels "centres d'accueil"... » L'article qui décrit cette visite présente la vie au centre quasiment comme celle d'un camp scout, avec les envolées lyriques en plus :

Nous sortons dans le parc. Des haies, des arbres, des allées servent de cadre aux jeux scouts d'une autre équipes de jeunes gars.[...] Une grande salle maintenant, à cheminée ancienne. Un groupe a décidé de prendre son loisir cet après midi : les enfants lisent, et d'autres, sous la direction d'un moniteur, préparent la veillée bi-mensuelle. Toujours des chants. Les voix fraîches s'élancent jusqu'aux arbres et par la porte ouverte jusqu'à la rue, où d'autres gosses qui passaient s'arrêtent un instant pour écouter.

[Fernand Deligny rapporte ainsi l'impression d'un nouvel arrivant, placé au centre suite après avoir effectué quatre vols avec effraction] : en visitant la maison, il a dit à son camarade : c'est comme dans le Carrefour des Enfants Perdus... c'est loin d'être une prison... Et aujourd'hui il travaille pour deux." ⁹²

Le dernier article publié par *Liberté* présente même le projet porté par Deligny et d'autres de créer un « Village d'enfants » dans le Cambrasis, sur le modèle des collectivités pédagogiques installées en URSS accueillant de jeunes délinquants. Il reprend ainsi explicitement le modèle de Makarenko, qu'il aura désormais en tête en élaborant ses projets pédagogiques.

Il est, dans la plaine de Moscou, un bourg que l'on réserve à ceux qui ont failli. Criminels et voleurs, grands et petits, vivent là d'une vie

⁹². *Liberté. Journal régional du Parti communiste français du Nord*, 9 mars 1945, Bibliothèque municipale de Lille.

libre et reviennent aux sentiments normaux et aux gestes normaux, à l'existence saine et forte. On les étudie, on les soigne, on les éduque, on les guérit. [Alors qu'en France en 1945 :]le monde les a jeté par terre d'autant plus facilement qu'ils étaient faibles, et personne n'essaie maintenant de les relever. On leur donne même des coups de fouet s'ils tentent, en un suprême effort, de se relever. Patronages pour enfants moralement abandonnés et écoles dites de correction perdent définitivement l'enfance égarée. Il est pourtant, à dix huit kilomètres de Cambrai, à Hardissart, une propriété immense et féconde. Trois fermes s'élèvent au cœur d'une terre de 170 hectares, où des éducateurs, des médecins, des ingénieurs rêvent de bâtir un VILLAGE D'ENFANTS. Des équipes de jeunes inadaptés, menées par des moniteurs, viendraient bâtir les maisons, et dans l'enthousiasme une poignée d'adultes feraient de ces gosses des peintres, des coiffeurs, des pépiniéristes, des conducteurs de tracteurs, des forgerons. Une auberge de jeunesse ouvrirait ses portes aux jeunes qui voudraient visiter le bourg. Un hôtel accepterait les parents de passage. Utopie ? Non. Réalité à bâtir, avec du courage et des connaissances. [...] Il ne suffit pas d'arrêter Stahl. Il faut bâtir Hardissart. L'enfance qui souffre l'exige.⁹³

C'est sur ces mots que se conclut le dernier article de la campagne de presse menée « tambour battant » par Deligny et « Liberté », sur une note résolument volontariste. Cette campagne s'accompagne d'autres formes de médiatisation, entre autres d'une conférence tenue le 30 mars 1945 au sujet de l'enfance délinquante⁹⁴. Elle s'est déroulée en présence d'environ 360 personnes selon le commissaire de police, écoutant tour à tour les rédacteurs en chef de *Liberté*, Fernand Deligny, le Docteur Christiens, docteur associé au centre d'observation et de triage, Simonot, adjoint au maire de Lille et Miquet, délégué régional à la jeunesse. L'intervention de M. Miquet est intéressante car elle incite à nuancer la dimension conflictuelle entre un parti communiste véhément et le patronage de l'abbé Stahl :

93. *Liberté. Journal régional du Parti communiste français du Nord*, 18 mars 1945, Bibliothèque municipale de Lille.

94. Un rapport du commissaire de Police chef de la Sûreté à Lille fournit un certain nombre d'informations au sujet de cette conférence. Dossier de l'affaire Stahl, 42 W 39.341, Archives du Nord

M. Miquet apporte maintenant le témoignage d'un chrétien. Nous ne devons pas considérer le problème sur le plan sentimental. Ce problème est capital parce qu'il s'agit de la structure de notre société. Il s'agit de savoir si la société sera humaine ou inhumaine. J'attire votre attention sur le fait que nous n'attaquons pas un homme. Ce ne sont pas les communistes qui ont attaqué un prêtre.[...] Remercions "Liberté" d'avoir dénoncé un scandale. Les chrétiens n'ont pas été à la hauteur de la situation. Seuls, les communistes ont vu clair.

[...] Pourquoi y-a-t-il des enfants délinquants? Je parle en tant que chrétien. Il faut chercher l'origine dans le péché qui est en nous, dans le fait que les familles sont dissociées, dans le désordre et la malfaisance de la société capitaliste, et surtout dans la guerre. Les enfants sont des victimes.

Cette dernière affirmation n'est pas nouvelle dans le secteur de l'enfance irrégulière. Cette dernière est souvent qualifiée de « victime » d'un ordre social corrompu par des forces politiques réformistes, qu'elles soient de gauche ou de droite. En effet, la politique familiale menée par le gouvernement de Pétain s'adressait aussi à une jeunesse « victime » des errements de la République cette fois-ci, de l'enseignement laïc et de « l'esprit de jouissance » alimenté par le Front populaire selon les idéologues de la Révolution nationale. L'objectif de redressement de la jeunesse correspond dans tous les cas à une volonté politique de transformation de l'ordre social, dans laquelle l'Etat doit prendre une place privilégiée. Les militants communistes tout comme d'autres courants politiques visant à transformer en profondeur la société – et le gouvernement de Vichy peut être compté dans ces derniers – associent donc tous en ce milieu de XX^{ème} siècle la tâche de réforme et de transformation sociale à l'Etat, ce qui explique en partie les continuités que l'on trouve entre le régime de Vichy et les institutions républicaines refondées à la Libération en ce qui concerne la prise en charge de l'enfance inadaptée. L'identification des causes de la délinquance change sensiblement, pour aller dans le sens d'une plus grande compassion envers une jeunesse ayant grandi pendant une période d'incertitude et de déstabilisation politique extrême.

Quant au projet de village d'enfants, s'il fait écho aux collectivités pédagogiques

développées par Anton Makarenko en URSS, il suscite un intérêt croissant jusqu'au sein du cabinet du ministre de la Santé, qui à ce moment est un membre du parti communiste⁹⁵. Il ne sera toutefois jamais réalisé, puisque Fernand Deligny se fait licencié de l'Association régionale de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence en mai 1946.

3.3.3 Ce que révèle le jugement de l'abbé Stahl

L'intérêt des historiens pour les sources judiciaires s'explique par de nombreux arguments : malgré leur caractère situé, elles permettent entre autres de saisir l'état du rapport entre normes sociales et normes juridiques à un moment donné, et d'étudier les relations qu'entretient une société avec les manifestations d'illégalités qu'elle interdit. La campagne de presse contre l'abbé Stahl que l'on vient de présenter a conduit le ministère public à porter plainte contre lui et quatre de ses collaborateurs pour divers chefs d'inculpation. Le procès qui s'en est suivi au tribunal correctionnel de Lille apporte une série d'éléments intéressants pour comprendre la manière dont le pouvoir judiciaire gère la maltraitance au sein d'institutions à qui il confie des enfants délinquants. La confrontation entre prise en charge publique et prise en charge privée mettent en valeur d'éventuels conflits pour exercer un monopole, ou alors une entente tacite entre des milieux proches par les valeurs et les intérêts. Si Deligny dénonce Stahl comme « grand manitou de l'enfance moralement abandonnée dans le Nord , un peu comme Peugeot à Sochaux⁹⁶ », c'est aussi pour s'en prendre à la bourgeoisie du Nord et établir un rapport de force entre un parti communiste défendant la cause ouvrière et ses ennemis.

Cela dit, l'analyse du rendu du jugement et des justifications apportées par le tribunal pour écarter les chefs d'inculpation liés à la maltraitance apporte un éclairage supplémentaire sur les fonctions de l'appareil juridique à destination de l'enfance délinquante. En effet, le juge écarte la plainte pour « violences et voies

95. Il s'agit de François Billoux ; on a retrouvé dans les archives des lettres signées de sa main indiquant son intérêt pour le projet, et son soutien qui durera toutefois peu, tant son passage au ministère de la Santé publique sera court : il y officiera du 10 septembre au 1944 au 21 novembre 1945.

96. *Entretien avec Michel Chauvière*, Casette audio, fin des années 1970

de fait, et privation d'aliments » au nom d'arguments étonnants, révélant les paradoxes de la justice des mineurs à la Libération. Robert Stahl sera relaxé pour les chefs de blessures et coups à enfants en dessous de l'âge de 15 ans accomplis et de privation d'aliments, mais le tribunal le déclare « coupable d'avoir souscrit des déclarations sciemment inexactes ou incomplètes en vue d'obtenir de l'Etat des paiements indus⁹⁷ ». Ce dernier chef d'inculpation correspond à la pratique du marché noir et au détournement illicite de denrées destinées aux enfants dans un but commercial. Stahl écoperà de quatre mois de prison avec sursis et d'une amende de 6000 francs, tandis que le patronage pour enfants moralement abandonnés du Nord sera réformé pour mettre un terme aux pratiques pédagogiques douteuses défendues par l'abbé.

Pascale Quincy-Lefebvre a identifié entre la fin des années 1880 et la fin des années 1930 un ensemble de groupes sociaux en concurrence pour définir la norme attendue dans les pratiques éducatives des familles, en particulier issues de milieux populaires. Si elle s'attache à décrire en détails les pratiques de correction au sein même des familles, partant de méthodes d'humiliation ou visant à créer la peur pour présenter ensuite la place particulière des châtiments corporels, elle montre comment la rencontre de ces pratiques avec l'institution judiciaire se déroule autour de la question du droit de correction paternelle, héritant de polémiques courant depuis la période révolutionnaire et l'introduction de ce droit dans le Code Civil⁹⁸. Ces débats se structurent autour du rôle dévolu tantôt au père, tantôt à l'Etat pour éduquer un enfant difficile. Pour résumer rapidement les positions politiques correspondantes, un pôle conservateur tend à transférer dans un cadre légal des conceptions qui naturalisent l'ordre social traditionnel : l'autorité paternelle imposerait le respect, et n'a pas à être mise en cause puisqu'elle est consacrée comme « donnée naturelle⁹⁹ ». A l'inverse, les critiques du droit de correction paternelle invoquent un droit des parents différent et en accord avec les idéaux révolutionnaires, qui posent comme principe l'éducabilité de tout enfant et une conception de la loi comme « instrument du bonheur social et de la régénération des mœurs¹⁰⁰ ».

97. Dossier de l'affaire Stahl, 42 W 39.341, Archives du Nord

98. Pascale QUINCY-LEFEBVRE. *Familles, institutions et déviances: une histoire de l'enfance difficile*. Economica, 1997. 340 p.

99. Ibid.

100. Ibid., p.102.

Malgré tout, c'est la version conservatrice qui triomphe dans le Code civil de 1804 de Bonaparte, « lequel voyait dans le rétablissement de l'autorité des parents un élément essentiel dans la remise en ordre du pays et le retour à la tranquillité publique¹⁰¹ ». Même si ces débats reprennent ensuite lors des discussions autour du projet de loi sur la déchéance paternelle de 1889, les deux conceptions continuent à s'affronter : les changements de mentalités invoqués par les révolutionnaires se font sur le temps long, et les débats encore actuels sur le rôle législatif de l'Etat à propos des châtiments corporels infligés aux enfants sont sans cesse revivifiés par des conflits d'ordre moral. Le jugement rendu au sujet de l'affaire Stahl permet d'en avoir un aperçu à un niveau très local et situé chronologiquement à un moment charnière entre un régime de Vichy invoquant précisément un retour à l'ordre moral et familial ancien et les promesses de la transition républicaine de la Libération. Grâce à l'énoncé des justifications invoquées par le juge pour disculper Stahl des chefs de violences, voies de fait et privation d'aliments, on peut saisir tous les paradoxes d'une justice préférant demeurer attachée à des considérations traditionnelles au moment où des entrepreneurs de morale ont décidé de condamner des pratiques jugées comme « archaïques » au regard des nouvelles circonstances historiques.

Le recours à des châtiments corporels est avéré et attesté, tant par l'enquête de police que par les débats ayant eu lieu au long du procès correctionnel. En particulier, la mise en cellule et les coups de martinet sont confirmés par la lecture du jugement, qui apporte en outre un élément supplémentaire pour mieux comprendre les méthodes répressives de l'abbé Stahl : ce dernier invoquait le droit d'infliger des coups de martinet à un des enfants jugés coupables en vertu de la lecture d'une prétendue décision du procureur de la République, puis les faisait administrer par un inspecteur du patronage ou par le jardinier. Trois cas de jeunes jugés coupables par l'abbé Stahl au sein de son patronage sont retenus par l'instruction et développés plus en avant, l'un d'eux illustre bien les agissements du directeur du patronage :

Attendu que, tant à l'instruction qu'à l'audience, MM. Depis et Vigneron [procureurs de la République] ont affirmé que jamais Stahl n'avait

101. Ibid., p.103.

été autorisé par le parquet à procéder à de pareilles corrections ; que Stahl, du reste, a reconnu que ces séances de martinet devaient avoir surtout un caractère d'exemplarité et, pour ce faire, faisait procéder à un certain cérémonial dont il entend assumer toutes la responsabilité. [...] Qu'en ce qui concerne Verrupen Robert, que s'il est exact que cet enfant âgé de 13 ans, atteint d'encéphalite choréïque et présentant des troubles neurologiques évidents et très importants, après avoir été ramené à Bouvines [l'un des centres du patronage pour enfants moralement abandonnés du Nord] à la suite d'une fugue, reçut, sur l'ordre de l'abbé Stahl et en présence de ce dernier et des pupilles de la Maison qui comptaient les coups à haute voix, 76 coups de martinet, et que le lendemain il était conduit à Marcq puis envoyé à l'Institut médico-pédagogique d'Armentières où le Docteur Guilbert constatait sur les cuisses la présence de taches échyмотiques récentes. M. Vigneron, procureur de la république à Lille à cette époque, saisi de l'incident, n'avait pas cru donner à cette affaire une suite judiciaire en raison du caractère exceptionnel des voies de fait, bien qu'un certificat médical du docteur Vullien énonçait que cet enfant était irresponsable des fugues irraisonnées qu'il venait de commettre et qui étaient une suite de sa maladie. [...] qu'au surplus, Verrupen Robert était un mineur qui en était à sa quatrième évasion et qui avait commis de nombreux vols au préjudice de ses camarades.¹⁰²

La trajectoire de Robert Verrupen à travers les institutions destinées aux enfants difficiles montre certes l'inadaptation d'un réseau constitué de membres aux intérêts divergents dans la prise en charge de l'enfance difficile : l'irresponsabilité de ce mineur aux yeux des médecins psychiatres de l'hôpital d'Armentières ne fait que peu de poids face aux conceptions répressives d'un Stahl. Elle est néanmoins prétexte à l'énonciation d'un cadre normatif strict par l'institution judiciaire et justifié par le droit de correction paternelle. Il importe ici d'analyser dans le détail les prescriptions disposées dans le jugement ici reproduit.

102. Dossier de l'affaire Stahl, 42 W 39.341, Archives du Nord

Attendu que les violences exercées sur les enfants par leurs pères et mères, tuteurs, instituteurs, maîtres ou patrons sont tolérées comme dérivant du droit de correction, pourvu qu'elles ne mettent pas en péril leur vie ou leur santé. Que les mesures répressives prises vis à vis des enfants en vertu de ce droit de correction échappent à toute répression pénale lorsque le père ou tuteur a agi sans méchanceté et de bonne foi, en ce qu'il s'est cru dans la nécessité de recourir à un mode de correction ou de coercition en rapport avec la nature, la gravité et la persistance de l'inconduite de l'enfant.

Attendu que les personnes qui ont autorité sur les enfants ne peuvent être poursuivies à raison des châtiments qu'ils infligent aux enfants, pourvu que ces châtiments n'excèdent point les bornes de la modération et ne deviennent pas de mauvais traitements.

Attendu que la société de Patronage des enfants moralement abandonnés était chargée de l'instruction et de l'éducation totale des Pupilles et suppléait entièrement les parents défailants.

Que cela est si vrai que la loi du 14 janvier 1933 relative à la surveillance des établissements de bienfaisance privée prévoit dans un article 19 "si la santé des assistés est mise en péril par le régime de la maison ou par l'insalubrité des locaux, s'il se produit des faits d'immoralité, des sévices et mauvais traitements envers les assistés..." de simples injonctions sont adressées par le Préfet avec l'impartissement d'un délai pour remédier aux abus signalés, avec possibilité de fermeture sur avis conforme du Conseil départemental d'Assistance.

Attendu qu'en l'état il résulte de l'information et des débats, **sans tenir compte de quelques témoignages tendancieux dictés par la haine et la calomnie^a**, qu'il ne s'agit pas de sévices mais d'application d'une **méthode d'éducation qui avait dû être adoptée en raison des circonstances** ; qu'en effet la Société de Patronage des enfants moralement abandonnés s'était vue contrainte de recevoir en 1940, les jeunes détenus de Loos et les mineurs qui normalement auraient du être envoyés à l'Institut médico-pédagogique d'Armentières.

Attendu qu'il y a lieu de désapprouver d'une façon formelle l'application d'une telle méthode, même à des enfants particulièrement difficiles et insubor-

donnés, il échoit de remarquer que cette méthode a été appliquée, ainsi que le soutient Stahl, avec une telle modération que pendant quatre ans et sur plus de 1700 enfants, il n'a été retenu que trois cas.

[...] On ne saurait retenir dans la prévention les autres sanctions disciplinaires en pratique, tant à Marcq en Barœul qu'à Bouvines et consistant en des privations de dessert, des "gamelles" (repas composé d'une assiette de soupe et d'une ration de pain) et la mise en cellule pendant quelques heures ; que **ces sanctions n'avaient rien d'excessif** et que les débats ont démontré qu'aucun abus n'avait été pratiqué ; qu'il échoit en outre de noter que **de nos jours encore, dans de nombreuses institutions la mise au pain sec est de pratique courante à l'égard d'enfants indisciplinés, turbulents ou désobéissants** et que peine de cellule est encore appliquée aux enfants moralement abandonnés.^b

a. Je souligne. Il s'agit évidemment d'une référence implicite à la campagne de presse lancée par Deligny et Simœns dans *Liberté*.

b. Dossier de l'affaire Stahl, 42 W 39.341, Archives départementales du Nord, Lille.

L'une des opérations juridiques les plus frappantes dans ce jugement est la simple transposition de principes relevant du droit des familles aux institutions privées accueillant des enfants au titre d'un placement. L'autorité paternelle est ainsi transférée sans aucune autre forme de débat aux « personnes qui ont autorité sur les enfants », incluant non seulement « pères et mères », mais aussi « tuteurs, instituteurs, maîtres ou patrons ». L'extension opérée ici illustre une conception morale de l'enfance comme catégorie nécessairement dominée et échappant au cadre pénal. D'autre part, l'absence de méchanceté et la bonne foi présentées comme conditions de possibilité de la violence sur mineurs ne semblent pas être confirmées par la dimension cérémoniale et exemplaire des châtiments infligés par Stahl aux enfants jugés coupables. Concernant Robert Verrupen par exemple, un certificat du docteur Vullien attestant son irresponsabilité et ses troubles mentaux avait été transmis à l'abbé Stahl lors de son arrivée au patronage, mais il prétend ne pas avoir eu connaissance de cet avis lorsqu'on lui reproche les violences qu'il a commises à l'encontre de ce pupille. La frontière entre sévices et application d'une méthode d'éducation est également au cœur du jugement, et redéfinit les limites de la « modération » et d'une violence acceptable pour l'éducation de jeunes enfants difficiles.

Même si la condamnation de l'abbé Stahl paraît particulièrement légère par rapport aux faits reprochés, elle fait l'objet de réserves au sein du corps administratif de l'Etat, indiquant une sensibilité générale à relativiser au sujet de l'enfance maltraitée : dans une lettre de l'inspecteur divisionnaire de la population dépendant de la préfecture du Nord au ministre de la population, ce fonctionnaire s'inquiète des conséquences possibles du jugement : « il n'est pas besoin de souligner le problème que soulèverait ce jugement relatif aux droits de correction corporelle des établissements recevant des enfants, s'il devait faire jurisprudence¹⁰³ ». La rudesse de la décision du tribunal fait figure d'anachronisme par rapport à une histoire des mentalités qui montre une sensibilité toujours croissante depuis la fin du XIX^{ème} siècle par rapport aux faits de violence sur mineurs¹⁰⁴. Elle alimente sans doute la méfiance grandissante que Deligny entretient vis-à-vis des institutions publiques prétendant assurer la prise en charge de l'enfance déviante. Cette méfiance l'incite à se tourner désormais davantage vers les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire pour songer à les intégrer à une nouvelle tentative. C'est donc une page de l'histoire de l'éducation populaire et de la jeunesse qu'il s'agit d'écrire désormais, afin de mettre en relation des secteurs souvent considérés à part, tant dans la réalité que dans la recherche historique universitaire.

103. Dossier de l'affaire Stahl, 42 W 39.341, Archives du Nord

104. Cette sensibilité s'accorde avec un mouvement d'ensemble : Norbert ELIAS. *La civilisation des moeurs*. Trad. par Pierre KAMNITZER. Calmann-Lévy, 1991. 342 p.

Chapitre 4

Un passage déterminant par des mouvements d'éducation populaire

4.1 Une brève introduction à l'histoire de l'ajisme

4.1.1 L'esprit ajiste

L'une des caractéristiques du travail pédagogique de Fernand Deligny consiste à se fonder sur des appuis existants pour créer ses tentatives pédagogiques. C'est pour cela qu'il est impensable de retracer son parcours sans faire un détour par une histoire des mentalités et des modes de vie, qui ont fourni le cadre à ses essais. Au moment de la Libération, un mouvement de jeunesse singulier qui avait connu son heure de gloire avant guerre va ressurgir et permettre au groupe constitué autour de Deligny de forger une nouvelle tentative, la Grande Cordée. Il s'agit de l'*ajisme*, perçu comme un mode de vie à part entière, porteurs de valeurs et de pratiques communes. Fruit de l'histoire des auberges de jeunesse en Europe, ce mouvement propre au cas français s'inspire d'un socle de références communes, que l'on présentera ici rapidement à partir des quelques interprétations qui en ont été fournies jusqu'à aujourd'hui. Malgré des lacunes archivistiques conséquentes¹,

1. Les organisations des auberges de jeunesse n'ont déposé aucun fonds, seuls les documents issus de collections personnelles de militants ajistes permettent de reconstituer cette histoire, au premier rang desquels figurent les publications destinées aux membres du réseau d'usagers des auberges. Il existe par ailleurs une monographie sur l'histoire des auberges de jeunesse, rédigée à partir d'une riche enquête d'histoire orale : HELLER-GOLDENBERG, « Histoire des auberges de

il est possible de cerner *l'esprit ajiste* en suivant les développements qui lui ont été consacrés, surtout pour la période de l'entre-deux guerres. Il faut tout d'abord indiquer que le mouvement ajiste s'appuie sur un réseau d'auberges en croissance depuis la création du mouvement, autour de la fondation le 28 août 1930 de la Ligue française pour les auberges de la jeunesse par Marc Sangnier². Pascal Ory montre néanmoins que l'originalité du mouvement ajiste réside dans la mystique qui l'accompagne, « dépassant d'emblée l'exaltation des bienfaits du plein air³ » : la vogue des clubs d'usagers en témoigne, inaugurant un nouveau type de sociabilité, « typiquement front-populaire ». Principalement actifs au sein du CLAJ (Centre Laïc des Auberges de Jeunesse), ces groupements de jeunes fréquentant les auberges se réunissaient tout au long de l'année pour des sorties, des week-ends passés en commun dans une auberge proche de leur lieu de résidence, ou encore des activités culturelles variées. Leur multiplication exponentielle à partir de la période du Front populaire⁴ signale un succès social accompagnant le vaste mouvement d'accès au temps libre et aux loisirs permis entre autres par les congés payés. « Le centre de gravité de l'initiative se déplaçait, insensiblement, du contenant vers le contenu, de l'auberge vers l'"esprit auberge", de la nature vers la culture. En termes humains, il s'agissait, plus fondamentalement encore, du passage d'un groupe d'adultes à un groupe de jeunes, tendanciellement autonome⁵ ». Cette dernière dimension est fondamentale pour bien comprendre les potentialités à la fois politiques et sociales de l'esprit ajiste : l'écart volontaire par rapport au monde adulte, traditionnellement représenté au niveau des auberges par les Pères et Mères Aub', est significatif d'une volonté affirmée de se retrouver entre pairs, pour partager un idéal qui est aussi celui d'une génération.

C'est ainsi que se retrouvent au sein des clubs d'usagers une grande diversité de profils, militants politiques et confessionnels, non sans créer quelquefois des heurts. Les conflits existant entre une branche plutôt confessionnelle des auberges, invoquant l'héritage de christianisme social d'un Marc Sangnier, et sa branche

jeunesse en France des origines à la Libération », op. cit.

2. ORY, *La belle illusion*, op. cit., p.777.

3. Ibid., p.777.

4. « Les statistiques du CLAJ qui ignoraient les clubs en 1935, en recensaient dix à la fin de 1936, soixante-dix un an plus tard et cent dix (?) au printemps 1938 », ibid., p.782

5. Ibid., p.782.

laïque, constituée de nombreux instituteurs, proches de la Ligue de l'enseignement ou de militants politiques communistes, trotskystes ou socialistes, ne sont pas à négliger tant ils structurent les débats internes aux auberges et aux clubs d'usagers. Néanmoins, dans tous les cas s'élabore une mystique ajiste commune, exaltant la pratique d'activités de plein air et la conquête d'espaces nouveaux de découverte et de loisirs. « L'utopie de l'auberge et du camp brassait définitivement les hérédités sociales au sein d'un grand creuset d'où devait nécessairement sortir une société réconciliée, la société de demain ⁶ ».

Cet optimisme se retrouve déjà dans les titres des publications du mouvement ajiste, ou dans le ton adopté dans les bulletins intérieurs d'usagers ⁸ : pendant l'occupation, l'organisation d'usagers ajiste a changé de nom, et s'appelle désormais les *Camarades de la route*. Leur mensuel d'information, intitulé *Routes*, exalte le voyage et les sorties culturelles ou naturelles, propose des itinéraires touristiques reliant des auberges du réseau, et ses illustrations évoquent presque toutes un désir d'ailleurs et de nouveauté ⁹. De manière générale, la camaraderie, la mixité, l'internationalisme et la paix, la tolérance, l'amour et la sauvegarde de la nature sont les principales valeurs que l'on peut retrouver dans l'ajisme ¹⁰.

La période de l'immédiat après-guerre est marquée par une profusion d'organisations désirant refonder à partir de son « esprit originel » le mouvement des auberges tel qu'il a existé pendant le Front populaire. Même s'il ne s'est pas éteint sous Vichy, et que ses relations avec le régime furent pour le moins ambiguës ¹¹, le mouvement des auberges peine à renaître de ses cendres. Il redevient dominé par le

6. Ibid., p.784.

7. *Réalités ajistes*, numéro 2, décembre 1951, 20140219/1/1, Fonds Tadier, Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

8. On a pu consulter un certain nombre de ces outils de propagande dans les fonds de militants ajistes déposés dans le cadre du PAJEP, au premier rang desquels le fonds déposé par Maurice Tadier aux archives nationales

9. *Fonds Tadier*, 20140183 16, Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

10. HELLER-GOLDENBERG, « Histoire des auberges de jeunesse en France des origines à la Libération », op. cit., p.335-4015.

11. Malgré un soutien du régime de Vichy aux organisations ajistes, le mouvement demeure incontrôlable pour le commissariat général à la jeunesse, et ne peut pas être considéré comme un instrument de propagande vichyste malgré ses accents archaïsants, inspirés par un retour à la terre déjà appelé avant la guerre par Giono autour du groupe du Contadour par exemple : ORY, *La belle illusion*, op. cit., p.786 ; pour une présentation en détail du mouvement des camarades de la route et leur rapport avec Vichy : HELLER-GOLDENBERG, « Histoire des auberges de jeunesse en France des origines à la Libération », op. cit., pp.966-1076

**CENTRE
LAÏQUE
DES
AUBERGES
DE LA
JEUNESSE**

15, rue de Valois, PARIS-1^{er}

Tél. GUT. 49-69 Métro Palais-Royal

Vive la vie...

Si la soupe brûle au camp... (atr:connu)

*" A vous qui avez
le cœur rempli de
Forêts vivantes,
de Montagnes et
d'Océans "*

J. Giono

JEUNES...

Ouvriers et ouvrières de chaînes étourdissantes, étudiants, étudiantes, sans le sou, fils de fonctionnaires, instituteurs et institutrices au traitement de misère :

C'est pour vous, tous ceux de la jeunesse qui pensent et de celle qui « burine », qu'ont été créées les auberges de la jeunesse, pour vous permettre de mieux connaître la nature et de mieux l'aimer, pour vous apprendre à mieux apprécier les plaisirs de l'air, de l'eau, du soleil ; pour vous recréer à la faveur d'une vie collective, dans cet esprit communautaire qui pré-

FIGURE 4.1 – Invitation à rejoindre le C.L.A.J.⁷

clivage entre confessionnels et laïcs, ce qui est attesté par les fondations de diverses associations réclamant une hégémonie sur le mouvement. En outre, l'État tente de lancer un mouvement d'unification des associations de gestion et d'usagers qui s'oppose à ces dissensions internes, et finit par échouer face aux trop nombreuses difficultés¹².

L'atmosphère des auberges demeure néanmoins une dimension essentielle des formes de sociabilité de la jeunesse à la Libération, prélude à des projets de plus grande ampleur qui marqueront non seulement le paysage des loisirs, mais aussi l'ensemble de l'action culturelle en France dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle : « les jeunes des auberges inaugurent un nouveau style de vie qui est certainement la source de bourgeonnements dont il n'est pas inintéressant de suivre les ramifications multiples. "L'ajisme, c'est la matrice de mouvements sociaux qui se sont affirmés plus tard"[Joffre Dumazedier, entrevue du 4 mars 1981 avec l'auteur]¹³ ». Dans sa conclusion, Lucette Heller-Goldenberg dégage un certain nombre d'idées forces qui courent tout au long des mutations sociales de la seconde moitié du vingtième siècle : affirmation de la jeunesse comme groupe social à part entière, revendication d'autogestion et de partage des responsabilités dans la prise de décisions, rapport renouvelé de l'homme avec la nature, etc. L'association incontournable de l'ajisme avec l'éducation populaire par les loisirs et l'utilisation nouvelle du temps libre s'ajoutent à cette liste pour montrer l'importance de ce mouvement comme creuset d'expériences sociales et matrice de tentatives pédagogiques fécondes, tant dans le domaine de l'éducation populaire que dans celui de la psychiatrie. C'est ainsi que l'on rejoint le discours des principaux animateurs du courant de la psychothérapie institutionnelle, appartenant au réseau d'interconnaissance de Fernand Deligny à partir de 1947-1948, lorsqu'ils tentent de cerner les conditions qui ont permis l'émergence de cette forme novatrice de prise en charge de la maladie mentale :

Il y a aussi tout le style des Auberges de Jeunesse d'alors : "nous

12. Pour une présentation précise des organisations d'auberges et d'usagers, on se reportera à la notice de présentation qui accompagne le guide des sources publié par le PAJEP : *Guide des archives sur les Auberges de jeunesse*, PAJEP, Juillet 2014, disponible en ligne (<http://archives.valdemarne.fr/>, consulté le 12 mai 2016)

13. HELLER-GOLDENBERG, « Histoire des auberges de jeunesse en France des origines à la Libération », op. cit., p.1098.

construirons des cités futures", et 1936, la libération... et toute la dimension de ton frère Alfred [Il s'agit probablement de Fernand Oury, le frère de Jean Oury, l'un des fondateurs de la clinique de la Borde]... [...] Alfred avait mis en exergue dans les locaux des Auberges de jeunesse cette phrase de Kœstler : "les îlots respirables..." A la libération il y avait ce thème de la démerde possible par petits groupes. C'était important de trafiquer avec du sucre, de chercher des pommes de terre. Bricoler. Les choses ont participé de ça. S'infiltrer dans le système hospitalier : il pouvait se passer des choses. Maintenant les choses n'apparaissent plus du tout dans le même camp. Il existait alors des zones marginales, des fantasmes de groupe pouvaient se développer.

[...] En 1942, j'avais eu un projet, une fantaisie, de monter un groupe qui serait constitué de traits tout à fait hétérogènes : toutes les disciplines possibles, un groupe de copains, de structure très anarchique. Ce groupe devait aboutir, dix ou vingt ans plus tard, à l'élaboration d'un texte, un livre. Ce livre aurait été le résultat de l'expérience de groupe dans ce contexte. Un groupe de base comme pour les expéditions. Voilà une matrice de ce qui s'est passé plus tard. Et avant, 1936, mon entourage dans les groupes de l'époque, les Auberges de Jeunesse, etc. Il y avait toute cette thématique de la communauté, une position politique trotskysto-anarchiste, et je ne sais pas quoi encore. [...] Cette dimension existe à la Borde avec toute la naïveté que ça représente¹⁴.

La débrouille et le bricolage qui sont ici valorisés rencontrent d'une certaine manière un « esprit de la Libération » optimiste et plein d'espoir dans l'avenir : le passage par les petits groupes actifs est également essentiel si l'on veut comprendre avec finesse la manière dont se sont forgées des initiatives réformatrices venues *par en bas*. En effet, les thèmes de la réforme et du changement social sont le plus souvent appréhendés par une vision institutionnelle qui associe les incitations du pouvoir à des réactions suivant une logique hiérarchique classique. Tout l'enjeu, et toute la difficulté d'une histoire qui s'appuie non seulement sur les institutions mais aussi sur les acteurs sociaux pour identifier les causes du changement social résident

14. *Histoires de la Borde*, Recherches, , pp.30-41

dans ce moment de rencontre d'intentions individuelles avec un désir collectif, préfigurant une action commune. C'est dans cette perspective que l'on scrute dans les moindres détails également les conditions matérielles qui ont pu offrir leur cadre aux idéaux portés par les « foyers ajistes » : le témoignage d'un militant apporte un éclairage complémentaire à ce propos, en insistant sur les possibilités nouvelles offertes par le climat de reconstruction dominant l'immédiat après-guerre :

Ce fut l'époque des "chantiers ajistes", à la manière de 1936, et tout aussi dignes d'un inventaire à la Prévert : fermes délaissées, gares désaffectées, prisons vides, casernes démilitarisées, églises ou ermitages abandonnés, anciens lupanars ou palais ruinés, tout fut bon à récupérer, à mettre "hors d'eau" avant la réfection. [...] Travail de pionniers ou aventure de "Robinsons", mais dans tous les cas, quel formidable apprentissage social pour des garçons et des filles de vingt ans, à peine sortis des années noires de la guerre¹⁵.

Les relais dans les auberges de jeunesse de Fernand Deligny sont pour la plupart des militants politiques d'extrême gauche, sensibles à ses idéaux réformateurs et à son écriture pamphlétaire. Félix Guattari en fait partie, mais aussi Emile Copfermann qui écrira par la suite une analyse précieuse du mouvement des blousons noirs dans les années 1960¹⁶. Ce dernier écrira même une préface pour la réédition des *Vagabonds efficaces* en 1970 dans la collection *Les textes à l'appui* qu'il dirigeait aux éditions François Maspero, alors une référence incontournable dans le champ éditorial français critique¹⁷. Les parents d'Emile Copfermann étant morts en déportation en 1942 alors qu'il avait onze ans, il est placé par sa famille en septembre 1945 dans la maison d'une œuvre de secours aux enfants. « Il travailla au plus tôt, ne poursuivant pas ses études, changeant souvent d'employeur et de métier, tantôt apprenti fourreur, tantôt aide-comptable, tantôt manœuvre. [...] Il adhéra aux Jeunesses socialistes à l'âge de dix-sept ans et rejoignit l'Action so-

15. Claude DUFRASNE. *Une page oubliée de l'histoire de l'éducation: le Mouvement Ajiste*. Nanterre : Académie européenne du livre, 1993, p.92.

16. COPFERMANN, *La génération des blousons noirs*, op. cit.

17. Les éditions de François Maspero, fondées en 1959 dans le sous-sol de sa librairie, sont caractérisées par une double exigence militante et théorique, que l'on retrouve dans ses nombreuses collections : Sophie NOËL. *L'édition indépendante critique: engagements politiques et intellectuels*. Villeurbanne : Presses de l'ENSSIB, 2012. 441 p., p.52-55.

cialiste révolutionnaire, groupe dissident de la SFIO, de sensibilité trotskyste. Dès 1949, il milita dans le mouvement des auberges de jeunesse et participa aux initiatives du réseau de la "Grande cordée" fondé par Fernand Deligny, s'occupant de la jeunesse en difficulté¹⁸ ». La lecture de *Graine de crapule* fut pour Copfermann la découverte d'une manière originale de prendre en compte l'éducation de la jeunesse désorientée, abandonnant la mission moralisatrice aux patronages confessionnels et aux bonnes œuvres charitables.

Hier orphelins, les plus orphelins de la terre, maintenant redevenus enfants, ensemble, dans des maisons qui nous réapprenaient à vivre. Nos éducateurs n'en étaient pas vraiment. Echappés des égouts du ghetto de Varsovie, juifs allemands et intellectuels sans identité, comme nous ils attendaient le retour à la normale pour se confondre aux autres. Nous, nous les aimions bien. Ils ne nous enseignaient rien ou si peu. Ils nous faisaient adolescents en se refaisant eux-mêmes adultes et nous attendions autant d'eux qu'eux de nous, nous nous savions presque égaux. [...] Ces maisons d'enfants se vidaient le jour pour s'emplier le soir de chorales, de conférences, de répétitions théâtrales, de comités de gestion et de meetings. La nuit, nombre d'entre nous collaient des affiches : contre la guerre d'Indochine qui commençait déjà ; pour les grévistes et, les samedis et les dimanches, tous nous partions en auto-stop, vivre un ailleurs que nous transportions dans nos sacs à dos, en auberge de jeunesse.

En ce temps-là, les auberges de la jeunesse n'étaient pas des hôtels. Relais installés grâce aux sacrifices de petits groupes locaux d'ajistes sans argent, dans la grande banlieue parisienne sans grands ensembles, ou propriétés cossues de vichystes expropriés pour quelques mois par malentendu – la Libération, ce n'était tout de même pas la Révolution –, elles accueillait régulièrement des milliers de jeunes, employés, ouvriers, étudiants qui les transformaient, quarante-huit heures par semaine, en phalanstères. Garçons et filles faisaient "colo", mettaient tout en commun, nourriture et rêves, chantaient la révolution, préparaient

18. *Biographie d'Emile Copfermann*, Maitron en ligne, www.maitron-en-ligne.fr, consulté le 19 mai 2016

les caravanes ouvrières que les plus lucides d'entre eux [...] voyaient pour l'avenir du mouvement militant de loisir des auberges de la jeunesse¹⁹.

Il indique en outre un espoir partagé par les ajistes et tourné vers un avenir radieux, considéré comme meilleur grâce aux conquêtes sociales et politiques du Front populaire de nouveau valorisées à la Libération, si ce n'est dans l'attente du grand soir chez les militants les plus politisés.

4.1.2 L'éducation populaire dans les Auberges

Rôle des Pères et Mères Aubergistes

Les pères et mères aubergistes – aussi appelés Pères et Mères Aub', ou simplement P.A. – sont les responsables locaux d'une auberge : parfois bénévoles et exerçant un métier en parallèle, ils en assurent la gestion quotidienne, et assurent le bon déroulement du séjour des jeunes ajistes. Au delà de ce rôle somme toute assez administratif, ce sont eux qui sont chargés de créer l'atmosphère si caractéristique de l'ajisme, instituant dans leur établissement un esprit de camaraderie, de partage et de paix. La tâche est assimilée à un métier à part entière par bon nombre d'entre eux ; certains se constitueront même en syndicat affilié à la C.G.T., comme section du Syndicat des techniciens et militants de la culture populaire. Les statuts de la Fédération Française des auberges de la jeunesse, organisme gérant administrativement les auberges, indiquent ainsi une série de prescriptions normatives associées au rôle du P.A. : à la fois administrateur et éducateur, il doit être « l'âme de l'auberge ». Incarnant les valeurs de l'ajisme, il doit « faire connaître son pays, [combattre] la paresse, la stagnation aussi bien que la course aux kilomètres inintelligente²⁰ ». Son rôle, « tout de nuances, de rayonnement, de discrétion », est aussi administratif : il doit tenir à jour la comptabilité de l'auberge, faire respecter les règles de vie, assurer les travaux collectifs nécessaires au fonctionnement quotidien, etc. Recruté la plupart du temps parmi des membres de mouvements de jeunesse proches de l'ajisme, le P.A. doit tenir compte des « fondements moraux

19. DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit., p.215.

20. *Statuts des Pères Aubergistes*, FFAJ, Fonds Tadier, 20140183/27, Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

des AJ françaises : mixité, refus du racisme, laïcité, refus du caporalisme, acceptation de l'internationalisme²¹ ». Il est ainsi un médiateur absolument central dans le mouvement ajiste, assurant la transmission de ses valeurs, et représentant à l'échelon local un modèle de militant d'éducation populaire.

La formule des caravanes ouvrières

La branche laïque du mouvement ajiste est particulièrement active dans la promotion des principes d'éducation populaire développés pendant la période du Front populaire. À la Libération, elle reprendra une formule imaginée pendant l'Occupation par les usagers des Auberges, connus alors sous le nom de *Camarades de la Route* (ou Cam'Routes). Ces derniers projettent d'organiser des *caravanes ouvrières*, afin de « faire connaître à 10 000 jeunes des usines les joies du plein air, de la vie d'auberge, [et de] les transposer dans un milieu sain encore inconnu pour eux²² ». Malgré les difficultés liées aux circonstances exceptionnelles de la fin de la guerre et de la Libération, ces caravanes ont lieu à partir de 1945, et adaptent au mouvement ajiste le modèle des colonies d'usine le plus souvent organisées par les comités d'entreprise ou les syndicats. L'idée est de faire participer de jeunes ouvriers à la *vie ajiste*, sans perdre de vue des objectifs éducatifs : encore une fois, l'occupation du temps libre est l'objet d'un programme qui valorise le plein air, l'organisation autonome du groupe, au détriment de loisirs populaires que l'on sent quelque peu méprisés par le mouvement ajiste pour leur facilité et la passivité qu'ils entretiennent : cinéma, bal, bistrot. Dans un numéro de *Conquêtes*, revue éditée par l'Union française des Auberges de la Jeunesse et *Tourisme et travail*²³, un premier bilan est tiré de cette initiative novatrice :

On a admis tout d'abord que bon nombre de jeunes travailleurs ne savaient pas employer utilement leurs congés payés ou ne disposaient pas des moyens financiers leur permettant de partir à la découverte de nouveaux horizons. Des organismes spécialisés pallient cette carence en

21. *Statuts des Pères Aubergistes*, ibid.

22. *Routes*, revue mensuelle des usagers des auberges de jeunesse, numéro 23, août-septembre 1944, Fonds Tadier, 20140183 16, Archives nationales.

23. Sylvain PATTIEU. *Tourisme et travail: de l'éducation populaire au secteur marchand (1945-1985)*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2009. 385 p.

fournissant des accompagnateurs et des animateurs, l'Union Française des Auberges de la Jeunesse met à la disposition des caravanes ses auberges de jeunesse, des associations, des clubs sportifs, confient leurs jeunes à ces équipes et assurent en partie leur entretien.

Une caravane comporte ainsi dix à quinze jeunes travailleurs accompagnés de trois animateurs, qui, durant deux semaines, vivront en groupe amical et joyeux, habituellement dans une auberge de jeunesse. Ces quinze jours de vacances seront meublés non seulement par la vie en auberge (services en commun, préparation des repas, nettoyage), mais par des excursions, des visites, des baignades, des jeux, des veillées.

L'auberge de jeunesse, du reste – et nous sommes tous d'accord sur ce fait – doit être largement ouverte à tous les jeunes, quelle que soit leur conception concernant les loisirs populaires. Et il est bien certain que la poésie du feu de camp, la bergerette reprise en chœur, le "béton", le glorieux, l'auto stop, ou les quarantes bornes quotidiennes de certains "durs" ont pour bon nombre de jeunes travailleurs moins d'attraits que le bal musette, une aimable sieste dans l'herbe toute neuve et le folklore direct du "P'tit vin blanc du côté, du côté de Nogent". Il ne viendrait à l'esprit de personne que ces gars-là voient les portes des A.J. se fermer devant eux, ni qu'ils restent éternellement privés de vacances²⁴

La formule des caravanes ouvrières reprend ainsi le thème des groupes réduits constitutif de la sociabilité ajiste : cette échelle doit à la fois prévenir les effets pervers de la massification des loisirs, tout en permettant de prendre part à une vie collective riche en enseignements moraux et en découvertes culturelles. Les activités de plein air, excursions, baignades, etc. ; sont complétées par un volet culturel incontournable : le temps des congés n'est pas uniquement associé dans l'esprit ajiste à la détente. Il s'agit de profiter de ce moment hors travail pour enrichir sa connaissance du pays, des coutumes locales, du folklore – *prendre la route*, refrain obsédant des groupes ajistes, indique implicitement cette envie d'ailleurs, mani-

24. *Conquêtes*, Revue mensuelle du tourisme et des loisirs, numéro 14, octobre 1947, Fonds Tadier, 20140183 16, Archives nationales.

25. *Conquêtes*, Revue mensuelle du tourisme et des loisirs, numéro 14, octobre 1947, 20140183 16, Fonds Tadier, Archives nationales.

festant un désir de découvertes éloigné de l'évasion du quotidien recherchée par d'autres. S'invente ici un ordre de priorité dans l'utilisation du temps de loisir qui participe d'une lutte pour la distinction sociale, prolongeant les écarts sociaux entre classes populaires et classes dominantes jusque dans le domaine des vacances²⁶. Le travail de médiation effectué par les militants ajistes animant les caravanes ouvrières ouvre la voie à tout un mouvement associatif florissant dans l'après-guerre, entretenant souvent des relations étroites avec les organisations syndicales et partisans se faisant les porte-paroles de la classe ouvrière. La présentation de l'une d'elles, proche de la C.G.T., invite à écrire s'intéresser de plus près à l'histoire de l'éducation populaire, jusqu'à aujourd'hui marginalisée par la recherche universitaire.

4.2 Travail et Culture : un détour par l'éducation populaire

4.2.1 La naissance de *Travail et Culture* : l'aboutissement d'un mouvement culturel

Une myriade de nouvelles associations culturelles fleurit à la Libération : parmi elles figurent *Peuple et Culture*, *Tourisme et Travail*, mais aussi *Travail et Culture*, une association qui n'a fait l'objet jusqu'à aujourd'hui d'aucun travail historique à part entière. A la différence de *Tourisme et Travail* par exemple²⁷, elle n'a pas encore suscité de monographie, alors qu'il s'agit d'un rouage essentiel à la mise en place des politiques culturelles à partir de la fin de la seconde guerre mondiale. A l'image de *Peuple et Culture*, l'ethos porté par *Travail et Culture* s'apparente à un « un amalgame, avec en son cœur Uriage, enserré dans l'ethos du service public de

26. Il existe une multitude de travaux, tant en sociologie qu'en histoire, signalant ces différences : Thorstein VEBLEN. *Théorie de la classe de loisir*. Trad. par Louis EVRARD. Gallimard, 1970 [1899]. 278 p. ; Alain CORBIN. *L'avènement des loisirs: 1850-1960*. Flammarion, 2009 [1995]. 626 p. ; Pierre PÉRIER. *Vacances populaires: images, pratiques et mémoire*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2000. 324 p. ; Bertrand RÉAU. *Les Français et les vacances: sociologie des pratiques et offres de loisirs*. CNRS éditions, 2011. 235 p.

27. PATTIEU, *Tourisme et travail*, op. cit.

la Libération²⁸ ». L'historiographie traditionnelle de l'éducation populaire associe aisément le « le temps des grandes espérances²⁹ » de la Libération à la création de ces associations, alors même qu'elles sont le résultat d'un mouvement de fond qui court tout au long des années 1940, en passant par des organisations plus ou moins bien considérées par le gouvernement de Vichy. Les compromissions de certains militants culturels lors de cette période, mais surtout le poids mémoriel pesant sur les individus accusés de collaboration dans l'après-guerre incitent à dissimuler les liens pourtant incontournables entre les associations nées dans l'euphorie de la Libération et les initiatives créées sous l'Occupation. C'est en particulier le cas de *Travail et Culture* (TEC), héritier en ligne directe d'un modèle de mouvement de jeunesse éphémère créé le 22 novembre 1940, *Jeune France*.

La plupart des cofondateurs de TEC s'étaient en effet « connus à "Jeune France" ou à travers [ses] activités³⁰ ». Pierre Schaeffer, Emmanuel Mounier, Jean Vilar ou encore Jean-Marie Serreau font partie de ces hommes qui deviendront par la suite des références incontournables dans la diffusion de la culture. Pour la plupart issus du mouvement ajiste, laïc et catholique, ils signalent à quel point ce mouvement fut central pour la diffusion de l'éducation populaire au sortir de la guerre. Au moment de la fondation de TEC, ils agissent toutefois encore au sein de cercles relativement restreints, en reprenant des formules d'action inaugurées par *Jeune France*. Ce mouvement de jeunesse connut une lune de miel de courte durée avec le régime du maréchal Pétain : « après avoir donné les rênes du pouvoir à tous ces "bons jeunes gens" (...) pour qu'ils fassent chanter et danser la jeunesse française, Vichy s'étonna de leur vitalité, s'inquiéta de leur indépendance d'esprit³¹ ». Il organisa en

28. « an amalgam, an Uriage core encased in the public-service ethos of the Liberation ». NORD, *France's New Deal from the thirties to the postwar era*, op. cit., p.319.

29. CACÉRÈS, *Histoire de l'éducation populaire*. Op. cit.

30. Les éléments liés à l'histoire de TEC sont tirés d'un travail de recherche interne à l'association dans les années 1980, qui a donné lieu à la production d'une brochure. Ses auteurs, tous membres de TEC, souhaitaient relier leurs recherches à une « réflexion plus générale sur l'expérience de la culture et de la création en France », tout en mettant en évidence les « circonstances exactes de la création de l'association dans son rapport au mouvement culturel et social ». *Éléments historiques I. Période 1944-1949*, Travail et Culture, Fonds Robert Aimé, 511 J 3, Archives départementales du Val de Marne (AD 94), Créteil.

31. CHABROL, « Jeune France, un "maillon manquant" pour l'histoire de la décentralisation théâtrale », op. cit., p.94 ; pour une étude détaillée du mouvement : Véronique CHABROL. « "Jeune France": une expérience de recherche et de décentralisation culturelle, novembre 1940-mars 1972 ». Thèse de 3e cycle. Université de la Sorbonne Nouvelle, 1974. 544 p.

très peu de temps une multitude d'activités culturelles, allant de la production de représentations théâtrales jusqu'à l'élaboration d'un programme d'enseignement artistique théorique et pratique. Ce dernier était constitué de « cours d'initiation, visites de musées, auditions, démonstrations publiques », mais aussi d'« ateliers de marionnettes ou de poterie, de masques et de costumes, des cours du soir de théâtre³² », etc. La dissolution en mars 1942 de l'association marque un arrêt brutal de ces activités. Reprises partiellement par les membres du Centre de Culture populaire, créé fin 1943, elles sont le point de rencontre des futurs fondateurs de TEC, réunis notamment autour d'un local de la rue des Beaux-Arts à Paris.

Née le 22 septembre 1944, *Travail et Culture* se donne pour but de créer des coopératives et des écoles de spectateurs de théâtre. L'idée, chère à Jean-Marie Serreau, vise *in fine* à former et à organiser les spectateurs de théâtre pour en faire un public averti, et cultivé. Une première subvention est accordée par Jean Guéhenno, alors à la direction des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, dépendant du ministère de l'éducation nationale. Le modèle du Centre d'initiation dramatique (CID) ne tarde pas à faire florès, et est suivi de la création du CIC (Centre d'Initiation cinématographique), dont André Bazin est l'un des animateurs principaux, du CIM (Centre d'initiation musicale) et du CIP (Centre d'Initiation Picturale). Les quatre sections ainsi représentées – théâtre, cinéma, musique, arts plastiques – organisent chacune des cycles de conférences, au théâtre Sarah Bernhardt à Paris ou à la Sorbonne. Interviennent lors de ces événements de grands noms de la scène artistique des années 1940 : Louis Aragon, Georges Bernanos, Fernand Léger font par exemple partie des orateurs. Les comités artistiques des sections réunissent en outre toute une constellation d'artistes marquant la vie culturelle de la IV^{ème} République : Louis Jouvet, Jean-Louis Barrault, Charles Dullin et Jean Vilar pour le théâtre ; Louis Daquin, André Bazin et Jean Grémillon pour le cinéma ; Fernand Léger, Jean Lurçat dans le domaine des arts plastiques ; et Georges Auric ou encore Nadia Boulanger en ce qui concerne la musique. L'axe principal des activités de TEC demeure toutefois le théâtre, autour des activités mises en place dans un conservatoire désaffecté du 18^{ème} arrondissement de Paris reconverti en salle de spectacles et de conférences de *Travail et Culture*.

32. Idem, « Jeune France, un "maillon manquant" pour l'histoire de la décentralisation théâtrale », op. cit., p.93.

4.2.2 Education populaire et démocratisation culturelle

Le projet général de l'association consiste à diffuser une culture légitime au sens de Pierre Bourdieu, dont les fondements ne sont pas remis en question. Au contraire, il s'agit de massifier l'accès à ce modèle pur de culture constitué par les grandes œuvres artistiques reconnues et sanctifiées par les mondes artistiques : d'après Bourdieu, « l'œuvre d'art ne prend un sens et ne revêt un intérêt que pour celui qui est pourvu du code selon lequel elle est codée. La mise en œuvre consciente ou inconsciente du système de schèmes de perception et d'appréciation plus ou moins explicites qui constitue la culture picturale ou musicale est la condition cachée de cette forme de connaissance qu'est la reconnaissance des styles³³ ». C'est précisément l'acquisition de cette culture qui est visée par *Travail et Culture*, en apportant aux classes populaires par ses conférences, ses cours du soir et ses ateliers la connaissance dont elles ont été privées par une sélection scolaire précoce, ou par des mécanismes sociaux détaillés par Pierre Bourdieu dans son ouvrage-phare. Les fondateurs de TEC inaugurent ainsi le vaste mouvement de démocratisation de la culture qui sera poursuivi tout au long de la deuxième partie du XX^{ème} siècle : ayant conscience des conditions sociales d'accès à l'art légitime, ils tentent de mettre à disposition du plus grand nombre le « patrimoine cognitif et la compétence culturelle³⁴ » nécessaires à la jouissance et au plaisir de la rencontre avec l'œuvre. Leur conception du peuple mériterait sans doute à elle seule une analyse plus approfondie, révélant les ambiguïtés d'une action culturelle tournée vers les classes populaires, mais visant à leur inculquer les codes de la culture bourgeoise³⁵. L'itinéraire de Jean Vilar au sein de *Jeune France* puis son activité au sein de *Travail et Culture* pourrait servir de fil conducteur à une critique historique des représentations du peuple dans ce mouvement associatif³⁶. Cela dit, le premier prospectus publié par TEC apporte déjà un aperçu des intentions de ses

33. Pierre BOURDIEU. *La distinction: critique sociale du jugement*. Éd. de Minuit, 1979. 670 p., p.II.

34. Ibid., p.III.

35. Sur ce point, les débats les plus actifs se situent autour de la notion de théâtre populaire, qui a suscité de nombreuses publications. Pour un aperçu : Marion DENIZOT-FOULQUIER, éd. *Théâtre populaire et représentations du peuple*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2010. 222 p.

36. Emmanuelle LOYER. *Le théâtre citoyen de Jean Vilar: une utopie d'après-guerre*. Presses universitaires de France, 1997. 253 p.

fondateurs : l'association souhaite offrir au public intéressé deux modes d'accès à la culture légitime.

[Ses quatre centres d'initiation spécialisés offrent], sous le contrôle des plus hautes personnalités du théâtre, du cinéma, de la musique et des beaux arts, des spectacles, des concerts, des visites commentées, des conférences, une documentation relative aux activités artistiques, aidant ainsi à se constituer un *public populaire éclairé*³⁷, et donnant voix à ses légitimes exigences.

[Son] centre de culture populaire, par ses cours du soir, son service de documentation, ses stages d'information, ses publications, se propose de dégager les éléments d'une nouvelle culture susceptible de rendre à chacun les moyens de développer harmonieusement ses facultés créatrices et d'associer la masse des travailleurs à l'effort des artistes les plus authentiques de notre temps. Nous espérons que l'œuvre entreprise par Travail et Culture ne laissera pas indifférents tous ceux qui ressentent vivement la nécessité de répondre au *profond besoin de culture du peuple* et d'engager toutes les ressources du génie humain dans le *vaste effort d'affranchissement des masses*³⁸.

Le haut niveau d'exigence artistique des membres de TEC en font une association à la pointe de l'avant-garde culturelle, tout en étant sensible à une forme d'éducation populaire qui ira en s'institutionnalisant par la suite. Les premiers acteurs de la démocratisation qu'elle défend sont les délégués de TEC, voués à diffuser et à organiser des programmes culturels dans leur secteur. L'association souhaite former de « véritables militants culturels ³⁹ », provenant de divers mouvements de jeunesse, des maisons de jeunes et de comités d'entreprise. Fernand Deligny devient ainsi fin 1946 l'un de ces délégués pour la région de Lille, et participe à la mise en place d'activités culturelles en direction de la classe ouvrière du Nord. C'est sa deuxième rencontre avec Huguette Dumoulin, qui deviendra une de ses collabora-

37. Je souligne

38. *Éléments historiques I. Période 1944-1949*, Travail et Culture, Fonds Robert Aimé, 511 J 3, Archives départementales du Val de Marne (AD 94), Créteil.

39. *Éléments historiques I. Période 1944-1949*, Travail et Culture, Fonds Robert Aimé, 511 J 3, Archives départementales du Val de Marne (AD 94), Créteil.

trices les plus proches par la suite, qui lui offre l'occasion de manifester ses activités de militant d'éducation populaire : alors membre de l'Union des Jeunes Filles de France (UJFF), une organisation de jeunesse communiste⁴⁰, Huguette Dumoulin le contacte en octobre 1946 pour l'aider à constituer une association départementale dans le Nord auprès de jeunes ouvrières. L'objectif était de monter un spectacle avec des ouvrières du textile en vue d'un congrès départemental de l'organisation au printemps 1947, puis, si l'expérience se révélait concluante, de le présenter au congrès national de l'UJFF les 13 et 14 juillet aux arènes de Lutèce, à Paris.

Avec une quinzaine de jeunes filles, ouvrières ou apprenties du textile, il a mis sur pied un "jeu mimé". Il s'agissait d'une brigade de tisseuses qui mimaient les gestes, très répétitifs et mécaniques, qui étaient ceux de leur travail journalier. Elles avaient "sur le dos" une chef de brigade qui personnifiait le patronat et contre laquelle elles devaient lutter au cours de la grève qu'elles organisaient.

En fait, c'était un spectacle assez difficile pour un public non averti. Lors de la représentation à Loos-lès-Lille, dans le parc public que la Mairie avait mis à notre disposition, les filles et leurs familles constituaient un public très réceptif qui a marché à fond. A Paris aux arènes de Lutèce, le contact a été moins évident. En 1947, le "jeu mimé" n'était pas encore un spectacle très familier. Le film "les enfants du paradis" de Marcel Carné, avec la performance de Jean-Louis Barrault, dans le rôle du mime Debureau, aurait pourtant dû ouvrir quelques esprits. Le mime Marceau était, par ailleurs, en train de conquérir les théâtres du boulevard, sur les traces de son illustre prédécesseur... Aux AJ, nous le connaissions bien, il était souvent venu nous offrir son spectacle lors de nos veillées en forêt autour d'un grand feu de bois⁴¹.

40. Créée en 1936 sous l'impulsion de Danielle Casanova et caractérisée par sa non-mixité, cette organisation est proche des autres mouvements de jeunesse communiste de l'époque : Guillaume QUASHIE-VAUCLIN. *L'Union de la jeunesse républicaine de France, 1945-1956 : entre organisation de masse de jeunesse et mouvement d'avant-garde communiste*. 1 t. l'Harmattan, 2009. 264 p.

41. *Témoignage d'Huguette Dumoulin*, tapuscrit, dernière version datée du 5 juin 2007, Archives de la Grande Cordée, fonds privé. Je remercie Daniel Terral pour m'avoir donné accès à ce fonds inédit.

Les précisions apportées par ce témoignage indiquent à quel point les différentes organisations de jeunesse à la Libération s'entrecroisent, et forment une unité peu visible si l'on adopte une vision parcellaire, comme c'est le cas de bien des monographies consacrées à une seule association ou à un seul mouvement de jeunesse. La vision d'ensemble et le recul que l'on perd inévitablement par cette tendance, bien que contrebalancés par une riche analyse de détail, empêchent de saisir les possibilités offertes par la configuration sociale de l'époque. Cette dernière se caractérise par une vivacité intense du secteur associatif en matière d'éducation populaire, qui n'est pas sans lien avec l'atmosphère générale appelant à la reconstruction d'un pays dévasté par les années d'Occupation. Dans ce contexte, certains lieux font office de passerelles entre différents mouvements, permettant des rencontres inattendues. C'est le cas du local central de TEC, situé au 5 rue des Beaux-Arts à Paris. Initialement prévu pour accueillir les réunions du comité directeur et assurer la gestion quotidienne de l'association, il devient peu à peu un nœud unissant des militants culturels de tout bord. C'est là que se multiplient à la fois des échanges intellectuels intenses, et des discussions au sujet de nouveaux projets bénéficiant d'un soutien inédit. Fernand Deligny y rencontre par exemple André Bazin, avec lequel il entretient une amitié nouée autour de leurs discussions sur le cinéma, mais aussi Chris Marker, qui écrira en 1948 dans *Esprit* une recension élogieuse des *Vagabonds efficaces*. Le réseau de connaissances qu'il commence à se forger, s'il révèle l'existence d'une constellation étendue d'acteurs de l'éducation populaire à ce moment de l'histoire, forme progressivement une chaîne d'interdépendance caractérisant la configuration du secteur. Les contacts établis pendant ce court moment – Deligny quitte probablement son poste de délégué régional de TEC fin 1947 – sont loin d'être négligeables si l'on veut comprendre la tournure prise par les tentatives pédagogiques qu'il entreprend à partir de 1948.

Les initiatives novatrices prises par de petits groupes sont alors soutenues par ce réseau, à l'image du projet mûri par le « groupe de Deligny⁴² » à partir du début de l'année 1948. Il souhaite alors créer un « organisme qui prendrait en charge des jeunes délinquants, ou inadaptés sociaux », en contournant la solution de l'internat pour lui préférer « un réseau d'accueil appuyé sur les Auberges de la Jeunesse et

42. C'est la qualification utilisée dans les rapports internes des comités directeurs de TEC. Fonds Robert Aimé, 511 J 1, AD 94, Créteil.

des militants des AJ dont il a fait la connaissance lors de ses séjours à Paris en mai 1946 et qui sont décidés à lui apporter leur appui⁴³ ». Le passage de Fernand Deligny par les mouvements d'éducation populaire au sortir de la guerre ouvre ainsi la voie à une nouvelle forme d'innovation sociale, préfigurant la tentative de la *Grande Cordée*.

43. *Témoignage d'Huguette Dumoulin*, tapuscrit, dernière version datée du 5 juin 2007, Archives de la Grande Cordée, fonds privé.

Chapitre 5

La Grande Cordée

Cette dernière partie esquisse les contours d'une étude qui appelle à être approfondie. Prenant pour objet la dernière tentative initiée par Deligny dans un « cadre institutionnel encore classique¹ », elle s'appuie sur la découverte d'un fonds d'archives inédit, consulté avec l'aimable accord de Daniel Terral. Ce fonds est constitué de documents mis de côté par Huguette Dumoulin, l'une des collaboratrices les plus actives de Fernand Deligny lors de la mise en place de la *Grande Cordée*, et l'une de ses compagnes. Les questions qu'il pose sont plus nombreuses que les réponses qu'il apporte ; néanmoins, il mérite d'être analysé pour pouvoir tirer un certain nombre de conclusions nuanciant l'histoire légendaire écrite *a posteriori* au sujet de cette tentative pédagogique encore une fois novatrice.

5.1 Les principes d'un organisme original

5.1.1 Se faire connaître pour créer un réseau

La plupart des textes relatant l'expérience de la *Grande Cordée* ont été écrits à partir des années 1950, et sont parus dans la revue *Vers l'éducation nouvelle*, publiée par les Centres d'entraînement aux méthodes de pédagogie active (Céméa)². Offrant un premier aperçu des expériences tentées par Deligny, ils n'offrent cependant qu'un regard parcellaire, délaissant notamment toute la réalité interne de

1. Michel CHAUVIÈRE, « Devenir Deligny (1938-1948) », in DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit., p.372.

2. BORDAT, *Les CEMEA, qu'est-ce que c'est ?*, op. cit.

l'association, pour se centrer sur les enfants pris en charge. L'histoire des pratiques pédagogiques que l'on tente d'écrire doit s'appuyer sur des sources d'un autre genre pour saisir cette dimension, pour ne pas se limiter à un commentaire des discours de Fernand Deligny. La *Grande Cordée* telle qu'elle existera dans son existence parisienne, entre 1948 et 1955, est en lien étroit avec les rencontres effectuées par Deligny après son éviction du Centre d'observation et de triage de Lille. Comme on l'a vu, il fréquente alors un cercle élargi de militants d'éducation populaire, et prend connaissance du milieu ajiste de la région parisienne, grâce notamment à Huguette Dumoulin. Leur première rencontre date en effet de mai 1946 : Deligny souhaiterait intégrer les jeunes du Centre d'observation récemment fermé à des chantiers de reconstruction, pour leur éviter de retomber dans le système carcéral. Ces chantiers sont organisés par le « Service civique de la Jeunesse », au sein duquel Huguette Dumoulin occupe un poste à responsabilité³. Malgré quelques réticences, l'idée aboutit, et tisse les premiers liens entre Deligny et Huguette Dumoulin. En effet, il lui rend visite régulièrement dans la banlieue est de Paris – à Maisons-Alfort –, au cours du printemps 1946, et y découvre la richesse du mouvement ajiste :

Notre groupe "ajiste" était constitué de jeunes ouvriers venus de quartiers populaires. Grâce aux AJ, nous nous sommes détournés des loisirs faciles et avons pris conscience de ce qui pouvait s'offrir à nous : des sorties de plein air ou culturelles, le théâtre, le cinéma, lorsque le film était important. Nous avons aussi fondé une bibliothèque. Nous avons créé une chorale. Nous chantions lors de manifestations publiques. Plus tard, nous avons encadré des "caravanes ouvrières" organisées par les Comités d'entreprise pour les vacances de leurs jeunes apprentis. Puis notre groupe s'est affilié à "Travail et culture", nous avons alors été aidés pour choisir et organiser toutes nos activités de loisirs culturels. Nous étions bien ensemble. Nous étions des camarades.

Deligny, à la recherche de solutions et de moyens pour mener à bien ses projets avait tout de suite perçu quelle part nous pouvions prendre dans leur réalisation, d'autant plus que certains d'entre nous, grâce

3. *Témoignage d'Huguette Dumoulin*, tapuscrit, dernière version datée du 5 juin 2007, Archives de la Grande Cordée, fonds privé.

à notre engagement dans les AJ, s'étaient dès la Libération de Paris, tourné vers les syndicats et les partis ouvriers.

[...] Je crois qu'il avait trouvé là un milieu humain dont, jusqu'alors, il n'avait eu connaissance qu'à travers les jeunes dont il avait eu à s'occuper. Il avait été impressionné par l'esprit de solidarité qui régnait entre nous et entre les familles de la rue et du quartier, esprit que l'on ne retrouverait pas aujourd'hui⁴.

Alors que Deligny occupe une fonction de délégué régional de *Travail et Culture* dans le Nord, il songe peu à peu à créer un nouvel organisme qui prendrait en charge des jeunes délinquants, tout en sortant du modèle du centre fermé. La qualification administrative de ce type de prise en charge existe, il s'agirait d'un « organisme de prise en charge de jeunes caractériels en "cure libre" ». Deligny doit cependant s'appuyer sur un réseau d'accueil suffisamment dense pour pouvoir multiplier les occasions d'adaptation sociale des jeunes, qu'il croit apercevoir sous la forme du réseau des auberges de la Jeunesse et de ses militants. Il propose également son idée pendant une réunion de délégués de TEC à Paris, idée « qui semble être accueillie avec intérêt⁵. Emile Copfermann se rappelle quant à lui de la proposition de Deligny auprès des ajistes, dans des termes similaires à ceux qui sont employés en une d'un journal interne au Centre Laïc des Auberges de la Jeunesse, reproduit ci-après :

A l'auberge de jeunesse – de Taverny ? – Fernand Deligny nous expliqua ce qu'il attendait des groupes ajistes de la région parisienne. La Grande Cordée, qu'il venait de créer, cherchait à mettre en place un réseau de séjours d'essais. Les pères aubergistes, animateurs permanents des auberges, prendraient en charge pour une "cure libre" des enfants caractériels graves, des psychotiques, tous rebelles aux traitements habituels. Deligny estimait que hors du climat contagieux des asiles ou des maisons spécialisées, ils avaient des chances de s'en tirer ;

4. *Témoignage d'Huguette Dumoulin*, ibid.

5. *Témoignage d'Huguette Dumoulin*, ibid. ; en effet, le compte-rendu d'un comité directeur de TEC indique la permission donnée à Deligny et à son groupe d'utiliser une pièce du local de la rue des Beaux-Arts pour y organiser ses réunions. La Grande Cordée disposera par la suite en échange d'un loyer de l'usage d'une pièce du conservatoire Maubel, situé à Montmartre, dans le 18^e arrondissement de paris. *compte-rendu du comité directeur du 11 juin 1948*, TEC, fonds robert aimé, 511 j 1, ad 94.

de trouver après quelques essais, des expériences successives, ce qui les accrocherait à la vie. La présence d'adultes "normaux" devait les sécuriser. Choissant des ajistes, c'est-à-dire prenant pour rééducateurs des mal adaptés à cette société, sa thérapie ne visait pas la simple récupération de délinquants en rupture de ban. Sa chimie pédagogique pouvait produire tout autant des contestataires politiques.⁶

Le milieu ajiste semble à ce moment être un réseau d'accueil particulièrement efficace pour "accrocher" des jeunes promis à l'enfermement, qu'il soit carcéral ou psychiatrique. On verra par la suite que la réception au sein du mouvement ajiste des propositions de Deligny ne s'est pas réalisée sans conflits, qui ont tendance à être dissimulés par le style enthousiaste des publications du CLAJ et la vision rétrospective d'Emile Copfermann. Le réseau constitué par les militants ajistes n'est toutefois pas le seul à être mobilisé : Deligny compte également sur la diffusion de ses livres pour attirer des personnes intéressées par sa tentative. Les présentations de *Graine de crapule*, et surtout des *Vagabonds efficaces* dans de nombreuses librairies parisiennes crée des occasions de rencontres propices à multiplier les entrées du carnet de contacts que l'on a retrouvé au sein des archives de la Grande Cordée : "par exemple, lors d'une signature à la librairie "La joie de lire" nous faisons la connaissance d'un homme de forte stature, très énergique, qui semble très à l'aise dans sa peau, et qui offre, d'emblée, de nous apporter son appui. A titre bénévole, il en a bien conscience puisque l'association ne dispose d'aucune ressource. C'est Jean G. Il est la première recrue sur laquelle deligny pourra compter pendant de longues années⁹". A côté de cette constellation mouvante de soutiens se dessine tout un ensemble de relais institutionnels essentiels au bon fonctionnement de la Grande Cordée : les enfants lui sont transmis par différentes organisations officielles, au premier rang desquels figure le service de prophylaxie mentale de l'Office public d'hygiène sociale du département de la Seine.

6. DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit., p.216.

8. *Le cri des auberges de la jeunesse*, revue mensuelle du CLAJ, avril 1948, numéro 2 de la nouvelle série, Fonds Tadier, 20140183 35, Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

9. *Témoignage d'Huguette Dumoulin*, ibid.



FIGURE 5.1 – Une invitation à rejoindre la Grande Cordée dans les bulletins intérieurs du CLAJ⁸

5.1.2 L'élaboration d'une doctrine psychopédagogique

La *Grande Cordée* est une association enregistrée par la préfecture de police de Paris le 1er août 1948. Son nom dérive du titre du livre de Gaston Frison-Roche, *Premier de Cordée*¹⁰, réédité à la Libération, et adapté au cinéma par Louis Daquin¹¹. Les membres présents lors de sa première réunion sont issus de différents mouvements de jeunesse – Céméa, Francas, ajistes –, mais aussi de collaborateurs du Laboratoire de psycho-biologie de l'enfant dirigé par Henri Wallon à Paris. Ce dernier préside l'association, et obtient de l'éducation nationale le détachement de Deligny auprès de son laboratoire, lui offrant ainsi une stabilité financière non négligeable¹². Leurs échanges réguliers, et la sympathie que Wallon éprouve pour la tentative, sont déterminants pour lui assurer le soutien du milieu professionnel de la psychologie de l'enfant. La *grande cordée* est en effet alors soutenue par tout "l'état-major de la psychologie et de la psychiatrie de l'époque"¹³ : Louis Le Guillant suit de loin l'initiative, tandis que Georges Heuyer envoie à Deligny des enfants pris en charge au sein du service des enfants malades qu'il dirige à l'hôpital Necker, à Paris. Ces soutiens divers accompagnent l'élaboration d'une doctrine pédagogique originale, que Deligny expose dans un article de la revue *Enfance* de 1949 : il part du constat d'échec des "organismes dits d'observation ou d'éducation d'enfants et d'adolescents réputés difficiles", dont il a pu saisir de l'intérieur les contradictions et les limites au C.O.T. de Lille.

Selon lui, cette "mise en collectivités artificielles tarit les sources d'observation, avachit les individus alors privés de la responsabilité d'eux-mêmes, attire et rémunère des "éducateurs" dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils sont des "sans-métiers" dont les caractéristiques se nourrissent et sont renforcées par l'at-

10. Roger FRISON-ROCHE. *Premier de cordée*. Arthaud, 1945 [1942]. 382 p.

11. L'histoire tourne autour d'un jeune homme aspirant à devenir guide de haute montagne dans les années 1920 à Chamonix. Son titre « évoque très exactement ce que Deligny voudrait pouvoir atteindre : créer une chaîne solidaire pour tirer d'affaire des gamins "mal partis" dans l'existence ». *Témoignage d'Huguette Dumoulin*, *ibid.*

12. Hélène Gratiot-Alphandéry, alors secrétaire de ce laboratoire, se souvient de Deligny comme d'un « instituteur sans emploi, il était un instituteur menacé, son appartenance au parti communiste n'était pas dans ce temps là considérée comme une recommandation pédagogique et il était par conséquent un instituteur qui avait surtout à son actif un certain nombre d'échecs » ; BOURQUIN, *A propos de Deligny*, *op. cit.*, p.35

13. *Entretien avec Michel Chauvière*, Casette audio, fin des années 1970

mosphère même qui les intoxique et qu'ils contribuent à vicier¹⁴". Leur efficacité est largement remise en question par Deligny, qui propose au contraire un dispositif de placement en milieu ouvert, sous la forme d'un "organisme de réadaptation sociale offert aux adolescents de quatorze à dix-huit ans". Il est en 1949 encore à l'état de projet, malgré les quelques cas déjà pris en charge par Deligny et ses collaborateurs : il prévoit de créer quatre *réseaux*, qui sont censés offrir autant d'"occasions d'être" aux mineurs pris en charge. Reprenant ses réflexions autour de la notion de circonstance et du rôle du milieu dans la formation des caractères, Deligny fonde en effet la *Grande Cordée* autour d'une expression populaire chère à Wallon : "l'occasion fait le larron". Toute activité nouvelle doit potentiellement opérer une brèche dans le comportement des jeunes, voire être l'étincelle qui leur fera s'accrocher à un *projet* : ce terme, aujourd'hui galvaudé, est un pivot essentiel à la "réussite" d'une prise en charge par la [Grande Cordée]. Comme le note Louis Le Guillant, « Deligny pense que tout adolescent découvrira un jour, parmi [des "occasions" d'hébergement et de travail], et après de libres essais, l'activité concrète, les conditions affectives, le mode de vie qui lui conviendront. Il espère qu'il s'y tiendra et trouvera enfin, sinon un accord définitif avec la société – que Deligny ne doit sans doute souhaiter à personne –, au moins un apaisement à ses conflits, la possibilité d'accepter un certain nombre de règles, d'investir son énergie dans une voie sinon "normale", au moins utile et valable¹⁵ ». La forme libre et ouverte du réseau d'essais fait ainsi basculer l'objectif de rééducation vers un apprentissage de l'autonomie, tout en maintenant une pratique extrêmement précise de l'observation, qui doit être assurée par un réseau d'observateurs bénévoles.

Les premières années de l'association concentrent ainsi un travail de constitution d'un réseau de points d'accueil, selon quatre pôles principaux : un réseau d'activités d'observation et de cure caractérielle libres, un réseau de points d'essai, un réseau de réencastrement et des caravanes. Le premier s'appuie sur la nébuleuse de mouvements de jeunesse et d'éducation populaire en pleine expansion dans l'après-guerre : l'augmentation du temps libre hors travail pose alors les jalons d'une civilisation du loisir naissante¹⁶.

14. DELIGNY, « La grande cordée », op. cit., p.72.

15. Louis LE GUILLANT, « Présentation », in *Vers l'éducation nouvelle*, numéro 39, janvier-février 1950, in idem, *Oeuvres*, op. cit., p.406.

16. DUMAZEDIER, *Vers une civilisation du loisir ?*, op. cit.

Partout où des jeunes gens sont groupés régulièrement avec, pour prétexte, une activité créatrice précise (cinéma, mime-marionnettes, céramique, expression graphique, danse, recherche de prototypes de jouets modernes, émission radiophonique, etc.), la Grande Cordée propose l'adhésion discrète d'un cas difficile qui, une ou deux fois par semaine, se livrera ainsi à l'activité choisie par lui. Seul averti de sa présence, un observateur bénévole, adhérent quelconque du groupe, formé un peu à la fois à la technique de l'observation, communiquera à la Grande Cordée ce qu'il aura relevé du comportement du garçon observé aux prises avec l'activité offerte.

Pour être entière, la gamme des activités créatrices doit être complétée par des activités d'un autre ordre et tout aussi révélatrices, telles que : vol à voile, parachutage, canoé, boxe et sports d'attaque et de défense, rocher-montagne, etc. qui proposent aux jeunes gens une exploration de leurs réactions, profitables sans doute pour l'observation mais capables aussi à elles seules et proposées en fonction de certains troubles du caractère, d'être curatives en tant qu'incident de choc.

La moisson d'observations recueillies et enregistrées semaine après semaine, ajoutée aux résultats des tests éventuellement passés, nous amène à une connaissance du sujet non seulement libre mais "révélé". S'il en est besoin, cette première observation sera complétée par un temps de séjour sur un des points du réseau d'essai¹⁷.

On retrouve les mêmes objectifs précédemment détaillés donnant à l'observation un rôle capital dans le processus de rééducation. Par ailleurs, les activités « extrêmes » devant jouer un rôle d'*incident de choc* font référence implicitement à la *méthode d'explosion* d'un Makarenko, qui part de l'hypothèse d'un développement de l'enfant par bonds : « la pédagogie entre en action de façon rapide et directe pour modifier résolument toutes les circonstances habituelles de la vie de l'enfant, opérer un tournant brusque dans les dispositions prises auparavant à son sujet¹⁸ ». Ces premières occasions sont complétées par le réseau de points d'essai dont le modèle est l'auberge de jeunesse. Permettant de fixer les jeunes en un lieu

17. DELIGNY, « La grande cordée », op. cit.

18. LÉZINE, A.S. *Makarenko*, op. cit.

précis, les points de séjours d'essai préfigurent le réseau de réencastrement qui doit leur assurer une multitude d'embauches possibles à travers la France. La correspondance entre les désirs des jeunes pris en charge et les possibilités offertes par les contacts établis par la *Grande Cordée* doit être assurée par un système de fiches d'information, dont on a pu consulter quelques exemplaires : « par confrontation des fiches "études de poste, climat humain, caractéristiques du correspondant", et des fiches d'"observation, essai, sélection professionnelle" des garçons pris en charge par la Grande Cordée, les réencastements qui seront tentés le seront en connaissance de cause et auront au moins quelques chances de réussir ».

Le quatrième pôle d'action de la *Grande Cordée* importe quant à lui une formule créée par le mouvement ajiste : le modèle des caravanes ouvrières que l'on a présenté *supra* est adapté par Deligny pour y intégrer un groupe de « garçons difficiles ». Accompagnés de quatre jeunes ouvriers et ouvrières en congé et d'un meneur de caravane, « adulte solide et membre de l'équipe de base de la Grande Cordée », ils devront rallier quelques points d'essais, tout en traversant des zones d'embauches saisonnières permettant de leur assurer une indépendance financière. Loin d'être une « colonie de vacances pour enfants prolongés », la caravane doit en effet « être surtout un petit "tour de France de l'apprenti" ¹⁹ », multipliant des perspectives nouvelles pour accrocher les envies des jeunes. Alors que les trois pôles précédents ont eu une existence réelle pendant les quelques années d'existence parisienne de la *Grande Cordée*, ce projet de caravane aboutira lors du départ de Fernand Deligny de la capitale, accompagné de ses proches et de quelques jeunes : cet épisode cloture l'existence de l'association, en faisant basculer la tentative sur les bords de l'institution, dans des conditions de plus en plus précaires.

5.2 Un premier bilan

Les organismes qui envoient les enfants auprès des services offerts par la *Grande Cordée* sont relativement nombreux. Certains sont toutefois beaucoup plus actifs que d'autres, comme l'Office public d'hygiène sociale du département de la Seine. Cet organisme, premier jalon d'une politique sociale de proximité en évolution

19. DELIGNY, « La grande cordée », op. cit.

GEVERTZ Henri		né le 12/11/35		sorti : toujours présent		O.P.H.S.	
A) Grosse arriération troubles du langage asthénie.				B)			
D) L'état d'arriération spectaculaire de H.G. à la prise en charge s'est notablement amélioré. Etant donné les habitudes du milieu familial et les conditions sociales, il est probable que nous aurons à intervenir pendant longtemps encore pour tenter d'aiguiller H.G. vers une existence autonome				C) en séjour d'es ai, la passivité spectaculaire de H.G. semble céder. Il entreprend et poursuit volontiers un rattrapage scolaire. Il noue des relations hors de son milieu familial. Sa capacité de raisonnement s'améliore. Il se montre capable de petites initiatives, mais il est encore loin de pouvoir assumer un emploi normal alors que nous voudrions lui éviter la vie en hospice, ou de sous-manœuvre. Il reste très dépendant de son père et de son frère qui sont obligés de l'utiliser à des travaux domestiques et ne soutiennent aucune de ses tentatives de mise au travail. Son entrée dans un atelier protégé est envisagée.			

FIGURE 5.2 – Un exemple de fiche d'observation de la *Grande Cordée*, année 1954.

depuis le début du XX^{ème} siècle²⁰, a été créé au départ afin de lutter contre la tuberculose, dans l'esprit d'assainir les quartiers populaires insalubres²¹. L'hygiénisme de ses services, imprégnés par le corps médical, s'accompagne de mesures de placement extérieur voués à améliorer la santé des tuberculeux. L'office public d'hygiène sociale du département de la Seine ouvre en outre en 1942 un service de prophylaxie mentale destiné à prendre en charge des enfants souffrant de troubles psychiques. Il accueillera près de 830 enfants pendant l'année 1950, pour atteindre un plafond d'entrées annuelles faiblement supérieur à 1000 entre 1951 et 1954²². Considéré comme un « soutien extrêmement précis²³ » par Fernand Deligny, ce service enverra la majorité (37) des adolescents au sein des séjours d'essai proposés par la *Grande Cordée*. Ces données chiffrées permettent de relativiser la place qu'a pu occuper la *Grande Cordée* au sein de l'arsenal de dispositifs visant à prendre en charge l'enfance déviante à la fin des années 1940 et au début des années 1950 : en l'espace de dix ans, l'association a pris en charge seulement 134 adolescents²⁴, provenant de divers services publics comme l'indique le tableau suivant :

Organisme de prise en charge	Nombre de mineurs confiés
Office public d'hygiène sociale du département de la Seine	37
Assistance médicale gratuite	32
Services d'hygiène sociale des préfectures	20
Familles	16
Caisse centrale de Sécurité Sociale	10
Consultation Enfance de la RATP	6
Autres	8

La durée de prise en charge est très variable selon les cas, et le calcul d'une moyenne est compliqué par le retour dans leur famille de certains enfants après

20. Roger-Henri GUERRAND et Christine MOISSINAC. *Henri Sellier, urbaniste et réformateur social*. Éd. la Découverte, 2005. 229 p.

21. Claire LÉVY-VROELANT. « Le diagnostic d'insalubrité et ses conséquences sur la ville: Paris 1894-1960 ». In : *Population* 54.4/5 (juil. 1999), p. 707.

22. OPHS DE LA SEINE. *Statistiques d'activité. 1945-1954*. Préfecture de la Seine, Direction des affaires sociales, Office public d'hygiène sociale, 1956.

23. *Entretien avec Michel Chauvière*, Casette audio, fin des années 1970

24. Ces informations sont tirées du carnet d'inscriptions tenu par le secrétariat de la *Grande Cordée* entre le 14 octobre 1948 et le 28 janvier 1958. Archives de la *Grande Cordée*, fonds privé.

des périodes de séjours d'essai. Il existe dans les archives de l'association un certain nombre de fiches d'observation évaluant l'évolution du comportement des adolescents, suite aux interventions des membres de la *Grande Cordée*. Elles permettent certes d'avoir un aperçu de l'éventuelle efficacité de l'association, mais seulement sur un temps court : l'évolution ultérieure des adolescents n'est pas documentée, puisqu'ils quittent alors le réseau d'observation, pour retourner dans leur famille, entreprendre une formation professionnelle ou débiter l'exercice d'un métier, permis par le réseau d'embauches effectives de la *Grande Cordée*. On signalera néanmoins une alternative qui semble être déterminante pour « aiguiller [les adolescents] vers une existence autonome²⁵ » : le retour vers la famille semble être considéré comme un frein à cet idéal d'évolution, s'il ne provoque pas un retour pur et simple aux habitudes et comportements ayant conduit à la prise en charge. L'exercice d'un travail, ou le début d'une formation, gages d'indépendance financière et affective, sont au contraire associés à une évolution positive, résultat des incitations à définir un projet individuel répondant aux désirs et aux attentes ressenties pendant les séjours d'essai. Chaque cas est toutefois si singulier que l'analyse détaillée de ces documents ne pourrait déboucher que sur le constat – classique au demeurant – de la multiplicité des variables influençant l'évolution du comportement adolescent. Selon l'avis de Deligny exprimé une dizaine d'années après la fin de la *Grande Cordée*, « d'une manière générale, les médecins ou les services sociaux qui nous confiaient des "cas" étaient plutôt contents, agréablement surpris. Ils ne voyaient plus les gars. Ça devait marcher²⁶ ». L'évolution à plus long terme des adolescents pris en charge pourrait être appréhendée par le recours à une campagne de témoignages oraux²⁷. On pourrait ainsi vérifier ou infirmer les affirmations de Deligny assurant que l'association « a bien dû contribuer pour une bonne part à l'éclosion d'un membre du PCF devenu secrétaire de section et au fait que, quelques années plus tard, au moment de la guerre d'Algérie, un ancien

25. C'est une expression qui revient à plusieurs reprises dans les exemplaires de fiches d'observation consultés.

26. « Le groupe et la demande », op.cit., in DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit., p.423.

27. Il s'agirait d'analyser le rôle des séjours d'essai proposés par l'association dans une perspective diachronique. On dispose en effet des noms des 134 adolescents pris en charge par l'association, grâce au carnet d'inscriptions. Il devrait être possible d'en retrouver un certain nombre, afin de conduire des entretiens biographiques. Une telle enquête dépasserait toutefois le cadre de ce mémoire.

de la Grande Cordée ait détourné un avion de ligne américain pour le faire atterrir à La Havane avec pilote et passagers un peu surpris²⁸ ».

5.3 Rapports avec les soutiens politiques et sociaux

Les jeunes délinquants, vagabonds, anormaux, sont les plus flagrantes victimes d'un ordre social, économique et politique gangrené. (...) A quoi sert de leur venir en aide alors que toutes les énergies devraient être employées à transformer les conditions sociales, économiques et politiques ? Toute entreprise de rééducation est un passe-temps d'idéaliste, de mystique refoulé, de charitable en rupture de bonne-œuvres²⁹.

Malgré les apparences, cette critique que l'on pourrait qualifier de libertaire semble aller à l'encontre de toute tentative de rééducation. C'est pourtant Deligny lui-même qui la formule, pour prévenir les attaques que certains militants politiques d'extrême gauche pourraient lui adresser. Ses relations avec le Parti Communiste français méritent à ce sujet un éclairage : acceptant volontiers le soutien de poids que le parti lui offre au moment où sa force politique et idéologique culmine³⁰, il refuse d'être récupéré pour servir de modèle du pédagogue communiste français. Dans ce contexte, la figure de Makarenko est incontournable, et s'insinue dans la tête des militants communistes s'intéressant de près ou de loin aux questions touchant à l'enfance et à la rééducation. Cela dit, le réseau actif de soutien politique de Deligny est couplé avec des contacts plus institutionnels, dont l'action est tout autant ambiguë.

5.3.1 Un Makarenko français ?

D'être traité de *Makarenko français* ça m'est arrivé de par un certain enthousiasme des militants d'alors, mais pas du tout à mon égard, mais envers Makarenko, éducateur *particulièrement* soviétique³¹.

28. *ibid.* DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit., p.423.

29. *Idem*, « La grande cordée », op. cit., p.73.

30. Jean-Pierre RIOUX. *La France de la IV^e République: l'ardeur et la nécessité (1944-1952)*. Éd. du Seuil, 1980. 309 p.

31. *Cahiers de l'immuable/3*, novembre 1976, in DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit., p.1011.

Comme le remarque Sandra Alvarez de Toledo dans son introduction aux textes présentant la *Grande Cordée*, la réception de l'œuvre pédagogique d'Anton Makarenko en France reste à écrire³². Sa réputation s'est construite à partir de la traduction de son *Poème pédagogique*, et de la diffusion du film de Nicolaï Ekk intitulé *Le chemin de la vie*. Irène Lézine, membre active du parti communiste qui deviendra secrétaire de la *Grande Cordée*, s'est intéressée à son œuvre en traduisant un certain nombre de ses textes³³, et en effectuant un travail de présentation des grands principes de sa pédagogie³⁴. On retiendra de ces ouvrages quelques éléments permettant d'évaluer dans quelle mesure il s'écarte ou se rapproche des pratiques pédagogiques de Fernand Deligny.

Premier point commun entre les deux éducateurs, ils tiennent tous deux les théories psychologiques pour un accessoire utile, mais non nécessaire pour mener à bien une méthode de rééducation efficace. Makarenko critique par exemple les savants qui considèrent la délinquance comme une tare héréditaire, créant ainsi une catégorie définitive d'enfance « irrécupérable », imposant à ses représentants un destin implacable. Au contraire, « la pédagogie normale, pédagogie active et orientée vers un but transforme très rapidement la collectivité enfantine en une collectivité tout à fait normale, il n'existe aucun criminel-né, aucun caractère difficile de naissance³⁵ ». Le principe de son intervention pédagogique se situe donc, tout comme chez Deligny, dans le pari d'éducabilité et d'évolution potentielle de tout cas d'enfant difficile. En revanche, son rapport à la collectivité est bien différent de celui entretenu par Deligny : partant de l'éducation d'enfants sans famille, Makarenko s'est peu à peu occupé d'enfants provenant de familles dites normales, et a voulu fonder les normes d'une morale communiste, de « traits de caractère devant appartenir à la famille nouvelle³⁶ ». L'expérience de la colonie Gorki crée une véritable collectivité pédagogique, qui doit servir de préalable à l'organisation d'une large éducation politique, et *in fine* à forger l'homme nouveau promis par l'avènement du communisme en URSS. Autant d'objectifs dont Deligny se dé-

32. Seul un article issu d'un colloque défriche la recherche sur ce point : GUTIERREZ, BESSE et PROST, *Réformer l'école*, op. cit.

33. MAKARENKO, *Le chemin de la vie*, op. cit.

34. LÉZINE, *A.S. Makarenko*, op. cit.

35. Cette affirmation est tirée d'une conférence prononcée le 14 janvier 1938, citée in *ibid.*, p.8.

36. *Ibid.*

marque notablement, en particulier à partir des prises de position postérieures à son départ de l'ARSEA du Nord : le modèle réticulaire de la *Grande Cordée* s'oppose clairement à toute forme de collectivité, pour préférer une rééducation individualisée. La position du Parti en ce qui concerne la pédagogie est alors dominée par sa dénonciation de la psychanalyse comme agent idéologique de la bourgeoisie, mais aussi par la disqualification du mouvement de rénovation pédagogique autour de Célestin Freinet³⁷, « dont la pédagogie ne correspondait pas à la conception quasi militariste de Makarenko, grand modèle soviétique³⁸ ».

Les rapports houleux qu'il entretient avec le Parti tiennent de son refus de voir sa tentative récupérée dans un unique sens politique : Louis Le Guillant considère par exemple « qu'aux yeux de tous, la Grande cordée est une réalisation du Parti, ses réussites et son échec possible seront en fait imputés au Parti³⁹ ». Le psychiatre critique alors les nombreux problèmes sur le plan administratif de l'association, et déplore le manque d'engagement de Deligny au sein de sa « cellule » locale. Il « se tient à l'écart de la plupart des réunions des intellectuels et des différents cercles du travail (...) et travaille isolément ». Le Guillant propose alors un contrôle accru du Parti sur les activités de l'association, accepté « sans enthousiasme » par Deligny. Ces tentatives de contrôle s'apparentent étonnamment aux exigences gestionnaires demandées par les conseils d'administration auxquels Deligny a eu l'occasion de se confronter dans le passé. Sa méfiance vis-à-vis de l'administration se double donc d'une méfiance vis-à-vis d'un Parti qui présente des similitudes inquiétantes avec les « anciennes formes communautaires ». L'expression est tirée de la correspondance fournie qui a été échangée entre Deligny et Irène Lézine à partir de son départ de Paris, afin de maintenir une liaison entre Paris et le groupe de la *Grande Cordée* vivant en Haute-Loire⁴⁰. Exploiter une telle source implique évidemment de prendre certaines précautions : même si la correspondance offre un « accès in-

37. L'Institut Coopératif de l'école Moderne (ICEM) est fondé en 1947 pour diffuser les pratiques pédagogiques qu'il a développées depuis quelques décennies. Célestin Freinet est la cible d'une campagne de dénigrement de la part du parti communiste dès 1945, et en sera définitivement écarté en 1952, lors de la dissolution de la cellule associée à l'ICEM. Louis LEGRAND. « Célestin Freinet ». In : *Perspectives : revue trimestrielle d'éducation comparée* XXIII.1-2 (mars-juin 1993), p. 407-423

38. Propos d'Emile Copfermann, in BOURQUIN, *A propos de Deligny*, op. cit., p.40.

39. *Lettre de Louis Le Guillant à Henri Wallon*, datée du 3 janvier 1953, Archives de la *Grande Cordée*.

40. Je remercie Sandra Alvarez de Toledo de m'avoir permis de consulter cette correspondance.

espéré à la vie familiale et intime, aux représentations et idéologies sous jacentes » de ses protagonistes, elle impose une « bonne connaissance du contexte, des codes épistolaires mais aussi de la psychologie et de la mise en scène de soi⁴¹ » qui renseignent sur les conditions d'écriture et les intentions des scripteurs. On ne dispose en outre que des lettres écrites par Deligny, ce qui rend leur exploitation d'autant plus délicate. Elles lui offrent cependant l'occasion de s'exprimer sur sa relation au parti communiste, puisqu'Irène Lézine semble lui adresser des reproches au sujet de son manque d'engagement politique. Il répond en critiquant les tendances communautaires du parti, comme dans cette lettre envoyée en mars 1955 :

Toute "collectivité" en régime capitaliste d'hérédité chrétienne risque toujours de glisser dans les anciennes formes communautaires et l'origine de cette espèce de maladie du qu'en-dira-t-on qui ronge les membres du parti est facilement explicable. Alors que les membres du Parti ont en commun des perspectives générales et des tâches précises (et c'est bien suffisant pour qu'une collectivité s'organise et croisse) tout se passe comme s'ils vivaient en communauté et les voilà qui reprochent à la Mère Supérieure d'aimer les éclairs au chocolat, à Aragon d'aimer les filles alors qu'il met les yeux d'Elsa en poèmes, etc. [...] Cette conception chrétienne et communautaire de la vigilance et de la critique, cette "prise en charge" d'un camarade par les autres, cette fraternité des camarades qui semble quelquefois relever de la même inspiration que le "frère" des couvents viennent souvent pervertir la conception matérialiste d'une collectivité "fraternelle" : l'idéalisme sait s'infiltrer là où on l'attend le moins et c'est là bien sûr qu'il est le plus nocif⁴²

Alors qu'il vit avec un groupe de jeunes de la *Grande Cordée* et ses proches dans un village de Haute-Loire, il réfléchit néanmoins aux formes que pourrait prendre l'organisation d'une collectivité pédagogique, fondée sur autre chose que la formation d'un homme nouveau, comme chez Makarenko. Il songe alors à exploiter d'une manière originale l'outil cinématographique à des fins pédagogiques : le projet, décrit dans un article publié par *Vers l'éducation nouvelle* en 1955 et

41. Anne-Marie SOHN. *La correspondance, un document pour l'histoire*. Mont-Saint-Aignan : Presses universitaires de Rouen, 2002, p.12.

42. *Lettre de Fernand Deligny à Irène Lézine*, datée du 14 mars 1955.

intitulé « La caméra, outil pédagogique », signale sa recherche permanente de nouvelles pratiques pédagogiques expérimentales. Les quelques images tournées lors de cette expérience ont malheureusement été perdues, et l'on dispose de peu d'informations sur son organisation concrète, limitant l'analyse à un commentaire des intentions affichées par Deligny⁴³. On conclura donc cette partie par l'évocation d'une image rapprochant le travail de l'éducateur de la création musicale, illustrant bien ses désaccords profonds avec le parti communiste, et ses attentes quant à l'utilisation possible du film créé par la collectivité pédagogique :

Je persiste à penser que dans l'état actuel des choses, la Grande Cordée relève plus de la création musicale que de n'importe quelle autre branche de l'activité humaine. Dans la mesure où les camarades pensent que le thème majeur de cette petite symphonie pédagogique doit être l'éducation politique, qu'ils s'y mettent ou bien qu'ils me foutent la paix.

Honnêtement parlant, je ne peux pas leur demander leur avis toutes les cinq minutes. Si j'étais resté à Paris j'aurais pu faire du bon travail politique en interprétant du Makarenko. Ai-je raison de vouloir tenter une composition originale, ai-je tort ? Le film se fera-t-il ? Aura-t-il cette matière que je sens possible ? Je n'en ai pas l'ombre de la moindre certitude. Mais je sais aussi que si nous arrivions à faire ce film, bon nombre d'éducateurs pourraient s'appuyer dessus pendant un certain temps⁴⁴.

5.3.2 Des rapports tumultueux avec la Sécurité Sociale

Les lacunes dans la gestion administrative de la *Grande Cordée* sont au cœur des difficultés d'ordre financier qui mettent en péril son existence. Bien souvent évacuées par l'histoire culturelle, la dimension économique des phénomènes sociaux est pourtant incontournable si l'on désire comprendre les raisons de certaines prises de position. Le départ de Deligny de Paris à partir de 1954 marque ainsi la première

43. Ce travail a été effectué par Sandra Alvarez de Toledo dans ses introductions aux textes publiés dans les *Oeuvres*.

44. *Lettre de Fernand Deligny à Irène Lézine*, datée du 14 mars 1956.

étape de l'abandon de la recherche de financements institutionnels. Ces derniers sont déterminés par le versement d'un prix de journée, qui structure l'économie du secteur de prise en charge de l'enfance irrégulière : l'Etat confiant la rééducation des mineurs à une multitude d'associations privées, il lui faut trouver un mode de rémunération égalitaire et incitatif. En effet, « pour encourager l'essor des œuvres et associations accueillant des mineurs confiés par différents ministères, l'Etat institue une sorte de contribution directe, appelée "prix de journée" et calculée à la journée et "à la tête" de chaque enfant séjournant dans les centres. (...) Il entend en échange avoir un droit de regard sur l'utilisation des fonds publics et rêve de s'ériger en instance de contrôle suprême⁴⁵ ».

Comme organisme de « prise en charge de mineurs en cure libre », la *Grande Cordée* devait donc être financée suivant ce modèle, dès lors que l'agrément de la Sécurité Sociale était acquis. Elle reçoit cette habilitation en novembre 1951, mais le versement est retardé en juin 1952. D'après Huguette Dumoulin, cette « mesure de rétorsion administrative, qui n'a jamais été justifiée, a créé, pour notre organisme naissant, une véritable asphyxie. Il ne pourra jamais se délivrer de l'endettement qu'elle a provoqué⁴⁶ ». Alors qu'il faut financer le salaire des permanents de l'association – Fernand Deligny, Huguette Dumoulin, et deux animateurs –, l'absence de toute source de financement pendant une période longue met en péril l'existence d'une association née dans des conditions précaires. La question du prix de journée est débattue en raison des possibilités de rémunération dont bénéficient les adolescents pris en charge par l'association : lorsqu'ils sont embauchés, ils lui font bénéficier d'un prix de journée, ce qui semble aberrant pour les services de la Sécurité Sociale. Alors que son objectif consiste précisément à délivrer les adolescents d'une dépendance vis-à-vis de la société – par leur prise en charge dans des institutions d'enfermement en particulier –, l'association fait ainsi face à une logique administrative implacable, qu'il faudrait cependant analyser plus en détail. Huguette Dumoulin remarque ainsi que « le montant [du] prix de journée était très bas [510 francs par jour à partir de 1951], à peine le tiers du prix pratiqué pour les établissements d'accueil en internat, établissements privés pour la plupart, ce qui nous a valu une forte opposition de leur part. Ils étaient puissam-

45. RUCHAT et VILBROD, *Roland Assathiany*, op. cit., p.185.

46. *Témoignage d'Huguette Dumoulin*, Archives de la Grande Cordée.

ment syndiqués et combatifs. Ils disposaient d'appuis (le plus souvent politiques) au sein des administrations de tutelle⁴⁷ ». Cette hypothèse, que l'on n'a pas pu vérifier, indique dans quelle mesure les décisions les plus administratives sont loin d'être dénuées d'intentions politiques : elles reflètent elles aussi l'état d'un rapport de forces institué par les acteurs en concurrence sur le marché de gestion de la déviance juvénile. Alors que Fernand Deligny et Huguette Dumoulin se mobilisent pour obtenir des autorités de tutelle une aide financière nécessaire à la poursuite de leurs actions, il semble que leur isolement met en péril la stabilité financière de l'expérience. La minceur de leur poids dans le secteur, malgré les soutiens apportés par des personnalités de renom, signe donc l'échec économique d'une tentative qui était pourtant loin de revendiquer des montants exagérés de subventions auprès des institutions publiques.

5.3.3 Un accueil mitigé parmi le réseau ajiste

L'originalité de la *Grande Cordée*, on l'a vu, réside dans la rencontre entre une initiative de rééducation et un mouvement actif de jeunesse et d'éducation populaire. Les sources que l'on a mobilisées exposent avant tout les intentions des initiateurs de l'association, sans offrir de perspective au sujet de leur réception, en particulier au sein du réseau des auberges de jeunesse. Les pères et mères aubergistes volontaires sont censés offrir aux jeunes envoyés par l'association un accueil adapté, lors des séjours d'essai choisis en fonction de leurs attentes et de leurs intentions. Les militants ajistes les plus politisés, notamment à l'extrême gauche – trotskystes, anarchistes, etc. –, sont assez favorables à l'expérience proposée par Deligny, à l'instar d'Emile Copfermann. Beaucoup d'entre eux ont vécu l'expérience des « maisons d'enfants », retrouvant dans l'ajisme une famille qu'ils ont perdue, des valeurs de solidarité et de partage qu'ils ont peu eu l'occasion de pratiquer pendant leur enfance sous l'Occupation. Copfermann rappelle ainsi le rôle joué par *Graine de crapule*, dont la diffusion a assuré à Deligny une audience élargie à la Libération :

Nous en apprécions alors doublement les formules à l'emporte-pièce :
parce qu'elles disaient juste ce que nous ressentions en tant qu'enfants

47. *Témoignage d'Huguette Dumoulin*, Archives de la Grande Cordée.

"inadaptés" – le mal de vivre – et parce qu'en même temps elles parlaient de nous à des éducateurs mais de notre côté, avec nous. Et les "conseils" de Fernand Deligny, nous les avons tous au cœur où nous les placions au même rang que les poèmes de Prévert, dont nous faisons des chœurs parlés. "Bandit, voyou, chenapan – c'est la meute des honnêtes gens – qui courent après l'enfant..." formait écho à des expériences vécues par nous, chapardages, emprunts irréflechis ou vol à la tire⁴⁸.

L'avis admiratif de Copfermann contraste avec quelques réactions négatives au sein du mouvement des auberges de la jeunesse, notamment auprès de certains Pères et Mères aubergistes : une polémique a agité le milieu au cours de l'année 1949, dont on trouve trace dans le bulletin intérieur d'information de la fondation française des auberges de la jeunesse (FFAJ), organisme gestionnaire du réseau des AJ. Cette publication se donne pour but de « maintenir une liaison étroite entre parents-aubergistes, membres des équipes départementales, amis et militants des auberges de Jeunesse⁴⁹ ». Anne-Marie Amblard partage dans son premier numéro ses « réflexions toutes personnelles sur l'expérience Deligny », ou plutôt ses réticences à propos d'une expérience qu'elle ne souhaite pas voir généralisée. Il faut savoir qu'elle occupe fin 1948 un poste bien particulier au sein de l'Union française des auberges de la jeunesse (UFAJ) : elle travaille en effet au service des relations extérieures, gérant les éditions et ventes de l'UFAJ (cartes, guides, insignes, affiches, brochures, etc.), et la recherche de nouveaux usagers. C'est également elle qui établit une liste des « indésirables » dans les auberges, selon des modalités qui ne sont pas documentées dans les fonds explorés⁵⁰. Elle a donc un point de vue attentif à limiter l'extension du mouvement ajuste à des catégories de jeunes trop « risquées » : elle rappelle la tenue d'un congrès des parents aubergistes à Annecy en 1947, lors duquel les parents aubergistes « ont pu voir avec quelle conviction ceux qui ont une expérience dans le domaine des délinquants ont unanimement mis en

48. Emile COPFERMANN, *Préface à la réédition des Vagabonds efficaces*, 1970, in DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit., p.216.

49. « Présentation », *Bulletin d'information de la FFAJ*, numéro 1, janvier 1949, Fonds Tadier, 20140183/34, Archives nationales.

50. Ces informations sont issues du bulletin d'information de l'UFAJ, numéro 35, daté de novembre-décembre 1948, Fonds Tadier, 20140183/30, Archives nationales.

garde contre les dangers d'une telle expérience », en parlant de la *Grande Cordée*. Pour ces raisons, elle souhaite que les P.A. enthousiasmés par la proposition de Deligny prennent eux-mêmes « les risques et toutes les responsabilités, morales et matérielles », en accueillant les adolescents envoyés par l'association.

Fernand Deligny répond à cet article dans le numéro 3 du bulletin de la FFAJ : il y défend une « recherche » entreprise sous le patronage d'Henri Wallon, qui ne peut se réaliser en laboratoire. Le « climat humain ajiste » lui apparaît comme un excellent moyen d'effectuer la « greffe provisoire » de jeunes inadaptés sociaux, d'autant plus après l'accueil favorable offert par M. Auvert, Tadier et Lécuyer, tous les trois cadres dirigeants d'organisations du mouvement ajiste. Grâce à ce soutien, il peut séjourner à l'auberge de Noisy-sur-Oise, et proposer à l'ensemble des membres du mouvement ajiste son projet de mise en place de réseaux d'observation et de points d'essai. L'abandon de la tentative à ce stade lui semble prématuré, alors que la réussite de la prise en charge des premiers cas invitent à élargir l'initiative. Son avis est complété par le point de vue d'une « Mère Aub' », nuanciant son enthousiasme : elle rappelle tout comme Anne-Marie Amblard le point de vue de « spécialistes », docteurs et psychiatres, qui se penchent sur l'enfance délinquante. Elle s'inquiète de « remarquer que ce sont de jeunes PA dont l'expérience en la matière ne peut qu'être limitée qui ont pris l'initiative d'amener de jeunes délinquants à l'A.J. Ils ne semblent pas se rendre compte de l'étendue de leur responsabilité, non seulement envers le délinquant lui-même, mais envers leur propre famille, les ajistes et même les habitants⁵¹ ». Ces réserves s'appuient sur l'expérience d'accueil de deux « gars qui se sont avérés pour le moins bizarres et nous [avons] pu nous rendre compte de l'effet psychologique néfaste qu'ils avaient sur les autres ». Cette Mère aubergiste de la Drôme invite donc à cesser l'expérience, au nom d'une éthique professionnelle exigeante devant servir l'objectif d'être « un bon P.A. ».

Le dernier acte de la polémique est signé par un Père aubergiste de Chéry-Chartreuve, dans l'Aisne. Il apporte une voix soutenant les essais de Deligny, soulignant leurs résultats globalement satisfaisants, « et ce dans des proportions formidables vis-à-vis des résultats obtenus à grands frais dans les Centres offi-

51. *Bulletin d'information de la FFAJ*, numéro 3, mars-avril 1949, Fonds Tadier, 20140183/34, Archives nationales.

ciels⁵² ». Après avoir défendu les principes de la *Grande Cordée*, il milite pour que l'association soit appuyée financièrement par les services d'Etat et la Sécurité sociale, « qui aurait pourtant un beau geste à faire ». Cette aide est d'autant plus nécessaire au vu de la situation précaire de nombreux P.A., ayant peu de temps à consacrer à une œuvre « qui demande une surveillance et un travail constants ». Alors que le prix de journée dans un centre rééducatif coûte de 800 à 1000 Francs, et que « les résultats ne sont pas brillants pour la collectivité qui finance », il s'agirait d'assurer un minimum de 500 Francs par jour pour chaque cas pris en charge, permettant à la fois une économie pour l'Etat et promettant « des résultats surprenants ». L'accueil des propositions de Deligny est donc partagé au sein du mouvement ajiste, révélant les lignes de fracture d'un mouvement volontiers présenté dans une perspective unanimiste. La confrontation des militants ajistes à la question de la délinquance juvénile amène ainsi à discuter les représentations d'une jeunesse souvent idéalisée par les acteurs de l'éducation populaire⁵³.

52. *Bulletin d'information de la FFAJ*, numéro 6, septembre 1949, Fonds Tadier, 20140183/34, Archives nationales.

53. PAJEP, *Cadres de jeunesse et d'éducation populaire 1918-1971. Actes du colloque*, op. cit., p.305.

Conclusion

Des classes de perfectionnement de la périphérie parisienne au réseau des auberges de jeunesse, en passant par un centre d'observation et de triage, la voie suivie par Fernand Deligny entre 1938 et la fin des années 1950 suit donc une direction sinueuse, sans jamais délaissier un impératif : admettre le moment pour tenter de faire advenir des circonstances nouvelles. La formule de l'éducateur comme « créateur de circonstances » restera à la postérité pour qualifier les tentatives pédagogiques initiées par Fernand Deligny : à chaque instant de son existence, il a essayé d'ouvrir aux jeunes dont il avait la charge un panorama insoupçonné de perspectives nouvelles, préalable nécessaire à l'acquisition d'une autonomie et à l'élaboration d'un projet de vie. Homme de son temps, Deligny a fait partie à son échelle du mouvement d'importation de méthodes pédagogiques novatrices dans le milieu de l'éducation spécialisée en pleine genèse. Tirant ses références de divers mouvements de jeunesse, il incite à étudier le répertoire des pratiques éducatives sous un large prisme, empruntant tant au scoutisme, à l'ajisme qu'à une forme de révolte contre un ordre imposé par les conventions sociales. C'est sous cet angle qu'il est aujourd'hui réhabilité, alors que les logiques institutionnelles semblent aller à l'encontre de toute innovation sociale : il n'aura cessé, dans la période qui suit celle que l'on a étudiée dans le cadre de ce mémoire, de défendre la nécessité de la marge, afin de développer des initiatives impossibles à réaliser sous un contrôle institutionnel. Certes, il n'a pas fait école, mais sa pensée peut inspirer encore aujourd'hui nombre de pratiques tentant d'exister au bord des normes, jouant sur la porosité de leurs frontières.

L'évolution de l'itinéraire de Fernand Deligny a suivi un certain nombre de scissions sociales et politiques du XX^{ème} siècle : désorienté à la fin des années 1930, et rencontrant un métier par opportunité plus que par vocation, il subit de

plein fouet la défaite de 1940, et vit au quotidien le phénomène de famine touchant l'ensemble des hôpitaux psychiatriques durant l'Occupation. On l'a vu, cet épisode est essentiel pour comprendre le mouvement de profondes réformes engagées dans la psychiatrie française après guerre, qui aboutira sur la politique du secteur dans les années 1960. En outre, il incite à considérer les événements vécus comme un objet d'étude historique à part entière, alimentant un questionnement épistémologique passionnant autour du concept d'évènement. L'essai d'histoire sociale incluant une histoire des mentalités et des idées que l'on a tenté d'écrire invite à multiplier les travaux croisant des domaines de recherche cloisonnés. On ne peut pas saisir la complexité de la trajectoire individuelle de Fernand Deligny sans porter une attention tant aux transformations du champ de la gestion de la déviance juvénile, qu'à l'avènement d'activités de loisirs encadrées par des mouvements de jeunesse originaux. A ce titre, Deligny représente un exemple paradigmatique de personnage hybride, refusant toute catégorisation définitive et tout jugement an-historique. Dans une perspective socio-historique, son évolution à travers le temps illustre à la fois des constantes structurelles, que l'on aura saisies grâce à l'analyse de la configuration sociale déterminant un champ des possibles mouvant, et d'incontestables spécificités individuelles. En effet, l'énergie mobilisée par Deligny pour tirer parti des circonstances afin de formuler des modalités d'action nouvelles nous incite à le qualifier d'« innovateur social », selon une expression qu'il a lui-même utilisée dans les *Cahiers de l'immuable*⁵⁴. Profitant de l'ouverture de *brèches minuscules*, il se glisse dans les interstices de l'histoire tremblante pour y introduire les germes de tentatives novatrices.

La dérive qui pousse Deligny à partir de la fin des années 1950 vers une tentative de plus en plus marginale est loin d'être anodine, comme le remarque à juste titre Igor Krtolica : si la création du réseau des Cévennes n'a lieu qu'après l'expérience de la Grande Cordée, c'est que « celle-ci, malgré les positions déjà innovantes qu'elle tenait, n'avait pas encore complètement rompu les liens qui la rattachaient au programme d'insertion et de normalisation de l'enfance inadaptée. Elle en était comme l'ultime expression, le passage à la limite révélant la nécessité d'une nouvelle dimension – celle que réclamera l'accueil d'enfants autistes. Car

54. DELIGNY, *Oeuvres*, op. cit., p.1004.

l'autisme est autre chose qu'un trouble du comportement ou une délinquance⁵⁵ ». Les prises de position radicales qui caractérisent les textes écrits par Deligny à partir de ce moment semblent effectuer un retour critique sur ses propres pratiques pédagogiques passées, tout en faisant planer une légende au dessus de son propre personnage. La critique documentée de ce point de vue rétrospectif que l'on a tenté tout au long de ce mémoire indique pourtant sa relative intégration des modèles de rééducation, et de réadaptation sociale de l'enfance irrégulière : il semble plutôt être en avance sur son temps, et pâtir de l'inertie des changements institutionnels freinant le plus souvent ses créations expérimentales. Plusieurs logiques se croisent, au carrefour entre les conflits idéologiques et politiques, les enjeux locaux liés à la concurrence du champ de gestion de la déviance juvénile, et le hasard des rencontres. Ainsi, on ne saurait tirer de conclusion univoque de ce travail, au regard des pistes nouvelles qu'il ouvre potentiellement pour la recherche, en appelant tant à son approfondissement qu'à son extension au delà d'une trajectoire biographique individuelle.

55. Igor KRTOLICA. « La « tentative » des Cévennes ». In : *Chimères* I.72. Clinique et politique (2010), p. 73–97.

Bibliographie

.0.4 Appareil théorique

- ABÉLÈS, Marc. *Anthropologie de l'Etat*. A. Colin, 1990. 183 p.
- AGAMBEN, Giorgio. *Qu'est-ce qu'un dispositif ?* Trad. par Martin RUEFF. Éd. Payot & Rivages, 2007. 49 p.
- BECKER, Howard Saul. *Outsiders: études de sociologie de la déviance*. Trad. par Jean-Michel Traduction CHAPOULIE. Éditions Métailié, 1985 [1963]. 247 p.
- BOURDIEU, Pierre. *La distinction: critique sociale du jugement*. Éd. de Minuit, 1979. 670 p.
- « L'illusion biographique ». In : *Actes de la recherche en sciences sociales* 62.1 (1986), p. 69–72.
- *Questions de sociologie*. Ed. de Minuit, 1984. 277 p.
- *Sur l'État: cours au Collège de France (1989-1992)*. Seuil, Raisons d'agir, 2012. 656 p.
- DERRIDA, Jacques et Jürgen HABERMAS. *Le "concept" du 11 septembre: dialogues à New York (octobre-décembre 2001) avec Giovanna Borradori*. Galilée, 2004. 243 p.
- DOSSE, François. *Renaissance de l'événement: un défi pour l'historien*. Presses universitaires de France, 2010. 348 p.
- ELIAS, Norbert. *Qu'est-ce que la sociologie ?* Trad. par Yasmin HOFFMANN. La Tour-d'Aigues : Éd. de l'Aube, 1991. 222 p.
- FOUCAULT, Michel. *Dits et écrits, 1954-1988*. Sous la dir. de Daniel DEFERT et François EWALD. Gallimard, 2001. 1735 p.
- *Les mots et les choses: une archéologie des sciences humaines*. Gallimard, 1966. 400 p.

- FOUCAULT, Michel. « Revenir à l'histoire ». In : *Dits et écrits II., 1954-1988*. Gallimard, 2001, p. 1735.
- GINZBURG, Carlo. *Le fil et les traces: vrai faux fictif*. Trad. par Martin RUEFF. Lagrasse, France : Verdier, 2010. 537 p.
- KOSELLECK, Reinhart. *Le futur passé: contribution à la sémantique des temps historiques*. Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales, 1990 [1979]. 334 p.
- RICŒUR, Paul. *Soi-même comme un autre*. Éd. du Seuil, 1990. 424 p.
— *Temps et récit*. Éd. du Seuil, 1985. 426 p.
- ROSSET, Clément. *Le réel: traité de l'idiotie*. Éd. de minuit, 2004. 155 p.
- SOHN, Anne-Marie. *La correspondance, un document pour l'histoire*. Mont-Saint-Aignan : Presses universitaires de Rouen, 2002.
- WEBER, Max. *Économie et société*. Trad. par Julien FREUND et Pierre KAMNITZER. 2 t. Pocket, 1995 [1921]. 410+424.

56

.0.5 Généralités

- ARIÈS, Philippe. *L'enfant et la vie familiale sous l'ancien régime*. Plon, 1960. 503 p.
- AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane et Annette BECKER. *14-18, retrouver la guerre*. Gallimard, 2000. 272 p.
- BLOCH, Marc. *L'Étrange défaite, Témoignage écrit en 1940*. Société des éd. Franc-tireur, 1946. 196 p.
- BUELTZINGSLOEWEN, Isabelle von. *L'hécatombe des fous: la famine dans les hôpitaux psychiatriques français sous l'Occupation*. Aubier, 2007. 512 p.
- CHEVALIER, Louis. *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIXe siècle*. Plon, 1958. 566 p.
- COMTE, Bernard. *Une utopie combattante: l'École des cadres d'Uriage, 1940-1942*. Fayard, 1991. 639 p.
- ELIAS, Norbert. *La civilisation des mœurs*. Trad. par Pierre KAMNITZER. Calmann-Lévy, 1991. 342 p.

56. Le lieu de publication figure seulement pour les ouvrages publiés ailleurs qu'à Paris.

- FARON, Olivier. *Les enfants du deuil: orphelins et pupilles de la nation de la première guerre mondiale (1914-1941)*. Ed. La Découverte, 2001. 335 p.
- HELLMAN, John. *The knight-monks of Vichy France: Uriage, 1940-1945*. Montreal (Québec), Canada, 1993. 326 p.
- LINDENBERG, Daniel. *Les années souterraines: (1937-1947)*. Avec la coll. de Véronique JULIA. La Découverte, 1990.
- NOIRIEL, Gérard. « De l'enfance maltraitée à la maltraitance. Un nouvel enjeu pour la recherche historique ». In : *Genèses* 60.3 (2005), p. 154–167.
- *Les origines républicaines de Vichy*. Hachette littérature, 1999. 335 p.
- NORD, Philip G. *France's New Deal from the thirties to the postwar era*. Princeton : Princeton University Press, 2010.
- RIOUX, Jean-Pierre. *La France de la IV^e République: l'ardeur et la nécessité (1944-1952)*. Éd. du Seuil, 1980. 309 p.
- ROUSSO, Henry. *Le syndrome de Vichy: 1944-198-*. Seuil, 1987.
- SUPIOT, Alain. *Grandeur et misère de l'État social: leçon inaugurale prononcée en novembre 2012 au Collège de France*. Fayard, 2013. 62 p.

.0.6 Délinquance juvénile et éducation spécialisée

- BOURQUIN, Jacques. « Sur la trace des premiers éducateurs de l'Éducation surveillée, 1936-1947 ». In : *Cahiers du CRIV* 2 (oct. 1986), p. 94.
- BOUSSION, Samuel. *Les éducateurs spécialisés, naissance d'une profession: le rôle de l'Association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés, 1947-1959*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2013. 337 p.
- BOUSSION, Samuel et Mathias GARDET, éd. *Les châteaux du social: XIX^e-XX^e siècle*. Beauchesne, 2010. 362 p.
- CHAUVIÈRE, Michel. *Enfance inadaptée: l'héritage de Vichy*. Éditions ouvrières, 1980. 283 p.
- COLL. *Le scoutisme et la rééducation dans l'immédiat après-guerre, lune de miel sans lendemain?: actes du colloque de Vaucresson 17-18 mars 1994*. Sous la dir. de Mathias GARDET et Françoise TÉTARD. Marly-le-Roi, France : INJEP, 1995. 209 p.

- FISHMAN, Sarah. *La bataille de l'enfance: délinquance juvénile et justice des mineurs en France au XXe siècle*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2008 [2002].
- FOUCAULT, Michel. *Surveiller et punir: naissance de la prison*. Gallimard, 1975. 318 p.
- LECLERC, Gérard. *L'observation de l'homme: une histoire des enquêtes sociales*. Éd. du Seuil, 1979. 362 p.
- LÉVY-VROELANT, Claire. « Le diagnostic d'insalubrité et ses conséquences sur la ville: Paris 1894-1960 ». In : *Population* 54.4/5 (juil. 1999), p. 707.
- MOHAMMED, Marwan et Laurent MUCCHIELLI, éd. *Les bandes de jeunes: des "blousons noirs" à nos jours*. La Découverte, 2007. 404 p.
- PERROT, Michelle. « Dans le Paris de la Belle Époque, les « Apaches », premières bandes de jeunes ». In : *La lettre de l'enfance et de l'adolescence* I.67 (2007), p. 71–78.
- PEYRE, Vincent et Françoise TÉTARD. *Des éducateurs dans la rue: histoire de la prévention spécialisée*. la Découverte, 2006. 272 p.
- QUINCY-LEFEBVRE, Pascale. *Combats pour l'enfance: itinéraire d'un faiseur d'opinion, Alexis Danan, 1890-1979*. Beauchesne, 2014. 351 p.
- *Familles, institutions et déviances: une histoire de l'enfance difficile*. Economica, 1997. 340 p.
- RENOUARD, Jean-Marie. *De l'enfant coupable à l'enfant inadapté: le traitement social de la déviance juvénile*. Centurion, 1990. 199 p.
- ROSSIGNOL, Christian. « Quelques éléments pour l'histoire du "Conseil technique de l'enfance déficiente et en danger moral" de 1943 ». In : *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*. *Le Temps de l'histoire* (Numéro 1 15 nov. 1998), p. 21–39.
- RUCHAT, Martine et Alain VILBROD. *Roland Assathiany: un fonctionnaire militant au service de l'éducation spécialisée*. l'Harmattan, 2011. 222 p.
- SANCHEZ, Christian. « Les centres d'accueil et de triage de l'Éducation surveillée : 1941-1950 ». In : *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*. *Le Temps de l'histoire* (Numéro 1 15 nov. 1998), p. 120–134.
- VERDÈS-LEROUX, Jeannine. *Le travail social*. les Éditions de Minuit, 1978. 273 p.

.0.7 Jeunesse et éducation populaire

- BESSE, Laurent. *Les MJC, 1959-1981: de l'été des blousons noirs à l'été des Minuettes*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2008. 391 p.
- BORDAT, Denis, éd. *Les CEMEA, qu'est-ce que c'est ?* F. Maspero, 1976. 410 p.
- CACÉRÈS, Bénigno. *Histoire de l'éducation populaire*. Éditions du Seuil, 1964.
- CHABROL, Véronique. « Jeune France, un "maillon manquant" pour l'histoire de la décentralisation théâtrale ». In : *Cahiers de l'animation* 53 (déc. 1985). Sous la dir. d'INSTITUT NATIONAL D'ÉDUCATION POPULAIRE, p. 88.
- « "Jeune France": une expérience de recherche et de décentralisation culturelle, novembre 1940-mars 1972 ». Thèse de 3e cycle. Université de la Sorbonne Nouvelle, 1974. 544 p.
- CHOLVY, Gérard, éd. *Mouvements de jeunesse chrétiens et juifs: sociabilité juvénile dans un cadre européen*. Éd. du Cerf, 1985. 432 p.
- COPFERMANN, Émile. *La génération des blousons noirs: problèmes de la jeunesse française*. F. Maspero, 1962. 223 p.
- CORBIN, Alain. *L'avènement des loisirs: 1850-1960*. Flammarion, 2009 [1995]. 626 p.
- DENIZOT-FOULQUIER, Marion, éd. *Théâtre populaire et représentations du peuple*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2010. 222 p.
- DUMAZEDIER, Joffre. *Vers une civilisation du loisir ?* Ed. du Seuil, 1962. 264 p.
- HALLS, Wilfred D. *Les jeunes et la politique de Vichy*. Syros / Alternatives, 1988.
- HELLER-GOLDENBERG, Lucette. « Histoire des auberges de jeunesse en France des origines à la Libération: 1929-1945 ». Nice : Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine, 1985.
- JABLONKA, Ivan et Ludivine BANTIGNY. *Jeunesse oblige: histoire des jeunes en France XIXe-XXIe siècle*. Presses universitaires de France, 2009.
- JOBS, Richard Ivan. *Riding the new wave: youth and the rejuvenation of France after the Second World War*. Stanford : Stanford University Press, 2007.
- KERGOMARD, Pierre et Pierre FRANÇOIS. *Histoire des Éclaireurs de France de 1911 à 1951*. Sous la dir. d'ECLAIREUSES ET ÉCLAIREURS DE FRANCE. Paris, France : Éclaireuses et éclaireurs de France, 1983. 379 p.

- LOYER, Emmanuelle. *Le théâtre citoyen de Jean Vilar: une utopie d'après-guerre*. Presses universitaires de France, 1997. 253 p.
- ORY, Pascal. *La belle illusion : culture et politique sous le signe du Front populaire, 1935-1938*. Civilisations et mentalités. couv. ill. 24 cm. Index. Plon, 2016 [1994]. 1033 p.
- PAJEP, éd. *Cadres de jeunesse et d'éducation populaire 1918-1971. Actes du colloque*. la Documentation française, 2010.
- PATTIEU, Sylvain. *Tourisme et travail: de l'éducation populaire au secteur marchand (1945-1985)*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2009. 385 p.
- PÉRIER, Pierre. *Vacances populaires: images, pratiques et mémoire*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2000. 324 p.
- PROST, Antoine. « Jeunesse et société dans la France de l'entre-deux-guerres ». In : *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 13.1 (1987), p. 35–44.
- QUASHIE-VAUCLIN, Guillaume. *L'Union de la jeunesse républicaine de France, 1945-1956 : entre organisation de masse de jeunesse et mouvement d'avant-garde communiste*. 1 t. l'Harmattan, 2009. 264 p.
- ROLLET, Catherine et Alain GIRARD. *La politique à l'égard de la petite enfance sous la IIIe République*. 2 t. Institut national d'études démographiques : Presses universitaires de France, 1990. 677 p.
- VEBLEN, Thorstein. *Théorie de la classe de loisir*. Trad. par Louis EVRARD. Gallimard, 1970 [1899]. 278 p.

.0.8 Mouvements pédagogiques et sciences de l'observation

- ACKER, Victor. *Célestin Freinet, 1896-1966: l'histoire d'un jeune intellectuel*. Paris, France, 2006. 226 p.
- BANTIGNY, Ludivine. « Sciences du psychisme et centres d'observation en France dans les années cinquante ». In : *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*. *Le Temps de l'histoire* (Numéro 6 15 nov. 2004), p. 93–119.
- CONDETTE, Jean-François. *Albert Châtelet: la République par l'école, 1883-1960*. Arras : Artois presse université, 2009. 602 p.

- FREINET, Élise. *Naissance d'une pédagogie populaire*. Cannes : Bibliothèque de l'École moderne, 1963. 258 p.
- GUTIERREZ, Laurent, Laurent BESSE et Antoine PROST, éd. *Réformer l'école: l'apport de l'Éducation nouvelle (1930-1970)*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 2012. 447 p.
- HUGON, Marie-Anne. « Situation et fonction des classes de perfectionnement dans l'enseignement français ». In : *Revue française de pédagogie* 66.1 (1984), p. 55–67.
- L'école de plein air: une expérience pédagogique et architecturale dans l'Europe du XXe siècle*. Réd. par Dominique LERCH, Anne-Marie CHÂTELET et Jean-Noël LUC. Éd. Recherches, 2003. 431 p.
- LEGRAND, Louis. « Célestin Freinet ». In : *Perspectives : revue trimestrielle d'éducation comparée* XXIII.1-2 (mars-juin 1993), p. 407–423.
- LÉZINE, Irène. *A.S. Makarenko: pédagogue soviétique (1888-1939)*. Avec la coll. d'Henri WALLON. Presses universitaires de France, 1954. 169 p.
- MAKARENKO, Anton Semenovitch. *Le chemin de la vie: épopée pédagogique*. Avec la coll. d'Henri WALLON. Editions du Pavillon, 1950. 226 p.
- MOREAU, Pierre-François. *Fernand Deligny et les idéologies de l'enfance*. Divergences. Retz, 1978. 207 p.
- MUEL-DREYFUS, Francine. « L'école obligatoire et l'invention de l'enfance anormale ». In : *Actes de la recherche en sciences sociales* 1.1 (1975), p. 60–74.
- PALLUAU, Nicolas. *La fabrique des pédagogues: encadrer les colonies de vacances 1919-1939*. Rennes, France : Presses universitaires de Rennes, 2013. 301 p.
- PAROT, Françoise et Marc RICHELLE. *Introduction à la psychologie: histoire et méthodes*. Presses universitaires de France, 2013 [1992]. 443 p.

Sources inédites

58. *Rapport 1938-1945*, Hôpital psychiatrique public autonome et Institut médico-pédagogique d'Armentières, 1945, X supplément 210-77353, Archives départementales du Nord, Lille.

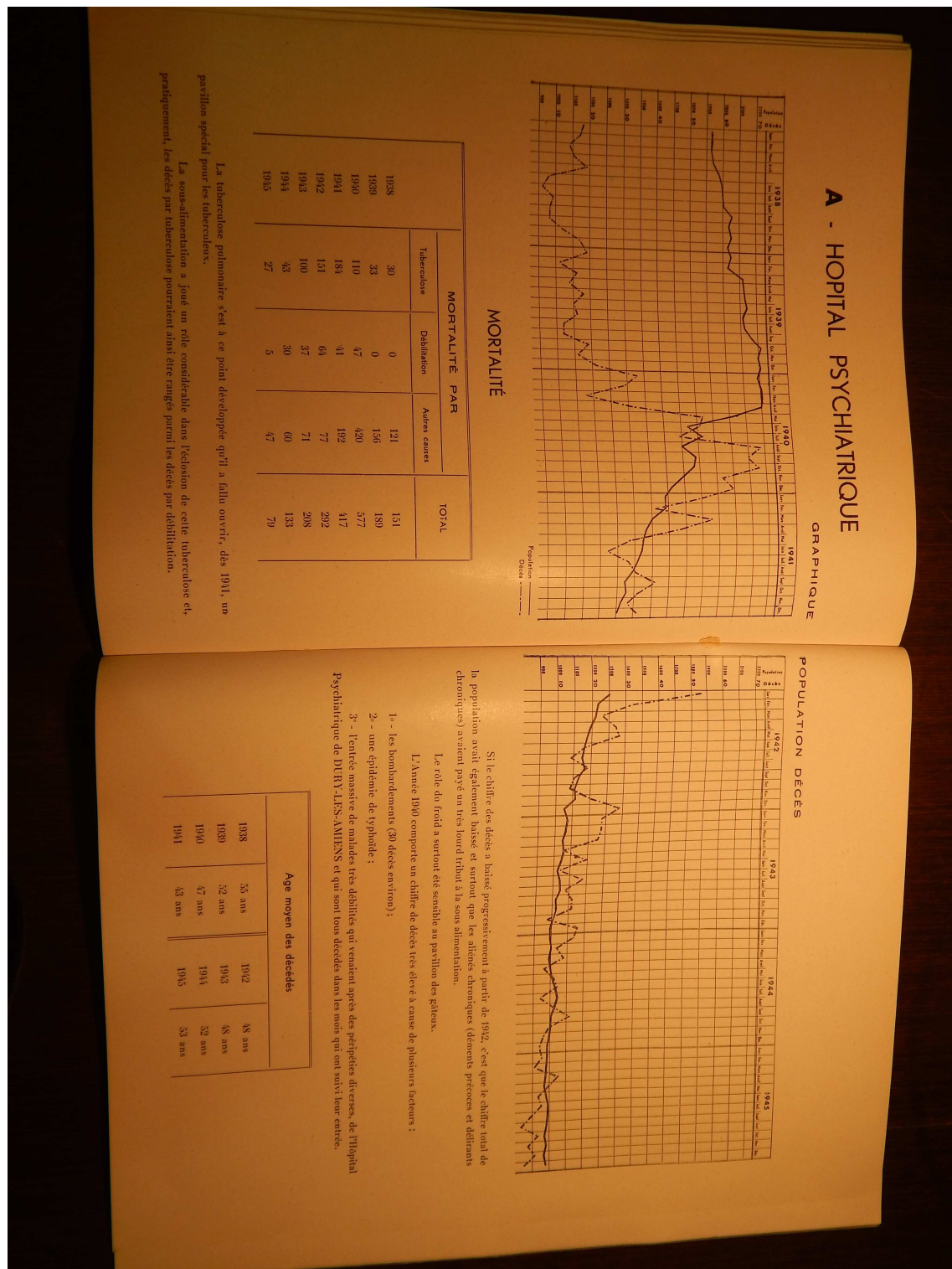


FIGURE 3 – Evolution de la population et de la mortalité à l'hôpital psychiatrique d'Armentières⁵⁸

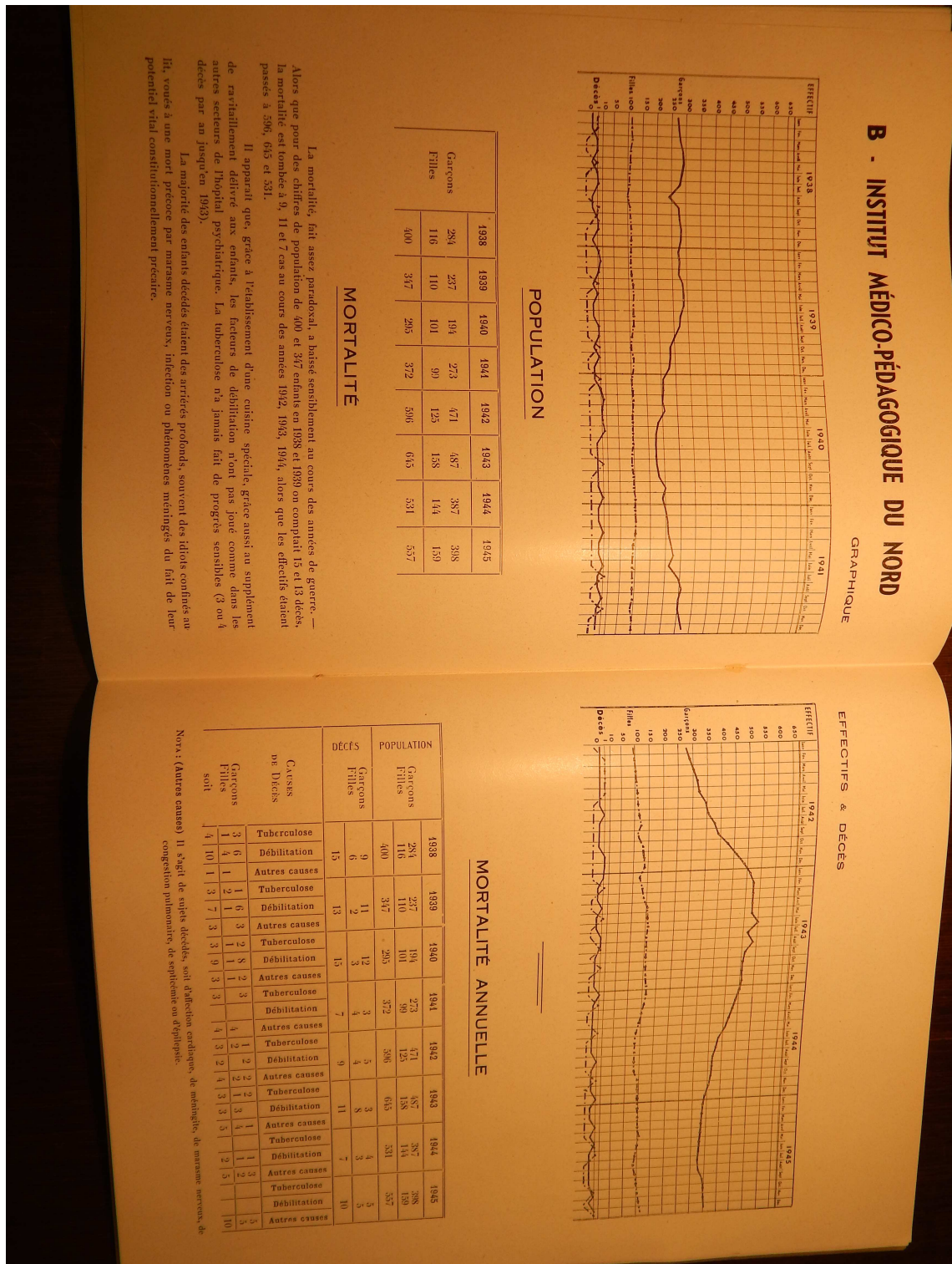


FIGURE 4 – Evolution de la population et de la mortalité à l'hôpital psychiatrique d'Armentières.

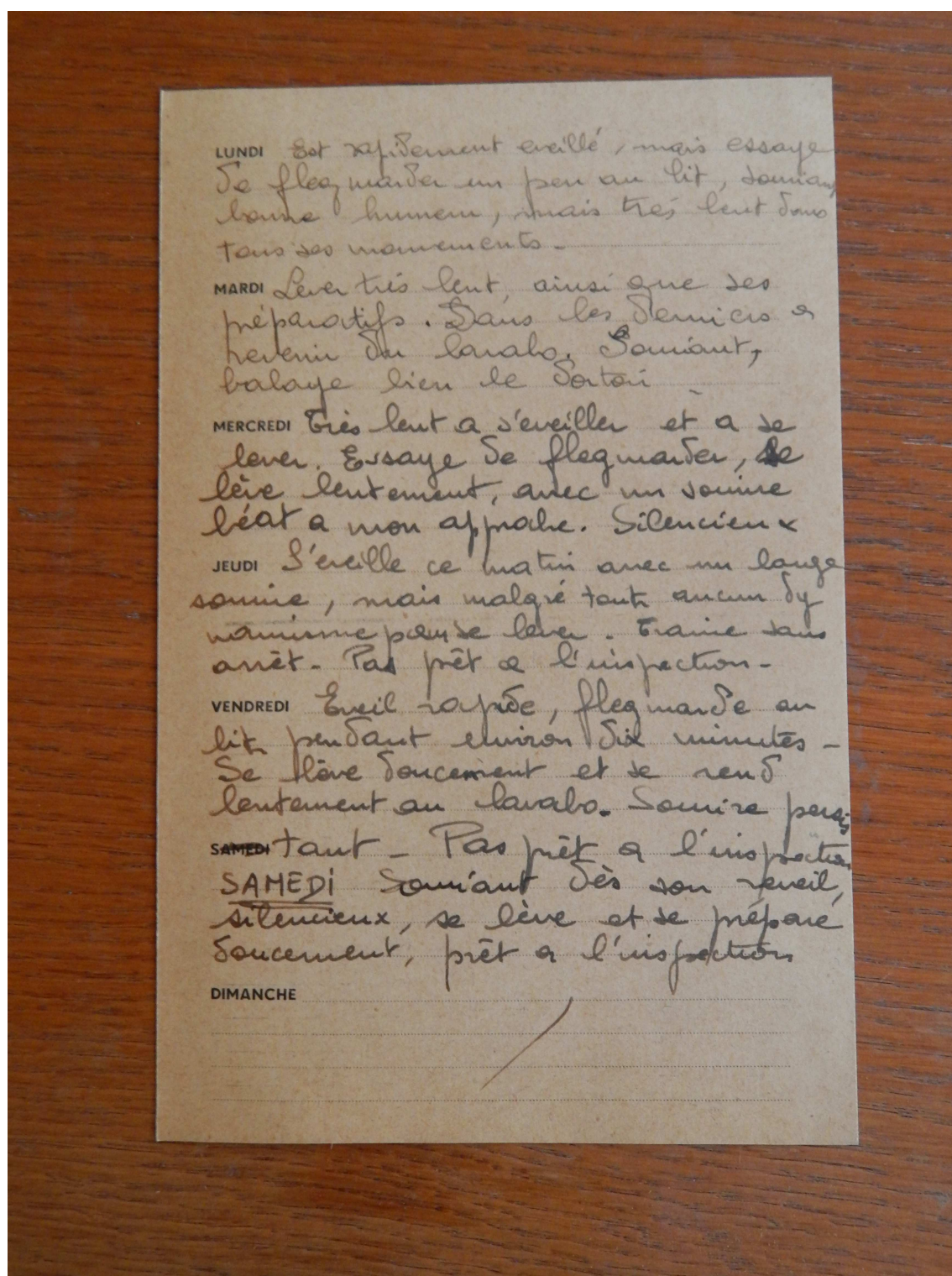


FIGURE 5 – Un exemple d'observation hebdomadaire au Centre d'Observation et de Triage de la région de Lille.

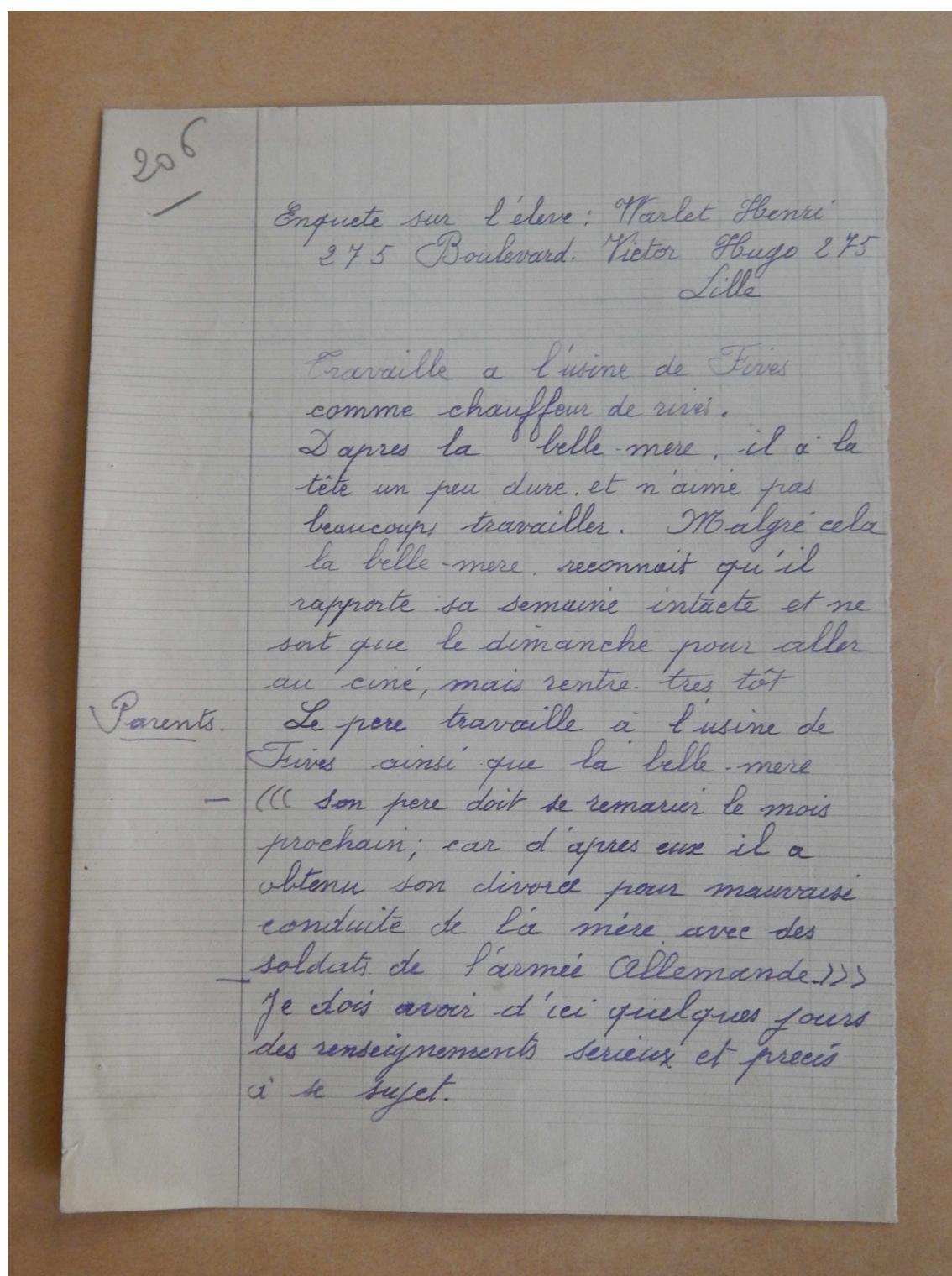


FIGURE 6 – Une enquête sociale au sujet d'un mineur du Centre d'Observation et de Triage de la région de Lille.

Table des figures

2.1	Un aperçu des destructions à l'Institut Médico-pédagogique	44
3.1	Un exemple d'enquête sociale menée au Centre d'Observation et de Triage de la région de Lille.	94
4.1	Invitation à rejoindre le C.L.A.J. ⁵⁹	122
4.2	La formule des caravanes ouvrières ⁶⁰	130
5.1	Une invitation à rejoindre la <i>Grande Cordée</i> dans les bulletins inté- rieurs du CLAJ ⁶¹	143
5.2	Un exemple de fiche d'observation de la <i>Grande Cordée</i> , année 1954.	148
3	Evolution de la population et de la mortalité à l'hôpital psychia- trique d'Armentières ⁶²	172
4	Evolution de la population et de la mortalité à l'hôpital psychia- trique d'Armentières.	173
5	Un exemple d'observation hebdomadaire au Centre d'Observation et de Triage de la région de Lille.	174
6	Une enquête sociale au sujet d'un mineur du Centre d'Observation et de Triage de la région de Lille.	175